FEB 2 1924

Année. N° 2. 15 Janvier 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

SOMMAIRE

		Pages.
. Loucheur	*Réparations et Sécurité*	241
Henri Duvernois	*Monsieur Frédéric*	255
Henry D. Davray	*Une visite à M. Ramsay Macdonald*	277
Comte Molé	*Souvenirs*	294
V. Blasco Ibañez	*Mare Nostrum.* — III	320
Henry Prior	*Balzac à Turin*	360
Pierre Lyautey	*Industries nationales et France d'outre-mer*	405
Jean Balde	*Au Pays girondin*	424
Guy de Montjou	*A quoi servent les Dirigeables*	441
Henry Bidou	Parmi les Livres : *Autour de la Politique*	454
Paul Souday	Les Lettres : *Au Théâtre*	464
André Chaumeix	La Politique : *Les Finances interalliées*	471

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

7 *décembre*. — Les élections britanniques sont une victoire pour les travaillistes et les libéraux. — Insurrection au Mexique contre le président Obregon.

8. — Le Reichstag accorde au chancelier Marx les pleins pouvoirs. — Le droit de vote municipal est accordé aux femmes italiennes.

9. — On annonce la conclusion d'un traité de commerce germano-américain. — Inauguration, en présence de MM. Millerand et Poincaré, du monument aux 239 morts de l'École Normale Supérieure.

10. — Inhumation à Charmes de Maurice Barrès. — Le roi George demande à M. Stanley Baldwin de conserver le pouvoir jusqu'à la réunion de la nouvelle Chambre.

11. — Manifestation des gardiens de la paix en faveur de l'indemnité de cherté de vie.

12. — Les rebelles mexicains instituent un gouvernement à la Vera-Cruz.

14. — Démission du Cabinet saxon. — Le Landtag de Thuringe décide de se dissoudre. — A Varsovie, chute du ministère Witos.

15. — Le Saint Office condamne le *Manuel biblique* de M. Vigouroux. — Démarche du Chargé d'affaires allemand auprès de M. Poincaré en vue de demander l'ouverture de négociations directes entre la France et l'Allemagne.

16. — Discours de M. Stresemann.

18. — Ouverture du procès de Germaine Berton. — Signature à Paris de la convention sur le statut et port de Tanger.

19. — Le Président de la République polonaise charge M. Grabski de former un nouveau Cabinet.

20. — Objections italiennes contre le statut de Tanger. — Exposé au Conseil fédéral suisse de la question des zones franches par M. Motta.

21. — Date probable (nuit du 21 au 22) de la destruction du dirigeable *Dixmude* au large du port sicilien de Sciacca.

22. — Nomination en Espagne de nouveaux sous-secrétaires d'État. — Arrivée des souverains grecs en Roumanie.

23. — M. Poincaré remet à la Courneuve la Croix de guerre. — Fêtes du Centenaire de Henri Fabre à Avignon.

24. — Propositions allemandes aux gouvernements belge et français au s d'un *modus vivendi* dans les rég occupées. — Acquittement de Germ Berton par la Cour d'assises de la Se

25. — M. Venizelos décide de rentre Grèce.

26. — 25e anniversaire de la découvert radium. — Le représentant commer russe à Paris est rappelé par son gou nement.

27. — La Chambre réduit à 577 le nom des députés et vote la loi des loy — Succès italiens en Tripolitaine. Attentat à Tokyo contre le pri régent Hiro-Hito. — Mort de l'in nieur Eiffel.

28. — Clôture de la session parlementai — Décrue de la Loire et du Rhône. Découverte par des pêcheurs italiens corps du commandant du *Dixmude*.

29. — La crue de la Seine devient inqu tante. — Les journaux commentent publication prochaine du texte l'accord franco-tchéco-slovaque. — M de M. Georges Noblemaire.

30. — A Palerme, obsèques solennelles commandant du *Dixmude*. — Mort général Buat. — Les États-Unis vende des armes au président Obregon.

31. — Le Conseil municipal de Paris déci l'augmentation du prix des transport — Le Congrès national hindou maintie la politique de Gandhi.

1er *janvier* 1924. — M. Millerand, en rec vant le corps diplomatique, sal « l'aube de la réconciliation et de la pa définitive ».

3. — Échanges de vues entre Paris Bruxelles au sujet de la réponse à fai à la note allemande. — Mort du peintr graveur Paul Renouard.

4. — La livre atteint 87,90, le dollar 20,5 — Les révolutionnaires mexicains me nacent Tampico.

5. — Attentat à Tokyo contre le palais d Mikado. — A Toulon, funérailles d commandant du Plessis de Grenédan. — A. Athènes, M. Venizelos est élu pré sident de l'Assemblée Constituante.

6. — Élections sénatoriales (Série B Haute-Garonne-Oise, 116 sièges). — L Seine atteint 7 m. 32 au pont d'Auster litz; commencement de la décrue.

RÉPARATIONS ET SÉCURITÉ

Quatre années se sont écoulées depuis la date de mise en vigueur du Traité de Versailles.

Le Président de la République vient, dans son discours au Corps diplomatique assemblé, de dire qu'il était peut-être permis *de saluer l'aube de la réconciliation et de la paix définitives.*

Cet optimisme est-il justifié? Nous pensons que oui, et nous sommes persuadés que pourront être maintenant appliquées les méthodes propres à conduire à cette Paix.

I. — DU 1er JANVIER 1920 AU MOIS D'AOÛT 1923

Les Gouvernements français qui se sont succédé en 1920, 1921 et 1922 ont poursuivi jusqu'au milieu de cette dernière année une politique sensiblement la même.

Sans revenir sur les différents incidents qui ont marqué cette période on peut caractériser comme suit l'œuvre qui y a été accomplie. Elle a consisté à :

1° Fixer la dette de l'Allemagne dans les délais impartis aux Traités;

2° Faire procéder à la livraison par l'Allemagne des différents matériels (bateaux, wagons, etc.) précisés dans le Traité;

3° Faire commencer et se poursuivre une partie des livraisons en nature (charbon, coke, bétail, etc.).

4° Procéder à un premier désarmement de l'Allemagne.

Dans toute cette période et dans les diverses conférences qui ont eu lieu, notre Pays s'est trouvé constamment devant ses Alliés comme un *demandeur*. On peut dire que la situation des diverses parties en présence a été la suivante :

1° La France a plusieurs fois proposé des solutions qu'elle a essayé de faire les plus raisonnables possibles, compte tenu de ce qui était considéré comme réalisable par l'Allemagne au moment considéré.

Elle a notamment, en mars et en décembre 1921, indiqué que rien n'était possible sans une réforme monétaire en Allemagne et sans un contrôle rigoureux des finances du Reich et de son commerce extérieur.

Elle a indiqué des méthodes de paiement où le sens pratique l'a quelquefois emporté sur la théorie.

Elle a constamment signalé que l'Allemagne n'effectuait pas réellement le désarmement auquel elle s'était obligée.

2° La Grande-Bretagne a toujours — et en toute bonne foi — été persuadée que la France demandait l'impossible.

Elle a constamment cru à la bonne volonté de l'Allemagne. Elle n'a pas compris, en mai et en décembre 1921, l'importance du problème monétaire allemand et elle s'est opposée à l'exercice de tout contrôle sérieux.

Elle a repoussé certains modes de paiement proposés, comme celui consistant en la remise de valeurs industrielles allemandes, sans rien suggérer en contre-partie.

Elle n'a jamais cru au non-désarmement complet de l'Allemagne, et par la bouche de Lord Curzon, elle a proposé en 1921 la suppression de tout contrôle de l'aviation dans le Reich.

3° La Belgique a essayé de concilier les deux points de vue anglais et français, ce qui, dans certains cas, a eu pour résultat d'écarter provisoirement la solution de quelques-uns des points fondamentaux.

Hypnotisée par la priorité qui lui a été reconnue sur les versements des Réparations et que, par sa ténacité, le Gouvernement français avait réussi à lui faire accorder en 1919, elle a constamment vu ou cru voir des entorses à ce privilège dans la moindre tractation relative aux réparations. Cela a pour beaucoup contribué à rendre ses efforts moins productifs.

4° L'Italie et le Japon ont pris une attitude variable suivant les questions et suivant les événements.

5° L'Allemagne a fait preuve d'une indiscutable mauvaise volonté.

Les Gouvernements allemands que nous avons eus devant nous, avaient peur du Reichstag, des Nationalistes, de la Bavière... encore plus que des Alliés :

— Le sort tragique réservé à quelques-uns de ses Dirigeants hantait inconsciemment l'esprit des survivants.

— La faillite monétaire, résultat de la conception absurde de l'inflation, plus encore que d'un plan systématique, a montré l'absence, dans ce grand Peuple, d'hommes d'État capables de faire face aux énormes difficultés de la situation.

— Aucune volonté réelle, même pas pour accomplir le mal!

— Une politique basée, avant tout, sur le profit à retirer des divergences de vues entre la France et la Grande-Bretagne.

II. — DU MOIS D'AOÛT 1922 À FIN 1923

Avec la réunion à Londres de la Conférence interalliée, en août 1922, commence une autre période.

M. Poincaré, par ses déclarations, fait comprendre nettement que la France ne peut faire plus longtemps crédit à une Allemagne désorganisée, courant à la faillite monétaire, et que les Alliés doivent s'unir pour pratiquer la politique dite des gages.

Cette politique avait été commencée en 1921 en accord avec l'Angleterre par l'occupation de Ruhrort, Duisburg et de Düsseldorf, véritables clefs de la région de la Ruhr.

De discussion en discussion, la France n'ayant pu se mettre d'accord avec l'Angleterre à la réunion de janvier 1923 à Paris, décida de concert avec la Belgique, l'occupation immédiate du bassin industriel et minier de la Ruhr.

L'Allemagne commit alors la grande erreur d'organiser la résistance dite passive, s'imaginant qu'elle lasserait notre patience et qu'elle serait servie d'un côté par les divergences des partis politiques en France et, d'un autre côté, par l'oppo-

sition qui se dresserait dans le Monde contre la décision française.

Une fois de plus, l'Allemagne s'est trompée et ses espoirs se sont évanouis.

Elle a reconnu sa défaite il y a trois mois. Elle a, du fait de la résistance passive, aggravé inutilement sa situation intérieure et financière.

La question reste entière devant elle au 1er janvier 1924 comme elle l'était au 1er janvier 1923.

III. — L'ANGLETERRE AU 1er JANVIER 1924

Il est bien difficile de formuler des pronostics raisonnables sur la situation en Grande-Bretagne. L'erreur commise par les conservateurs en novembre dernier a jeté ce pays dans une situation politique que des nations comme la Belgique connaissent bien; celle-ci possède, en effet, trois partis aux programmes rigides et quasi inconciliables. Le régime parlementaire qui fonctionnait normalement chez nos voisins d'Outre-Manche avec les deux grands partis traditionnels, s'accommode mal de l'arrivée d'un troisième, plein d'ardeur, et au programme bourré d'idées neuves.

Nous ne connaissons guère ces difficultés en France où l'individualisme l'emporte toujours sur la discipline des partis. Cela permet la constitution de majorités souvent précaires, jamais homogènes, quelquefois suffisamment attachées à une pensée ou à un but pour assurer la stabilité relative d'un Gouvernement.

Mais quel que soit le parti qui prendra le pouvoir en Angleterre, *on peut affirmer qu'il s'efforcera de trouver une solution acceptable pour ses relations avec la France.* La nécessité de l'Entente cordiale est très fortement ancrée dans l'esprit des Anglais. En beaux joueurs qu'ils sont, ils reconnaissent qu'ils ont commis une erreur en janvier 1923. Tout en continuant à affirmer que l'occupation de la Ruhr ne paiera pas, ils se disent d'accord quand on leur fait remarquer qu'elle constitue entre nos mains un moyen d'action puissant pour atteindre notre but. Ils craignent toujours que ce but soit

de nous assurer à notre tour l'hégémonie économique à laquelle les Allemands prétendaient.

Si nous leur prouvons le contraire, en n'hésitant pas à envisager avec eux des formules d'accord économique à trois ou à quatre, qui sont d'ailleurs seules de nature à ramener la vraie Paix en Europe, leurs objections tomberont, j'en suis persuadé.

Je crois, en un mot, qu'il n'est pas impossible de trouver, avec la Grande-Bretagne, un terrain d'entente acceptable pour nos deux Pays.

L'opinion publique anglaise critique l'opération de la Ruhr, mais elle est restée très sympathique à la France.

Si regrettables que soient les constatations qui suivent, il faut dire franchement que les sentiments français, vis-à-vis de la Grande-Bretagne se sont refroidis. Son attitude depuis deux ans a beaucoup attristé notre peuple. On entend couramment, chez nous, des hommes politiques, des industriels, des bourgeois, « the man in the street » déclarer qu'il faut nous passer, si cela est nécessaire, du concours de la Grande-Bretagne et régler nos affaires tout seuls avec l'Allemagne.

Contrairement à ce que croient certains, cette méthode n'est pas impossible à employer. Rappelons-nous que nous avons appris, dans la guerre, à être patients et tenaces. Disons aussi franchement qu'elle nous demandera beaucoup de temps, beaucoup de soins et de soucis, pour arriver à un résultat sérieux. Pendant toute cette période, le Monde et la France se trouveront dans un état de déséquilibre qui peut être fâcheux pour tous.

Tout en constatant, je le répète, que nous saurions résoudre ces difficultés sans la Grande-Bretagne, nous serons tous d'accord pour faire les plus grands efforts possibles, sans rien sacrifier de nos droits vitaux pour arriver à une entente avec elle :

1° Parce que nous sommes et que nous entendons rester des Alliés fidèles.

2° Parce que c'est notre intérêt, *comme le sien.*

Je pense que ce sentiment est partagé par beaucoup d'hommes politiques britanniques. Je puis dire, en tout cas, qu'il l'était par M. Bonar Law.

Je suis bien obligé ici de faire allusion au voyage que j'ai fait à Londres en avril 1923, et qui fit quelque bruit à l'époque.

Je ne reviendrai pas sur les conditions dans lesquelles j'ai entrepris ce voyage, ni sur les absurdes racontars auxquels il donna lieu.

Un certain nombre de faits de la deuxième quinzaine d'avril ont largement suffi pour éclairer l'opinion et justifier ces conversations, du point de vue français.

J'avais, pour M. Bonar Law, le plus grand respect. Je l'avais connu pendant la guerre. J'avais travaillé avec lui aux heures difficiles de la conclusion de la Paix.

J'avais pu apprécier, au début de 1921, son intervention toujours utile dans nos réunions interalliées. M. Lloyd George lui demandait généralement son avis aux moments difficiles, et je l'avais constamment trouvé sage, plus agissant et plus résolu qu'il ne le paraissait, et très sincère ami de notre Pays.

Je conserverai toute ma vie le souvenir de notre conversation en avril en cette jolie ville du bord de la Manche, dans un site délicieux rappelant, par sa végétation, nos côtes de Bretagne.

La maladie avait déjà commencé ses ravages sur lui.

Je m'aperçus, au bout de cinq minutes de conversation, qu'il était très préoccupé de la situation, et qu'il était poussé par son Parlement à prendre une décision nette.

Je lui dis qu'à mon avis, il existait des préventions en Angleterre quant aux réels désirs de la France.

Avec sa bonne loyauté d'Anglais, au fort sentiment national, il comprenait bien qu'il ne pouvait pas être question, pour la France, de ne pas mener jusqu'à bonne fin l'opération commencée dans la Ruhr.

C'était l'époque où M. Cuno émettait la singulière prétention de n'ouvrir aucune négociation avant complète évacuation des territoires de la Rive droite du Rhin. Je n'ai pas trouvé un homme politique anglais qui admît pareille exigence.

Je fis remarquer à M. Bonar Law qu'en janvier 1923 il y avait une divergence fondamentale d'opinions entre la France et la Grande-Bretagne sur la décision à prendre de saisir des gages ou non, mais il me paraissait que la discussion devait

se trouver maintenant bien simplifiée, puisque des faits étaient accomplis et que le gage principal était maintenant saisi par la France et la Belgique.

La conversation se poursuivit alors très cordialement sur le règlement même des Réparations.

M. Bonar Law considérait, comme beaucoup de ses compatriotes, que le fait d'avoir signé avec le Gouvernement des États-Unis un accord pour le règlement de la dette britannique, modifiait la position dans laquelle l'Angleterre s'était trouvée au moment des conversations des Chequers en décembre 1921, quant à l'abandon des créances interalliées.

Nous avons d'ailleurs retrouvé, ces jours-ci, cette opinion dans la bouche de M. Ramsay Macdonald.

Il envisageait, par suite, que la Grande-Bretagne ne pouvait plus renoncer, vis-à-vis de l'Allemagne, à la totalité des réparations, en même temps qu'à ses créances envers ses Alliés.

M. Stanley Baldwin m'avait fait, la veille, une observation du même ordre.

Comme on le voit, cela revenait à dire qu'il fallait réclamer à l'Allemagne :

1° Les sommes nécessaires pour la réparation des régions dévastées.

2° Les sommes nécessaires pour que les Alliés puissent régler à l'Amérique le montant de leurs dettes, les autres dettes interalliées étant toutes annulées.

Je fis remarquer au Premier anglais, comme aussi au Chancelier de l'Échiquier que, si je me référais à ce qu'ils avaient souvent dit eux-mêmes, on risquait peut-être de dépasser la capacité de paiement de l'Allemagne. L'Angleterre devrait pouvoir, me semblait-il, se contenter d'une fraction et non de la totalité du montant de l'engagement pris par elle vis-à-vis de l'Amérique, engagement qui n'était pas sans effrayer M. Bonar Law.

Chacun sait qu'au moment où M. Stanley Baldwin rentra en Angleterre, revenant de Washington, le Cabinet britannique avait failli ne pas ratifier le protocole qu'il avait signé, trouvant les conditions trop lourdes.

Je n'eus pas de réponse précise de M. Bonar Law, pas plus que de M. Stanley Baldwin à ma suggestion, mais j'eus le

sentiment que, sur les chiffres, il était possible d'arriver à trouver un arrangement; je le voyais personnellement, comme devant être réalisé sur les bases suivantes :

1° Paiement à la France et à la Belgique des sommes nécessaires à la restauration des régions dévastées.

2° Annulation totale des dettes interalliées, sauf celles vis-à-vis de l'Amérique.

3° Mise à la charge de l'Allemagne des sommes qui pourraient être réclamées par l'Amérique pour ses créances, sauf par l'Angleterre à consentir une atténuation de cette clause, en ce qui la concernait.

Évidemment, M. Bonar Law était préoccupé des répercussions économiques possibles de tout ce règlement. Nous envisagions qu'un accord devrait intervenir entre la France, la Belgique et le Luxembourg, l'Angleterre et l'Allemagne, pour un certain nombre de grandes questions, comme par exemple l'exportation des produits métallurgiques. Il parlait de tout cela ave un sincère désir de trouver des solutions raisonnables, préoccupé des énormes difficultés qu'il apercevait pour son Pays, mais animé d'un sincère désir de coopérer avec nous, et d'arriver à un arrangement pour le plus grand bien de la France et de la Belgique.

SÉCURITÉ

Puis nous parlâmes de la question de sécurité.

Il était encore imbu de l'idée qu'il fallait obtenir, de la seule bonne volonté de l'Allemagne, les garanties nécessaires. C'est l'erreur fondamentale qu'ont commise la plupart de nos amis britanniques. Nous connaissons les Allemands mieux qu'eux, — c'est un peuple qui ne s'est pas modifié, qui n'a pas fait, en réalité, sa révolution. Il la continue certains jours, il la détruit certains autres, il ne peut maintenir un gouvernement au pouvoir que si celui-ci accepte de saboter le plus qu'il pourra le Traité de Versailles.

Comment croire alors à une bonne volonté quelconque, tant que l'Allemagne restera dans l'état où elle est aujourd'hui?

J'ai essayé de convaincre M. Bonar Law. Je lui ai montré qu'aucun Gouvernement allemand n'aurait jamais assez

d'énergie pour imposer sa volonté au peuple, s'il n'y avait pas, en même temps, une volonté formulée, nettement et sans restriction, par les Alliés. Une fois ceux-ci d'accord sur des bases équitables, l'Allemagne s'inclinera comme elle l'a toujours fait. Cet accord préalable est seul de nature à empêcher l'emploi de la force.

Je dois ajouter que toute l'opinion publique anglaise était, à ce moment (avril 1923), très disposée à envisager des garanties de sécurité à donner à la France.

J'ai vu à la même époque M. Ramsay Macdonald, et beaucoup d'autres Anglais qu'on dit être opposés à notre pays. Je puis affirmer que la solution de ce problème de la sécurité les préoccupait beaucoup et que, peu à peu, ils arrivaient à la considérer comme elle doit l'être, c'est-à-dire comme une nécessité, non seulement pour la France, mais pour la Grande-Bretagne et pour toute l'Europe.

J'ai dit à certains d'entre eux, et à celui-là même qui prendra peut-être le pouvoir demain : « Vous êtes des pacifistes, vous voulez la Paix du Monde, et, par votre indifférence à ce problème de la sécurité, vous finirez par déclancher la guerre. » Cette vérité les a toujours frappés, et, là encore, je ne vois pas ce qui pourrait empêcher, après une explication complète et franche, que des solutions raisonnables soient trouvées.

Que ce soient les conservateurs, les libéraux ou les travaillistes, aucun d'eux ne croit sincèrement que la France évacuera la Ruhr sans avoir des garanties certaines pour les paiements et la sécurité.

« Il ne peut pas être question, leur disais-je, de continuer à rédiger des papiers, qui ne sont que des promesses, quand la signature du débiteur a déjà été protestée plusieurs fois. *Il nous faut des réalités.* »

Je ne veux pas savoir si ces conversations d'avril 1923, dont je n'ai voulu indiquer que l'atmosphère et l'esprit, n'auraient pas pu être suivies de discussions plus précises. Lord Curzon était absent de Londres au moment de mon voyage. J'ai entendu raconter que le Foreign Office n'avait pas été, pendant cette période, en complet accord avec les dirigeants du Cabinet. Toutes les politiques ont leurs mystères...

Si j'ai rappelé ces quelques souvenirs, c'est seulement pour indiquer quel était, à cette époque, l'état d'âme du Peuple anglais et de son gouvernement. Je crois qu'il est resté le même aujourd'hui. Je crois aussi que, dans la discussion nouvelle, nous aurions aujourd'hui, grâce à la Ruhr, plus d'atouts dans notre jeu, car les Anglais, comme les autres Alliés, ont enregistré le fait que l'Allemagne a dû se déclarer vaincue en abandonnant toute résistance. Comme, d'autre part, nous avons bien l'intention d'user de ces atouts, *mais de ne pas en abuser*, cela peut singulièrement faciliter un arrangement. Sur quelles bases?

1° Au point de vue des chiffres, sur celles qu'a indiquées M. Poincaré dans son mémorandum du 3 janvier 1923, ou sur celles que j'ai indiquées plus haut, et qui coïncident presque complètement avec ce mémorandum.

Bien entendu, une série de mesures seront à prendre en même temps : contrôle des finances allemandes, établissement d'une monnaie stable, etc.

2° Au point de vue de la sécurité, les bases peuvent être celles que j'ai indiquées à la Chambre le 7 novembre 1922 et qui, pour la plupart, ont eu depuis l'agrément du Gouvernement français. Elles seraient utilement complétées par le pacte de garanties envisagé en janvier 1922, complété, comme cela avait alors été prévu par nous, par les précisions nécessaires.

Si l'Angleterre et nous (Français et Belges) y sommes bien résolus, l'Allemagne exécutera ce que nous aurons décidé et qui sera certainement raisonnable et possible. Elle est en pleine décomposition; aucun de ses hommes d'État n'a pu apporter une solution sérieuse. Celle-ci en sera une. L'Allemagne l'acceptera, peut-être comme le salut. Toutes les velléités de revanche cesseront quand elle sentira la France et l'Angleterre résolument décidées à appliquer intégralement le programme sur lequel elles se seront mises d'accord. Les garanties de sécurité demandées par la France seront d'ailleurs, comme je l'ai dit plus haut, les meilleurs gages de la paix.

IV. — LA BELGIQUE

Il va sans dire que la grande compétence de nos amis belges doit être d'un grand secours dans de pareilles négociations.

Les idées que j'exprime ci-dessus sont, pour la plupart, celles que le Gouvernement belge a souvent mises en avant.

A la condition de nous mettre au préalable d'accord avec lui sur tous les points, et d'être bien décidés à n'abandonner aucune des conditions fondamentales, non seulement la conversation doit aboutir à un résultat quant aux réparations et à la sécurité, mais elle doit réaliser, en même temps, l'entente économique indispensable entre les trois nations et à laquelle, cela va sans dire, l'Italie doit être conviée à participer, car elle y a tous les droits.

V. — DETTES INTERALLIÉES

J'ai indiqué plus haut que leur annulation s'imposait entre les Alliés. Reste la question des dettes envers l'Amérique.

On parle de reprendre les négociations, de discuter avec elle des plans de paiement...

Je ne veux troubler en rien ces projets et ne veux dire qu'une chose : pour un pays comme la France, qui n'exporte que la quantité de marchandises nécessaire pour payer ses propres importations, il lui faudra faire absorber par le Monde, et notamment par les États-Unis, une quantité importante de marchandises supplémentaires pour arriver à effectuer ce règlement. Je me demande si ceux qui discutent ces questions ont suffisamment réfléchi à cette éventualité.

En tous cas, les hommes d'État anglais l'ont étudiée à fond. Aussi, dès le mois de décembre 1921, le Premier ministre anglais envisageait-il l'annulation générale des dettes et créances. L'accord intervenu entre M. Stanley Baldwin et le Gouvernement américain écarte cette solution; il faut maintenant en trouver une autre : celle que j'ai suggérée plus haut, pour le règlement avec l'Allemagne, est la seule qui me paraisse pouvoir être retenue.

VI. — DU MODE DE PAIEMENT PAR DES ACTIONS INDUSTRIELLES

Je ne puis pas, en parlant des Réparations, passer sous silence cette question toute d'actualité.

Mon collègue, M. Paul Reynaud, l'a soulevée en 1922 et à nouveau ces jours derniers. Il a ainsi mis la Chambre française au courant de ce qu'on a appelé le plan Rechberg.

J'ai déjà eu l'occasion de rappeler, lors de sa première intervention, que dès les Conférences de Boulogne et de Lympne, et puis ensuite en 1921 à trois ou quatre reprises, la France a proposé un système analogue. Il consiste à recevoir en paiement des réparations 25 ou 33 p. 100 d'actions de toutes les Sociétés ou firmes industrielles allemandes.

M. Rechberg et avec lui, semble-t-il, M. Paul Reynaud, envisagent qu'en dehors du règlement quasi total qui s'effectuerait ainsi, on créerait des liens tels entre les industries et les Industriels allemands et français que les risques de guerre disparaîtraient presque complètement, et que par suite on résoudrait, d'un seul coup, les questions de réparation et de sécurité.

Hélas! Je ne crois malheureusement pas qu'il puisse en être ainsi, parce que :

1° La valeur de ces participations serait loin d'atteindre le montant dû pour les réparations. Elle ne peut être qu'un mode de règlement partiel, d'autant plus que beaucoup d'entre elles ne présenteraient pratiquement pas de véritable intérêt industriel pour nous.

2° La sécurité ne serait en aucune façon garantie. On pourrait craindre que les Allemands ne cherchent à se débarrasser par tous les moyens de cette hypothèque gênante.

3° Ce système n'apporte enfin aucune solution au très difficile problème de transfert des richesses par-dessus les frontières.

M. Paul Reynaud avait eu, l'an dernier, la pensée d'étendre même ce mode de règlement en l'appliquant à toute la propriété immobilière allemande. Bien entendu on se heurterait, plus fortement encore dans cette hypothèse, à la question du

change, en notre monnaie nationale ou en or, des marks représentant le revenu annuel des immeubles considérés. Ce transfert ne peut s'effectuer pratiquement que sous forme de marchandises.

De quelque côté qu'on se tourne, ce sont toujours les mêmes obstacles que l'on rencontre. Et c'est peut-être parce que les hommes d'État des divers pays ne les ont pas suffisamment considérés, parce qu'il est aussi très difficile de les expliquer clairement aux Peuples, que le Monde continue à vivre dans le trouble.

Si l'on veut pratiquement adopter, pour règlement d'une partie de la dette allemande, la remise par le Reich de valeurs industrielles, il faut prévoir le rachat possible, pendant deux ans par exemple, de la plupart d'entre elles par les industriels allemands. Ceux-ci désireux, au bout de quelque temps, de se débarrasser de ces actionnaires étrangers s'efforceront certainement de se procurer des devises étrangères, en engageant au besoin leur propre crédit, pour racheter leurs titres.

Dans un certain nombre d'affaires minières par exemple, il paraîtra plus opportun de les garder entre nos mains pour assurer à nouveau un équilibre économique actuellement rompu.

CONCLUSION

Il y a trois ans, nous disions à l'Angleterre :

« *Rien à faire si on n'oblige pas l'Allemagne à réaliser un assainissement financier et monétaire.*

» *Il est indispensable de régler en même temps la question des dettes interalliées.* »

Il ne faut jamais, en politique, avoir raison trop tôt...

Personne, en France, en Belgique, en Angleterre, en Italie ne conteste plus aujourd'hui ces vérités élémentaires.

La Grande-Bretagne nous a laissés aller seuls dans la Ruhr.

Rien ne lui servirait de bouder plus longtemps devant des faits accomplis.

Les Alliés ont *un commun intérêt politique* à empêcher l'Allemagne de recommencer sa course à la guerre d'avant 1914.

Ils ont *un commun intérêt économique* à assurer le sort de leurs industries et de leurs commerces.

Cela est impossible sans que soit réglé, sur des bases équitables, le problème des réparations et des créances interalliées.

La France et la Belgique ont travaillé pour tous *en donnant aux Alliés, par l'occupation de la Ruhr, le moyen de briser la mauvaise volonté allemande.*

Que les Alliés mettent en commun aussi leur bonne volonté, et rien ne s'opposera plus à ce que se lève enfin « l'aube de la réconciliation et de la paix définitives ».

LOUCHEUR

MONSIEUR FRÉDÉRIC

I

Depuis le temps qu'il se servait de faux papiers, M. Frédéric n'avait plus sur sa nationalité que des données fort vagues. Il était né à Pravadia, de père inconnu et d'une mère tzigane qui vendait, au hasard de sa course à travers le monde, des soieries orientales, des peignes de celluloïd et des colliers d'ambre. Quand il eut sept ans, sa mère le déposa chez un vieillard salonicien, lui dit : « Tu appelleras ce monsieur grand-père » et disparut. Le grand-père qui cachait dans une masure meublée à l'européenne un passé redoutable, tenait du patriarche par sa majesté et du faux monnayeur par l'inquiétude de ses yeux malades. Il voulut faire de la sauvage petite bête que le destin lui envoyait, un animal savant. Mais à l'âge de quatorze ans, le jeune Frédéric déroba une pièce de monnaie pour s'acheter des bonbons. Le vieillard, après l'avoir roué de coups, le chassa. Dévoré de honte et de fureur, l'enfant se traîna sur la route, un genou luxé, le crâne en sang, à demi mort de faim et de soif. Un confiseur, qui avait besoin d'un domestique à bon compte, le recueillit et le garda deux ans. Puis un certain M. Truppe à qui le confiseur avait vanté l'intelligence de son aide, s'intéressa à lui, le prit comme secrétaire et lui inculqua le rudiment de son propre métier, qui était l'espionnage au service de l'Allemagne.

Quand M. Truppe mourut, le disciple recueillit sa succession administrative. Il parlait cinq langues et pouvait passer

tour à tour, aux États-Unis pour un professeur de français, en Angleterre pour un avocat-conseil italien et en Italie pour un archéologue espagnol. Petit, gras, les traits mous noyés dans une barbe cotonneuse, il jouait aussi bien le Gobseck attaché férocement à ses sous que le savant distrait, pénétré d'un rêve utopique. D'ailleurs il n'était qu'espion, mais il l'était comme d'autres sont peintres, poètes ou musiciens : jusqu'aux moelles. Habillé de noir, correct et courtois, il ne sortait que ganté et ne se séparait point de son parapluie, meuble bourgeois d'aspect rassurant. Il avait les gestes rares, arrondis et prudents des charmeurs de moineaux et approuvait d'enthousiasme tout ce qu'on lui disait. Un bon vieux! M. Frédéric, grâce à des études toutes particulières dirigées par M. Truppe, s'exprimait en français avec pureté, faisant rouler les « r », ce qui lui donnait l'accent bourguignon. A peine eut-on pu remarquer une certaine lenteur d'élocution, qu'il corrigeait en bégayant avec autant de naturel que d'à-propos.

Au printemps de l'année 1913, pourvu d'un faux état civil, l'espion s'installa à Paris. Il s'occupait de brevets, disait-on dans l'humble maison de Montmartre qu'il habitait, à mi-flanc de la Butte. Sur sa porte, une carte de visite stipulait : *Monsieur Frédéric, brevets d'invention, Paris.* Il sortait vers neuf heures du matin et saluait sa concierge : « Bonjour madame Lecorvex. Joli temps! » ou « Vilain temps, madame Lecorvex! » A huit heures du soir, il rentrait. Les odeurs d'ail et d'oignon mijotés qui sortaient alors de son logement faisaient dire aux voisins : « Voilà le père Frédéric qui cuit son frichti. » On le prenait pour un pauvre qui aurait eu, jadis, une belle situation. Le crêpe qu'il portait au bras achevait de le rendre sympathique. Il s'intéressait aux enfants et leur recommandait de bien travailler et d'être sages. Parfois il confiait à madame Lecorvex : « C'est dur d'être seul! » La concierge, émue, lui versait en manière de consolation un petit verre de brou de noix. « Vous avez votre nièce, monsieur Frédéric! » Une nièce de la Côte-d'Or, qui venait le dimanche après-midi. « Elle est jeune, elle se mariera, soupirait-il, et je ne la verrai plus qu'au Jour de l'An! » Une brave petite, selon lui, orpheline et qui gagnait sa vie en

donnant des leçons de piano. Le dimanche, au lieu de s'amuser elle mettait un peu d'ordre dans les affaires de son oncle. En semaine, celui-ci faisait son ménage avant de sortir. Par l'entre-bâillement de la porte, des indiscrets avaient pu jeter un coup d'œil sur ce logis de célibataire : un lit de sangle, une table de bois blanc, des chaises dépaillées, un bureau de poirier noirci. Des chromo-lithographies ornaient les murs : cavaliers en patrouille; le petit chaperon rouge tirant la bobinette fatale et les apprêts d'un festin pantagruélique comportant une hure de sanglier sur un plat de vermeil, deux compotiers de cristal chargés de fruits improbables et des vins pourpres dans des hanaps rehaussés d'or.

II

La vie intérieure de M. Frédéric était paisible. Quelquefois il achetait des caramels pour retrouver le goût âcre de son premier vol. Le seul sentiment humain qu'il eût conservé était la pitié que lui inspirait cette image : un enfant roué de coups, rampant sur la route... En suçant ses caramels, M. Frédéric, quinquagénaire, songeait avec fierté que le petit vagabond était devenu un monsieur, un monsieur-espion, qui jouait un rôle international, portait un chapeau haut de forme, mettait des gants et connaissait une fois par jour la saveur de la viande. Il aurait voulu comparaître en bel équipage devant le grand-père salonicien et lui cracher à la figure. Mais bien que le pays soit fertile en centenaires, le vieillard devait être mort depuis longtemps. Et M. Frédéric gardait ainsi au cœur une haine inassouvie qu'il reportait sur les ennemis de la nation qui le payait. Un espion modèle et que rien n'aurait pu distraire de sa tâche. Sans famille, sans religion, sans patrie, il était resté sans amour. A vingt ans, laid et boiteux, il avait rencontré au hasard d'une mission à Venise une certaine madame Fricopus, chanteuse, qui lui était adjointe par ordre supérieur. Madame Fricopus ressemblait à Junon. La masse énorme de ses cheveux blonds albinos l'eut écrasée si elle n'avait supporté cette charge avec la robustesse placide d'une statue; son teint doré était celui des quarteronnes, bien que son visage fût d'une grande

régularité. Cette forte dame ne marchait point, mais sautillait, ne parlait point, mais gazouillait. Le mot : « petit » était son expression favorite et elle employait les diminutifs avec espièglerie : « J'ai pris un petit fiacre, et j'ai envoyé mon petit rapport; ensuite j'ai fait une petite promenade pour ma petite santé. » Un type d'espionne sentimentale. Elle fréquentait les concerts d'orgue, pour sangloter. On la remarquait trop. La couleur foncée de sa peau faisait ressortir la pâleur de ses cheveux au point qu'elle paraissait coiffée de crème, ce qui lui avait valu ce surnom : « Café à la viennoise. »

M. Frédéric tomba amoureux de sa partenaire, bien qu'il estimât fâcheux de s'établir espionne avec un physique aussi voyant. Il lui écrivait en cinq langues des vers enflammés qu'elle accueillait avec un sourire contraint et il allait jusqu'à se charger de ses besognes quand elles étaient fatigantes ou périlleuses. Un soir, au chant des gondoliers, sous un ciel de romance, il lui proposa le mariage. Madame Fricopus susurra : « Oh! mon bien cher Monsieur, j'ai déjà un petit mari! » Alors, il la trouva ridicule, ne l'entretint plus que d'affaires de service et la quitta bientôt. En 1897, il la revit et elle lui annonça qu'elle venait de donner le jour à une fille. Où était le mari? Mystère. M. Frédéric ne posait jamais de questions. Les chevaliers d'industrie et les espions détestent qu'on les questionne. Casanova a écrit une page indignée sur l'indiscrétion d'un gentilhomme qui avait eu le front de lui demander l'origine de l'ordre qu'il portait en sautoir. N'aimant point être interrogé, M. Frédéric n'interrogeait point. Il conclut : « Tous mes regrets, chère madame Fricopus : nous ne pouvons plus travailler ensemble. Un mari, passe encore. Un enfant? Impossible... Déjà vos cheveux vous signalent à trente mètres, vous dépassez de deux têtes la plupart des femmes, enfin vous manquez d'activité. Ne pleurez pas, je vous prie. Mettez-vous dans la blanchisserie ou dans la confiserie et brodez des pantoufles à votre époux. Notre métier n'est pas un métier de bonne ménagère. »

La superbe madame Fricopus fondit de désespoir : « Que deviendrai-je si vous m'abandonnez! s'écria-t-elle. C'est une mère qui vous implore pour son enfant! Mon mari est artiste,

il peint à l'huile de petites photographies et cela fait des miniatures que commandent surtout les demoiselles de music-hall. Pour sa clientèle, il doit surtout sortir le soir et le cher mignon est faible de la poitrine. Il faut excuser, monsieur Frédéric; ce ne sont ni les ministres ni les ambassadeurs qui font faire des miniatures avec des petites photographies. Nous sommes gênés. Je dois continuer à travailler comme aide de grands messieurs comme vous. Ayez pitié! Dès que j'aurai mis une certaine somme de côté, je chercherai autre chose, dans la confiserie, comme vous avez bien voulu me le conseiller, monsieur Frédéric, ou dans la teinturerie. Ne me signalez pas, je vous le demande à genoux! »

Là-dessus elle fit du zèle et devint imprudente. Son chef ramené à la froide raison s'arrangea pour l'éloigner. Et il arriva malheur à madame Fricopus. Quel malheur? On ne le sut jamais. Cette femme, de proportions si imposantes, se volatilisa. Toutes les recherches demeurèrent vaines. On trouva des traces de son passage à Prague, à Budapest et à Paris, puis elle plongea sans que la police française en fût avisée et pour cause. Sa fille, Julia, resta à la charge du père qui abandonnait de plus en plus ses travaux artistiques au bénéfice de l'alcool. Dès qu'il le put, M. Fricopus qui craignait les responsabilités pour son propre compte, donna à son enfant le métier maternel...

En mars 1914, M. Frédéric reçut la visite d'une jeune fille qui lui apportait des documents à transmettre. Quand leur entretien officiel fut terminé, la jeune fille lui apprit qu'elle n'était autre que Julia Fricopus, devenue Julie Fricot. Elle ressemblait à sa mère, la stature en moins, mais elle coupait et teignait en noir ses cheveux qui l'eussent fait remarquer. Après une brève émotion qui remontait à vingt ans, le cœur de M. Frédéric s'était pétrifié au point que la vue de la fille de son idole le laissa indifférent.

— Je suis plus énergique que ma mère, — lui confia mademoiselle Fricopus. — Ne craignez rien, j'ai le métier dans le sang et je vous le prouverai.

Elle parlait net et les phrases sifflaient entre ses lèvres minces.

— Je ne demande qu'à vous croire, — répondit-il. — Pour les autres, vous serez ma nièce, une nièce de la Côte-d'Or.

Ils se revirent. Afin de parler librement, ils se donnèrent des rendez-vous en plein air, au bois de Vincennes, au bois de Boulogne, à Meudon. Mais ils préféraient les squares pelés et le décor misérable des fortifications. L'herbe avare, les arbres phtisiques, les louches flâneurs habitués de ces lieux leur plaisaient, correspondaient à l'idée qu'ils voulaient se faire de Paris. Et ils établissaient des comparaisons désobligeantes avec d'autres capitales. De même ils choisissaient des restaurants sordides et plus la viande était coriace, plus le vin était aigre, plus ils s'amusaient. Ils adressaient des compliments au patron, avec une joie intérieure qui riait dans leurs yeux. Parfois, ils faisaient causer les gens; une répartie vive, intelligente, une réplique spirituelle les consternaient; une réponse plate ou stupide les réjouissait. Mais dans l'un ou l'autre cas, ils gardaient un sourire bienveillant : « Soyons sympathiques! » ordonnait M. Frédéric. D'instinct, ils cherchaient les coins obscurs, les cafés où l'on est forcé d'allumer l'électricité dès huit heures du matin et où se retrouvent les étrangers interlopes, dans une odeur de saumure, de bière, de paquebot et de tabac turc; les cités froides peuplées d'hôtels où s'engouffrent des voyageurs inquiets. M. Frédéric étudiait les Parisiennes dans les promenoirs.

Bientôt il fut convaincu que Julie n'avait hérité de sa mère que la couleur de ses cheveux. Elle apportait à son travail une louable ardeur et elle appelait son chef « cher maître »; car elle considérait l'espionnage comme le premier des arts. Bien qu'elle fût assez jolie, elle avait quelque chose de repoussant qui venait du contraste de ses cheveux teints, d'un noir verdâtre, avec sa pâleur rousse. M. Frédéric était forcé de l'apaiser, de la rappeler au calme : « Vous pouvez m'écouter, je ne suis pas non plus un amateur! » répétait-il. Et il ajoutait : « Vous aurez bientôt assez d'occasions de vous signaler. » Elle courbait la tête : « Je serai prête, mon cher maître. » Un obscur comparse la surveillait, car il faut se méfier des femmes. « Changez-en, dit-elle un jour à son chef; cet imbécile me fait la cour! Il a dû lire trop de romans français. » Elle donnait des leçons de musique. M. Frédéric voulut l'entendre au piano. Il saurait par sa façon de jouer si elle ne compromettrait point sa carrière par une exaltation déplacée. Un après-midi de

pluie, comme ils s'étaient réfugiés dans un estaminet de banlieue, il l'installa devant un piano qui se trouvait là par hasard et il écouta. Il ne devait pas tarder à être rassuré. Le jeu de mademoiselle Fricopus avait la sèche infaillibilité d'un instrument mécanique. Pas l'ombre d'un sentiment. Le maître fut si content de son élève qu'il l'embrassa.

Ce baiser tout professionnel était le premier qu'il donnât. Madame Fricopus se bornait jadis avec lui à des poignées de mains; le vieillard salonicien et madame Frédéric mère maniaient la trique et le petit, ainsi dressé, craignait les chiens autant pour leurs crocs que pour leurs caresses...

— Vous doutiez de moi! soupira Julie. Soyez tranquille. La musique? La poésie? Je m'en moque bien! J'agis, je réalise. Vous verrez, je serai quelqu'un.

C'était pour les promeneurs un couple banal : le père avec sa fille ou l'oncle avec sa nièce. Ils s'efforçaient de se calquer le plus possible sur l'ennemi, tel qu'ils se le représentaient. Ainsi, dans la maison, M. Frédéric passait pour ne point haïr la dive bouteille et Julia parlait volontiers argot. Un Parisien et une Parisienne de cartes postales...

En juillet 1914, il déclara :

— Quand ce sera fini, je prendrai six mois de vacances.

— Un homme comme vous se reposer! protesta Julia.

— Nous n'aurons plus rien à faire. Vous pourrez vous occuper de vos robes et de vos chapeaux. Moi je lirai des philosophes.

— Je mourrai d'ennui!

— Vivons seulement jusque-là; cela ne sera peut-être pas si facile!...

Il observait sa complice. Elle ne tremblait point; elle attendait l'heure dangereuse avec une sorte de volupté : « Se rend-elle compte de ce qu'elle risque? » se demanda-t-il. Elle devina sa pensée et y répondit :

— Un beau tableau : *l'Exécution de l'Empereur Maximilien* par Manet. C'est bien ainsi que je me représente la chose. Sans mise en scène théâtrale, sans recul... les fusils braqués... un soldat qui examine son arme; un jour livide...

— Ne vous faites jamais de ces idées-là, se hâta d'interrompre M. Frédéric... à moins que vous n'ayez besoin de

paraître triste devant les autres, quand ils recevront de mauvaises nouvelles.

III

A la déclaration de guerre, M. Frédéric courut acheter un drapeau. Dans sa hâte à l'accrocher, il se déchira la joue avec la lance de cuivre.

— Je suis le premier blessé de guerre, déclara-t-il à madame Lecorvex.

Il ajouta :

— Que mon sang porte malheur aux Boches!

Madame Lecorvex répondit :

— Le ciel vous entende, mon cher monsieur!

IV

« Ne rien changer à sa vie. »

« Passer inaperçu. »

« Rester le plus possible chez soi. »

« Se concilier des amitiés dans le quartier. »

« Éviter les attroupements. »

« Correspondre par quelques mots brefs en se rencontrant et se quitter aussitôt. »

Julia arrivait chez « son oncle » le dimanche, comme en temps de paix. Ils ne prononçaient que des paroles indifférentes par crainte d'être entendus, mais ils se regardaient profondément et ils avaient des silences heureux, des silences d'associés qui viennent de conclure une bonne affaire et qui se frottent les mains en jubilant. Il ne pouvait plus être question de leçons de piano. Elle était lingère dans un ouvroir et travaillait surtout à domicile pour garder la liberté indispensable. On citait mademoiselle Julie Fricot en exemple de modestie, de courage et de bonne tenue. D'autre part, la guerre lui avait valu de l'avancement. Elle était maintenant l'égale de M. Frédéric et ne l'appelait plus « mon cher maître » que par habitude de déférence. Il la regardait évoluer avec un intérêt sympathique, teinté d'ironie. Une ambitieuse!

Elle se compromettrait quelque jour pour se signaler par un haut fait. Tout l'opposé de la pauvre « Café à la viennoise » si timorée et qui sanglotait si facilement! Souvent, il rappelait à l'ordre son élève : « Nous ne jouons pas une opérette. Surveillez-vous! Vous prenez, sans vous en douter, des airs de conspiratrice : perruque blonde, et collet noir. » Eh! oui, ma chère, vous avez encore beaucoup à apprendre. Faire sa besogne obscurément, c'est notre génie à nous autres! » Il semblait si tiède qu'elle en arriva à se défier de lui. Il fut forcé de lui dire : « Voilà ce que j'ai fait depuis la mobilisation » et d'ajouter avec rudesse : « Faites-en autant et je vous permettrai de me critiquer. » M. Frédéric n'était pas un espion romanesque, mais un rouage bureaucratique, sûr et précis. Il agissait rarement, il réfléchissait beaucoup et méditait une grande partie de la nuit. Dans la maison, l'on remarquait ses paupières rouges et gonflées. On le plaignait. Nulle odeur de cuisine ne sortait plus de son logement. Il vivait de pain trempé dans du café. Madame Lecorvex s'en émut. Il murmura : « Ménageons nos ressources. » Mais la concierge bavarda : « Ce pauvre monsieur, le voilà ruiné avec ses brevets d'invention, à cette heure où il n'y a plus de brevets et où l'on n'invente plus rien que pour tuer le monde! » Le lendemain, comme il mettait sa clef dans sa serrure, la porte de sa voisine de palier s'ouvrit et la voisine apparut. Elle s'appelait madame Vincent. Son mari étant soldat, elle restait seule avec sa petite fille et son petit garçon.

— Monsieur Frédéric, — s'écria-t-elle, — savez-vous ce que vous feriez si vous étiez gentil? Vous accepteriez sans façon de dîner avec nous...

— Oh! madame!... Je mange si peu... et je ne serai pas un convive bien gai...

— Bah! nous n'avons pas le cœur à rire, nous non plus. Et ça fend l'âme de vous voir toujours seul... Entrez donc...

M. Frédéric évoqua le quatrième alinéa de ses prescriptions : « Se concilier des amitiés. » Et il accepta, feignant une vive gratitude. Mais l'épreuve lui parut redoutable. Arriverait-il à paraître en harmonie avec ces Français? Il joua la timidité bégayante du pauvre et salua, le seuil franchi, d'un : « Bonjour messieurs, dames » tel qu'il en avait entendu chez

les marchands de vins. Il vit le parrain de madame Vincent, un vieillard sec à barbiche militaire. Les deux enfants : Émile et Rose l'inquiétèrent. Il les savait malins et craignait leurs questions. Mais l'on se mit à table tout de suite. Le pot-au-feu embaumait. Rose avait confectionné un surtout avec un pot gagné à la foire et que remplissaient d'humbles fleurs. Il fut peu question de la guerre. Le parrain, dessinateur en broderies, parla finement de son métier. Les enfants chargeaient avec une pitié tendre l'assiette de cet invité dont on leur avait dit qu'il ne mangeait plus à sa faim...

— Ils écrivent chaque jour à leur papa, — expliqua madame Vincent. — Il leur répond... Quand ça sera fini, ils se connaîtront mieux qu'avant... Ils ne le voyaient pour ainsi dire jamais... Mon pauvre Auguste... Un travailleur pareil il n'y en a pas des bottes vous savez, monsieur Frédéric. Songez que son emploi aux Halles le forçait à se lever vers quatre heures du matin. Il restait là-bas jusqu'à une heure... et l'hiver, ça pince... Ensuite, il plaçait de la parfumerie jusqu'à six heures. De six à huit, il aidait un de ses amis, fabricant de chapeaux, pour sa comptabilité. Quand il rentrait, les petits étaient couchés et dormaient déjà. Des fois il riait : « Ce n'est pas une vie ! » et il ajoutait : « Je me rattraperai plus tard. » Le dimanche, en saison, il était employé au Pari Mutuel... Il a connu la misère n'est-ce pas et il la craignait pour nous.

— Le petit tient de son père, remarqua le parrain. Faut toujours qu'il s'occupe. Pas vrai, Émile? Je lui enseigne la mécanique, Rose dessine. Rose, montre tes dessins à monsieur.

Des dessins propres, bien fignolés, à l'image du logement, si net qu'il semblait luxueux. Le café servi, madame Vincent prit un peu de repos. Et seulement alors, les mains oisives, dans la détente de l'après-dîner, une ombre anxieuse passa sur son charmant visage, si jeune encore, embelli de travail et de maternité.

— Croyez-vous que cela durera longtemps, monsieur Frédéric?

— Mais non, madame.

Rose saisit la main de l'invité et la pressa doucement entre ses menottes, comme si elle voulait lui faire comprendre qu'elle le protégeait et qu'il pourrait, quand il voudrait,

s'asseoir encore à cette table, sous la belle suspension en fer forgé et déguster toutes ces excellentes choses dont il était privé...

— Rose n'ennuie pas monsieur Frédéric.

Celui-ci se récria. Il perdait son assurance. La peur le gagnait. Il lui semblait impossible que ces gens ne s'aperçussent point qu'il était, de la tête aux pieds, l'étranger, l'ennemi. Pourquoi l'inviter? Cela ne cachait-il point un piège? L'après-midi il avait vu un suspect conduit entre deux gendarmes... Il se leva.

— Les enfants dorment debout... J'abuse...

— A bientôt, n'est-ce pas?

— Certainement. Et merci!

Après avoir pris congé, il écouta à la porte. Il entendit « Pauvre homme! » et rentra chez lui, rassuré. Plus tard, un soir de gothas, il porta à la cave le petit Émile grippé, enveloppé dans des châles. L'enfant tremblait : « Ça va être fini! ce n'est rien! » assura M. Frédéric. « Se concilier des amitiés. » Pourtant il ne souffla mot de tout cela à Julia dont les visites s'espaçaient. Considérant son ancien maître comme un subalterne encroûté dans des méthodes surannées, elle gardait le secret sur ses propres opérations. A certains propos qui lui échappèrent, il devina qu'elle le combattait. Il lui fixa un rendez-vous au bois de Boulogne, lui prit le bras paternellement et glissa : « Un bon conseil : ne vous occupez pas trop de moi, ma fille. Mes précautions sont prises. Vous ne pèseriez pas lourd. Retenez ceci : vous n'aurez d'avancement qu'autant que je le voudrai bien. » Julia l'interrompit en ricanant : « Je vous respecte, mon cher maître! Qu'allez-vous penser là! Je sers de mon mieux. Et cela vous n'allez pas me le reprocher? Que voulez-vous : j'étais médiocre en temps de paix; la guerre m'exalte! » Elle insinuait que M. Frédéric lui semblait propre à mettre au rancart en temps de guerre. Il s'efforça de sourire...

Mais en rentrant chez lui il fut pris d'une violente colère. Un flot de sang lui sauta au visage. Il se coucha, craignant une congestion. Se laisserait-il berner plus longtemps par une débutante? Ce n'était pas la première lutte qu'il avait à soutenir. Les espions connaissent aussi la chasse à l'avan-

cement. Il haussa les épaules. La fille de « Café à la viennoise » ne l'intimiderait pas. Il se sentait jeune encore et si une mission où il faudrait risquer sa peau lui était confiée, il n'hésiterait point. Pour l'instant, on lui demandait de fixer les points de chute et de renseigner sur l'état moral des populations. La réponse des émissaires qui avaient transmis ses rapports était : « On vous prie de continuer. » Il continuait, avec exactitude. Le zèle de cette fille stupide pouvait leur coûter cher. M. Frédéric ne tenait guère à la vie, mais il entendait rester maître du jeu et ne point terminer sa carrière avec douze balles dans le corps. Il aviserait. La petite Fricopus, dénoncée, comme maladroite, n'aurait plus le droit d'agir sans ses ordres. Une telle fureur l'agitait qu'il en étouffa. Il reprit sa respiration avec peine et réussit à s'endormir. Au milieu de la nuit, il se réveilla frissonnant : « Voilà où j'en suis, pour une colère!... Soyons raisonnable... » Une cuillerée de chloral lui rendit un lourd sommeil traversé de cauchemars...

Un tribunal...

Il le présidait en uniforme bordé d'or. Et il pensait, dans son cauchemar : « Est-ce bête! les espions n'ont pas d'uniforme... ». Cependant il continuait de présider : « Vous vous nommez Julia Fricopus, fille de César et de dame Fricopus, dite « Café à la viennoise ». Dans le fond de la salle, la dame Fricopus sanglotait, comme elle sanglotait aux concerts d'orgue. « Silence! » clamait un huissier à la poitrine chamarré de décorations. L'accusée, blême sous ses cheveux teints, bravait son ancien maître. « Mettons-la en prison jusqu'à la fin de la guerre » conseilla l'assesseur de droite au président qui triomphait « Julia Fricopus, vous rendez-vous compte maintenant du grade de celui que vous méprisiez? » M. Frédéric se réveilla encore pénétré de sa gloire. Mais il se trouva seul dans sa chambre et il grelotta. Dormir. Il fallait dormir à tout prix. Une scène absurde le hantait. La veille, du côté des Abattoirs, il avait vu un tueur gigantesque au tablier rouge de sang. Cet homme formidable caressait délicatement un petit chat. Et comme M. Frédéric souriait de son éternel sourire à ce tableau, le tueur avait dit : « Il est mignon, pas? » d'une voix si douce...

L'espion se leva, se regarda dans un miroir et constata que ses yeux étaient injectés. Il se promena de long en large et s'efforça de récapituler sa semaine pour le rapport à rédiger. L'avant-veille à six heures, bombardement. Les artilleurs allemands choisissent l'heure de sortie des ateliers. Un fracas bête de démolition inutile... Cette fois M. Frédéric pourra constater lui-même... L'obus, tombé près de lui, dans un restaurant, a tué un soldat qui dînait et une gamine de treize ans qui vendait de la petite dentelle sur le seuil. Il n'y a plus que de la fumée et du silence. Mais un hurlement sort des décombres. C'est un chien étripé qui agonise. Ensuite, la nuit transparente, dans un faubourg. M. Frédéric écoute, car l'exemple de Julia le fouette; il sort la nuit, maintenant, il veut prouver son dévouement... Deux ouvrières passent. L'une dit : « J'avais le trac à cause de lui. Être zigouillé en permission, tu penses! » Des voix sortent d'un groupe : « L'avenue Victoria? Je te dis moi que c'est aussi riche que la rue de la Paix... Parfaitement... Il n'y a pas à chercher... Tu ne l'as peut-être jamais regardée. » Une femme s'interpose : « Ce qu'il est idiot de se fâcher, Edmond! » et une autre répond : « Il ne se fâche pas; seulement l'avenue Victoria, eh bien, il y est né, tu saisis!... » Tout ce qu'il a vu, tout ce qu'il a entendu s'impose à la fièvre de M. Frédéric avec une précision singulière. Il a surpris l'histoire d'une escouade française qui tenait dans une maison : « Prends garde en fermant les volets, crie un soldat à son camarade. — Ça va, vieux, ne t'occupe pas... — Mais non; c'est qu'il y a un pot de géranium sur la fenêtre! » Un obus crève le toit. Deux hommes sont atteints. « Le pot tient toujours! » gouaille un mitrailleur. Ils s'intéressaient tous à cette fleur... Un obus bien placé enlève le premier étage. Quand la pluie de gravats s'est dissipée, les soldats voient un de leurs camarades atteint au ventre et qui va mourir et qui le sait. Il fait signe qu'il veut parler. Ils s'approchent. Il dit : « Vaudrait mieux, tout de même... rentrer le géranium... Il est trop exposé, dans un sens... Mettez-le près de moi... »

Cette nuit n'en finit pas... Tour à tour suant et transi de froid, M. Frédéric veut chercher dans son armoire quelques papiers qu'il a recouverts d'hiéroglyphes compromettants.

Trois mètres le séparent de l'armoire et cela lui paraît si loin! Il tourbillonne comme s'il valsait. Puis il s'abat. Et il n'est plus rien alors qu'une bête gémissante : « Au secours! » Il a tant écouté dans sa vie qu'il a l'ouïe fine : il entendra quand on viendra le sauver. « Au secours! » Il peut encore penser, mais ses jambes sont prises d'un tremblement. Personne ne bouge... On se doute peut-être que ce n'est rien, qu'un espion qui crève... « A boire! » Il a soif... Il rêve d'un bidon plein d'eau glacée que lui tend un soldat, près d'une fenêtre où fleurit un géranium pourpre... Mais il perçoit un faible bruit, qui se précise, le glissement espéré d'une robe sur le palier : « Qu'y a-t-il? — Au secours! — C'est vous M. Frédéric? — Malade... ouvrez!... — Peux pas. — Mon Dieu! Attendez... ma clef va probablement... » Non, car il y a une targette et une chaîne de sûreté. M. Frédéric est bien enfermé. Il tente un effort suprême, réussit à tirer la targette, à ouvrir la chaîne, la porte et il tombe. « Ne craignez rien... c'est moi, madame Vincent... Vous avez eu une faiblesse... Cette idée aussi de ne rien demander!... » Madame Vincent croit que son voisin succombe d'inanition. Si elle savait qu'il cache dans son armoire quarante mille francs en billets de banque et trente mille francs en pièces d'or! Comment s'en douterait-on? Il n'y a d'ailleurs que des femmes et des enfants dans la maison. Le petit Émile va chercher la concierge. Madame Lecorvex et madame Vincent remettent dans son lit le malade qui claque des dents : « Il me reste un peu de potage au tapioca; fais-le chauffer, Rose, et apporte-le. Il ne mange plus rien. — C'est fier, qu'est-ce que vous voulez! — Je lui avais dit qu'il pourrait venir dîner quand il voudrait. — Si je cherchais le médecin? — Ah! pas la peine; je sais ce qu'il a. Il a de la misère... »

« Une seconde de délire et je suis perdu! » Dans le naufrage de toutes ses idées, celle-là seule le soutient. Il se raccroche au peu de raison qui lui reste. Un mot pourtant lui échappe : « Achtung! » Il le hurle : « Qu'est-ce qu'il dit? » interroge madame Vincent. Il dit : « Partons! » répond madame Lecorvex. Cependant il se rend compte de ce qu'il vient de crier. Il se mord la langue et du sang coule de ses lèvres. « Le docteur, vite! » Et un vieux docteur arrive. Le malade fait signe qu'il

ne peut parler car il craint le regard du médecin. L'ordonnance est rédigée. Pourquoi ce vieil homme reste-t-il à écouter les bavardages des deux femmes? Enfin il se lève et conclut : « Il ne faudra pas trop le laisser, mesdames. Si vous avez besoin de moi, envoyez-moi chercher. » Et sur un signe de M. Frédéric : « Non, non, vous ne me devez rien. On verra plus tard. »

Quatre jours de prostration, quatre jours et quatre nuits pendant lesquels l'espion, pour donner un démenti au délire qu'il peut avoir, feint, devant témoins, un délire patriotique : « Une! deux! Les Français à Strasbourg! Vive la victoire! » Et un beau matin, il reprend la nette possession de ses facultés. Maintenant il pourra dormir et se reposer. Faible, par exemple, au point de ne pouvoir remuer un bras, il s'abandonne aux soins des deux femmes. L'après-midi, il reste seul. La fenêtre est ouverte devant lui. On lui offre cette image somptueuse : Paris. Ses yeux sont frais et ingénus. C'est pour lui que la ville étale une grâce si joyeuse sous le soleil, pour lui, pour fêter sa convalescence. Il murmure poliment : « Merci beaucoup », comme quand madame Vincent le fait boire. Pour lui cette jolie aigrette qui s'épanouit en même temps que tonne une explosion. S'il pouvait bouger, il ferait une enquête sur l'état d'esprit de la population. A l'impossible nul n'est tenu : on l'excusera. Au surplus, son rapport doit être remis dans trois jours seulement... Quelques minutes après, la petite Rose arrive et chuchote : « M'sieu Frédéric, c'est tombé tout près... sur une voiture de livraison... Il y a eu un passant tué... il y a eu un cocher tué... Il y a eu un cheval tué. » M. Frédéric murmure « Et les gens qu'est-ce qu'ils disaient, ma petite Rose? » Habitude professionnelle! La question lui a échappé. Et il n'attend pas la réponse : « On s'en moque de ce que disent les gens, hein? » Il s'accorde du repos, des vacances. On lui apporterait des renseignements admirables qu'il ne les utiliserait pas. Il prend un congé...

— Quel jour sommes-nous, Rose?

— Dimanche.

— Ah! Dimanche! Alors ma nièce va venir... Tu sais, ma nièce de la Côte-d'Or. Pour ne pas l'effrayer, il faut dire que je me suis fait mal à la jambe, simplement. Tu préviendras ta mère et madame Lecorvex.

Il n'est pas encore bien solide. L'évocation de sa nièce de la Côte-d'Or lui redonne la fièvre. Ce n'est pas le moment. Il s'agit de plastronner; on frappe.

— C'est vous, madame Vincent?

— Non, c'est moi.

— Qui, vous?

— Julie! Julie Fricot, votre nièce.

— Ah!

Une ombre froide entre avec Julia.

V

— Je savais que vous étiez malade.

— Je ne suis pas malade.

— Vous avez eu une congestion.

— Du tout, je me suis cogné la jambe..

— Si vous voulez.

— Parlez-moi respectueusement...

— Mais oui, mais oui...

— Aux ordres!

— Chut!

— Je vous prie de m'obéir...

— Bien, mon oncle.

— Mercredi, je serai debout.

— Certes.

— Le médecin n'est même pas revenu; vous voyez!

— Votre main...

— J'ai chaud; je n'ai pas de fièvre...

— Un peu...

— Vous êtes docteur?

— J'ai étudié la médecine...

— Vous n'avez rien étudié du tout. Vous ne savez rien, vous n'êtes rien...

— Ne vous mettez pas en colère, mon oncle.

— Je t'ai vue, ça suffit, bonsoir!

— Je resterai avec vous aujourd'hui...

— Non.

— Si.

Et d'une voix imperceptible, les lèvres à peine remuées, Julia ajoute :

— Il le faut...

Nul bruit. Ils sont seuls dans la maison, par cette belle journée...

— Un peu de tisane, mon oncle?

Il secoue la tête. De nouveau la fureur le gagne. Son souffle devient court. Un nuage de sang l'éblouit... La fièvre monte. Il balbutie :

— Si vous ne voulez pas vous en aller, restez assise... devant moi... Obéissance... Vous me trouverez debout... mercredi onze heures... Bois de Boulogne!

— Sans faute. Mais ne parlez pas si haut!

Elle se penche sur lui. Et il marmonne dans son délire :

— Le géranium...

— Quel géranium?

— Le géranium sur la fenêtre...

— Il n'y a pas de géranium.

— Tu le mettras à côté de moi...

— Oui.

— Le correspondant 223...

— Taisez-vous!

— Surveillance...

— Ah! taisez-vous donc!

— Le 7 à Zurich!...

Julia pose sa main sur la bouche de l'espion. Il articule encore : « Vous apprendrez votre métier. » Elle retire sa main et la remplace par un mouchoir qu'elle enfonce dans la bouche entr'ouverte. Et elle attend. S'il ne peut retirer le mouchoir, tant pis pour lui!... On ne tombe pas malade dans des moments pareils. M. Frédéric serre le mouchoir entre ses dents et respire par le nez... S'il reste immobile, la fille Fricopus se gardera de l'achever. « Tranquille! » ordonne-t-elle. Il voudrait surtout être délivré de ce visage blême, penché sur lui.

Elle se relève... Un léger bruit : Julia crochète l'armoire. Que l'autre crie, elle le supprime. Il ne crie pas. Elle procède méthodiquement, sans se presser. Quelques paperasses, puis quarante mille francs en billets de banque et trente mille francs en or passent dans une serviette de cuir que l'espionne a apportée. Quand elle revient, il ferme les paupières. Elle retire le mouchoir.

— Êtes-vous dans votre bon sens? interroge-t-elle. J'agis comme vous agiriez à ma place et dans votre intérêt. Vous pouvez mourir. Vous pouvez être malade pendant longtemps Ainsi l'on ne découvrira rien. Répondez.

M. Frédéric bredouille.

— Je ne vous comprends pas, — dit Julia.

De nouveau elle se penche sur lui. Il attendait ce moment pour la saisir à la gorge. Elle se relève, l'entraîne et perd l'équilibre. Ils roulent sur le plancher. Mais Julia est la plus forte; elle pose le genou sur la poitrine de son adversaire qui s'évanouit. Elle l'empoigne à bras-le-corps, le recouche « J'ai soif! » gémit M. Frédéric qui reçoit immédiatement une forte rasade de chloral. Il dort enfin. Dans la maison, tout est silencieux. Alors Julia se recoiffe. Sa joue est tuméfiée; elle met de la crème et de la poudre de riz, posément. Dans une heure elle prendra le train, car la serviette contient aussi un faux passe-port. On l'attend en Suisse où elle se fixera. Soixante-dix mille francs constituent d'ailleurs un joli denier. Si M. Frédéric voulait la perdre, il se perdrait aussi. Et il est trop consciencieux pour agir par esprit de vengeance personnelle. Tout est bien...

VI

« A sa place, j'aurais agi de même. J'ai eu tort d'avoir la fièvre... » A huit heures du soir, M. Frédéric est sorti de sa léthargie. Il s'est traîné jusqu'à son armoire. Il lui reste cent francs. Julia à dû quitter la France, non sans prendre la précaution d'isoler son ancien maître. Soit! Il ne reste qu'à attendre. M. Frédéric a lu Gœthe. Il sait que l'homme ne cède aux anges de la mort que « par l'infirmité de sa propre volonté ». Sa volonté est infirme. Il cède aux anges de la mort. Il est vaincu. Cela lui inspire tout à coup, pour les Français qu'il croit vaincus eux aussi, comme une obscure pitié...

— Ah! c'est vous, madame Vincent...

— Je rentre. Je viens de me promener un peu avec les enfants... Votre nièce vous a tenu compagnie?...

— Oui...

— Vous sentez-vous mieux?

— Beaucoup mieux.
— Un œuf poché vous remonterait...
— Non, merci, madame Vincent.
— Votre nièce vous avait apporté votre dîner?
— Oui.
— Vous ne voulez pas que je fasse appeler le docteur?
— Inutile, j'ai besoin de repos...
— Allons, bonsoir.
— Bonsoir, madame Vincent.
— Une veilleuse vous ferait-elle plaisir?
— Non, non; j'aime la nuit...

D'autres récolteront ce qu'il aura semé : la Fricopus recueillera le bénéfice des travaux de son ancien chef et gardera le silence sur le rapt d'argent. Un heureux coup! Le mieux serait de vivre et de se venger. Il sait les meilleures façons de se débarrasser d'une espionne. Julia pour se débarrasser de lui a choisi l'une de ces façons... Mais une langueur le paralyse, une sorte d'incompréhensible dégoût. « Café à la viennoise » a dû mourir ainsi...

« Pourquoi, pense-t-il, ai-je opposé une si faible défense? » La maladie?

Ce n'est pas la maladie seulement. Il y a autre chose qu'il n'arrive pas à démêler. Il songe à M. Truppe. S'il le voyait maintenant, M. Truppe ne serait pas fier de lui! Avec quelle patience il l'avait formé! Quelles séances de grammaire française et de récitation! « Apprends les fables de La Fontaine. Quand tu les comprendras, tu pourras aller à Paris. » C'était un homme mince, sec, glabre, qui avait l'apparence d'un diplomate. Il portait à la joue la trace d'une balle. La sentinelle d'un ministère avait tiré sur lui comme il volait des documents et, la mâchoire fracassée, il était parti avec les papiers. Un rude homme! Il montait à cheval mieux qu'un officier de uhlans et taillait une banque avec l'aisance d'un dandy qui se serait ruiné au jeu. M. Frédéric n'aurait pu le suivre sur ce terrain. Mais tout laid qu'il fût, il avait tout de même rendu des services. Et s'il échouait au port, ce n'était pas sa faute...

Qu'eût fait M. Truppe en pareille circonstance?

M. Truppe, affreusement blessé, avait emporté les docu-

ments... « Moi songea M. Frédéric je m'abandonne... Ce n'est pas lâcheté de ma part... Qu'ai-je donc? »

VII

— Je ne m'occupe jamais de vous, madame Vincent... Je ne ne veux pas être indiscret... Mais dites-moi : avez-vous des nouvelles de votre mari?

— La guerre est finie pour lui.

— Comment?

— Il est aveugle. Hier je vous ai raconté que j'étais allée me promener... C'était pour ne pas vous attrister... Je venais de le voir... Il m'a raconté... Oh! la première nuit a été dure!... Ils étaient quarante comme lui dans cette salle d'hôpital militaire... Leur première nuit d'aveugles!... Vous figurez-vous ça?... Ils n'ont pas pu dormir, naturellement... Vers cinq heures du matin, ils ont entendu une cloche qui tintait et le chant d'un coq. Une pauvre voix a fait : « Ça doit être le jour. » Alors, ils se sont tous mis à pleurer...

C'est une sensation bizarre et que M. Frédéric n'avait jamais éprouvée, jamais, même le jour où le genou rompu d'un coup de bâton, il se traînait sur une route turque. D'abord, une brûlure dans le nez; puis une constriction à la gorge, et, enfin, la délivrance, la déchéance radieuse des larmes...

Il pleure.

Sans bouger, pour ne pas rompre l'enchantement, il laisse les larmes couler sur ses joues, se perdre dans sa barbe. Elles sont venues avares d'abord et douloureuses, comme l'eau qui sourd d'une terre desséchée. Maintenant, elles affluent; elles le lavent, elles le purifient. Il ne se doutait pas qu'il avait en lui cette source précieuse.

— J'ai eu tort. Je vous ai fait de la peine, M. Frédéric...

« Quel homme vais-je devenir, songe-t-il, maintenant que j'ai pleuré! »

VIII

Un pauvre homme qui flotte dans ses vêtements et qui s'étaie, pour marcher, sur son éternel parapluie... « Alors,

comme ça, vous reprenez vos occupations, M. Frédéric? — Il le faut bien! Joli temps; madame Lecorvex. » Montmartre sourit. Les coups lointains de la Bertha semblent annoncer une fête en banlieue...

— Bonjour...

Un individu s'approche, tend la main d'un air faussement dégagé.

— Bonjour.

— Toujours souffrant?

— Vous voyez...

L'individu sort de sa poche une cigarette et tout en l'allumant, murmure que la tâche de M. Frédéric est terminée. Qu'il se soigne, qu'il se repose et qu'il se débrouille! Tels sont les ordres supérieurs.

— Compris! Bon voyage! conclut M. Frédéric.

L'autre s'éloigne d'un pas indifférent. Mais il montre le dos frissonnant d'un homme qui a peur. Il craint une vengeance. L'imbécile! M. Frédéric ne tuera qu'un espion : lui-même. Que les autres suivent leur destinée! L'haleine de cet émissaire puait la terreur. Pour se remettre, M. Frédéric hume l'air de Paris, un air parfumé, léger, comme fraternel. « Toujours souffrant? » Sans doute! depuis cinq jours, il n'a pas mangé. Sa faiblesse est telle qu'il s'arrête, à bout de souffle et s'appuie contre une boutique : « Vous êtes indisposé, monsieur? Voulez-vous que je vous donne le bras? » demande un passant. Il refuse : « Non. Je suis seulement un peu fatigué. Merci, monsieur... » Heine se laissait bousculer sur les boulevards pour s'entendre dire : « Pardon » avec la nuance d'exquise politesse qu'il ne trouvait qu'à Paris... « Votre tâche est terminée! » Certes! Cela se voyait qu'il ne pourrait plus... Autrement!... D'une chiquenaude, il abattrait Julia, et reprendrait ses travaux. Rien ne serait plus facile. Certains renseignements qu'il détenait encore lui assureraient l'avancement et les gratifications... On fait bon marché de lui parce qu'on le croit mourant. Un geste et il reprend sa place et son or. Il triompherait aisément de ces médiocres rivaux. L'émissaire soudoyé par la fille Fricopus serait cassé aux gages et sa complice supprimée, quel que fût l'endroit où elle essaierait de se réfugier. Mais ce geste il ne le fera pas : il se sent ligotté par

des liens immatériels, par une sorte de reconnaissance animale pour cet air qu'il respire et pour les êtres qu'il coudoie. La force malfaisante de l' « heimatlos » a fondu dans les larmes. Il va, le dos courbé. Les quartiers sombres qu'il fréquentait jadis, il ne les reconnaît plus, baignés d'une paix dominicale. Ici, cette brasserie dans laquelle il retrouvait Julia est fermée, morte; elle a cessé d'envoyer à la rue encombrée jadis et si calme maintenant, son relent de paquebot, de bière sure et de tabac turc. M. Frédéric découvre la ville méconnue, la ville ignorée, comme il a découvert, grâce à d'humbles voisins, la bonté de l'ennemi. Tout l'appelle : madame Vincent, ses enfants, ce passant miséricordieux — et tout le chasse! Hier encore, il se croyait semblable aux autres et il passait inaperçu. Aujourd'hui, il a honte de son ombre. On l'a tiré de son mensonge, il n'arrive plus à respirer. Il s'abat sur un banc et reste là, noir et haletant, chauve-souris qui palpite d'angoisse, dans la lumière : « Eh! mon vieux, j'ai du pâté de foie et du pain. Part à deux. » M. Frédéric se lève... Ah! la pitié, cette inexorable pitié qui le poursuit! « J'ai déjeuné, monsieur, je vous remercie bien. » Il a failli accepter; ce mot « pain » lui a tordu l'estomac, lui a fait venir une eau amère à la bouche.

Il rentre. Mieux vaut se calfeutrer. C'est fini. M. Frédéric ne sortira plus. Il attend, tout à cette aube qui se lève en lui, si confuse et comme sale encore : un haillon de clarté. Il résiste à la soif; car l'eau prolongerait son existence. Quand on frappe à la porte, il répond : « Je vais très bien. Je travaille. J'ai ce qu'il me faut. »

... L'argent laissé en évidence sur la cheminée, paiera ses obsèques. La terre qu'il a trahie accueillera son corps parmi les plus purs et comme s'il avait agi en fils de cette terre élue. Ainsi le châtiment qu'il s'inflige sera une récompense imméritée. Mais il faut mourir vite : Julia et son complice ont pu le dénoncer. Le pas lourd qu'il entend peut être un pas justicier... « Feu! » Et la charogne serait jetée dans un coin... Non!... les pas s'éloignent. Un jour rose remplace, doucement, tendrement, la nuit bleue. Et la première caresse de Paris illumine le dernier regard de M. Frédéric, espion, vaincu par la douceur française.

HENRI DUVERNOIS

UNE VISITE
À
M. RAMSAY MACDONALD

A la rentrée du Parlement britannique, le gouvernement conservateur pourrait bien faire place à un gouvernement travailliste. Tel sera vraisemblablement le résultat des élections générales du 6 décembre 1923. Le Labour Party a décidé de profiter de la chance qui lui est offerte et d'accepter le pouvoir, — nous pouvons même dire : de l'exiger.

La perspective n'a pas été sans effrayer beaucoup de gens et ces frayeurs ont eu leur répercussion au Stock Exchange. « Le socialisme au pouvoir est un danger public », se sont écrié certains conservateurs; « seule une coalition des partis « bourgeois » peut conjurer ce péril ». D'autres, il est vrai, ont envisagé la situation plus philosophiquement : « *Let Labour have its chance* », ont-ils dit, et ils ont désapprouvé la décision de M. Baldwin « qui s'obstine à rester jusqu'à ce qu'on le mette à la porte ». Bref, ce fut pendant quelques jours une confusion qui révélait une étrange panique dans les esprits.

C'est que personne ne sait exactement ce que comporte le programme politique et économique du Labour Party. Les divers débats soulevés à ce sujet au Parlement n'ont pas été suivis par la masse de l'opinion. Le parti ne dispose que d'un seul quotidien qui a toutes les peines du monde à vivre

et sa publication n'est continuée que grâce à des allocations consenties par les Trade-Unions ou les grandes sociétés coopératives. La presse, d'un bout à l'autre du pays, qu'elle soit conservatrice ou libérale, est foncièrement hostile au mouvement travailliste; cette hostilité se manifeste plus ou moins nettement et avec plus ou moins de prudence, et les lecteurs sont amenés, par action ou par prétérition, à considérer le mouvement travailliste comme pernicieux et malfaisant.

Le Labour Party se rend très bien compte de cette impopularité, et c'est là sans doute une des raisons qui le décident à passer de l'opposition au gouvernement. Peut-être certains leaders s'imaginent-ils qu'ils accompliront des merveilles pendant qu'ils détiendront le pouvoir, car les hommes de bonne volonté ont l'optimisme qui fait les apôtres. Toutefois, les esprits pratiques, qui sont nombreux dans le parti, et les vieux routiers rompus à toutes les tactiques électorales et parlementaires, ne doivent guère se faire d'illusion à ce propos; tout au plus espèrent-ils, comme résultat profitable de leur passage au ministère, que la masse de l'opinion cessera de s'alarmer de leur force croissante, et se rendra compte que le programme travailliste n'a rien d'irrémédiablement subversif.

Sans doute, le parti comptera toujours quelques extrémistes. Il y en eut, dans le dernier Parlement, qui se livrèrent en pleine séance des Communes à des pantomimes incongrues; il est, par exemple, insolite et inconvenant de montrer le poing à ses adversaires en vociférant des menaces et des invectives, car le palais de Westminster est réputé « le premier club du monde », et les mauvaises manières y sont particulièrement déplacées. Au bout de peu de temps, le rustre y prend de l'usage et il constate que les différences d'opinions politiques ne rendent pas impossibles l'estime et le respect réciproques, ni même les sentiments d'amitié. N'est-ce pas Lord Balfour qui, lorsqu'il était leader du parti conservateur aux Communes, disait à ses amis : « Il faut un empêchement bien grave pour que je manque un discours de Philip Snowden. » Et M. Snowden est l'un des travaillistes le plus passionnés. On sait aussi quelle affection très vive unissait M. Bonar Law et M. Lloyd George, chefs l'un et l'autre de partis adverses; actuellement encore M. Ramsay Macdonald

et M. Stanley Baldwin professent vis-à-vis l'un de l'autre des sentiments de cordiale estime; dans les *lobbies* de Westminster Lord Birkenhead ne rencontre jamais M. Arthur Henderson, secrétaire du Labour Party, sans échanger avec lui quelque propos plaisant, et l'on verra M. J. H. Clynes, Président de la National Union of General Workers, se promener en conversant familièrement avec M. Austen Chamberlain.

Les chefs travaillistes sont peu connus et le public se les représente volontiers comme « des énergumènes décidés à tout chambarder ».

Aussi, avant qu'il ne nous expose la politique que son parti défendra quand il sera au pouvoir, convient-il d'esquisser un portrait de l'homme qui, vraisemblablement, sera le premier ministre du premier gouvernement travailliste. James Ramsay Macdonald est né en 1866, à Lossiemouth, petit port de pêche, au nord de l'Écosse, à mi-chemin entre Aberdeen et Inverness. Sans fortune, il reçut l'instruction de l'école primaire, où le maître s'intéressa à lui, l'aida et le prit comme adjoint. Ensuite, commis à Londres dans une maison de commerce, il suivit, aux cours du soir, les classes de sciences naturelles. Il succomba au surmenage et après sa guérison, il devint le secrétaire d'un député, de 1888 à 1892, et acquit dès lors son incomparable connaissance du parlementarisme. Il fit ensuite de la politique et du journalisme, visita l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, les États-Unis, la Hollande, la Belgique, la France, la Suisse, les Indes. De 1910 à 1911, il est secrétaire du Labour Party; en 1906, les électeurs de Leicester l'envoient au Parlement, où il deviendra en 1911 leader du Labour Party. De 1901 à 1904, il avait été membre du London County Council. Il a publié une dizaine d'ouvrages sur des questions économiques, politiques et sociales. M. Macdonald a tous les mérites de l'autodidacte, — et ses défauts, — et il sait être ferme dans ses convictions en évitant le fanatisme.

Les affaires du Royaume se discutent à Westminster entre gens bien élevés, entre *gentlemen*, et tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il n'est pas de plus parfait *gentleman* que M. Ramsay Macdonald, « leader de l'opposition de Sa Majesté »,

selon le titre, consacré par l'usage, que lui vaut la supériorité numérique du parti qu'il préside. Pour ses collègues d'humble extraction et de manières peu raffinées, M. Macdonald est un modèle de courtoisie et d'urbanité. Quelle que soit l'ardeur du débat, il reste maître de soi, et conserve vis-à-vis de ses contradicteurs une politesse qui ne se dément jamais. A diverses reprises, des députés travaillistes, anciens mineurs élus par des mineurs, se livrèrent en séance à des excès de gestes et de paroles : leur chef sut alors, en présentant des excuses au Speaker et aux membres de la Chambre, rappeler avec tact et fermeté à ses turbulents collègues qu'ils n'étaient pas dans une réunion publique.

Le leader de l'opposition dispose à Westminster de plusieurs pièces. Celle dans laquelle il reçoit est spacieuse. Un vaste bureau en occupe une extrémité. Vers le fond, deux autres bureaux devant lesquels sont assis deux secrétaires dont l'un est une femme. Nous sommes là presque sous la tour de l'Horloge, et une large fenêtre laisse voir la Tamise et, sur l'autre rive, les pavillons de l'Hôpital Saint-Thomas. La conversation s'engage; bientôt, M. Ramsay Macdonald se lève et va se tenir debout, un peu raide peut-être, devant la cheminée où flambe le charbon fumeux. De temps à autre, il demande certains documents que lui apportent l'un ou l'autre des secrétaires. Il s'exprime d'une voix claire, avec de rares intonations, et ne sourit pas; mais, malgré la forte moustache, les traits n'ont rien de dur; on devine qu'en se détendant ils donneraient à ce visage volontaire une expression toute de douceur et de bonté.

Cette expression-là, c'est dans la maison de Belsize Park, au flanc de la colline d'Hampstead, qu'on peut la surprendre souvent. Dès qu'il franchit la barrière du petit jardin, M. Macdonald retrouve le sourire. Sur le seuil l'accueillent ses deux plus jeunes filles : Sheila, qui a treize ans, et Joan, qui en a quinze; leur père les suit jusqu'au bureau où elles ont préparé les devoirs et les leçons d'algèbre, de mathématiques, de physique ou de chimie prescrits pour leurs études scientifiques. L'aînée, Isobel, qui a vingt ans, étudie à King's College la « science domestique et sociale ». Mais cette belle jeune fille brune n'a rien de la pédante à lunettes, ni de la farouche

sectaire. Tout en se passionnant pour les questions sociales, et surtout pour ce qui peut améliorer le sort des classes déshéritées, miss Macdonald prend un vif intérêt aux choses artistiques et elle possède un talent très sûr de dessinatrice. J'ai vu d'elle des papiers de tenture et des cretonnes d'ameublement qui prouvent un goût raffiné.

A Downing Street, si M. Macdonald décidément s'y installe, c'est miss Isobel Macdonald qui aura charge de maîtresse de maison. M. Macdonald est veuf depuis 1911; il avait épousé la fille d'un chimiste fameux, le professeur John Hall Gladstone, mort en 1902, qui fut un ardent partisan de toutes les réformes sociales; en particulier, il préconisa les mesures qui rendent plus facile à la jeunesse pauvre l'accès des études techniques et manuelles; en outre, il fut un adepte convaincu de la réforme de l'orthographe.

Dans un « mémoire » biographique qu'il lui a consacré, M. Ramsay Macdonald rend à sa compagne le juste hommage qui lui est dû; cette femme, au cœur noble, aux sentiments élevés, à l'intelligence lucide, fut assurément pour le leader du Labour Party une inspiratrice, une animatrice dont il a ressenti douloureusement la perte. C'est dans le culte de cette mère admirable que le père a élevé ses cinq enfants, car M. Macdonald a aussi deux fils, dont l'aîné, Alister, est architecte et marié, et l'autre, Malcolm, poursuit ses études au Queen's College, d'Oxford.

Dans une chambre du dernier étage de la maison, M. Macdonald a installé la retraite dans laquelle il travaille. Sur le bureau, très en ordre, tout un assortiment de pipes, car le leader travailliste est un grand fumeur qui s'adonne aussi à la cigarette et au cigare, car la pipe n'est pas admise partout. Jusqu'à mi-hauteur, les murs sont cachés par des rayons où s'entassent les livres. Au-dessus, une série de portraits de Cromwell à tous les âges semble indiquer quel modèle s'est donné le champion socialiste. Tel est l'homme qui conduit, dans les luttes parlementaires, les élus des classes ouvrières. Il nous a été donné de lui rendre tout récemment visite et il a bien voulu nous exposer le programme politique que le Labour Party s'efforcera de réaliser, s'il accède au pouvoir.

***

« Tout d'abord, déclare-t-il, il n'y aura rien de changé pour nous. Nous trouverons les problèmes que les gouvernements précédents n'ont pas su résoudre, et pour lesquels M. Baldwin a proposé des remèdes que le corps électoral a rejetés à une écrasante majorité. Nous nous trouverons devant un pays organisé, avec ses coutumes, ses mœurs, ses institutions, auxquels il est particulièrement attaché, avec une administration formée par des siècles de pratique de la liberté; et, comme toutes les choses de ce monde, cet organisme ancien et puissant gagnerait à être amélioré, mais il y aurait tout à perdre à le détruire. L'expérience russe est là pour nous le démontrer. Cependant, si, avec le temps, la Russie soviétique parvient à se réadapter et à se réorganiser selon les exigences de l'activité économique, à plus forte raison l'Angleterre pourra-t-elle y parvenir. Lorsque le corps humain est malade, le médecin ne s'attache pas à soigner seulement les signes extérieurs de la maladie et à administrer des calmants; il recherche la cause profonde du mal afin de rétablir le bon fonctionnement des organes. De même, le Labour Party prétend que les crises multiples et le malaise général dont souffre le pays ne peuvent être surmontés que s'ils sont pris à l'origine. Nous avons chez nous, un vaste mouvement coopératif qui, avec ses ramifications à l'étranger, offre un guide précieux pour la réorganisation du commerce international.

» Comment remédier au chômage? Le chômage n'est qu'un symptôme d'un mal plus général. Nos adversaires affirment que le commerce extérieur et son système de crédits internationaux ne peuvent subsister qu'avec les méthodes actuelles. Nous répondons à cela que, quelle que soit la mesure dans laquelle elles aient réussi jusqu'à présent, ces méthodes sont incertaines et empiriques, elles gaspillent la production, elles sont à tout instant faussées par la spéculation et l'accaparement, elles fonctionnent par un mécanisme délicat, aisément détraqué, à la merci d'une poignée d'individus puissants.

» Le gouvernement travailliste s'efforcera de réformer ce système défectueux, mais il évitera de le faire par des inter-

ventions fortuites et arbitraires qui n'auraient d'autre résultat que d'entraîner un inutile désarroi.

» C'est le commerce, le commerce honnête, qui crée les crédits, et aujourd'hui, moins que jamais, nous ne pouvons permettre que le système financier international soit le maître au lieu de rester le serviteur de l'industrie. Le but à atteindre est d'échanger aussi rapidement que possible les produits du sol et des manufactures d'un pays contre ceux du sol et des usines d'autres pays : le système financier doit se borner à favoriser cet échange. Je répète qu'il s'agit de modifier le système existant, de l'améliorer, d'en renforcer et amplifier les rouages, et non pas de le détruire, non plus que d'en interrompre ni d'en entraver le fonctionnement. Là encore, notre mouvement coopérateur nous offrira des moyens nouveaux.

» Le gouvernement travailliste restera fidèle aux principes du Libre Échange. Il préconisera des conventions internationales pour la répartition des matières premières, comme celle aussi du pétrole et des produits tropicaux. La Société des Nations est tout indiquée pour négocier ces conventions. Les contrées tropicales nous intéressent particulièrement; elles offrent des richesses naturelles et des possibilités de développement que l'on ne saurait laisser à l'exploitation rapace d'entreprises qui détruiraient les populations indigènes, comme nous l'avons vu faire au Congo belge.

» Le Libre Échange se trouve entravé par des obstacles plus nombreux que jamais. Les courants économiques de l'Europe se heurtent partout à des digues et à des barrages politiques que chacune des nations nouvelles, créées à la suite de la guerre, se mit à édifier avec un zèle pétulant, pour manifester sa puissance souveraine. Ces belles ardeurs passeront, et, sous l'influence travailliste, nous verrons ces nations s'enrôler dans des fédérations économiques qui assureront la liberté des échanges, comme le font les États qui constituent l'Union américaine.

» Sans doute, les pays à change déprécié essaient de pousser leurs exportations, et demandent aux tarifs douaniers de les protéger contre des facilités trop grandes d'importation. Mais une politique de protection appauvrirait la Grande-Bretagne et serait un facteur de guerres futures. C'est par d'autres

moyens que le gouvernement travailliste s'attachera à résoudre la difficulté. Il n'est pas impossible et il devient urgent de donner aux monnaies à change déprécié une valeur internationale équivalant à leur valeur intérieure, pourvu que cette valeur soit stable.

» Le gouvernement travailliste conseillera un système d'emprunts internationaux qui seraient garantis par un budget en équilibre. L'emploi de ces emprunts serait soumis à un contrôle sérieux. La France, par exemple, s'assure actuellement la mainmise financière sur les nouveaux États en leur prêtant de l'argent qu'ils dépensent en armements. Le gouvernement travailliste s'opposerait résolument à des emprunts de ce genre et leur refuserait la moindre garantie. Il est certain aussi que nous refuserions aide et garantie à des emprunts émis dans les conditions où le fut le récent emprunt autrichien qui accordait de scandaleux avantages aux financiers.

» Du reste, l'Angleterre ne saurait souscrire à ces emprunts que dans des proportions modestes, en prenant sur ses excédents et non sur son capital. Des crédits sont indispensables pour équilibrer les budgets et pour stabiliser les changes; il y faut le concours de toutes les nations, y compris les États-Unis et les neutres. Que les experts soient convoqués sans retard et aboutissent promptement. La paix et la prospérité de l'Europe dépendent d'une juste compréhension des intérêts communs qui lient les nations entre elles, mais le contrôle de la finance et du commerce internationaux n'enlèvent nullement aux nations le droit d'élaborer librement leur administration et leur politique intérieure.

***

— Quelle attitude le gouvernement travailliste adoptera-t-il envers la Russie soviétique?

» — Avant que je ne réponde à cette question, il est bien entendu, déclare M. Ramsay Macdonald, que nous sommes fondamentalement en désaccord avec les méthodes bolchevistes. La question présente deux aspects : en ce qui concerne les relations diplomatiques, le gouvernement travailliste recon-

naîtra sans délai le gouvernement soviétique. Nous n'avons jamais varié sur ce point; notre décision a été violemment attaquée et elle aura encore à subir l'assaut de tous les préjugés politiques et sociaux. Il est indéniable que la révolution russe a été marquée par une impitoyable dictature, par de cruelles répressions, par de sanglants épisodes. Mais ce serait folie que de s'obstiner dans une attitude irréconciliable, et lorsque le refus de la reconnaissance diplomatique se double du refus de commercer, c'est une folie ruineuse, et le prétendu châtiment se retourne contre ceux qui prétendent l'infliger.

» S'appuyant sur des principes dogmatiques et des théories abstraites, le gouvernement soviétique a répudié les dettes de la Russie; il a confisqué au profit de l'État les biens meubles et immeubles des nationaux étrangers. Or, lorsqu'il ne laisse pas ses nationaux trafiquer à leurs risques et périls, un gouvernement doit assumer à leur place toutes les responsabilités du commerce national. Les gouvernements britanniques précédents ont eu, à ce sujet, une attitude maladroite, dictée par le souci d'intérêts privés disposant d'influences politiques puissantes, mais illégitimes. Cette politique, approuvée par les sentimentaux et les gens à courte vue, n'a abouti qu'à un échec, sans compter qu'elle a causé de graves dommages aux intérêts britanniques.

» Des arrangements doivent intervenir au sujet de la propriété étrangère en Russie. Le gouvernement travailliste s'efforcera d'en faciliter et d'en accélérer la conclusion. Des mesures immédiates seront prises pour établir des relations commerciales avec la Russie, d'accord avec le gouvernement soviétique; et en veillant à ce que soient obtenues les garanties que stipule le programme financier d'encouragement à l'exportation.

» La reconnaissance du régime soviétique n'implique en aucune façon que le gouvernement travailliste adhère aux idées bolchevistes. Des relations diplomatiques ne constituent en aucun sens une association; mais elles permettront des conversations officielles, qui deviennent indispensables si nous considérons les divers points de l'Orient et de l'Extrême-Orient où la poussée russe traverse l'orbite britannique.

» Pendant longtemps, le gouvernement de Moscou rendit

malaisée la reprise de relations normales : il se leurra d'un rêve de révolution universelle sur le modèle bolcheviste, et, pour fomenter cette révolution, il dépensa dans les divers pays d'Europe, y compris l'Angleterre, des sommes énormes. Il fit preuve d'un manque de scrupules révoltant, qu'il expliquait du reste par cette idée extravagante qu'il n'était aucunement obligé d'observer les règles de la simple honnêteté dans ses rapports avec les États non bolchevistes. Il exigeait l'immunité diplomatique pour ses agents, et en même temps il abusait de ces privilèges pour comploter et poursuivre sa propagande subversive; en Géorgie, par exemple, ce sont les agents russes accrédités auprès du gouvernement qui le renversèrent. Moscou semble avoir compris la folie de ses espoirs; de plus, les bolchevistes ont jaugé le calibre des agents qu'ils employaient à leurs malhonnêtes besognes, mais à l'heure actuelle encore, le communisme conserve une mentalité étrangement amorale qui peut faire de lui un instrument dangereux entre les mains de meneurs sans scrupules.

» Il est impossible de se défendre plus mal contre ce danger qu'en boycottant le gouvernement des soviets. Bien plus utile fut l'opposition ferme et intelligente qu'éleva contre le Bolchevisme la Deuxième Internationale. De 1919 à 1922, cette résistance s'obstina, inspirée surtout par les mouvements travaillistes et socialistes de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Allemagne et des Pays Scandinaves. Quoi qu'il en soit, la Russie fait partie du groupe européen, et elle ne saurait en être exclue ni politiquement, ni économiquement. Avec ses énormes réserves de puissance, elle pourrait un jour se trouver en mesure de démolir les conventions et les traités auxquels elle n'aura pas donné son assentiment. Les vainqueurs de la récente guerre ont été trop présomptueux, trop absorbés en eux-mêmes et en leur victoire pour élaborer une paix véritable. La Russie est la puissance qui, avec le temps, peut bouleverser leur œuvre. Seul un dément envisagerait sans angoisse un accord qui unirait contre l'Europe la puissance économique et intellectuelle d'une Allemagne avide de vengeance, et les ressources en hommes et en matériaux qu'offrirait une Russie hostile.

» La saine conception des réalités incitera donc le gouvernement travailliste à reconnaître l'existence du gouvernement de Moscou. Mais, si les représentants diplomatiques de celui-ci peuvent être certains d'être protégés contre toute attaque malveillante, nous ne tolérerons de leur part aucune incartade et ils devront observer chez nous la conduite la plus scrupuleusement correcte. Une coutume fâcheuse se répand de rattacher aux ambassades des bureaux de propagande. Récemment, j'ai eu entre les mains tout un paquet de brochures attaquant le gouvernement britannique et portant le cachet de l'ambassade d'une puissance étrangère. Des pratiques du même genre me sont signalées d'Amérique. Il conviendrait de mettre un terme à ces infractions à la correction diplomatique et nous ne les tolérerons pas plus de la part de la Russie que d'aucune autre puissance.

» La guerre nous a laissés dans un état de nervosité excessive. Nous sommes trop enclins à imaginer que la force et l'obstination peuvent accomplir des miracles, — en particulier, le miracle de nous donner la paix et la sécurité. Depuis trop longtemps nous restons aveugles devant l'expérience historique et nous méconnaissons les lois naturelles qui gouvernent les relations politiques et économiques. Nous mourons d'un excès de droit et de logique. Il devient urgent de retourner au calme bon sens qui accepte le monde tel qu'il est et cherche objectivement à résoudre ses problèmes. Notre politique vis-à-vis de la Russie sera la pierre de touche qui révélera si nous retournons à la saine raison et au bon sens pratique.

***

Le gouvernement travailliste se propose de veiller avec grand soin aux bonnes relations entre l'Angleterre et les États-Unis.

« Beaucoup de mes compatriotes, déclare M. Ramsay Macdonald, ne se rendent pas compte que cette question est une des plus délicates de celles que nous ayons à envisager. Pour la plupart des Anglais, les États-Unis sont habités par une population anglo-saxonne qui parle la même langue

que nous, et qui, par conséquent, doit avoir les mêmes préoccupations et poursuivre un idéal identique. La « mission » des races anglo-saxonnes est de travailler au bien-être et au progrès de l'humanité; la tâche de l'Angleterre et des États-Unis étant commune, leur entente doit donc être facile autant qu'elle est nécessaire. Rien, certes, n'est plus désirable qu'une pareille entente, mais elle ne sera possible que lorsque les deux nations se comprendront mieux, et qu'elles se témoigneront une confiance réciproque qui n'existe pas actuellement.

» Je considère que ce serait une calamité si l'Amérique s'écartait de nous », insiste M. Ramsay Macdonald.

» La politique de pacification et de reconstruction que préconise le parti travailliste anglais est de même essence que l'idéal démocratique américain, et lorsque les États-Unis s'en rendront nettement compte, ils lui donneront tout leur appui.

» Nous savons quelles suspicions et quelles méfiances tourmentent encore l'Amérique. Son peuple se compose d'émigrants de toute origine que la misère ou la persécution ont poussés à traverser l'Atlantique. Ils ont de l'Europe des souvenirs amers qui ne les inclinent guère, eux ou leurs descendants, à nourrir à notre égard des sentiments amicaux. Aussi, ces citoyens de la grande République libre ont-ils soin de ne pas permettre à leur puissant pays de se mettre à la remorque de l'Europe, ou de quelques nations d'Europe. Encore moins lui permettront-ils de s'embrouiller dans les confusions diplomatiques et les ambitions nationalistes qui inspirent la politique de l'ancien continent. Qui les en blâmera? Et de quel droit nous poserions-nous en juges ou en censeurs de leur isolement?

» Toutefois, quelles que soient ses défiances et sa volonté de rester à l'écart du désarroi européen, le peuple américain s'apercevra vite que le gouvernement travailliste est quelque peu différent des précédents. Quelles que soient les fautes et les erreurs que son destin lui réserve de commettre, le Labour Party arrive au pouvoir sans liens ni entraves, et il n'est pas responsable des fautes passées. Certes, il héritera du passé historique de la nation, de ses institutions aussi, et il n'aura

pas la présomption de l'enfant qui s'imagine qu'il peut tout refaire depuis le commencement. Nous accepterons le monde comme il est et notre politique s'élaborera en vue de l'avenir.

» Or, dans le monde l'Amérique est actuellement spectatrice, et le spectacle que nous lui offrons ne l'édifie guère. Il serait à la fois stupide et dangereux de désirer une alliance avec l'Amérique, mais nous souhaitons gagner sa bonne volonté. L'accord sera facile sur un si grand nombre de points! Nous aussi, nous prenons à tâche de lutter contre le militarisme, en tant qu'organisation agressive. Ce n'est pas en devenant une perpétuelle menace pour ses voisins qu'un peuple assure sa sécurité. Nous aussi nous réprouvons les vieux errements de la diplomatie secrète qui laisse ignorer au peuple ce qu'elle manigance et qui, sans le consulter, engage sa richesse, sa liberté, son existence même. La diplomatie du temps des chaises de poste n'est plus en rapport avec les nécessités politiques modernes; elle est le pire obstacle à la coopération loyale des démocraties entre elles.

» La démocratie américaine n'a pas renoncé au grand rôle qu'elle peut jouer dans le progrès général de l'humanité, et c'est pour cela qu'elle demeure disposée à venir au secours de l'Europe. Mais elle ne veut pas que son intervention n'ait d'autre résultat que d'augmenter le gâchis; elle veut être sûre que son aide sera efficace et qu'elle n'en éprouvera aucun désagrément. C'est pourquoi je répète que la politique du gouvernement travailliste tendra à rassurer l'opinion américaine, à dissiper les malentendus, et à amener les États-Unis à participer plus volontiers à la solution des grands problèmes politiques, économiques et moraux de l'heure présente.

***

Quelle sera vis-à-vis de la France l'attitude du gouvernement travailliste?

« Pour la France attaquée sans excuse, pour la France dévastée, le Labour Party éprouve une sympathie sincère. Le militarisme allemand, soutenu par les ambitions capitalistes allemandes, a été le fauteur de la guerre; il est juste

que l'Allemagne soit responsable des dégâts commis par elle ou par sa faute, et qu'elle soit tenue de s'acquitter des réparations légitimes.

» Mais la France n'est pas la seule intéressée au problème des réparations, non plus qu'au problème de la sécurité. Les autres alliés et toutes les nations de l'Europe s'en inquiètent, car c'est de leur solution que dépendent la paix et la prospérité des peuples.

» Aussi le gouvernement travailliste envisagera-t-il la question non pas au point de vue britannique, non pas au point de vue de tel ou tel allié, et encore moins au point de vue allemand; c'est le problème de la paix tout entier qui est en jeu, c'est l'existence même de l'Europe qui en dépend.

» Avant donc de décider de l'attitude qu'il adoptera vis-à-vis de la France, le gouvernement travailliste se préoccupera des nécessités politiques et économiques en tant qu'elles concernent l'Europe toute entière. »

— Mais certains organes de la presse ne conseillent-ils pas à la Grande-Bretagne d'abandonner à son sort le continent européen, de se retourner vers ses Dominions et ses colonies dans le but de consolider et de développer la puissance politique et économique de l'Empire?

« Sans doute, et il y aurait beaucoup à dire en faveur de l'isolement britannique. D'une façon générale, je suis d'avis que moins nous serons mêlés à la politique continentale, mieux cela nous vaudra. Mais si nous renonçons à nous occuper du continent, sommes-nous certains que le continent renoncera à s'occuper de nous? Non, sans doute, et le souci de notre sécurité nous oblige à jouer un rôle actif en Europe. Tant que les peuples seront assez ineptes pour se fier aux armements pour assurer leur sécurité, ils se condamneront à vivre dans un état de danger constant. Il n'y a aucune différence entre les armes offensives et les armes défensives. La nation qui s'arme pour sa défense se trouve du même coup armée pour l'attaque, ce qui n'a rien de particulièrement rassurant pour ses voisins. Ce n'est donc pas dans les armements, dans le maintien de puissantes armées permanentes, que peut se trouver la sécurité. Bien au contraire.

» En admettant que le gouvernement travailliste se désin-

téresse de la confusion politique du continent, pourrait-il rester indifférent aux armements de ses voisins proches ou éloignés? Ne serait-ce pas trahir la confiance que place en lui le peuple britannique? Je suis bien convaincu qu'aucun homme d'État, qu'aucun Parti, qu'aucun Gouvernement n'obtiendra jamais que la nation britannique consente à désarmer tant qu'elle aura pour voisines des nations armées jusqu'aux dents. Donc, tant que les nations du monde resteront armées, la politique navale et militaire de la Grande-Bretagne sera toujours déterminée par les mêmes mobiles traditionnels. Nous ne nous sentirons jamais en sécurité tant qu'une puissance quelconque sera en mesure de dominer le continent; par conséquent, nous persisterons à vouloir le maintien de l'équilibre européen, et bon gré mal gré, nous serons entraînés à des alliances continentales. Les événements survenus depuis l'armistice ont dû ébranler le romanesque optimisme de ceux qui s'imaginaient que la guerre avait mis fin aux menaces de domination, aux rêves d'hégémonie, à la nécessité des alliances.

» L'isolement nous est interdit pour d'autres raisons encore. Au même titre que les autres nations, nous avons assumé la responsabilité de l'état actuel de l'Europe. L'immense majorité du peuple britannique n'a jamais pensé que nous aurions dû, après la victoire, rentrer tranquillement dans notre île et laisser les choses s'arranger toutes seules. Les fautes effarantes commises par nos gouvernements ne diminuent en rien l'obligation morale qui nous incombait. Le gâchis dans lequel nous pataugeons actuellement excuse ceux qui réclament impatiemment qu'on en sorte, mais s'il nous faut évidemment changer de politique, que ce ne soit pas en reniant nos obligations.

» Qu'on ne s'y trompe pas. Le gouvernement travailliste adoptera une politique très différente de celles qu'on a préconisées jusqu'ici pour inspirer aux nations le sentiment de la sécurité et une confiance réciproque. Il sera beaucoup moins question pour nous de décider de prendre part ou non à la politique européenne, que de trouver le meilleur moyen de nous acquitter des devoirs qui nous incombent tout en veillant à nos intérêts.

» A mon avis, toutes les questions de politique étrangère se rapportent au problème de la sécurité et de la reconstruction européennes. Envisagées au point de vue particulier de chaque pays, elles n'ont plus qu'une importance transitoire. Certes nous n'avons pas le moindre vestige de confiance dans les armements pour rassurer les peuples et ramener la prospérité, mais tout en travaillant infatigablement à placer les bases de la sécurité des nations sur des fondations tout à fait différentes, nous devrons nous-mêmes garder des forces suffisantes pour assurer notre défense. Ce sera là une période de transition des plus délicates.

» Le gouvernement travailliste ne recherchera pas les alliances, et il s'abstiendra de donner des garanties aux uns contre les autres. Sur ce chapitre, c'est la Société des Nations qui sera l'intermédiaire entre nous et les autres pays du monde. Mais il faudra alors que la Société des Nations ait cessé d'être une sorte de Comité exécutif des vainqueurs, assistés de quelques petites nations invitées pour faire nombre.

» Enfin, si rébarbative que l'idée puisse paraître, nous ne saurions sans dommage reculer devant notre responsabilité envers l'Allemagne. Nous devons contribuer à la mettre en état de sortir du chaos où elle est plongée et de s'acquitter équitablement des dettes qui lui incombent et des engagements qu'elle a souscrits; nous devons en même temps veiller à ce que le peuple allemand ne soit pas plus asservi à l'intérieur qu'écrasé par l'extérieur, parce que ce serait à la fois un mal et un danger pour l'Europe. Cette tâche commune aux alliés implique un programme politique et économique sur lequel l'accord est indispensable.

» Des difficultés économiques et politiques, des conflits de race peuvent surgir entre les petits États issus de la guerre. Nous ne pouvons nous permettre de négliger ces nouvelles nations et d'ignorer des problèmes qui, si nous nous en désintéressons dédaigneusement, se régleront à notre détriment. Mais tout dépendra de la façon dont nous manifesterons ce légitime intérêt. Si c'est par le vieux moyen des alliances, des conventions manigancées par la diplomatie secrète, par la formation de groupes antagonistes, nous recréons l'atmosphère de jalousie et de haine qui déchaîne la guerre. Mieux vaudrait

alors pour nous adopter le principe de l'isolement et nous borner aux questions qui concernent notre Empire. Mais renoncer à coopérer à la reconstruction de l'Europe équivaudrait pour nous à un suicide. Nous laisserions les années à pas lents nous pousser à notre perte, comme un marin sans initiative qui se fie aux courants et aux flots pour mener son navire. »

***

Ces déclarations de M. Ramsay Macdonald n'ont rien de particulièrement imprévu; on reconnaîtra que dans l'ensemble elles n'ont rien de bien subversif. « Notre mouvement, nous a dit encore le leader du Labour Party, n'a jamais eu la moindre velléité de parvenir au millenium par des chemins de traverse : l'exemple russe n'est-il pas là pour nous mettre en garde? » Voilà qui pourrait atténuer un peu la crainte que ressentent beaucoup d'Anglais à la seule idée d'un gouvernement travailliste. Pour nous, Français, sans doute importe-t-il avant tout de retenir cette phrase que M. Macdonald lui-même a écrite : « Nul ne s'acquittera plus scrupuleusement que le parti travailliste de ses obligations internationales ».

HENRY D. DAVRAY

MÉMOIRES DU COMTE MOLÉ[1]

III

LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES NOIRS. — UNE PROPOSITION DE LORD CASTLEREAGH REPOUSSÉE. — FÊTES DONNÉES EN L'HONNEUR DU DUC DE WELLINGTON. — ATTENTAT CONTRE LE MARÉCHAL ANGLAIS. — LE CHATEAU. — LES MÉMOIRES DE LAUZUN. — LA CORRESPONDANCE DE MADAME D'ÉPINAY. — L'ABBÉ DE LAMENNAIS PUBLIE « L'INDIFFÉRENCE EN MATIÈRE DE RELIGION ». — LE THÉATRE. — NOTE AU DUC DE RICHELIEU SUR LA POLITIQUE DU MINISTÈRE. — LE MARIAGE DE DECAZES. — L'ANGLETERRE FAIT ÉCHOUER UNE TRANSACTION COLONIALE AVEC L'ESPAGNE. — RÊVERIES ET PLAINTES.

« L'affaire dont j'eus le plus à m'occuper durant mon court ministère, celle à laquelle je me livrai avec le plus de zèle, de suite et d'ardeur, fut la répression de la traite. Je crois avoir été en France le premier ministre de la Marine qui ait voulu et poursuivi franchement l'extinction de ce trafic barbare. La chose est assez importante pour que j'entre ici dans quelques détails.

« Que la religion s'unisse à la pitié pour réprouver ces spéculations sur la chair humaine, personne ne le conteste; d'où vient donc l'indifférence qu'on rencontre sur ce sujet dans toutes les classes et dans tous les pays? C'est que la scène est trop lointaine, c'est qu'entre la côte d'Afrique et

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1923 et 1er janvier 1924.

nous s'élèvent bien d'autres cris de douleur qui épuisent notre sympathie et ont lassé notre pitié. Quelques âmes rares, ardentes et chrétiennes poursuivent seules les misères humaines depuis le pôle jusqu'à l'équateur aussi loin qu'il a plu au Créateur ou à la méchanceté de notre espèce de les répandre. Les gens du monde sourient légèrement aux efforts des *amis des noirs* en les appelant dédaigneusement du nom de philantropes, mais, qui le croirait? les dévots ne leur sont pas toujours plus favorables. C'est à Monsieur que je dus d'apprendre leur secret. Un jour, en ma présence, on parlait devant ce prince d'un vaisseau négrier qu'on venait de saisir à Nantes dans lequel certaine disposition des fers, des chaînes trouvées à fond de cale attestaient les tortures réservées aux victimes. « Sans doute, s'écria-t-il, tout cela est affreux, c'est révoltant!... Il n'y a qu'une seule chose à dire, c'est qu'ils reçoivent le baptême. » Quant à nos villes maritimes, qui vivent ou s'enrichissent par le commerce de nos colonies, il ne faut pas s'étonner de leur froideur ou de leur sourde opposition à toute répression de la traite et si elles ne voient dans la croisade prêchée par l'Angleterre que le dessein d'anéantir nos possessions d'outre-mer.

« Ce qui s'est passé dans les deux mondes depuis trente ans a décidé cette grande question et rien ne saurait préserver d'une chute totale et prochaine le système colonial fondé sur l'esclavage. L'exemple de Saint-Domingue ouvre invinciblement aux nègres la carrière de la civilisation. Ils ont soulevé le poids de cette malédiction qui depuis Cham semblait peser sur eux. Le continent américain tout entier a proclamé et reconnaît des principes incompatibles avec leur esclavage; enfin la vieille Europe, ce foyer encore ardent quoique peut-être épuisé de civilisation, a elle-même donné le signal de tous les affranchissements, de la réparation de tous les torts et de la reconnaissance de tous les droits. Peu importe donc que l'Angleterre ait ou non voulu tendre un piège, elle y tombera la première en subissant la loi commune. Le temps et la civilisation ont amené à cette époque où l'homme ne peut plus avoir l'homme pour esclave, où les peuples ne peuvent plus obéir qu'aux lois et où les lois ne peuvent plus être, selon la belle définition de Montesquieu,

que l'expression des rapports des hommes entre eux.

« Toutefois ceux qui poursuivent en Angleterre l'abolition de la traite sous le nom d'*amis des noirs* disposent d'un certain nombre de voix dans le Parlement et les ministres, quels qu'ils soient, comptent avec eux. Aussi l'ambassadeur Stuart se plaignait-il fréquemment à M. de Richelieu et à moi des infractions multipliées aux lois prohibitives de la traite qui se faisaient sous pavillon français et surtout dans nos possessions d'Afrique, telles que le Sénégal et la Gorée. J'avais cependant prescrit toutes les mesures de répression et de surveillance qui étaient en mon pouvoir tant dans nos ports que dans nos colonies. Le commandant par intérim du Sénégal, Fleuriau, avait même reçu des instructions écrites de ma main et de l'exécution desquelles je l'avais rendu responsable en tant que cela pourrait dépendre de son zèle ou de sa volonté, lorsque le *Morning Chronicle* publia une lettre d'un Anglais établi au Sénégal qui signalait de nouveaux faits dont il avait été témoin; je répondis en insérant au *Moniteur* les ordres que j'avais adressés aux commandants des ports et des colonies pour vérifier les faits dénoncés par l'Anglais et en poursuivre les auteurs; mais notre législation elle-même m'offrait trop peu d'appui; il me parut indispensable de présenter aux chambres une loi nouvelle.

« Dans le conseil il n'y avait que M. de Richelieu qui voulût aussi sincèrement que moi la suppression de la traite. Laîné la voulait bien en spéculation et en principe, mais ses habitudes et ses liaisons bordelaises l'empêchaient de seconder mes efforts. Quant aux autres ministres, je rougis de le dire, ils n'y voyaient qu'une rêverie philosophique ou du machiavélisme anglais. La nécessité seule de ménager le cabinet de Londres les empêcha de repousser mon projet de loi. Je le préparai donc et le rédigeai malgré mes bureaux, surtout malgré Portal, et je le montrai à Sir Charles Stuart pour lui prouver notre bonne foi. En même temps je ne négligeais rien pour répandre parmi les noirs quelques germes de civilisation. J'établis au Sénégal plusieurs écoles d'enseignement mutuel dont j'obtins en fort peu de temps des résultats merveilleux.

« L'Angleterre venait de conclure un traité avec l'Espagne et le Portugal par lequel ces deux puissances s'engageaient à proscrire le commerce des esclaves à des époques déterminées partout où s'étendaient leurs dominations. Le roi Georges IV annonça lui-même ce traité à son parlement en protestant de sa constante coopération à l'accomplissement du vœu formé depuis si longtemps par tous les amis de l'humanité. J'avais honte pour la France que son gouvernement semblât marcher à regret à la suite de l'Angleterre dans cette noble route. Je saisis avec bonheur l'occasion de lui faire tenir un langage digne d'elle en présentant la loi aux députés. Elle était en deux articles. Le premier portait que toute contravention commise par des sujets de navires français ou par des sujets de navires étrangers dans les pays soumis à la France seraient punis de la confiscation du navire et de la cargaison, et de l'interdiction du capitaine s'il était français. L'article 2 désignait les tribunaux qui jugeraient les délits. Le discours et la loi furent accueillis avec une grande faveur au centre gauche où siégeaient les hommes à principes; dans les autres parties de la salle, soit que les intérêts coloniaux y dominassent, soit cette indifférence dont j'ai signalé la cause, on se demandait en m'écoutant comment un homme aussi exercé aux affaires que moi, un esprit aussi positif que le mien, pouvait se prêter à de telles rêveries. Heureusement la cause que je soutenais était de celles qu'on n'ose combattre ouvertement et la loi passa dans les deux chambres sans la moindre opposition.

« Mais l'Angleterre n'était pas encore satisfaite. Lord Castlereagh vint à Paris et se plaignit encore des infractions au traité qui avaient lieu tant au Sénégal que dans nos Antilles. Je lui prouvai par des documents authentiques que la traite s'était faite encore plus dans les possessions anglaises et particulièrement à l'Isle Maurice que dans les nôtres. Alors il me sonda sur une proposition que je rejetai très loin aux premiers mots qui me la firent entrevoir : l'Espagne, le Portugal et même les Américains avaient consenti au droit de visite mutuelle, c'est-à-dire que tout bâtiment de l'une de ces trois nations, s'il était soupçonné de faire la traite, pouvait être visité par le premier vaisseau anglais qu'il rencontrerait. Les Anglais se soumettaient réciproquement à la même surveillance. Je

n'hésitai pas à déclarer à Castlereagh que je ne souscrirais jamais pour la France à une convention de cette espèce.

« Elle ne cesserait, lui dis-je, d'être humiliante que si nous partagions avec vous l'empire des mers. Mais qui nous répondra que vous n'abuserez pas de ce droit de visite et que vous nous laisserez en user sur le même pied que vous? Notre commerce en concevrait de justes alarmes. Vous êtes trop forts, nous trop faibles; bref nous aurions l'air de recevoir la loi. »

« Il me montra beaucoup de chagrin de mon langage et m'avoua que le ministère dont il était un des principaux membres risquait de perdre de son influence parlementaire s'il échouait dans cette négociation avec nous. Aidé de sir Charles Stuart, il renouvela ses instances auprès de M. de Richelieu que je trouvai très ébranlé et ne comprenant pas comment la politique et la dignité de la France se trouvaient ici intéressées à la fois. Partagé entre les arguments de Lord Castlereagh et les raisonnements de ses collègues qu'il trouvait unamines, peut-être pour la première fois, M. de Richelieu voulut faire prononcer le Roi lui-même et s'appuyer au moins vis-à-vis du ministre anglais d'une décision solennelle. La question fut donc débattue dans un conseil que Louis XVIII présida; mais il n'y eut qu'un avis, M. de Richelieu excepté, que son bon sens et sa fierté pour la France semblaient avoir abandonné. Il faut le dire, ce droit de visite mutuelle ne lui paraissait qu'un moyen sûr pour tout le monde de connaître la vérité et il ne pensait pas que les plus nombreux et les plus forts pussent être tentés d'en abuser. Lainé et moi nous nous chargeâmes de porter à Lord Castlereagh une réponse à jamais négative. Il nous demanda de ne regarder la chose que comme ajournée. Nous comprîmes le besoin qu'il aurait d'en parler ainsi en Angleterre et il nous était trop nécessaire encore de le ménager pour lui refuser cette consolation. Nous changeâmes donc promptement d'entretien et nous mîmes à parler des relations de commerce des deux pays. Lord Castlereagh, que je n'avais jamais vu et que je ne devais jamais revoir, me parut un homme d'affaires consommé, plein de connaissances positives, d'un esprit lent, d'une conversation pesante, mais doué d'autant de sagacité que de discernement.

« Du reste nos rapports vis-à-vis des étrangers et parti-

culièrement de l'Angleterre étaient toujours ceux d'une étroite dépendance. Nous attendions de cette dernière qu'elle nous facilitât les moyens de payer notre rançon. C'était son premier banquier, son plus fort capitaliste, Baring, qui nous prêtait tout à la fois son argent et son crédit. Nous dûmes beaucoup dans cette importante affaire au duc de Wellington sous les auspices duquel elle se négocia. Il n'avait pas assez d'esprit pour être exempt de vanité. Decazes, qui lui était antipathique à titre de favori et de parvenu, lui faisait cependant une cour assidue et saisissait toutes les occasions de caresser sa faiblesse. Tantôt il le faisait dîner avec le Roi, tantôt il le faisait chasser avec les princes; tantôt c'était un magnifique service de porcelaine de Sèvres, ou ses ordres en diamants que Louis XVIII lui envoyait. Le duc avait ramené de son dernier voyage en Angleterre la duchesse, sa femme, quoiqu'il vécût à peu près séparé d'elle. Charles Stuart leur donna une très belle fête à laquelle les princes assistèrent. Quelques jours après Wellington donna lui-même un grand bal en habit de caractère où vint toute la famille royale, le Roi excepté. Le banquier Baring ne resta pas en arrière et, dans l'hôtel de Bouillon qu'il occupait, donna aussi des bals où le duc et tous les étrangers de distinction assistaient. Chacun de nous à son tour donna un grand dîner au duc de Wellington où tout le corps diplomatique était invité. Quand cela vint à mon tour, la duchesse n'était plus à Paris, mais, connaissant le goût de mon illustre convive, je mêlai aux diplomates quelques jeunes Françaises qu'il aimait à rencontrer.

« Un événement singulier et encore aujourd'hui mal expliqué pour moi vint troubler ces tristes plaisirs et même en suspendre le cours. Dans la nuit du 14 février un coup de pistolet fut tiré sur la voiture du duc de Wellington au moment où il rentrait chez lui; ni sa personne ni sa voiture ne furent atteintes et la balle, dont quelques-uns crurent reconnaître la trace sur la muraille, ne se retrouva même point.

« Je regrette bien de n'avoir pas commencé dès cette époque le journal minutieux que j'ai tenu trois mois plus tard; je donnerais ici quelques détails curieux. Mais, obligé de recourir à mes souvenirs et ne voulant rien hasarder, je me bornerai à rapporter les circonstances encore présentes à

ma mémoire et les conjectures auxquelles je me suis arrêté.

« Lord Wellington demeurait à l'ancien hôtel de la Bagnière et assez près du ministère de la Marine; j'appris le 12 en m'éveillant la tentative d'assassinat contre sa personne et je courus aussitôt chez lui. Je le trouvai plus ému que je n'aurais attendu d'un homme si familiarisé avec le danger. Il ne me parut exempt ni d'irritation, ni d'effroi. Il était tout occupé de diriger les poursuites et les recherches de la police dont tous les agents et les chefs, à commencer par Decazes étaient réunis autour de lui. Le Roi, les princes, les ministres montraient autant d'indignation et d'alarmes que si la vie de Louis XVIII lui-même eût été en danger. Wellington voulait dans ce premier moment qu'on lui donnât une garde qui l'escortât dans les rues de la capitale et l'on eut quelque peine à lui faire sentir ce qu'il y aurait de honteux pour nous et de misérable pour lui à montrer ainsi aux Parisiens le vainqueur de Waterloo entouré de soldats français veillant à sa sûreté personnelle. Des révélations venues de Bruxelles, et où Lord Kinnaird, grand agent d'intrigues, se trouvait compromis, firent croire que l'on était sur la trace du coupable. Quelques arrestations eurent lieu tant à Paris que dans les Pays-Bas. Lord Kinnaird, perdu de dettes, lié avec les radicaux de son pays et tous les révolutionnaires de l'Europe, avait pourtant conservé des relations assez amicales avec le duc de Wellington qui était fort en galanterie avec sa femme. Il écrivit au duc une lettre que je lus et dont je voudrais me souvenir davantage, où il donnait des renseignements que la crainte d'être soupçonné semblait lui arracher. Il se rendit à Paris pour s'expliquer lui-même et je le trouvai à dîner chez le duc de Wellington où il avait une contenance très embarrassée.

« Nous attendions avec inquiétude le langage que tiendraient les journaux étrangers; celui du journal ministériel anglais fut modéré et même amical pour la France; celui du journal ministériel de Vienne fut menaçant : « Le duc de Wellington, dit l'observateur autrichien, a contribué plus qu'il n'est d'ordinaire accordé à un homme au rétablissement de l'ordre et il se trouve aujourd'hui le gardien de l'œuvre à l'accomplissement duquel il a si essentiellement contribué. Vou-

drait-on attaquer en sa personne la cause qu'il défend? Dans ce cas des millions de bras se lèveront pour défendre le droit de tous. »

« Le duc de Wellington tenait nos destinées dans ses mains sous plus d'un rapport. C'était principalement de lui que dépendait la retraite de l'armée d'occupation; les alliés, et à leur tête Alexandre, avaient soumis à son arbitrage la liquidation de toutes les créances réclamées par les diverses puissances. Il se livrait à ce travail avec une ardeur singulière, une impartialité dont nous avions lieu d'être satisfaits. Heureusement il ne tarda pas à le reprendre en y portant toujours les mêmes dispositions et de son côté la police ne s'épargna pas pour le satisfaire. Des soupçons très graves firent arrêter un officier français appelé Cantillon et l'ex-auditeur au Conseil d'État, Mariné, réfugié à Bruxelles et condamné à mort par jugement prévôtal. Tenant à la bonne compagnie dont il avait les habitudes, et surtout les vices, il n'était démagogue que par ses opinions et avait passé d'ailleurs sa vie entre M. de Montrond et M. de Talleyrand : on verra plus tard ce qu'il en arriva; quant à présent Decazes et toute sa police ne doutaient pas que Cantillon ne fût l'auteur de l'attentat et que son bras n'eût été dirigé par les réfugiés de Bruxelles et la faction militaire impériale.

***

« Je m'étais retiré de la réunion des pairs sur laquelle, comme on l'a vu, j'avais exercé tant d'influence. Depuis que j'était ministre, on m'y témoignait moins de confiance et Decazes ne cessait de répéter à chacun de ses membres qu'il s'étonnait que je continuasse d'assister à leurs assemblées. Je ne sais sous quelle couleur il avait aussi présenté au Roi mes liaisons très anciennes avec quelques membres de l'opposition anglaise, mais un beau matin il m'annonça que Louis XVIII avait montré quelque inquiétude de l'amitié qui existait entre le marquis de Landowne et moi. Ce noble lord vint en effet alors à Paris ainsi que son cousin lord Holland et miss Fox, sœur de Holland. J'eus le plaisir de

les recevoir chez moi et de leur faire, autant que mes occupations me le permettaient, les honneurs de la capitale.

« Au reste ces occupations me laissaient peu de loisir, d'autant moins que ma santé m'obligeait à plusieurs heures d'exercice à pied ou à cheval. Le soir j'étais souvent trop fatigué pour aller dans le monde et je me couchais. Quand je ne l'étais pas, j'allais passer une heure à l'Opéra ou chez madame... Le *Château* faisait alors le fond de la société de cette dernière. On avait donné ce nom à une réunion de femmes et d'hommes à la mode dont la duchesse de Maillé avait été le premier centre. Le duc de Wellington, Pozzo, le duc de Fitz-James, y venaient souvent. Cette coterie offrait un mélange bizarre de frivolité et de sérieux, d'esprit et de sottise. Pour moi, le croirait-on? j'étais attiré dans cette maison par des souvenirs que je préférais mille fois à toutes les réalités présentes. Je m'asseyais à l'écart dans le salon pour me retracer à loisir ces soirées de 1816, ces premiers temps d'un amour si pur, ces promesses d'un avenir si tôt évanoui. A... ne venait plus alors chez madame ... à cause de son procès avec ses frères et jamais je ne me sentais plus sévère pour elle, jamais je ne me sentais moins enclin à la retrouver qu'au sortir de ces lieux qui me retraçaient si vivement un bonheur qu'elle ne pouvait plus me rendre. Au surplus toute cette société, surtout les femmes, me recherchait. J'étais moins fait pour elle. Je ne voulus aller ni chez la duchesse de Maillé ni chez aucune autre dame du Château que madame... J'avais honte quelquefois du change que je voyais prendre sur moi et de paraître sympathiser avec un monde et des mœurs que toute ma nature repoussait, mais je n'aimais plus, et comme je l'ai dit plus haut, hors du véritable amour je ne suis plus qu'un arbre transporté en terre étrangère et qui ne porte plus ses fruits.

« Je ne saurais trop souvent rappeler que ce n'est point un livre que j'écris, mais bien mes impressions journalières, ma vie que je raconte. Quoiqu'il me restât bien peu de temps pour la lecture, je ne laissais passer aucun ouvrage de quelque intérêt sans le lire avec soin. Il en parut deux à peu de

distance : les mémoires de Lauzun et la correspondance de madame d'Épinay. M. de Talleyrand, comme ami et complice de Lauzun, se crut obligé de désavouer l'authenticité de ces mémoires dans le *Moniteur*; il ne persuada personne et le public ne vit dans son désaveu qu'un trait de plus d'hypocrisie. Du reste je connaissais depuis longtemps et je possédais en manuscrit ce plat écrit que Napoléon avait empêché de paraître plusieurs fois. L'Empereur crut devoir ce ménagement à la mémoire de femmes dont les familles composaient la cour et il eut à vaincre la résistance de Réal et surtout celle du directeur de la librairie, Pommereul. Ce dernier, dans son cynique langage, s'écria au conseil à côté de moi : « Quel dommage que l'Empereur ne veuille pas que ces mémoires paraissent!... C'était un bon pot de chambre de plus à vider sur la tête de la noblesse ». Une chose singulière, c'est que Napoléon céda à une pudeur que n'éprouvaient pas au même degré la plupart des intéressés eux-mêmes. Pour ceux nés dans un certain rang, l'élégance et la politesse couvrent tout, tandis que, dans les classes où Napoléon avait passé sa vie, le vice est toujours le vice et une princesse très galante ne vaut guère plus qu'une prostituée. Ceci explique que sous le règne de Louis XVIII les mémoires de Lauzun aient paru sans exciter plus de sensation. La Cour donnait de nouveau le ton et elle s'en scandalisa bien moins que n'auraient fait les parvenus qui entouraient Napoléon.

« Il n'en fut pas de même de la correspondance de madame d'Épinay. Ici les secrets révélés étaient bien plus précieux. On y voyait à nu toute la corruption et la turpitude de ces graves précepteurs du XVIIIe siècle. L'agrément du style ajoutait encore à l'intérêt du sujet, aussi l'effet fut-il prodigieux. Quelque fatigué et souffrant que je fusse, je passais la nuit à lire ce surprenant écrit. Madame d'Épinay était tante de madame Molé et j'avais passé ma vie, en entrant dans le monde, au milieu des personnages qu'elle cite. Madame d'Houdetot, Saint-Lambert, et tant d'autres étaient presque vivants encore pour moi.

« Un livre d'un genre bien différent signala la même époque et commença la réputation de son auteur. Le premier volume de l'*Indifférence en matière de religion* par l'abbé de Lamennais

montra un écrivain très distingué et reproduisit des doctrines qui dans un siècle plus religieux eussent été menaçantes pour la civilisation et le bonheur des hommes. Toutefois avec des princes tels que les nôtres, il n'était pas sans raison de voir dans le livre de l'abbé de Lamennais un symptôme de réaction contre ces philosophes dont la correspondance de madame d'Épinay avait trahi tous les secrets. L'esprit religieux exploité par l'ambition voulait prendre sa revanche et les jésuites essayaient d'avoir raison de Voltaire et de Diderot.

« Le théâtre vit aussi s'éloigner alors le meilleur acteur que le XVIIIe siècle ait formé. Fleury quitta la scène et avec lui la bonne comédie quitta la France. Je n'ai guère aimé le spectacle que pendant une année de ma jeunesse. Je préfère lire une bonne pièce de théâtre à la voir représentée. C'est un plaisir trop passif pour moi que celui de spectateur; l'âme et le corps y sont trop immobiles. En général le malaise et l'ennui me gagnent tout de suite, si je n'agis. Une individualité exagérée et maladive, l'effort que je fais habituellement pour vivre, détournent sur moi, et malgré moi, mon attention si elle n'est maîtrisée par une passion ou captivée par l'action et le mouvement. De là vient mon peu de goût pour le spectacle et la gêne que j'éprouve au bout d'une heure que j'y suis, à moins que la musique, qui a sur moi tant de pouvoir, ne s'y empare de mon imagination et de mes sens. Lorsque je suis entré dans le monde la tragédie était faiblement jouée, mais la comédie était portée au plus haut degré de perfection où l'ait jamais vue aucun peuple civilisé. Molé, Fleury, Dazincourt, Grandmesnil, Michaud, mesdemoiselles Comtat, Mars, Devienne, Vanhove offraient une réunion de talents qui peut-être ne se reproduira plus. Les beaux-arts, les mœurs élégantes, les plaisirs exquis s'évanouiront devant les habitudes sévères et positives des gouvernements représentatifs.

***

« La session était terminée; elle avait eu d'importants résultats : nos comptes avec les étrangers étaient réglés, nos

emprunts avaient appelé tous les capitaux de l'Europe et fondé notre crédit, les souverains devaient se réunir à l'automne suivant à Aix-la-Chapelle et tout annonçait qu'ils prononceraient enfin notre affranchissement. Mais le ministère était moins affermi que jamais et je prédis dès cette époque qu'il ne résisterait pas longtemps à ses divisions intérieures et aux événements qui le pressaient.

« Le Concordat ne nous avait pas moins partagés que la loi de recrutement. Decazes et Pasquier obtinrent de M. de Richelieu d'envoyer Portalis à Rome pour négocier sur de nouveaux faits et réparer un peu les fautes déjà commises. Il avait pour instruction de se concerter avec M. de Blacas et lui était en quelque sorte subordonné. Cette mission était absurde et le choix du négociateur malheureux : j'essayai vainement de le faire sentir. Portalis s'était fait la créature de Pasquier qui l'avait donné à Decazes et il partit.

« Les rapports du ministère avec les doctrinaires avaient fort empiré aussi durant la session. Decazes, furieux de leur dédain, parlait de les chasser du Conseil d'État et de leur ôter tous leurs emplois. Lainé, entraîné par sa haine contre Royer, y poussait M. de Richelieu. Les deux oppositions libérales et royalistes menaçaient de se réunir aux prochaines élections et dans la Chambre des députés pour nous renverser. La Chamre des pairs ne nous offrait ni plus de sécurité ni plus de garanties; cette situation m'inspira l'idée d'en exposer le tableau sous les yeux de M. de Richelieu et de lui remetre une note semblable à celles que je lui avais présentées à d'autres époques. Je la donne ici dans son entier parce qu'elle renferme l'analyse de notre position au moment où elle fut écrite et qu'elle donnera en partie la clef de tout ce qui suivra.

20 mai 1818.

« Le ministère ne doit-il pas après chaque session se rendre compte de ce qu'il a gagné ou de ce qu'il a perdu; examiner la situation où il se trouve et les chances que lui offre l'avenir. Semblables recherches n'auront aujourd'hui rien de pénible. Il peut jeter sans crainte ses regards sur la session qui vient

de finir, mais il ne peut les tourner sans anxiété sur celle qui est déjà si près de s'ouvrir. La session de 1817 présente sans doute d'heureux résultats; les députés s'éloignent satisfaits, mais fatigués. Quand ils reviendront le souvenir des biens obtenus sera affaibli ou effacé, les esprits, retrempés dans le repos, entreront de nouveau en fermentation et montreront encore cette inquiétude qu'il est aussi nécessaire de prévoir qu'il serait déraisonnable de s'en effrayer. La session de 1818 s'ouvrira au moment de l'émancipation de la France. L'influence de ce grand événement se fera profondément sentir. Il faudra moins compter sur la reconnaissance envers le gouvernement qui aura affranchi le territoire que s'occuper de l'attitude que prendront alors les partis. Les ultra-royalistes, ni plus timides ni plus sensés, demanderont, je le crains, le martyre s'ils ne peuvent obtenir le triomphe; les ultra-libéraux professeront plus hardiment leurs doctrines et laisseront pénétrer davantage leurs projets; les intérêts, et surtout les vanités révolutionnaires, espéreront se venger ou regagner ce qu'ils ont perdu; les masses d'abord repousseront tous les excès et demanderont au gouvernement de leur assurer le repos. Mais elles finiraient par être séduites et par répondre aux appels des passions, si le ministère ne manœuvrait habilement sur ce terrain si varié, et s'il n'opposait à tant d'efforts une activité infatiguable et une force qu'il ne saurait puiser que dans les Chambres.

« C'est sur la session de 1818 que l'Europe va juger la France, que la France se jugera elle-même. Les résultats de cette session règleront nos destinées pour un long avenir. La plus grande affaire du ministère est donc celle des élections. De quels moyens doit-il se servir pour influer sur elles? Toutes démarches directes de sa part vis-à-vis des électeurs, soit qu'elles aient la forme d'insinuations, de conseils, d'injonctions, ont à mes yeux plus d'inconvénients que d'avantages; ce qui s'est passé l'année dernière me paraît l'avoir prouvé sans réplique. L'intervention de l'autorité, et surtout de la police, ne saurait être trop dissimulée pendant les élections. A Paris les ministres ne peuvent avoir trop de communications personnelles avec les électeurs, mais ils doivent écrire le moins possible et recommander à leurs délégués la prudence et la

circonspection au moins autant que l'activité et la surveillance. C'est par la nomination des présidents, par le choix de tous les fonctionnaires publics et certains actes propres à lui concilier l'opinion, que le ministère peut s'emparer des élections. D'ici au mois de septembre prochain chaque ministre doit donc faire une revue exacte de tous les fonctionnaires qui dépendent de lui dans chacun des départements où l'on doit élire; si l'on veut en effet considérer que nombre d'électeurs se trouvent parmi les juges, les administrateurs, les militaires, les agents du fisc, on verra que les élections ne peuvent échapper à l'influence du gouvernement que par sa faute; toutefois, il se trouve une catégorie nombreuse en dehors de toutes les fonctions salariées et dont la participation aux élections serait toute redoutable, si l'on négligeait de l'affaiblir ou de se la concilier. Je veux parler de la garde nationale que son organisation place aujourd'hui sous la direction d'un comité ennemi du Roi et de son gouvernement. C'est ce comité qu'il est aussi pressant qu'important de dissoudre en réduisant la garde nationale à ce qu'elle doit être dans une monarchie, à une simple garde de police municipale. Opération que rend bien facile l'augmentation de l'armée, et qui en fortifiant l'autorité du Roi soulagera la nation d'un pénible fardeau.

« Les journaux sont encore un moyen d'influence dont il est aussi difficile que nécessaire de se servir. Le Conseil s'en est souvent occupé, plusieurs projets lui ont été soumis; ne serait-ce pas le moment de les reprendre, et de se fixer enfin sur cet objet important?

« Il est plusieurs autres questions dont les esprits sont particulièrement préoccupés; la direction que prendra le ministère sur chacune d'elles peut augmenter ou diminuer beaucoup sa popularité tant parmi les électeurs que dans les chambres. Tels sont le Concordat, la composition du Conseil d'État, les réclamations des bannis, enfin les rapports du ministère avec les doctrinaires. Comme j'ai déjà soumis au conseil mon avis sur le Concordat, je ne ferai que hasarder ici quelques dernières observations sur cette matière. Tout le monde sent que l'on ne peut rester dans l'état où l'on se trouve, c'est-à-dire sous l'empire de deux concordats, dont l'un se trouve

annulé par le Roi et par le Pape, et dont l'autre a besoin de la sanction législative pour être exécuté. L'anarchie qui règne aujourd'hui dans l'église de France aurait, en se prolongeant, des suites peut-être irréparables et pourrait devenir funeste à la catholicité elle-même. Le moyen le plus propre et le plus sûr de sortir d'une situation aussi déplorable était de se borner à créer quelques évêchés et à améliorer le sort du clergé en s'appuyant sur le Concordat de 1801 que l'on aurait laissé subsister. Mais puisqu'on a cru devoir prendre un autre parti, il ne reste plus qu'à négocier comme on le fait un concordat nouveau qui reproduise littéralement, en quelque sorte, les dispositions de celui de 1801, qui n'en renferme pas d'autre. Il sera difficile, sans doute, d'obtenir à Rome un semblable résultat. Je souhaite que les négociateurs aient été bien choisis, mais je crois devoir répéter ici que je ne le pense pas. L'un, M. de Blacas, obligé de détruire son propre ouvrage, est vivement intéressé à faire échouer les négociations, l'autre se verra entouré des soupçons du premier et des préventions que son nom et la mémoire de son père inspirent à tous les vrais dévots. Or, le premier jouit, comme on sait, dans le Sacré Collège de beaucoup de considération et d'influence; ses manières, sa représentation sont nobles et magnifiques, tandis que le second n'apporte avec lui que du zèle, du savoir, une grande ignorance des personnes, et a l'extérieur gauchement modeste. Peut-être aussi n'avons-nous pas assez songé à sonder le terrain autour de nous, à préparer les voies au Concordat parmi les esprits qui dans un sens ou dans un autre sont le plus disposés à le combattre. Il ne faut pas oublier que Bonaparte dut à son adresse et à son habileté dans ce genre la plus grande partie du succès. Il se garda bien de ne consulter que les philosophes ou que les dévots, mais, en même temps qu'il travaillait à convaincre l'Institut lui-même de la nécessité de renouer nos relations avec Rome, il consultait l'évêque de Nantes, l'archevêque de Gênes, les chefs des Sulpiciens et le fameux curé de Saint-Lô. Toutes les oppositions furent ainsi prévenues et quand son concordat parut, ceux qui n'y applaudirent pas s'y résignèrent. N'est-il pas regrettable que les ministres n'aient aucun rapport avec les membres les plus éclairés du clergé dont on augmenterait le crédit dans leur

ordre en les consultant davantage; on parviendrait ainsi à remplacer l'influence de la grande aumônerie, par les lumières d'un abbé Frayssinous et d'un abbé Duval. Sans doute il est un peu tard; l'abbé Frayssinous et l'abbé Duval ont pris une route dans laquelle, si l'on s'en était plus occupé, ils ne seraient peut être pas entrés, mais peut-être aussi n'y sont-ils pas entrés sans retour.

« La liste du Conseil d'État pour 1818 devrait être connue depuis longtemps. On a cru généralement que le ministère n'attendait que la fin de la session pour la publier. L'impatience du public sur ce sujet a deux causes : la première, de savoir si cette liste comprendra quelques noms des Cent Jours, la seconde de savoir si l'on y retrouvera les noms des doctrinaires. Sur les noms des Cent Jours je ne ferai qu'une réflexion qu'on pourrait étendre aux bannis, c'est que les révolutions ne finissent que quand les proscriptions sont soldées. L'état hostile ne cesse, les choses ne reprennent leur cours naturel et paisible que quand chacun peut librement parcourir la carrière où l'appellent ses talents, ses anciens services ou l'opinion de ses concitoyens. Peut-être le moment est-il arrivé de ne plus confondre dans la même rigueur les hommes reprochables avec les hommes dangereux, de se servir de tout ce qui est utile et de ne repousser que ce qui serait nuisible. Il est superflu de dire ici que l'on met en première ligne de ce qui serait nuisible ce qui serait déshonorant. Quant aux doctrinaires je n'hésite pas à penser qu'il faut moins consulter à leur égard la justice que la politique. Dans la Chambre ils ont peu de popularité, mais ils exercent un ascendant. On ne les aime pas, mais on les écoute. Il ne faut pas d'ailleurs nous renfermer dans le moment actuel, il faut prévoir celui où l'opposition ultra-libérale, prenant de la force, ne pourra être combattue avec avantage qu'à l'aide des royalistes libéraux. Alors les doctrinaires deviendront nos plus utiles auxiliaires, nous aurions à regretter de les avoir aliénés sans retour. Il vaut donc mieux nous résigner à les rencontrer quelquefois parmi nos adversaires que de les compter à jamais parmi nos ennemis. Serait-il d'ailleurs plus juste que politique d'ôter leurs places à des hommes qui ont voté tantôt pour nous, tantôt contre nous, tandis que ceux qui n'ont jamais voté pour nous, que

les ennemis les plus déclarés du gouvernement du Roi conservent les premières charges de la Cour et sont en possession de presque toutes les dotations de la Chambre des pairs?

« Puisque j'ai prononcé le nom de la Chambre des pairs, je rappellerai ici l'importance dont il est de s'en occuper davantage et d'y fortifier le parti ministériel. Si par malheur les ultra-libéraux entraînaient la Chambre des députés dans quelque écart, il serait impossible de compter aujourd'hui sur la Chambre des pairs pour arrêter le mouvement. Les libéraux unis au parti de la Cour y répondraient aux appels des Chauvelin, des d'Argenson; ce danger est plus imminent qu'on ne pense; s'il éclatait jamais, il serait trop tard pour y remédier, car une création subite de pairs ne ferait alors que signaler la détresse et ajouter aux embarras. Il est donc indispensable de modifier l'état actuel de la Chambre des pairs. D'ici à la prochaine session, son président et son grand référendaire n'y exercent à notre profit aucune influence. Le parti ministériel trouve qu'on le néglige; il nous reproche de ne chercher à plaire qu'aux députés. M. de Talleyrand y a fait quelques recrues; enfin le scandale de la conduite des gens de la Cour y ébranle la fidélité des Sénateurs eux-mêmes, qui finissent par croire que le Roi ne désapprouve pas ce qu'il pardonne si bien.

« Il me reste à parler des principaux projets de lois à préparer pour la session de 1818. Je les réduirai à trois :

« Celui portant organisation des conseils généraux et municipaux, celui de la répression des délits de presse et le bugdet. Mon avis serait d'ajourner encore celui sur l'Instruction publique.

« Le premier de ces trois projets divisera les meilleurs esprits. La question est vaste, compliquée, et peut être raisonnablement envisagée de plusieurs sortes. La rédaction déposée l'année dernière est loin, je l'avoue, de me paraître la meilleure. J'ai pensé qu'on ne saurait trop tôt en commencer la revision au Conseil d'État, non seulement pour se fixer sur les dispositions qu'elle renferme, mais aussi pour avoir la mesure de l'opposition qu'on rencontrera et des objections auxquelles il faudra répondre. Dans tous les cas, on doit se dire qu'une pareille loi n'est pas une loi vitale pour tout ministère, et que

le projet actuel pourrait être changé ou même rejeté sans que l'honneur ou l'autorité des ministres fussent en danger.

« La loi sur la presse sera si difficile à bien faire, et surtout à faire voter, l'opposition qu'elle rencontrera peut avoir des suites si fâcheuses pour le ministère, qu'il me paraîtrait préférable de la faire proposer par un député. Mais le choix de ce député est singulièrement embarrassant. Il faut trouver un nom qui puisse donner de l'autorité au projet, qui suppose des connaissances suffisantes et un talent capable de soutenir une discussion opiniâtre et orageuse. Il faut un homme avec lequel le ministère puisse s'entendre et qui, cependant, n'ait pas la réputation de lui être entièrement dévoué. La question des journaux sera liée au sort du projet. Il est possible que par composition la chambre ajourne encore leur affranchissement, c'est un moyen de négociation avec elle qu'il faut nous réserver.

« Le ministère doit employer tous ses efforts à abréger la session; son premier soin doit être de préparer le budget, de manière à le présenter le jour même où la Chambre sera constituée. Il n'y a donc pas un moment à perdre pour résoudre toutes les questions auxquelles sa rédaction peut donner lieu, et sur lesquelles la discussion qui vient de finir a jeté tant de lumière.

« La première et la plus importante est celle de savoir si le budget continuera d'être divisé par exercice ou s'il s'établira par année. Ne conviendrait-il pas de la renvoyer à l'examen d'une commission spéciale composée de pairs, de députés, de conseillers d'État? Cette Commission serait chargée de rédiger un projet de budget de 1818 dans la nouvelle forme que l'on propose.

« Le Conseil jugerait alors si cette forme ne lui promet pas une discussion plus facile, plus éclairée. Elle aurait tout au moins l'avantage d'écarter tous les embarras qu'entraîne la régularisation des exercices antérieurs et de rendre sans objet l'article 102 relatif aux comptes.

« M. Garnier dans son rapport et plusieurs orateurs aux députés ont fait sentir la nécessité de rentrer dans les doctrines anglaises, en ne mêlant au vote de l'impôt aucune autre disposition, même réglementaire. De là résulte la nécessité de

diviser le budget en plusieurs lois particulières. Ainsi les recettes seraient séparées des dépenses. Chaque ministre proposerait celles de son département. La publicité qu'il donnerait à son administration, les détails où il serait forcé d'entrer, auraient l'avantage de donner la mesure de sa capacité, de remplacer les déclamations de la tribune par le positif des affaires, d'intéresser la Nation à ce qui la touche véritablement et d'augmenter sa confiance dans le ministère.

« Les changements à apporter dans le mode ou la perception de chaque impôt seraient l'objet d'autant de lois spéciales, ainsi que cela se pratique pour les douanes depuis deux sessions.

« Il est une idée importante et sur laquelle il serait au moins sage d'appeler sans délai les méditations d'hommes plus éclairés que moi. C'est celle de consolider le revenu destiné au paiement de la dette consolidée. Si cette dette ne doit plus recevoir d'autre accroissement que celui prévu par les lois sur l'arriéré, si l'on écarte sincèrement tout projet *funeste*, je ne crains pas de le dire, d'emprunter pour le service ordinaire, pourquoi ne comblerait-on pas la mesure du crédit en fermant le Grand Livre et en votant pour dix ans les impôts indirects qu'on affecterait au paiement de la dette consolidée?

« Je ne parlerai pas de la dette flottante et des ressources qu'elle peut présenter. M. le ministre des Finances trouvera en lui-même et autour de lui sur cette importante matière bien plus de lumières que je ne pourrais en offrir. Je dirai seulement qu'il ne faut pas oublier la nécessité où pourra se trouver le Trésor d'ajouter à ses moyens de crédit, surtout si l'on renonce, comme je le souhaite, à toute idée d'emprunt et si la dépréciation du blé, suite d'une récolte trop abondante, vient nuire au recouvrement de la contribution foncière.

« Avant de terminer ce qui concerne le budget, j'ajouterai quelques observations sur le Domaine extraordinaire et la dotation de la chambre des pairs.

« Il faut s'attendre à voir reproduire avec force l'opinion qu'il ne pouvait être rien concédé sur ce Domaine jusqu'à ce que les titulaires dépossédés des dotations situées hors de France eussent été complètement indemnisés. On redemandera avec de vives instances le compte exact des valeurs dont se

composait ce Domaine au 1er avril 1814, pour s'assurer si les dispositions prises depuis cette époque n'ont pas nui aux droits préexistants et garantis par la Charte. La discussion pourrait rendre impossible de ne pas revenir sur quelques-unes de ces dispositions bien connues du conseil; peut-être alors serait-il plus sage de la prévenir, en proposant de soi-même ce qui pourrait être arraché plus tard.

« Il en est de même pour la Chambre des pairs. On ne manquera pas de réclamer contre la suppression ou la réduction des pensions de plusieurs sénateurs. Ne vaudrait-il pas mieux porter toutes ces pensions au même taux de 24 000 francs, que de risquer le scandale d'une lutte qui peut aller jusqu'à attaquer l'ordonnance par laquelle le Roi a déclaré déchus de la qualité de pairs plusieurs de ceux qu'il en avait revêtus?

« En résumé, les questions à renvoyer à l'examen de la commission dont j'ai parlé plus haut, seraient celle-ci :

1° Le budget sera-t-il présenté par exercice ou par année?

2° En combien de lois séparées et spéciales le budget sera-t-il divisé?

3° Doit-on proposer de voter l'impôt pour plus d'une année afin d'éviter les anticipations et de présenter le budget à une époque plus convenable?

« Tout ce qui concerne le Domaine extraordinaire et la dotation de la chambre des pairs ne doit pas sortir du secret du conseil et ne peut être délibéré que par lui. »

« Pour la parfaite intelligence de cette note je reprendrai les points principaux qui y sont touchés et j'expliquerai ce qu'ils avaient de délicat. Le premier était les destitutions; Decazes voulait que sans distinction, on destituât tout ce qui ne voterait pas exactement dans notre nuance aux élections, depuis Royer-Collard et le Conseil d'État, jusqu'au moindre titulaire d'un bureau de loterie ou de tabac. MM. de Richelieu et Laîné ne voulaient destituer presque personne. J'étais d'un tiers avis et voulais que l'on commençât par la Cour. Venait ensuite la Garde nationale; elle était tout entière dans les mains de *Monsieur*, son colonel général, qui en avait fait un instrument redoutable pour le gouvernement de son frère. Elle était naturellement dans les attributions du ministre

de l'Intérieur. Laîné déplorait le mal qu'y faisait *Monsieur* et ses adhérents sans oser l'empêcher. Decazes voulait qu'une ordonnance royale supprimât la place de colonel général et fit rentrer la Garde nationale sous l'influence du ministère. Ici, je partageais son sentiment et l'aidais de tous mes efforts pour triompher de la timidité de Laîné.

« Les journaux étaient un point sur lequel personne ne s'entendait. Decazes voulait les avoir tous, Laîné prétendait les partager au moins avec lui. Je soutenais qu'il fallait adroitement négocier avec deux ou trois écrivains redoutables et ne pas s'embarrasser du surplus. M. de Richelieu détestait toute liberté de la presse.

« Le Concordat était ajourné jusqu'au retour de Portalis. Il était déjà parti pour Rome quand je rédigeai ma note et je ne parlai de sa mission que pour acquitter ma conscience sur cet important sujet. La suite a prouvé si je m'étais trompé. Portalis s'est mis aux ordres de M. de Blacas et, comme il l'a fait toute sa vie, aux ordres du parti dominant; il a complété et rendu irrémédiable le mal qu'il était chargé de réparer.

« Quant au Conseil d'État, MM. de Richelieu et Laîné y défendaient quelques hommes de l'ancien régime tout à fait incapables, que Decazes, Pasquier et moi voulions en ôter et ils en repoussaient quelques membres très habiles que nous voulions y faire rentrer sous le prétexte des fonctions qu'ils avaient remplies pendant les Cent-Jours. Ces dissentiments avaient retardé la publication de la liste du conseil qui tous les ans a lieu le 1er janvier.

« Les bannis étaient une question toute personnelle à Decazes. Il voulait les rappeler un à un et de manière à ce que chaque rappel eût l'air d'être un effet de son crédit. Je voulais qu'au lieu d'accorder des faveurs qui consacraient une injustice, l'injustice elle-même fût reconnue et réparée, je réclamais pour le Roi et son ministère toute la popularité d'une mesure générale et solennelle; je voyais avec dépit le favori se populariser aux dépens de son maître et aux nôtres en se donnant pour arracher de temps en temps une exception à une injustice que nous étions censés défendre.

« Enfin le budget et les emprunts étaient encore des questions personnelles entre Decazes et moi. Je voulais que le

budget fût divisé en plusieurs lois qui auraient été chacune discutée et votée séparément. Chaque ministre aurait présenté la loi de son ministère et serait entré dans une discussion franche et approfondie avec la Chambre comme je l'avais fait moi-même cette année. Decazes avait ces idées en horreur comme tout ce qui est simple et franc, et il voyait la fin de ce système d'escamotage et d'expédients hors duquel il ne peut plus rien. Les emprunts lui tenaient encore plus au cœur. Je voulais qu'on se liât les mains de manière à ce qu'il lui fût impossible d'en faire pour les dépenses ordinaires, et lui, charmé de la facilité de cette ressource, prétendait se la réserver pour étendre sans mesure ses moyens de corruption et subvenir aux dépenses sans bornes où il aurait jeté l'État lorsqu'il serait parvenu à se rendre maître du ministère.

***

« C'est alors que j'appris le mariage de Decazes, et d'une manière qui me donna bien la mesure de ma position vis-à-vis de lui; avant qu'il n'eût conçu de moi aucun ombrage, Decazes m'avait souvent parlé de ses projets d'établissement. Il croyait n'avoir qu'à choisir et laisser tomber le mouchoir. L'air d'assurance et de fatuité avec lequel il balançait en ma présence entre mademoiselle de Montmorency ou mademoiselle Destillières, mademoiselle de Bauvau ou mademoiselle Laffitte, ne s'effacera pas de mon souvenir. Ce n'est pas qu'il eût reçu aucune proposition des familles, jamais du moins je n'en ai rien appris, mais Decazes ne doutait pas qu'on ne fût trop heureux de s'allier avec lui. Napoléon hésitant entre la sœur de l'Empereur de Russie et une archiduchesse d'Autriche ne se croyait pas plus certain de voir accepter sa main [1]. Quel fut mon étonnement d'apprendre par le bruit public qu'après tant d'incertitudes, il avait

1. Un jour Pozzo me dit ces paroles auxquelles je ne me permettrais pas de changer une syllabe : « Voici une chose que je n'ai confiée à personne et que je dépose dans votre sein : Decazes a poussé l'enivrement de la Fortune jusqu'à me dire : « *Je ne veux pas épouser mademoiselle de Rohan, quant à mademoiselle « d'Orléans, dont on me parle, elle est trop vieille et trop laide.* »

fixé son choix. Le lendemain du jour où cette nouvelle parvint à mes oreilles, Decazes après le conseil me proposa de revenir à pied avec lui. A peine étions-nous dans la rue qu'il me confia son mariage avec mademoiselle de Saint-Aulaire. Je lui répondis par des lieux communs complimenteurs et nous nous séparâmes. Mais je revins en parler à M. de Richelieu qui m'en parut inquiet et mécontent. Il me dit que Decazes avait trouvé moyen de se faire approuver du Roi, mais que, pour lui, il le voyait avec peine « *se jeter ainsi du côté des libéraux* » : ce furent ses propres expressions. « La future, ajouta-t-il, est fort laide et je crains que les espérances que Decazes a conçu de sa fortune ne soient en grande partie déçues. » Il m'expliqua que ces espérances consistaient dans les libéralités présumées d'une tante, duchesse de Brunswick, et dans des réclamations vis-à-vis de la Prusse dont le succès était bien incertain. Saint-Aulaire était allé en Danemarck pour faire comprendre à la duchesse de Brunswick combien elle devait être fière de son nouveau neveu. Ce mariage, dès qu'il fut connu, occupa un moment l'Europe, tant on avait l'idée de la toute-puissance du favori.

« Le duc de Wellington qui arrivait à Paris m'en parla à peu près dans le même sens que M. de Richelieu. J'attendais son retour avec impatience pour le sonder sur une affaire qui aurait pu devenir importante. L'Espagne qui manquait de vaisseaux, ainsi que de tout, nous demandait ceux qui pourrissaient dans nos ports et offrait en échange des colonies, car c'était la seule chose qu'elle pût offrir. D'abord Fernand Nunés n'avait parlé à M. de Richelieu que de la partie espagnole de Saint-Domingue, et puis il avait laissé entrevoir qu'on pourrait aller jusqu'à nous céder Porto-Rico. La difficulté était que l'Angleterre y consentît et cette difficulté me parut au premier coup d'œil insurmontable. Comment supposer en effet que l'Angleterre nous laissât ainsi sortir de notre nullité coloniale par une acquisition aussi précieuse et qui nous aurait aussi peu coûté. Au premier mot qui pût faire pressentir au duc de Wellington mon projet, il m'arrêta en me disant que le ministère anglais qui prêterait la main à un tel arrangement serait coupable de haute trahison. Il fallut donc en rester

là, car la partie espagnole de Saint-Domingue ne nous aurait servi à rien qu'à rendre tout arrangement impossible avec Péthion, et nous ne pouvions donner nos carcasses de vaisseaux à l'Espagne pour de l'argent sans être accusés par l'opposition et la presse de vendre à beaux deniers comptants les restes de notre marine.

« Je m'entendais mieux avec le duc de Wellington sur l'odieux commerce des noirs et mes efforts pour abolir la traite dans nos colonies ne se ralentissaient pas. Je fis mettre au *Moniteur* la lettre par laquelle Fleuriau, commandant par intérim du Sénégal, m'annonçait la saisie du brick français le *Postillon* pris en flagrant délit, et je fis rendre au Roi une ordonnance portant qu'il serait entretenu constamment une croisière sur les côtes d'Afrique, dans le but spécial de réprimer la traite.

*
* *

« J'écris ma vie ainsi que j'ai vécu. Qu'on ne cherche donc dans ces mémoires ni transition, ni méthode, ni suite; qu'on y cherche plutôt de brusques contrastes et d'étranges disparates. Tout amoindri que je me sentais, je ne cessai jamais de mesurer ma chute, de me rappeler mon origine, de me comparer à moi-même comme à tout ce qui m'entourait. Je ne crois pas avoir atteint la fin d'une seule de mes journées sans déplorer l'emploi que j'en avais fait. Combien ce mois d'août 1818 s'écoula tristement pour moi! Seul et souffrant, souvent préoccupé de l'idée de ma fin prochaine, mes plus douces heures étaient celles que je passais à cheval au lever du jour, ou le soir à pied dans les allées des Champs-Elysées après le coucher du soleil. Pendant tout cet été, la chaleur fut excessive et je trouvais un grand charme à me livrer ainsi à ma rêverie tout en goûtant le frais du matin et du soir. Je ne pensais à l'amour qu'avec déchirement, aux femmes, que pour me rappeler celle à qui je ne reconnaissais plus d'autre pouvoir que de me rendre désormais l'amour impossible, invoquer encore son nom dans mes moments les plus découragés et trouver un mélancolique

plaisir à me retracer ce 23 novembre 1816 et tant de rêves évanouis! Non, je ne parviendrai pas à faire comprendre toute la tristesse de mes solitaires promenades durant ce brûlant été de 1818. Parfois l'air du soir suspendant mes souffrances, les yeux fixés sur les étoiles dont étincelait le firmament, le *moi* s'éteignait par degrés en moi; je tombais dans une sorte d'existence passive dont j'aurais voulu ne sortir que pour entrer dans le tombeau. Cependant la jeunesse n'avait pas entièrement perdu ses droits sur moi; quand mes maux me laissaient un peu plus de relâche, elle se ranimait et me rendait à ma flexible nature. Je me voyais guéri par une de ces crises que la nature opère bien plus souvent que l'art et parcourant les Alpes ou la belle Italie avec cette indépendance de l'âme et du corps que donne la santé et que je regardais alors comme le comble des félicités humaines. Que ces moments étaient rares et rapides! La Providence les envoie au malheureux comme le sommeil, pour qu'il conserve la force de souffrir encore sans mourir.

« Le mois d'août avait ramené pour la vingtième fois l'anniversaire de mon mariage. Jamais je ne revis cette époque sans revenir sur toute ma jeunesse et sur toute ma vie, sans déplorer comme un malheur toujours nouveau d'avoir uni ma destinée à la seule femme dont, peut-être, les lois de l'attrait naturel et du rapport des âmes auraient dû m'interdire d'être l'époux. Jamais ce triste anniversaire ne m'avait retrouvé si isolé et aussi accablé de mon isolement, car ce n'est pas dans la solitude, ce n'est pas au désert que l'homme est véritablement seul; là son imagination peuple encore de fantômes, de souvenirs, d'espérances, l'immensité qui l'environne. Il peut même se créer de paisibles et doux rapports avec les moindres objets de la création et partager sa journée entre l'oiseau et l'insecte qu'il apprivoise et les travaux qui pourvoient à ses besoins. Il n'en est pas ainsi parmi ses semblables, c'est là que l'ennui le saisit d'une main inévitable et que le vide peut l'écraser s'il ne rencontre pas un cœur où le sien puisse s'épancher, s'il ne se sent nécessaire à personne, s'il ne se rattache à son espèce par le lien d'aucune sympathie; d'autant plus seul alors qu'il est plus entouré, la foule constitue pour lui le désert et il devient

plus misérable que le paria relégué dans sa caste ou le lépreux qui quelquefois inspire moins d'horreur que de pitié. Tel a donc été mon sort sur la terre; enfant, adolescent, j'adorais ma mère, elle me délaissa; à dix-sept ans et demi j'épousai une femme de mon âge, je voulais l'aimer avec passion et quand je m'élançai vers elle, je ne rencontrai que l'étonnement et le froid de la mort; enfin au midi de ma vie je ne rencontrai le bonheur, ce bonheur objet des rêves et des regrets de toute ma vie, que pour le voir s'évanouir sans retour. Je n'avais pas la ressource de la plupart des hommes, celle de l'étourdissement et du plaisir; ce qu'on appelle la dissipation m'ennuyait, la coquetterie ne m'inspirait que du dédain.

COMTE MOLÉ

MARE NOSTRUM[1]

VI

LES ARTIFICES DE CIRCÉ

Un bruit de pas, annonçant le retour du gardien, sépara leurs visages, dénoua leur étreinte. Freya fut la première à retrouver son calme. Au fond de ses yeux flottait encore un nuage léger, dernière fumée du feu qui venait de s'éteindre.

— Adieu!... On m'attend.

Et elle sortit de l'Aquarium, suivie de Ferragut balbutiant et tremblant.

Les prières dont il la harcela furent vaines.

— Jusqu'ici, et pas plus loin, — dit-elle à l'entrée d'une des rues de Chiaia. — Nous nous verrons. Je vous le promets formellement. Maintenant, laissez-moi.

Et elle s'éloigna de son pas ferme de belle chasseresse.

Cette fois, elle tint sa promesse. Ferragut la vit tous les jours... Ils se rencontrèrent le matin aux environs de l'hôpital et, quelquefois, elle descendit à la salle à manger de l'*albergo*, ce qui valut à Ferragut, furieux d'ailleurs d'occuper une table lointaine, quelques aimables sourires. Puis ils se promenèrent, parlèrent; Ferragut fit de grands serments d'amour, Freya se moqua beaucoup de lui... et ce fut tout.

La jeune femme se montra désireuse de connaître tous les détails de la vie de Ferragut, mais quand celui-ci, poussé

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1923 et 1er janvier 1924.

par un mouvement de curiosité semblable, s'avisa de la questionner sur Java, les Andes, et les séjours qu'elle y avait faits, il n'obtint jamais que des réponses évasives... Il en vint parfois à se demander si la scène de l'Aquarium n'avait pas été, tout simplement, un songe.

Un matin, le capitaine vit enfin un de ses désirs réalisé. Il était jaloux des amis inconnus qui déjeunaient avec Freya. Celle-ci avait eu beau lui affirmer que la doctoresse était l'unique compagne des heures qu'elle passait hors de l'hôtel, le marin était resté incrédule et avait exigé, pour se tranquilliser, que la jeune femme acceptât de faire avec lui de longues promenades aux environs de Naples. « Nous en profiterons, disait-il, pour déjeuner dans quelque joyeuse *trattoria.* »

Ce jour-là, ils prirent donc ensemble le funiculaire du mont Vomero et gagnèrent les hauteurs que couronnent le château Saint-Elme et la chartreuse de San Martino. Après avoir admiré au musée de l'abbaye les souvenirs artistiques de la domination des Bourbons et de celle de Murat, ils entrèrent dans une trattoria voisine.

Les tables y étaient installées sur une terrasse de laquelle on découvrait le Vésuve et l'ensemble de la baie. Un marchand d'huîtres, brun, maigre, aux yeux de braise et aux moustaches énormes, était installé à la porte : il offrait des coquillages fortement odorants, qui devaient bien avoir mis trois ou quatre jours pour gagner les hauteurs du Vomero. Freya rit de la beauté typique du marchand d'huîtres et des regards ardents qu'il adressait, par habitude, à toutes les dames qui entraient dans l'établissement... Une vraie trouvaille pour une voyageuse avide d'aventures ayant de la couleur locale!

Au fond, se trouvait un petit orchestre qui, tantôt accompagnait un ténor, et tantôt jouait seul, prenant plaisir à étirer les mélodies et à en amplifier les mouvements avec une exagération toute napolitaine.

En s'asseyant devant une des tables, Freya ressentit une joie enfantine. Au delà de la nappe, coupé par un tube de cristal rempli de fleurs, se développait le panorama lointain de la ville, du golfe et de ses caps. Depuis deux semaines, la jeune femme n'avait pas quitté Naples : l'air de cette cime la grisa.

Les harpes et les violons, épandant la passion dans l'air, soutenaient, comme un accompagnement, les propos échangés.

Ils mangèrent avec cet appétit nerveux que donne la gaîté. Quelques tables plus loin, un jeune couple oubliait les plats pour échanger des serrements de mains. Deux médecins anglais d'un navire-hôpital négligeaient le déjeuner pour peindre sur leurs albums, avec une maladresse puérile et scrupuleuse, le même panorama qui figurait sur les cartes postales offertes à la porte du restaurant.

Une bouteille ventrue, enrobée de paille, attira sur la table les mains de Freya. Elle rit de la sobriété de Ferragut, qui éclaircissait avec de l'eau la rougeâtre noirceur du vin italien.

— Ainsi durent boire vos devanciers, les Argonautes, — dit-elle gaiement. — Ainsi buvait indubitablement votre aïeul Ulysse.

Et, emplissant elle-même la coupe du capitaine, en ayant soin de doser l'eau et le vin avec une minutie exagérée :

— Nous allons faire une libation aux dieux, — dit-elle.

Les libations sacrées furent fréquentes, et le marin se sentit bientôt envahi par un tiède bien-être, par une sensation de repos et de confiance : il lui semblait que cette femme était déjà sienne, indiscutablement.

La voix de Freya le ramena à la réalité.

— Ulysse, parlez-moi d'amour... Depuis ce matin, vous ne m'avez pas encore dit que vous m'aimez.

Malgré le ton ironique de cette invitation, il obéit et, une fois de plus, dit son amour, exprima ses désirs. Le vin donnait à ses paroles un tremblement d'émotion; les plaintes de l'orchestre excitaient sa sensibilité. La voix exaspérée du ténor, comme si elle eût fait écho aux pensées de Ferragut, lançait une romance de *la fête de Piedigrotta*, mélancolique lamentation d'amour, cantique à la mort dernier refuge des amoureux sans espoir.

— Pur mensonge! — dit Freya en riant. — Ces Méditerranéens, quels comédiens, quand il s'agit d'amour!

Puis, elle ajouta avec malice :

— Je dois vous avertir que vous avez un rival. Faites bien attention, Ferragut!

Elle tourna la tête pour regarder le marchand d'huîtres. Celui-ci était absorbé dans la contemplation d'une grosse dame à cheveux gris, toute chargée de bijoux, qui se trouvait attablée en face de son mari. Elle semblait fort surprise des œillades assassines que le marchand lui lançait.

Ce dernier se frisait la moustache et donnait de temps en temps un coup d'œil à son veston de laine anglaise, pour en corriger les plis, en chasser des poussières. C'était un beau pirate déguisé en gentleman. En remarquant l'attention de Freya, il changea la direction de ses regards, balança sa taille fine et répondit aux yeux interrogateurs de la jeune femme par un sourire de mauvais ange.

— Ça y est! — dit Freya en éclatant de rire. — J'ai un nouvel amoureux!

Le brun séducteur resta interdit de la scandaleuse publicité avec laquelle cette dame accueillait ses insinuations mystérieuses. Ferragut parla d'administrer une bonne paire de gifles à ce faquin.

— Ne soyez pas ridicule! — protesta Freya. — Pauvre homme! Peut-être a-t-il une femme et beaucoup d'enfants. C'est un père de famille qui veut rapporter de l'argent chez lui.

Il y eut un long silence. Ulysse paraissait froissé de la légèreté et de la vivacité de sa compagne.

— Ne soyez pas fâché, — dit-elle. — Voyons, mon « loup de mer », souriez un peu. Vous êtes vexé parce que j'ai voulu vous comparer à cet individu? Mais vous êtes le seul homme que j'estime un peu, Ulysse! Je le dis sérieusement, avec toute la franchise que donne le vin. Je ne devrais pas vous le dire, mais je vous le dis... Si je pouvais aimer un homme, cet homme, ce serait vous.

Ferragut oublia instantanément toute sa mauvaise humeur et enveloppa sa compagne d'un regard admiratif...

Une musique suave, légère comme la vibration d'un vase de cristal fragile et délicat, se répandit sur la terrasse. D'un léger mouvement de tête, Freya suivit son rythme. Elle connaissait cette musique douceâtre, écœurante, la *Sérénade* de Toselli, lamento de passion vulgaire qui trouble l'âme des voyageuses dans les halls des grands hôtels. Elle, qui avait

ri autrefois de cette musiquette artificielle, sentit soudain que les larmes lui montaient aux yeux.

— Ne pouvoir aimer personne! — murmura-t-elle. — Errer seule par le monde! Quand l'amour est si beau!

Devinant que Ferragut allait protester, elle l'arrêta d'un geste.

— Non, Ulysse; vous ne me connaissez pas. Vous ne savez pas qui je suis. Éloignez-vous de moi. Il y a quelques jours, vous m'étiez indifférent. Je hais les hommes et il ne m'importe en rien de leur faire du mal. Mais maintenant vous m'inspirez un véritable intérêt. Partez, fuyez-moi! C'est la meilleure preuve d'affection que je puisse vous donner.

Elle prononça ces mots avec élan : on eût dit que Ferragut courait devant elle un danger et qu'elle criait pour qu'il s'en écartât.

— Au théâtre, — continua-t-elle, — il y a le personnage de la « femme fatale », et certaines artistes ne peuvent en remplir un autre. Elles sont nées pour l'incarner... Moi, je suis une « femme fatale », mais dans la réalité. Si vous connaissiez ma vie!... Ferragut, croyez-moi, mon ami, détournez-vous de ma route et dites-moi adieu!

Et l'idée que son avenir pouvait être, devait être vide infiniment, fit jaillir ses larmes.

La musique avait cessé. Un garçon, immobile, feignait de regarder au loin tout en écoutant leur conversation. Les deux Anglais cessèrent de peindre pour regarder sans aménité ce gentleman qui faisait pleurer une femme. Le marin eut l'impression d'être dans une situation ridicule et devint nerveux.

Freya s'en rendit compte aussitôt :

— Ferragut, payez, et allons-nous-en, dit-elle.

A la sortie, le marchand d'huîtres lui tourna le dos, feignant d'être très occupé à ranger les citrons qui ornaient sa boutique. Elle ne put voir sa figure, mais devina néanmoins qu'une terrible injure était sur ses lèvres.

Ils gagnèrent lentement la gare du funiculaire en suivant des rues solitaires bordées de jardins. Freya chercha le bras de son compagnon et s'y appuya avec un abandon enfantin : elle semblait soudain terrassée par la fatigue.

Les libations aux dieux avaient inspiré au capitaine une audace nouvelle.

— Ma pauvre petite!... Petite tête folle! — murmura-t-il en attirant jusqu'à lui la tête de Freya penchée sur son épaule.

Il l'embrassa sans qu'elle opposât de résistance. Elle, à son tour, lui donna un baiser, mais un baiser triste, léger, défaillant, qui ne rappelait en rien la farouche caresse de l'Aquarium. D'une voix lointaine, elle répéta ce qu'elle lui avait dit dans la « trattoria ».

— Allez-vous-en, Ulysse, ne me voyez plus. Je vous le dis pour votre bien...

Le marin profitait de tous les détours de la rue pour interrompre Freya de ses baisers. Elle avançait, tirée par lui, sans volonté, presque somnolente.

Dans le cerveau du capitaine, une voix chantait avec une diabolique satisfaction. « Elle est à point! Elle est à point!... » et il continuait à entraîner la jeune femme sans savoir où il la conduisait, mais sûr de son triomphe.

Près de la gare, un vieillard respectable s'approcha du couple. Il leur donna la carte d'un hôtel qu'il possédait dans les environs, et ne manqua pas de vanter la qualité de ses chambres :

— Tout le confort moderne... Eau chaude...

Ferragut tutoya Freya pour la première fois :

— Veux-tu?... Veux-tu?...

Elle parut se réveiller et abandonna brusquement son bras.

— Ne soyez pas fou, Ulysse! Jamais cela ne sera! Jamais!

Et, subitement redressée, elle s'éloigna et pénétra dans la gare d'un pas altier, sans tourner la tête, sans même s'inquiéter de savoir si Ferragut la suivait ou l'abandonnait...

Pendant la longue attente et la descente vers la ville, Freya fut ironique et enjouée : elle semblait ne plus garder souvenir de sa récente indignation. Quant au marin, écrasé par sa défaite, et par ses excessives libations, il gardait un silence courroucé.

Dans le quartier de Chiaia, ils se séparèrent. Ferragut, demeuré seul, ressentit plus fortement encore les effets de l'ébriété. Un moment, il eut la mauvaise idée d'aller à son navire. Il avait besoin de commander, de se disputer avec quelqu'un. Mais la faiblesse de ses jambes floches le détermina

à regagner l'hôtel. Il parvint enfin jusqu'à sa chambre, ravi de l'extrême gravité avec laquelle il avait pu réaliser cette entreprise et se laissa tomber, sur son lit, la face en avant, tandis que son chapeau roulait à terre.

Il se rendit compte le lendemain que Freya ne conservait pas une mauvaise impression de leur promenade de San Martino.

— Mes attendrissements ont dû vous sembler bien ridicules! Quant à vous, vous avez eu comme toujours trop d'impétuosité et trop d'audace... Nous boirons moins la prochaine fois.

Ces derniers mots faisaient allusion à une invitation que Ferragut renouvelait chaque jour : il désirait que Freya vînt dîner avec lui dans une de ces *trattorie* du chemin du Pausilippe, d'où l'on aperçoit, au coucher du soleil, tout le golfe coloré de rose.

Un soir, Ulysse attendit la jeune femme à quelque distance de l'hôtel afin d'échapper à l'espionnage du portier. Elle le rejoignit; le marin lança un regard sur une file de voitures de louage qui stationnaient. Quatre attelages s'avancèrent à la fois, avec l'impétuosité de chars romains luttant pour remporter un prix. Les chevaux piétinaient, les fouets claquaient, les cochers gesticulaient en proférant des menaces et en invoquant la Madone. Ils semblaient sur le point de s'entre-tuer : Ferragut le crut un instant en entendant leurs jurons napolitains... Il monta avec sa compagne dans la voiture la plus proche : aussitôt le tumulte cessa; les voitures vides retournèrent se ranger tranquillement et les farouches rivaux reprirent leur placide conversation.

Une plume énorme se balançait sur la tête du cheval. Le cocher, qui eût considéré comme discourtois de se présenter constamment de dos à ses clients, se retournait de temps en temps pour leur donner des explications.

Le silence qui accueillait ses discours l'incita à fixer son attention sur ses clients. Le monsieur avait pris la main de sa compagne et la pressait en parlant à voix très basse. La dame faisait semblant de ne pas l'écouter et regardait les villas et les jardins.

Poussé par un noble sentiment de magnanimité, le Napolitain ne renonça pas à instruire ces touristes indifférents et continua d'indiquer de la pointe de son fouet les beautés et les curiosités de son catalogue.

— Cette église est Santa Maria del Parto, appelée par certains l'église du Sannazaro. Sannazaro fut un grand poète, qui décrivit des amours de bergères. Frédéric II d'Aragon lui fit cadeau d'une villa avec des jardins...

Il s'arrêta net. Derrière lui, le couple, dédaignant d'écouter ses explications, avait commencé de converser dans un idiome incompréhensible. « Étrangers ignorants ! » Le cicerone improvisé se renferma dans un silence offensé, se contentant, pour tromper son désir de parler, d'adresser des cris et des grognements à son cheval.

On parvint enfin au haut du Pausilippe. A la droite de la route s'élevait un édifice moderne et prétentieux, sur lequel était inscrit, en lettres d'or, le mot « Restaurant ». Du côté opposé se trouvait l'annexe, composée d'une suite de terrasses sur lesquelles on apercevait des tables dressées en plein air, et des cabanes aux toits bas couvertes de plantes grimpantes. Les fenêtres de ces maisonnettes, ouvrant sur le golfe à une grande hauteur, défiaient toute curiosité indiscrète.

Le vieux maître d'hôtel qui vint à la rencontre du couple adressa un regard entendu à Ferragut : « J'ai ce qu'il faut à Monsieur ! » Et, traversant une terrasse qu'ombrageait une treille, il fit entrer ses clients dans un petit salon qu'éclairait une seule fenêtre.

Freya y courut instinctivement, comme un insecte vole vers la lumière.

— Que c'est beau ! — fit-elle.

Pendant qu'elle contemplait la vue du golfe, le capitaine composait le menu, non sans observer la mimique à laquelle se livrait discrètement le maître d'hôtel : d'une main celui-ci maintenait la porte entr'ouverte, tout en caressant du bout des doigts le verrou énorme qui était fixé sur le vantail. Ferragut devina que ce verrou allait peser, de toute sa masse, sur la note du repas.

Freya interrompit sa contemplation en sentant les lèvres de Ferragut qui tentaient de se poser sur son cou.

— Restez tranquille, capitaine! Rappelez-vous que j'ai accepté votre invitation à condition que vous me laisseriez en paix.

Elle permit que le baiser errât sur sa joue, vînt même jusqu'à sa bouche. Cette caresse était déjà acceptée, mais la crainte de l'abus lui fit quitter la fenêtre.

— Voyons le palais enchanté que m'a promis mon flirt, dit-elle gaiement, pour faire diversion.

Au centre, se dressait une table faite de planches mal rabotées. Les yeux de Freya glissèrent avec dégoût sur les chaises bancales, le papier vulgaire qui tapissait les murs, les cadres crasseux des chromos, pour s'arrêter enfin sur une forme sombre qui occupait tout un coin de la pièce. Était-ce un divan, un lit ou un catafalque? On n'eût pu le dire exactement. Une étoffe grise, jetée dessus, faisait songer aux lits des casernes, ou des prisons.

— Ah! non!

Freya fit un saut vers la porte. Elle ne pourrait pas manger à côté de ce meuble immonde.

— Ah! non! Quelle nausée!

Ulysse se tenait debout contre la porte : il craignait que les découvertes de Freya n'allassent plus loin et cachait de son corps ce verrou qui était l'orgueil du maître d'hôtel. Il balbutiait des excuses, mais elle, se méprenant sur ses intentions, crut qu'il prétendait lui barrer le passage.

— Capitaine, laissez-moi sortir! — dit-elle d'une voix irritée. — Vous ne me connaissez pas! Reculez-vous, si vous ne voulez pas que je vous tienne pour un goujat!

Elle s'arrêta sous la treille, subitement tranquillisée de se voir en plein air, puis elle alla s'asseoir à la table la plus éloignée...

— Quel antre! — dit-elle. — Venez ici, Ferragut! nous serons mieux dehors à contempler le golfe. Venez et ne soyez pas enfant! Tout est oublié. Ce n'est pas de votre faute.

Le vieux valet, qui revenait avec nappes et plats, ne fit pas le moindre geste en voyant le couple installé sur la terrasse. Il était habitué à ces surprises. Il évita les yeux de la dame et regarda son client avec cet air désolé qu'il savait feindre pour annoncer qu'un des mets portés sur la carte

venait à manquer. Sa mine exprimait aussi un muet encouragement : « Patience et ténacité! J'ai vu des victoires plus difficiles, dans ma clientèle. »

Avant de servir le repas, il posa sur la table une bouteille ventrue de vin du pays, un nectar des pentes du Vésuve, que parfumait une légère odeur de soufre. Freya avait soif, et l'eau de cette *trattoria* lui inspirait de la défiance. Ulysse avait besoin d'oublier son récent échec. Aussi tous deux adressèrent-ils aux dieux des libations qu'aucune goutte d'eau ne vint affadir.

Un groupe de chanteurs et de danseuses envahit la terrasse. Une jeune fille au teint cuivré, belle et sale — chevelure rebelle, grands anneaux aux oreilles, tablier aux raies multicolores — dansa sous la treille, en agitant en l'air un grand tambour de basque; deux gamins vêtus comme les lazzaroni de jadis : bonnet rouge et pantalons retroussés, accompagnèrent de leurs cris cette impétueuse tarentelle.

Le golfe se colorait de rose, comme si croissaient, dans ses eaux profondes, sous les rayons obliques du soleil, d'immenses bosquets de coraux... Ulysse ressentit cette émotion douce qu'inspirent les paysages qu'on a contemplés dans son enfance. Il avait vu bien des fois ce même panorama, avec ses danseuses et son volcan, là-bas, dans sa maison de Valence : il l'avait vu sur les éventails dits « de style romantique » que collectionnait son père...

Les danseuses étaient descendues à une terrasse inférieure, où il y avait plus de monde. De nouveaux clients survenaient, presque tous par couples. Le maître d'hôtel fit entrer dans la salle au verrou des femmes peinturlurées qu'accompagnaient quelques jeunes gens. Par la porte entr'ouverte, on entendit bientôt un bruit de poursuites, de gros éclats de rire et des gloussements suffoqués de femmes chatouillées.

Le vieux valet s'occupait maintenant de Ferragut et de sa compagne et commençait à les servir. A la bouteille de vin du Vésuve, bue jusqu'à la dernière goutte, une autre avait succédé, qui ne fut pas vidée moins allégrement.

Freya tomba dans une mélancolie à laquelle les premiers effets de l'ivresse n'étaient pas étrangers. Quant au marin, une humeur sombre et violente l'envahissait petit à petit.

Il levait sur Freya des yeux énigmatiques, tout prêt d'éprouver pour elle une haine véritable en songeant au dédain avec lequel elle l'avait traité en s'enfuyant de la cabane. Dans le cerveau de Ferragut, une voix brutale se faisait entendre : « Aujourd'hui, je t'aurai! Aujourd'hui, je t'aurai! » se répétait-il, décidé aux plus grandes violences pour en finir avec une situation qu'il jugeait ridicule.

Et elle, ignorant les pensées de son compagnon, trompée par l'immobilité de son visage, parlait à voix basse, le regard perdu à l'horizon... Elle rêvait de mener une existence monacale dans une petite maison du Pausilippe.

— Et pourtant, — continuait-elle, — cette ambiance n'est pas favorable à la solitude; ce paysage est fait pour l'amour. Ah! vieillir lentement à deux et en s'aimant devant l'immuable beauté du golfe! Quelle pitié que je n'aie jamais été aimée!

Ces mots blessèrent Ulysse, qui fit passer dans sa réponse toute sa mauvaise humeur agressive. Et lui?... Ne l'aimait-il pas? N'était-il pas prêt à le lui prouver par tous les sacrifices?

Les sacrifices, en tant que preuves d'amour, semblaient laisser cette femme complètement insensible.

— Tous les hommes m'ont dit la même chose; tous m'ont assuré qu'ils se tueraient si je ne les aimais pas... Mais se tuer, en somme, c'est l'affaire d'une minute; on n'a même pas le moyen de s'en repentir; c'est un coup de nerfs, un geste que l'on fait en pensant à ce que diront les autres, avec le vain orgueil de l'acteur qui désire tomber en beauté... Un homme s'est tué pour moi...

Ferragut, en entendant ces derniers mots, s'agita légèrement. Une voix malicieuse chantait en son cerveau : « Ça fait trois! »

— Je l'ai vu moribond, — continua-t-elle, — sur un lit d'hôtel. Une tache rouge s'élargissait sur le pansement de son front : la trace du coup de pistolet... C'était un ténor roumain. Cela s'est passé en Russie... J'ai été artiste quelque temps...

Le marin eut envie d'exprimer l'étonnement que lui inspiraient les aspects divers sous lesquels se révélait à lui, petit à petit, cette existence errante et mystérieuse; mais il

se contint. Lui ne prétendait pas se tuer pour elle... Bien au contraire, il aurait eu quelque tendance à la considérer comme une victime prochaine.

Il y eut un long silence. La chute du jour s'accélérait. La moitié du ciel était d'ambre, l'autre moitié bleu de nuit, les premières étoiles scintillaient. Le golfe s'endormait sous le manteau plombé de ses eaux, exhalant une fraîcheur mystérieuse qui se communiquait aux montagnes et aux arbres. Tout le paysage paraissait prendre une fragilité de cristal.

Des garçons allèrent de table en table, plaçant des bougies enfermées dans des lanternes de papier. Les moustiques et les phalènes, ranimés par le crépuscule, bourdonnèrent autour de ces fleurs de lumière, rouges et jaunes.

Dans le crépuscule, la voix de Freya résonna de nouveau, aussi vague qu'une voix de songe.

— Il y a un sacrifice plus grand que celui de la vie, le seul qui puisse convaincre une femme qu'elle est aimée.

Elle se tut un instant, puis reprit :

— L'honneur vaut plus que la vie, pour certains hommes : seul un homme qui le risquerait pour moi saurait me convaincre, un homme qui descendrait jusqu'au plus bas, sans perdre la volonté de vivre... Voilà un sacrifice!

Ces paroles alarmèrent Ferragut. Quel sacrifice cette femme désirait-elle donc lui demander? Mais il se calma en continuant de l'écouter. Tout cela ne devait être que fantaisies de cette imagination désordonnée.

— J'ai rêvé bien souvent, — poursuivait Freya, — d'un homme qui volerait pour moi, qui tuerait si c'était nécessaire, et qui s'en irait passer le reste de ses jours dans un cachot... Pauvre voleur à moi! je vivrais uniquement pour lui, passant nuit et jour contre les murs de sa prison, épiant les grilles, travaillant comme une femme du peuple pour envoyer de la bonne nourriture à mon bandit... C'est de l'amour, cela! Et non point les froids mensonges, les serments théâtraux de notre monde.

Ulysse répéta son commentaire mental : « Décidément, elle est folle! » Mais cette pensée se refléta dans ses yeux si clairement qu'elle la devina.

— N'ayez crainte, Ferragut, — dit-elle en souriant. —

Je ne pense pas à exiger de vous un tel sacrifice. Je me complais à quelques suppositions, pour me distraire...

La nuit était tombée. Dans le ciel obscur clignotaient d'innombrables yeux de lumière. Les petites lanternes du restaurant projetaient sur les nappes des taches de pourpre, autour desquelles apparaissaient les visages des dîneurs, étrangement modelés par les jeux de l'ombre et de la lumière. Des salles fermées s'échappaient de scandaleux bruits de baisers, de poursuites, de chutes de meubles.

— Partons! — ordonna Freya.

Le bruit de cette orgie vulgaire l'offensait comme s'il eût déshonoré la majesté de la nuit. Elle avait besoin de remuer, de marcher dans l'obscurité, en aspirant la fraîcheur de l'ombre mystérieuse.

A la porte du jardin, plusieurs cochers offrirent leurs services. Ce fut Freya qui refusa. Elle voulait revenir à Naples à pied, en descendant les pentes douces du Pausilippe. Ulysse lui donna le bras et ils avancèrent dans l'ombre, la descente accélérant leur marche. Freya connaissait les risques de l'aventure. Dès les premiers pas, Ferragut avait donné le ton en lui glissant un baiser dans le cou. Mais c'étaient là des libertés contre lesquelles Freya ne s'insurgeait plus. Elle était sûre de son propre sang-froid et se savait capable de maintenir son amoureux dans les limites qu'elle entendrait fixer. Aussi, convaincue qu'elle pourrait réagir à temps, s'abandonna-t-elle comme une femme vaincue.

Jamais Ferragut n'avait tenu une occasion aussi propice. Pourtant la nécessité de marcher constituait un sérieux inconvénient : baisers, serments, rien en effet ne pouvait déterminer sa compagne à s'arrêter; elle repoussait avec obstination toute proposition de s'asseoir sur le bord du chemin.

L'espérance détermina Ulysse à se résigner. Là-bas, dans la courbe de lumières bordant le golfe, se trouvait l'hôtel, et le marin le considérait déjà comme un lieu de félicité.

— Dis oui! — murmura-t-il à l'oreille de Freya, en entrecoupant ses paroles de baisers. — Ce sera pour cette nuit, n'est-ce pas?

Elle ne répondait pas, s'abandonnant à l'étreinte du capi-

taine, se laissant entraîner comme si elle eût été évanouie, les yeux tournés vers Ferragut, la bouche offerte.

Tandis qu'Ulysse allait, prodiguant baisers et caresses, la voix intérieure chantait victoire : « Ça y est! C'est fait! Ce qui importe, c'est de l'amener à l'hôtel. »

En arrivant aux jardins de la *Villa Nazionale*, près de l'Aquarium, ils s'arrêtèrent un instant. Il y avait plus de lumière et moins de monde que sur le chemin du Pausilippe. Fuyant les globes électriques de la *Via Caracciolo*, d'instinct, ils s'approchèrent d'un banc que les arbres plongeaient dans l'ombre.

Freya s'était tout à coup reprise. Elle paraissait irritée contre elle-même de l'abandon dont elle avait fait preuve pendant le retour.

— Adieu, Ulysse, — dit-elle, — nous nous verrons demain. Je vais passer la nuit chez la doctoresse.

Le marin s'écarta d'elle sous le coup de la surprise : était-ce une plaisanterie? Mais non, il ne pouvait douter : le ton de Freya exprimait assez clairement la fermeté de sa résolution.

Il la supplia humblement de ne pas s'en aller. En même temps son conseiller mental lui soufflait : « Elle se moque de toi! Il est temps d'en finir! Fais-lui sentir ton autorité d'homme! »... Et ce fut soudain un élan brutal et vil.

Il se jeta sur la jeune femme comme s'il allait la tuer, la serra dans ses bras, et tous deux tombèrent sur le banc, haletant, luttant... Mais cela ne dura qu'un instant... Le désir enlevait à Ferragut une partie de ses forces. Subitement, il fit un saut en arrière, en portant ses deux mains à l'une de ses épaules. Il y éprouvait une douleur aiguë, la sensation qu'un de ses os venait d'être brisé. Freya l'avait repoussé d'une prise de main empruntée au jiu-jitsu.

— Ah! p...! — rugit-il.

Et il se jeta sur elle de nouveau, son ardeur amoureuse se renforçant du désir de la rudoyer, de l'abaisser, de l'asservir. Cette attaque de taureau furieux fut arrêtée par un simple contact sur le front : un petit cercle métallique, une espèce de glacé s'appuyait sur la peau de Ferragut.

Il regarda : c'était un petit revolver, un jouet meurtrier de nickel brillant. Freya, un doigt posé sur la gachette, le

contemplait fixement. On devinait qu'elle était familière avec l'arme qu'elle tenait à la main.

L'indécision du marin fut brève. S'il avait été en face d'un homme, il se serait emparé de cette main menaçante, l'aurait tordue, jusqu'à la briser, sans que le revolver lui eût inspiré la moindre crainte, mais il avait affaire à une femme... et cette femme était capable de le blesser, en le plaçant par surcroît dans une situation ridicule...

— Retirez-vous, monsieur! — ordonna Freya d'un ton cérémonieux et menaçant.

Mais ce fut elle qui finalement se retira, en voyant qu'Ulysse, ayant fait un pas en arrière, demeurait pensif et confus. Elle lui tourna le dos, et le revolver disparut aussitôt de sa main. Avant de s'éloigner, elle murmura quelques mots que Ferragut ne comprit point, mais il ne douta pas que ce ne fussent de terribles insultes...

— Cela ne peut être... C'est fini, c'est fini pour toujours!

Il se répéta cette déclaration à plusieurs reprises en regagnant l'hôtel, et elle le hanta pendant toute une nuit de veille coupée de cauchemars angoissants.

Le lendemain matin, il régla sa note au bureau et donna au portier un dernier pourboire, en lui annonçant que, quelques heures plus tard, un homme du navire viendrait prendre ses bagages.

Il était joyeux, de cette joie forcée qu'éprouvent ceux qui sont contraints de se plier aux événements. Il se félicitait de sa liberté, comme si cette liberté il l'eût conquise volontairement. Le souvenir de l'incident de la veille lui était désagréable; il estimait avoir été ridicule et grossier. Mieux valait décidément ne plus songer au passé!

Il y eut plus de sincérité dans sa joie lorsqu'il foula le pont du *Mare Nostrum*. Il ne pouvait vivre que là, loin des complications et des mensonges de la vie terrestre.

Tous les hommes de l'équipage qui, les semaines précédentes, redoutaient les furieuses réprimandes par où le capitaine signalait sa venue, se prirent tout à coup à sourire : le soleil luisait après la tourmente. Ferragut distribua de bonnes paroles et des poignées de main affectueuses. Les réparations devaient être terminées le lendemain... Très bien! Il

était content. On allait pouvoir sous peu reprendre la mer.

Il alla à la cuisine dire bonjour à l'oncle Caragol. En voilà un qui comprenait la vie! Toutes les femmes du monde ne valaient pas pour lui une bonne platée de riz. Ah! grand homme!... Sûrement, il vivrait jusqu'à cent ans!

Et le cuisinier, flatté de toutes ces louanges, dont il n'arrivait pas d'ailleurs à deviner la cause, répondait comme toujours : « C'est ça, mon capitaine! »

Toni, discipliné, silencieux, familier, n'inspirait pas à Ferragut une moindre admiration. Pour celui-là, il n'y avait qu'une femme au monde, la sienne, qui l'attendait là-bas, à la Marina...

Dès le premier jour, Toni avait deviné le secret des enthousiasmes et des colères du capitaine. « Il doit vivre avec une femme! » s'était-il dit lorsque Ferragut s'était installé dans un hôtel de Naples.

Ce jour-là, en écoutant les joyeux commentaires que le capitaine consacrait à la vie de philosophe de « ce brave Toni », le second se dit : « Il vient de rompre avec la femme; il en avait assez. Mieux vaut qu'il en soit ainsi. »

L'exposé que Ferragut lui fit de ses projets fortifia cette hypothèse.

— Le navire, dès qu'il sera prêt, ira mouiller dans le port de commerce. On m'a parlé d'un fret pour Barcelone, un fret d'occasion; cela vaut toujours mieux que de marcher à vide... Si le chargement se fait attendre, nous partirons sur lest. Il faut que nous reprenions nos voyages le plus tôt possible.

Le *Mare Nostrum* quitta donc le bassin de radoub et passa dans le port de commerce. Toute trace de ses récentes avaries avait disparu.

Un matin, le capitaine et le second discutaient, dans le salon d'arrière, la question de leur prochain départ : ils ne savaient trop encore s'ils quitteraient Naples au cours de la nuit suivante ou s'ils attendraient quatre jours de plus, comme le leur demandaient les propriétaires du chargement.

Soudain se présenta le troisième officier, un jeune Andalou, tout ému par la nouvelle dont il était porteur. Une dame très belle et très élégante — le jeune homme insista avec admiration sur ces détails — venait d'arriver dans un canot et,

sans en demander l'autorisation, avait grimpé à bord et pénétré sur le navire avec autant d'assurance que s'il lui eût appartenu.

Toni en eut un coup au cœur. Son visage brun prit une pâleur de cendre. « Christ! La femme de Naples! » Il ne savait pas qui était la femme de Naples, il ne l'avait jamais vue, mais il avait la certitude que son arrivée allait provoquer des complications fatales. Quand les choses marchaient si bien!...

Le capitaine s'écarta de la table, fit pivoter son fauteuil et, en deux sauts, fut sur le pont.

Un événement extraordinaire troublait les hommes de l'équipage. Tous étaient en haut : une attraction irrésistible les avait arrachés aux soutes, à la cale, aux machines. L'oncle Caragol montrait sa face épiscopale à la porte de sa cuisine et arrondissait ses mains au-dessus de ses yeux, sans parvenir à distinguer nettement la merveille annoncée.

Freya était à quelques pas, vêtue d'un costume dont la coupe avait quelque chose de marin. Sans doute avait-elle jugé que cette visite au vapeur l'obligeait à revêtir la tenue des multimillionnaires qui vivent sur leur yacht.

En voyant le capitaine, elle lui tendit la main, très simplement, comme s'ils s'étaient quittés la veille.

— Vous ne vous plaindrez pas, Ferragut! Je ne vous rencontrais plus à l'hôtel, et j'ai éprouvé le besoin de vous rendre visite sur votre navire... Je désirais connaître votre maison flottante. Tout ce qui vous touche m'intéresse.

Elle paraissait une autre femme. Un changement profond s'était opéré en elle durant ces derniers jours. Ses yeux étaient hardis et provocants. De toute sa personne, elle paraissait s'offrir...

Dans la salle à manger, Ferragut présenta son second. Le rude Toni éprouva le même éblouissement qui avait troublé tous ceux du navire. Quelle femme! Au premier moment, il comprit, excusa la conduite de son capitaine... Pourtant, lorsqu'il se retira, ses yeux se fixèrent sur la visiteuse avec une expression d'inquiétude!...

Restée seule avec Ulysse, Freya courut de côté et d'autre dans la grande pièce.

— C'est ici que vous vivez, mon requin chéri?... Laissez-moi tout voir. Tout ce qui est à vous m'intéresse : vous ne direz pas maintenant que je ne vous aime pas. Quelle gloire pour le capitaine Ferragut! Les dames viennent le chercher sur son navire!...

Elle interrompit son bavardage ironique et amoureux pour repousser doucement le marin. Celui-ci, oubliant le passé, avait hâte de profiter du bonheur qui s'offrait, et embrassait la jeune femme.

— Plus tard... Plus tard! — soupira-t-elle. — Maintenant laissez-moi voir. Je suis curieuse comme une enfant...

Elle ouvrit, l'une après l'autre, toutes les portes des cabines qui donnaient sur le salon. Sur le seuil de celle de Ferragut, elle s'arrêta, sans vouloir y pénétrer. Ulysse, derrière elle, la poussait avec une douce traîtrise.

— Non, ici, non! — dit-elle. — Pour rien au monde! Je serai tienne, je te le promets, je t'en donne ma parole. Mais où je voudrai, quand bon me semblera... Très bientôt, Ulysse.

Cette promesse faite d'une voix caressante et soumise remplit Ulysse d'un ineffable plaisir : ce tutoiement spontané lui semblait d'ailleurs un premier abandon.

L'arrivée d'un acolyte de l'oncle Caragol leur rendit leur calme. L'homme portait deux énormes verres pleins d'un cocktail rougeâtre et écumeux, enivrante et suave mixture, résumé de toutes les connaissances acquises par le cuisinier au cours de ses relations avec les ivrognes du monde entier.

Freya apprécia le breuvage, le dégusta lentement, puis en fit joyeusement l'éloge, en levant son verre avec solennité. Elle offrait sa libation à Éros, le meilleur des dieux. Et Ferragut, à qui les infernales compositions de son cuisinier avaient toujours inspiré une certaine crainte, vida d'un trait son verre pour s'associer à l'invocation.

Tout fut décidé entre eux. Elle donnait ses ordres. Ferragut reviendrait à terre et se logerait dans le même hôtel. Ils reprendraient leur vie antérieure, comme si rien n'était arrivé.

— Ce soir, tu m'attendras dans les jardins de la *Villa Nazionale*... Nous irons rendre visite à la doctoresse, — continua-t-elle. — La pauvre désire te voir; elle m'a demandé de

t'amener. Elle s'intéresse beaucoup à toi depuis qu'elle sait que tu m'aimes, mon pirate!

Après avoir fixé l'heure de leur rencontre, Freya voulut s'en aller. Mais avant de reprendre sa barque, elle eut la curiosité de visiter en détail le bateau, comme elle avait visité le salon et les cabines.

Avec des airs de princesse régnante, précédée du capitaine et suivie des officiers, elle parcourut les deux ponts; elle se pencha sur les galeries de fer des machines et sur l'abîme carré des écoutilles de charge. Sur la passerelle, elle toucha, avec un enthousiasme enfantin, le capuchon de cuivre de la boussole et les autres instruments de direction, qui brillaient comme s'ils eussent été d'or.

Elle voulut voir le cuisinier et envahit le domaine de l'oncle Caragol; elle sema le désordre dans la superbe ordonnance de ses casseroles, et pencha son museau rose sur la bouche fumante de la grande marmite où bouillait le déjeuner de l'équipage ...

Les hommes se massèrent aux bastingages pour suivre du regard le canot qui s'éloignait. Toni, au pied de la passerelle, le contemplait aussi avec des yeux énigmatiques.

— Tu es belle; mais puisses la mer t'engloutir!

Un bras agitait un mouchoir à l'arrière du canot : « Adieu, capitaine! » Et le capitaine souriait, tout ému; tandis que les matelots enviaient son heureux sort.

Pour la seconde fois, un homme de l'équipage porta le bagage de Ferragut à l'*albergo* de la côte de Santa Lucia. Le portier, comme s'il pressentait les désirs de ce client au pourboire facile, se chargea de choisir son appartement : un étage plus bas que la dernière fois, et tout près de celui qu'occupait la *signora* Talberg.

Ils se rencontrèrent au milieu de l'après-midi à la *Villa Nazionale* et s'engagèrent ensemble dans le dédale des rues de Chiaia. Enfin, Ulysse allait savoir où la doctoresse cachait sa majestueuse personne...

Ils entrèrent dans le vestibule d'un antique palais. Bien souvent, le marin s'était arrêté devant cette porte, pour reprendre d'ailleurs presque aussitôt sa marche, trompé par

les plaques de métal qui indiquaient les magasins et les bureaux installés aux différents étages de l'édifice.

Ils traversèrent une cour entourée d'arcades et pavée de grandes dalles, puis gravirent un large escalier. Au premier étage ils s'arrêtèrent devant une rangée de portes quelque peu rongées par les ans.

— C'est ici, — dit Freya.

Et elle désigna une porte couverte de cuir vert où s'étalait une enseigne commerciale énorme, dorée, prétentieuse. La doctoresse était logée dans un bureau!... Comment Ulysse aurait-il pu parvenir à la trouver?

La première pièce était en effet un bureau. Un seul employé y travaillait; un homme d'un âge incertain, au visage puéril, à la moustache coupée court. Sa mine obséquieuse et souriante contrastait avec son regard fuyant : un regard inquiet et défiant.

En apercevant Freya, il se leva.

— Bonjour, Karl, — fit la jeune femme.

Et elle continua son chemin sans plus se soucier de l'homme. Ulysse, qui la suivait, eut le sentiment que le regard soupçonneux du scribe s'était fixé sur lui.

— Lui aussi est... Polonais? — demanda-t-il.

— Oui, Polonais. C'est un protégé de la doctoresse.

Ils entrèrent dans un salon qu'on devinait meublé à la hâte : divans couverts d'indiennes voyantes et bon marché, peaux de *guanacos*, faux tapis d'Orient aux tons criards, et, sur les murs, des gravures de journaux illustrés, encadrées. Sur une table luisaient — ivoire et argent — les pièces d'un grand nécessaire dont l'écrin était ouvert...

Dans la pièce voisine, Ferragut aperçut la doctoresse qui écrivait. Elle était penchée sur un bureau américain, mais elle vit immédiatement les nouveaux venus dans un miroir qui se trouvait placé devant elle.

L'imposante dame s'était mise en frais de toilette pour recevoir Ulysse. Une robe vert de mer, étroite comme un fourreau, moulait ses formes exubérantes. Une écharpe de tulle blanc, parsemée de paillettes d argent, était jetée sur ses épaules.

Les mains tendues, une expression joyeuse peinte sur son

visage, elle s'avança au-devant de Ferragut. Ce fut tout juste si elle ne le serra pas dans ses bras.

— Cher capitaine! Tant de jours sans nous voir!... J'ai eu fréquemment de vos nouvelles par mon amie; mais je n'en ai pas moins déploré de ne pas recevoir votre visite.

Elle paraissait oublier la froideur qu'elle lui avait témoignée lorsqu'ils s'étaient séparés à Salerne, le soin qu'elle avait apporté à ne donner aucune indication sur son domicile.

Ferragut ne s'en souvint pas davantage : il était profondément touché par l'accueil de la doctoresse. Celle-ci s'était assise entre lui et Freya; on eût dit qu'elle se posait en protectrice à leur égard. C'était une mère pour son amie. Elle caressait, en parlant, les mèches de la chevelure de Freya qui venaient d'être libérées de l'étreinte du chapeau. Et Freya, s'adaptant à cette ambiance tendre, se pelotonnait contre la doctoresse et prenait des airs de petite fille timide et caressante, tout en fixant sur Ulysse des yeux remplis de promesses.

— Aimez-la beaucoup, capitaine, — dit la respectable dame. — Freya ne me parle que de vous. Elle a été si malheureuse!... La vie s'est montrée si cruelle pour elle!

Le marin éprouva une émotion profonde : il se sentait enveloppé par une tranquille atmosphère de famille. Cette dame lui parlait comme à un gendre.

— Que vous êtes heureux! Aimez-vous beaucoup! C'est seulement pour l'amour que la vie vaut la peine d'être vécue.

Freya, que ces conseils semblaient attendrir irrésistiblement, avança un bras par-dessus la puissante poitrine de la doctoresse et serra convulsivement la main d'Ulysse.

A ce moment, le rideau de la porte qui faisait communiquer le salon et le bureau fut soulevé.

Entra un homme de l'âge de Ferragut, mais moins haut de stature, le visage moins tanné par les intempéries. Il était vêtu à l'anglaise, avec une scrupuleuse correction, et l'on devinait, à maints détails, qu'il avait pour sa personne les préoccupations les plus excessives et les plus puériles. « Curieux qu'un tel gentleman ne soit point rasé », songea Ferragut. L'autre en effet portait la barbe, une barbe

coupée à fleur de peau sur les joues et formant, sous le menton, une pointe courte et aiguë. Le capitaine devina un marin. Dans les flottes allemande et russe, dans toutes les marines du Nord, les officiers qui ne sont pas rasés à l'anglaise portent cette petite barbe traditionnelle.

L'homme s'inclina ou, pour mieux dire, se cassa en angle droit, avec une brusque raideur, pour baiser les mains des deux dames, puis il assujettit son monocle, tandis que la doctoresse faisait les présentations.

— Le comte Kalédine... Le capitaine Ferragut.

La conversation continua en anglais. C'était l'idiome qu'employait la doctoresse lorsqu'elle se trouvait avec Ulysse.

— Monsieur est marin? — demanda celui-ci pour éclaircir son doute.

Le monocle ne bougea pas dans l'orbite, mais un léger tremblement de surprise parut rider son orbe lumineuse. La doctoresse s'empressa de répondre :

— Le comte est un diplomate illustre; il est maintenant en congé, pour raison de santé. Il a beaucoup voyagé, mais il n'est pas marin.

Et elle continua ses explications : « Les Kalédine appartiennent à une noble famille russe avec laquelle je me trouve en relations depuis de nombreuses années... » Puis elle marqua un silence, afin de permettre au comte d'entrer dans la conversation.

Celui-ci se montra d'abord froid et quelque peu dédaigneux; il ne semblait pas pouvoir se dépouiller de sa morgue de diplomate. Mais peu à peu cette froideur disparut.

Il connaissait, « par sa distinguée amie, madame Talberg », beaucoup des aventures maritimes de Ferragut. Il s'intéressait aux hommes d'action, aux héros de l'Océan.

Ulysse comprit soudain que, tout comme la doctoresse, son noble interlocuteur cherchait à gagner sa sympathie. Agréable maison que celle-là, où tous s'efforçaient de plaire au capitaine Ferragut!

Le comte, souriant aimablement, renonça soudain à l'anglais et commença de parler en espagnol. On eût dit qu'il avait gardé en réserve ce dernier coup, pour achever de gagner

l'affection de son interlocuteur par la plus irrésistible des flatteries.

— J'ai vécu au Mexique, — dit-il pour expliquer sa connaissance de cette langue. — J'ai fait aussi un grand voyage aux Philippines lorsque j'étais au Japon.

Les mers de l'Extrême-Orient étaient celles que Ferragut avait le moins fréquentées. Il n'avait été que deux fois en Chine et au Japon, mais il en savait assez pour soutenir la conversation avec ce voyageur qui témoignait dans ses goûts d'un raffinement d'artiste. Pendant une demi-heure, ce fut un défilé ininterrompu de pagodes, d'idoles, de maisons en papier, de trônes de bambou et de meubles incrustés de nacre.

La doctoresse disparut, déconcertée par ce dialogue dont elle ne pouvait saisir que quelques mots. Freya, immobile, les yeux mi-clos, et un genou entre ses mains croisées, resta à l'écart, suivant sans peine la conversation, mais n'y prenant point part. Enfin, elle s'éloigna discrètement : la doctoresse préparait le thé et demandait de l'aide.

L'entretien ne ralentit point. Kalédine avait abandonné les mers asiatiques pour passer à la Méditerranée, et s'attachait à ce sujet avec une insistance admirative. Ce trait ne pouvait que lui concilier les bonnes grâces de Ferragut, qui le trouvait de plus en plus sympathique, en dépit de son abord un peu glacial.

Soudain, ce ne fut plus le comte qui parla : par de brèves et adroites questions il passait constamment la parole à Ulysse et semblait, littéralement, le soumettre à un examen. Le capitaine accueillait avec gratitude les marques d'intérêt que ce grand voyageur donnait au « mare nostrum » et spécialement aux particularités de la cuvette occidentale, qu'il paraissait vouloir connaître minutieusement.

Le comte pouvait interroger tant qu'il voudrait : Ulysse possédait, mille par mille, toutes les côtes espagnoles, françaises et italiennes. Kalédine, peut-être parce qu'il était à Naples, insista particulièrement sur cette partie de la Méditerranée, comprise entre la Sardaigne, l'Italie du Sud et la Sicile, que les anciens appelaient la Mer Tyrrhénienne... Le capitaine Ferragut connaissait-il les îles peu fréquentées et quasi perdues qui sont situées en face de la Sicile?

— Je les connais toutes, — affirma l'autre avec orgueil.

Il connaissait l'archipel des îles Lipari, groupe de cimes volcaniques qui émergent des profondeurs de la Méditerranée, l'îlot d'Ustica, l'archipel des Ægades. Il avait même débarqué une fois dans l'île de Pantellaria, située à mi-chemin entre la Sicile et l'Afrique.

— Entre Pantellaria et la Sicile, le sol sous-marin se relève considérablement. En certains points, la couche d'eau qui le recouvre n'a pas plus de douze mètres d'épaisseur. C'est ce qu'on appelle le « grand banc de l'Aventure », renflement volcanique, double île submergée, piédestal sous-marin de la Sicile.

Le banc de l'Aventure parut intéresser le comte.

— Vous connaissez bien votre mer! — dit-il sur un ton d'approbation

Ferragut allait poursuivre ses explications, mais les deux dames entrèrent portant un plateau sur lequel se trouvaient le service à thé et quelques assiettes de pâtisseries. Cette absence de tout personnel domestique ne surprit pas autrement le capitaine : pour lui, la doctoresse et son amie ne pouvaient vivre que d'une manière quelque peu extraordinaire.

Freya servit le thé avec une grâce pudique : on l'eût prise pour la jeune fille de la maison. Le petit groupe passa le reste de la soirée à s'entretenir de voyages lointains. Personne ne fit allusion à la guerre, ni à la situation de l'Italie qui, à ce moment, ne savait encore si elle resterait neutre. On paraissait vivre en un lieu inaccessible, à des milliers de lieues de tout bruit humain.

A la fin de la soirée, le diplomate se leva, et Ferragut l'imita, comprenant qu'il devait mettre fin à sa visite. Le comte prit congé de la doctoresse et la remercia de lui avoir fait connaître le capitaine. Pendant ce temps Freya pressait la main d'Ulysse d'une façon significative.

— A cette nuit, — murmura-t-elle tout bas, en remuant à peine les lèvres. — Je viendrai tard... Attends-moi.

Oh! bonheur! Les yeux, le sourire, la pression de la main, en disaient encore bien davantage...

Le comte accompagna Ferragut jusqu'à son hôtel. Jamais le capitaine n'avait fait une promenade aussi agréable : la

voix de son compagnon lui paraissait caressante et douce, et une sagesse profonde lui semblait régner dans ses propos, pourtant insignifiants. D'ailleurs, en cet instant, tout était digne d'être aimé : les gens qui passaient, la mer obscure, la vie entière...

Ils se séparèrent devant la porte de l'hôtel. Le comte, malgré ses protestations d'amitié, s'éloigna sans avoir fait connaître à Ferragut son domicile.

« N'importe, pensa celui-ci. Nous nous reverrons chez la doctoresse. »

Il passa le reste de la soirée en proie à des alternatives d'espérance et d'impatience. Enfin, il se retira chez lui plus tôt que de coutume, croyant, avec un superstitieux illogisme, qu'il hâterait ainsi la venue de Freya.

Oh! la longueur des heures pour celui qui attend avec anxiété!... Ulysse se promena en fumant, et les cigares succédèrent aux cigares. Puis il ouvrit la fenêtre, pour chasser cette odeur de tabac fort... *Elle* n'aimait que les cigarettes orientales... Et comme l'arome âcre du havane persistait, il fouilla dans son sac de toilette et répandit sur le lit le fond de divers flacons de parfums depuis longtemps oubliés.

Une subite inquiétude vint torturer son attente. Freya ignorait peut-être quel était son appartement. Il n'était pas sûr de lui avoir donné sur ce point des renseignements d'une clarté suffisante. Il était possible qu'elle se fût trompée. Il commença de croire que, effectivement, elle s'était trompée.

La crainte et l'impatience lui firent ouvrir sa porte, et il resta debout dans le couloir pour regarder de loin la chambre fermée de Freya. Chaque fois que des pas retentissaient dans l'escalier ou que grinçait la grille de l'ascenseur, le marin barbu frémissait avec une anxiété enfantine. Il avait envie de se cacher, mais désirait en même temps conserver la possibilité de voir.

En regagnant leurs chambres, les voyageurs qui habitaient le même étage aperçurent Ferragut dans les plus inexplicables attitudes. Tantôt il demeurait planté au milieu du couloir, comme quelqu'un qui, fatigué de sonner vainement, attend le passage d'un domestique; tantôt on le surprenait montrant sa tête par la porte entr'ouverte, puis la retirant précipitamment.

A la fin, Ulysse dut fermer la porte et rentrer chez lui. Il ouvrit un livre, mais il lui fut impossible de lire deux phrases de suite. Sa montre marquait minuit.

— Elle ne viendra pas! elle ne viendra pas! — se dit-il avec désespoir.

Une nouvelle idée lui traversa le cerveau. Il était impossible qu'une femme comme Freya osât pénétrer dans sa chambre si elle apercevait de la lumière au-dessous de la porte. L'amour a besoin d'ombre et de mystère.

Il tourna donc le commutateur électrique et chercha son lit dans l'obscurité. Cette obscurité ranima son espoir.

— Elle va venir... Elle arrivera d'un moment à l'autre...

Il se leva de nouveau avec précaution... Il fallait que l'entrée fût aisée... Aussi laissa-t-il la porte légèrement entr'ouverte, afin que la poignée, en tournant, ne fît aucun bruit. Une chaise maintint le vantail contre le chambranle.

Ces précautions ne le rassurèrent pas tout à fait, et il se leva plusieurs fois encore, profitant de ces sauts hors du lit pour se déshabiller petit à petit. Il serait mieux ainsi pour attendre.

Il s'étira sur le lit, disposé à veiller toute la nuit si c'était nécessaire. Il ne devait pas dormir, il ne voulait pas dormir; sa volonté l'ordonnait... Une demi-heure après, il dormait profondément...

Il s'éveilla soudain, comme si on lui eût asséné un coup de massue sur le crâne. Ses oreilles bourdonnaient... C'était son inquiétude même qui venait de le tirer du sommeil... Il demeura quelques secondes sans pouvoir ressaisir le fil de ses pensées. Puis il se rappela tout d'un seul coup... Seul! Elle n'était pas venue!... Étaient-ce des minutes ou des heures qui venaient de s'écouler? Il n'aurait pu le dire.

L'inquiétude n'avait pas été la seule cause de son réveil... Quelque chose se rapprochait dans la nuit. Était-ce une souris qui passait dans le couloir?... La porte remua; la chaise recula peu à peu, doucement repoussée. Dans l'obscurité se dessina une ombre mobile, plus sombre que l'ombre même... Ferragut fit un mouvement.

— Chut! — souffla une voix faible, une voix de l'autre monde. — C'est moi!

Mais Ferragut avait sauté à bas du lit et avançait les mains au hasard. Il rencontra des bras nus, puis un corps frais entouré de voiles.

Instinctivement, sa main se porta sur le mur et la lumière se fit.

C'était Freya, mais une Freya différente de celle qu'il avait toujours vue : dénouée, son opulente chevelure tombait sur ses épaules; elle était complètement nue sous une tunique asiatique qui l'enveloppait comme un nuage.

Ce n'était pas un de ces kimonos japonais que la mode a fini par vulgariser, mais un voile hindou brodé de fleurs fantastiques. A travers la trame subtile, Ulysse perçut le contact de la chair.

Freya eut un mouvement de protestation. Puis elle imita le geste d'Ulysse tendant une main vers le mur... Et l'obscurité se fit.

Il sentit alors, tels d'irrésistibles tentacules, les bras souverains se nouer autour de son cou, une bouche dominatrice s'empara de la sienne, comme à l'Aquarium... Et il roula sous cette caresse de bête sauvage, la pensée perdue, oublieux de tout le reste du monde, descendant, descendant au milieu d'une mer de sensations neuves, comme un naufragé satisfait de son sort... Mais cette fois, il atteignit le fond...

Un rayon de soleil, en effleurant son visage, l'éveilla. La fenêtre, dont il avait oublié de tirer les rideaux, était bleue : bleu de ciel et bleu de mer.

Il regarda près de lui... Personne! Un moment, il crut avoir rêvé. Mais le suave parfum de la chevelure de Freya imprégnait encore l'oreiller. Le lit en désordre gardait la forme de son corps. Il se rappela alors — pâle vision toute semblable à celles qui, le matin, viennent peupler les dernières heures de sommeil — qu'un corps était passé doucement au-dessus du sien; un baiser d'adieu lui avait fait entr'ouvrir les yeux; puis il avait entendu le bruit d'une porte...

Le réveil fut aussi joyeux pour Ulysse qu'avaient été douces les heures mystérieuses de la nuit. Il était fatigué, et pourtant il ne s'était jamais senti si fort ni si heureux.

Sa voix de baryton résonna à la fenêtre : il chantait une

chanson napolitaine. Oh! douce terre! Doux golfe! Oui, c'était là le pays le plus beau du monde. Satisfait, orgueilleux de son sort, il aurait voulu embrasser les flots, les îles, Naples et le Vésuve!

Avec impatience, il fit résonner la sonnette dans le couloir. Le capitaine Ferragut avait faim.

D'un regard d'ogre il embrassa le café au lait, le pain et le maigre morceau de beurre que lui apporta le valet de chambre. Peu de chose vraiment pour lui! Et comme il attaquait tout cela avec avidité, la porte s'ouvrit et Freya entra, souriante.

Le voile hindou avait été remplacé par un pyjama masculin de soie violette. Ses pieds nus étaient gaînés de petites babouches blanches. A la place du cœur était brodé un chiffre dont Ulysse ne put débrouiller les lettres. La belle chevelure était ramenée en torsades au-dessus de la tête.

Le capitaine, enthousiasmé par cette transformation, en oublia son déjeuner. C'était une seconde Freya : un page, un androgyne adorable!... Mais elle repoussa ses caresses et l'obligea à s'asseoir.

Elle était entrée avec une expression interrogative dans les yeux. Elle éprouvait l'inquiétude de toute femme à la seconde entrevue d'amour. Elle désirait deviner les impressions de Ferragut, se convaincre de sa gratitude, avoir la certitude que l'ivresse de la première heure ne s'était pas dissipée pendant son absence.

Tandis que le marin se remettait à attaquer son déjeuner, avec la familiarité d'un amant qui, ayant vu ses désirs comblés, n'éprouve plus le besoin de donner un caractère poétique à tous ses gestes, la jeune femme s'installa sur une vieille chaise longue et alluma une cigarette.

Un de ses bras était passé autour de ses jambes repliées; sa tête était appuyée sur ses genoux. Elle resta ainsi un long moment à fumer, les yeux fixés sur la mer...

Enfin, elle parla avec lenteur, sans cesser de regarder le golfe. De temps en temps, elle s'arrachait à cette contemplation pour fixer les yeux sur Ulysse et suivre sur son visage l'effet de ses paroles.

Celui-ci, devinant qu'il allait apprendre quelque chose de grave, avait décidément renoncé à son déjeuner.

— Tu as juré que tu ferais pour moi tout ce que je te demanderais. Tu ne voudras pas me perdre pour toujours?

Ulysse protesta. La perdre! Il ne pouvait vivre sans elle.

— Je connais ton existence antérieure; tu me l'as racontée... Toi, tu ne sais rien de moi, et il faut que tu me connaisses, maintenant que je suis tienne.

Le marin remua la tête, rien de plus juste.

— Je t'ai menti, Ulysse... Je ne suis pas Italienne...

Ferragut sourit. Si c'était là tout le mensonge! Dès le premier jour, lorsqu'elle avait abordé ce sujet, il avait deviné des réticences...

— Ma mère était Italienne. Je te le jure... Mais mon père ne l'était pas.

Elle s'arrêta un moment. Le marin l'écoutait avec intérêt, le dos tourné à la table.

— Je suis Allemande, et...

VII

LE PÉCHÉ DE FERRAGUT

En s'éveillant, tous les matins, dès les premières lueurs de l'aube, Toni éprouvait une sensation de surprise et de découragement.

— Encore à Naples! — s'écriait-il en regardant par la fenêtre de sa cabine.

Puis il comptait les jours. Dix avaient passé depuis que le *Mare Nostrum*, toutes réparations terminées, était amarré dans le port de commerce.

— Vingt-quatre heures de plus! — ajoutait mentalement le second.

Il éprouvait de profonds regrets en songeant à ce que le navire aurait pu gagner s'il avait repris la mer. Le profit eût été pour le capitaine, mais cela n'empêchait pas Toni de se désespérer.

Son indignation le conduisit plusieurs fois à terre, à la recherche du capitaine. Vaines démarches! Ferragut écoutait son second et marquait sa satisfaction de savoir que tout

allait bien à bord. Mais quand Toni, d'une voix balbutiante, s'enhardissait à demander la date du départ, Ulysse lui répondait évasivement...

Un matin, les matelots qui lavaient le pont signalèrent le capitaine. Ils le voyaient s'approcher dans un canot; et la nouvelle parcourut les cabines et les couloirs, rendant aux bras de la vigueur et de l'animation aux visages. Toni monta sur le pont, et Caragol passa la tête par la porte de la cuisine.

— Maintenant, tu vas être content! — dit Ferragut en tendant la main à son second. — Nous allons bientôt appareiller.

Ils entrèrent au salon. Ulysse regarda son navire avec un certain étonnement, comme s'il y revenait après un long voyage. Il lui trouvait un aspect nouveau : certains détails qui n'avaient jamais attiré son attention le frappaient tout à coup.

En un instant, il revécut les événements qui s'étaient déroulés depuis moins de deux semaines. Il put se rendre compte pour la première fois du grand changement qui s'était opéré dans sa vie depuis que Freya était venue le chercher sur son vapeur.

Il se vit dans sa chambre d'hôtel, assis auprès de Freya... Elle fumait en regardant le golfe :

— Je suis Allemande, et...

Elle s'apprêtait à lui révéler tous les détails de sa vie mystérieuse. Elle était Allemande, et servait son pays.

— Aujourd'hui, pour soutenir la guerre, les nations pratiquent la levée en masse. Tous les hommes vigoureux vont se battre; les autres travaillent dans les centres industriels convertis en ateliers de guerre. Les femmes elles-mêmes prennent part à cette activité générale : elles servent leur patrie dans les fabriques ou dans les hôpitaux; certaines font preuve d'intelligence au delà des frontières...

Ferragut, surpris par cette révélation brutale, demeura un instant silencieux. Il osa enfin formuler sa pensée :

— En somme, tu es une espionne?

Elle accueillit le mot avec mépris. C'était un terme suranné qui avait perdu sa signification primitive. Espion, on pouvait l'être, en d'autres temps, quand seuls les soldats professionnels prenaient part à la guerre. Il y avait alors des êtres

vils et méprisables qui, par amour de l'argent, surveillaient les préparatifs ennemis : ceux-là étaient des espions. Maintenant il n'y avait plus que des patriotes avides de travailler pour leur pays, les uns par les armes, les autres par l'intelligence et la ruse.

Ulysse fut déconcerté par cette théorie.

— Alors, la doctoresse?... — demanda-t-il.

Freya répondit avec une expression d'enthousiasme et de respect.

— Mon amie est une patriote illustre, une savante qui met toutes ses facultés au service de son pays. Je l'adore! Elle est ma protectrice, et m'a sauvée dans les moments les plus difficiles de mon existence.

— Et le comte? — poursuivit Ferragut.

— C'est aussi un grand patriote... Mais ne parlons pas de lui.

Manifestement. elle avait peur de ce personnage hautain et préférait détourner la conversation.

Il y eut un long silence. Les yeux de Freya scrutaient ceux de son amant avec obstination. Elle voulait sonder sa pensée, savoir s'il était « à point » avant de risquer le coup décisif. Son examen fut satisfaisant.

— Maintenant que tu me connais, — dit-elle sur un ton douloureux, — va-t'en! Tu ne peux pas m'aimer : je suis une espionne, comme tu dis, un être méprisable... Pars! Toute notre histoire n'aura été qu'un beau songe... Laisse-moi seule. J'ignore quel sort sera le mien ; mais ce qui m'importe, c'est ta tranquillité.

Les yeux remplis de larmes, elle se laissa tomber sur le divan et cacha son visage dans ses mains; son corps était secoué de sanglots...

Freya avait deviné juste : dès les premières révélations, la voix de la prudence avait murmuré à Ferragut : « Te voilà dans de beaux draps! Fuis, fuis! Ce que tu désirais, tu l'as maintenant; sois égoïste, mon fils! » Mais la voix des folles audaces, la voix fanfaronne, qui le poussait à s'embarquer sur les navires destinés à faire naufrage, lui tenait un langage bien différent : « C'est une vilenie d'abandonner une femme. Un lâche seul en serait capable. Cette Allemande paraît t'aimer tant! »

Et, avec son exubérance méridionale, il prit Freya dans ses bras, la releva, écarta de son front les boucles de sa chevelure qui s'était dénouée, et, tout en la caressant comme une petite fille malade, il but ses larmes à la faveur d'interminables baisers.

Non! il ne l'abandonnerait pas!... Bien plus, il était prêt à la défendre contre tous ses ennemis. Ces ennemis, il ne les connaissait pas; mais si elle avait besoin d'un homme, il était là! Freya ne devait pas pleurer. Son amant affirma à plusieurs reprises qu'il désirait vivre toujours auprès d'elle; et, pour lui prouver sa sincérité, il finit par lui donner sa parole d'honneur que tout ce qui serait en son pouvoir il le ferait pour l'aider.

Ce fut ainsi que le capitaine Ferragut, dans un élan passionné, décida de son destin.

Quand Freya l'amena de nouveau chez la doctoresse, celle-ci le reçut comme s'il appartenait à la famille. Elle n'avait plus de raisons de dissimuler sa véritable identité. Freya la nomma simplement : « Frau Doktorin »; et elle, en proie à un véritable enthousiasme verbal, acheva de catéchiser le marin en lui démontrant le droit qu'avait l'Allemagne d'entrer en guerre avec la moitié de l'Europe. De toutes parts, on avait provoqué le Kaiser, on l'avait attaqué. Les insolents Français, bien avant la déclaration de guerre, envoyaient des nuées d'aéroplanes bombarder les villes allemandes.

De surprise, Ferragut battit des paupières. Il n'en avait pas encore entendu parler. Voilà qui avait dû arriver pendant qu'il était en haute mer. Mais l'accent d'autorité de la doctoresse ne laissait de place à aucun doute...

Puis avait eu lieu la provocation anglaise. Comme un traître de mélodrame, le gouvernement britannique, qui préparait la guerre depuis de longues années, ne découvrit son jeu qu'au dernier moment! Et l'Allemagne, en dépit de son amour de la paix, avait dû se défendre contre ce nouvel ennemi, le pire de tous.

— Dieu châtiera l'Angleterre! — affirmait la doctoresse en regardant Ulysse.

Et celui-ci, désireux de ne point contrarier son interlocutrice, approuvait de la tête...

La doctoresse, devinant la nécessité d'attiser sa haine

contre le grand ennemi, en appelait aux souvenirs historiques : Gibraltar volé par les Anglais; les pirateries de Drake; les galions d'Amérique régulièrement capturés par les flottes anglaises; les débarquements sur les côtes de la péninsule!

Ainsi la doctoresse énumérait, en anglais, les méfaits de l'Angleterre envers l'Espagne, et sa véhémence était telle que l'impressionnable marin finit par s'écrier spontanément :

— Que Dieu la châtie!

Mais ici reparut l'âme complexe du navigateur méditerranéen. Ulysse se souvint tout à coup que les réparations de son navire devaient être payées par l'Angleterre.

— Que Dieu la châtie, — répéta-t-il mentalement, — mais qu'il attende un peu.

Quant aux Italiens, leur attitude exaspérait la doctoresse. Elle espérait encore qu'ils resteraient neutres. Mais pouvait-on se fier à la parole de telles gens?

— Mandolinistes! Bandits! — répétait-elle avec fureur. — Notre empereur fut pourtant si bon pour eux!

Le marin ne tarda pas à s'habituer à cette maison et à la considérer un peu comme sienne. Il s'y rencontra à plusieurs reprises avec le comte. Le taciturne personnage, en dépit de ses efforts pour être aimable, conservait toujours une certaine morgue. Ulysse connaissait sa véritable nationalité; l'autre le savait : tous deux pourtant continuèrent de respecter la fiction Kalédine.

Jamais le marin n'avait été aussi heureux. Il éprouvait la monstrueuse volupté de celui qui, confortablement installé dans une chambre bien chauffée, regarde, au travers des vitres, un navire lutter contre la tempête. Les cris des vendeurs de journaux annonçaient de terribles batailles dans le centre de l'Europe : des villes entières brûlaient sous les bombardements; toutes les vingt-quatre heures mouraient des milliers et des milliers d'êtres humains... Et lui ne lisait rien, ne voulait être au courant de rien. Il continuait à vivre comme si le monde eût été plongé dans une félicité paradisiaque.

Mais des incidents survinrent qui l'arrachèrent subitement à sa joie égoïste, assombrirent son visage et barrèrent son front d'une ride soucieuse. C'étaient eux qui l'avaient ramené à bord.

Quand il fut assis dans le salon du navire, en face de son second, il appuya ses coudes sur la table et commença de fumer un gros cigare qu'il venait d'allumer.

— Nous allons partir sous peu, — répéta-t-il avec une visible préoccupation. — Tu seras content, Toni; je crois que tu seras content.

Toni resta impassible. Il attendait quelque chose de plus. Lorsqu'on entreprenait un voyage, le capitaine lui faisait toujours connaître le port de destination et la nature du chargement. Aussi, se rendant compte que Ferragut ne voulait rien ajouter, Toni s'enhardit-il à demander :

— C'est à Barcelone que nous allons?...

Ulysse hésita, jeta un regard vers la porte comme s'il craignait d'être écouté. Puis, approchant son visage de celui de Toni :

— Ce voyage ne présente aucun danger, — dit-il, — mais il doit rester secret. Je te le dis à toi, parce que tu connais toutes mes affaires, parce que je considère que tu appartiens à ma famille...

Cette marque de confiance ne parut pas émouvoir le second, qui continua d'interroger du regard. Qu'allaient-ils transporter dans ce voyage?

— Toni, il ne s'agit pas d'artillerie ni de fusils; pas davantage de munitions... C'est un travail court et bien payé qui nous détournera peu de la route de Barcelone.

Il se tut un instant, eut une dernière hésitation, mais ajouta enfin, en baissant la voix :

— Ce sont les Allemands qui payent. Nous allons ravitailler en essence les sous-marins qu'ils ont en Méditerranée.

Contre l'attente de Ferragut, son second n'eut pas un geste de surprise. Cette nouvelle ne semblait pas avoir de sens pour lui... Puis il sourit légèrement et, haussa les épaules comme si on lui eût tenu des propos absurdes...

— Alors, les Allemands ont des sous-marins dans la Méditerranée? Un de ces engins petits et fragiles peut donc faire la longue traversée de la mer du Nord au détroit de Gibraltar?

— Tu veux parler des sous-marins, Toni, des petits sous-marins qui existaient au début de la guerre... Mais mainte-

nant, il y a quelque chose de plus : il y a le « submersible ». Celui-là peut marcher caché entre deux eaux, ou bien naviguer à la surface comme un torpilleur, mieux même qu'un torpilleur... Tu ne sais pas de quoi les Allemands sont capables. C'est un grand peuple, le premier du monde!...

Puis, posant une main sur le bras de Toni, il ajouta confidentiellement :

— A toi seul je le dis; tu es le seul qui connaisse le secret, en dehors des personnes qui me l'ont communiqué... Les submersibles allemands vont entrer dans la Méditerranée. Nous, nous irons à leur rencontre pour renouveler leur provision d'huile et de combustible.

Pendant quelques secondes, Ferragut ne sut que penser. Toni demeurait songeur, les yeux baissés. Enfin, il se leva lentement, repoussa son siège, et dit simplement :

— Non!

De surprise, Ulysse se dressa à son tour.

— Non? Pourquoi?

Il était le capitaine, et tous devaient lui obéir. En échange, il répondait du navire, de la vie de ses occupants, du sort de la cargaison. De plus, il était le propriétaire : personne ne commandait au-dessus de lui, son pouvoir n'avait pas de limites. Par amitié, par habitude, il consultait son second, lui faisait part de ses secrets, et Toni osait se rebeller!... Que signifiait cette ingratitude?

Mais le second, au lieu de donner des explications, se borna à répéter, chaque fois plus têtu, plus irrité :

— Non!... Non!

— Mais pourquoi, non? — insista Ferragut avec un tremblement de colère dans la voix.

L'homme hésita, soudain désorienté. Il fourrageait sa barbe et baissait les yeux pour mieux réfléchir.

Il ne savait pas s'expliquer. Il enviait l'aisance avec laquelle le capitaine trouvait ses mots... Mais enfin, ses idées arrivèrent à se dégager de ces balbutiements, il sut dire sa haine contre ces monstres de l'industrie moderne qui déshonoraient la mer de leurs crimes.

— Si encore ils ne torpillaient que les navires armés! La guerre est une sauvagerie, et l'on pourrait fermer les

yeux sur ces attaques traîtresses; peut-être même y voir des exploits glorieux... Mais ils font mieux, tu le sais. Ils coulent à pic des navires de commerce, des paquebots chargés de passagers, où il y a des femmes, des enfants!

Ses joues tannées prirent une teinte de brique cuite. Ses yeux brillèrent d'un éclat d'acier. Il ressentait la farouche colère qu'il avait déjà éprouvée en lisant les récits des premiers torpillages de grands transatlantiques sur les côtes d'Angleterre.

Ferragut entreprit de démontrer que les submersibles allemands ne s'attaqueraient qu'aux navires de guerre alliés. Mais il eut beau faire, rien ne put vaincre l'obstination de son second. Aussi, renonçant au ton doucement persuasif qu'il avait cru devoir prendre :

— N'en parlons plus, — dit-il avec arrogance. — Je suis le capitaine, et je commande!... Voilà la question réglée.

Toni vacilla comme s'il venait de recevoir un coup à la poitrine. Ses yeux se mouillèrent de larmes. Il réfléchit longuement, puis il tendit sa main velue à Ferragut :

— Adieu, Ulysse.

Il ne voulait pas obéir, et un marin qui n'exécute pas les ordres de son chef doit débarquer. Sur aucun navire, il ne retrouverait la vie qu'il avait sur le *Mare Nostrum*. Peut-être même n'aurait-il pas de place...

Ferragut s'indigna jusqu'à crier de colère.

— Mais ne sois donc pas absurde! Quelle obstination est la tienne! A quoi riment ces scrupules exagérés?

Puis, se maîtrisant, il reprit d'un ton insinuant :

— Toni, fais-le pour moi. Restons amis. Je me sacrifierai en une autre occasion. Pense que j'ai donné ma parole!

Mais l'autre lui répondit douloureusement :

— Je ne peux pas!... Je ne peux pas!

Il avait besoin d'en dire davantage, de compléter sa pensée, et il ajouta :

— Je suis républicain.

Ulysse eut envie de rire, mais l'heure n'était pas aux sarcasmes; et, de nouveau, il entreprit de convaincre Toni.

— Comment, tu aimes la liberté, et tu te mets du côté du despotisme! L'Angleterre est le grand tyran des mers...

Et Ferragut répéta tout ce qu'il avait entendu chez la doctoresse, pour terminer, sur un ton de reproche :

— Et toi, tu es du côté des Anglais, Toni! Toi, un homme d'idées avancées!

Le second passa sa main dans sa barbe avec une expression de perplexité profonde. Les mots décidément le fuyaient. Il savait pourtant ce qu'il avait à répondre. Il avait beaucoup réfléchi, dans ses promenades solitaires sur le pont.

— Je suis du côté où je dois être. Je suis avec la France.

Et, gauchement, il exposa en phrases hachées, balbutiées, incomplètes, sa façon de penser. La France était le pays de la Grande Révolution et, pour cette raison, il le considérait presque comme sien. Le sort de la France était un peu son propre sort.

Ferragut, ne sachant que répondre, s'abandonna à la colère.

— Va-t'en, brute! Je ne veux plus te voir, ingrat! Je ferai les choses seul; je n'ai pas besoin de toi. Pars avec tous les vieux mensonges dont ta cervelle est farcie, ignorant!

De rage, il tourna le dos à son second, se laissa tomber dans un fauteuil et cacha sa tête entre ses mains.

Les yeux de Toni, de plus en plus gonflés, finirent par verser une larme... Se séparer ainsi, après avoir mené côte à côte une vie de frères, une vie où les mois valaient des années!

Il s'avança timidement, et s'empara d'une des mains de Ferragut, une main inerte, découragée, dont le froid contact le fit hésiter... Il fut sur le point de céder, mais aussitôt, il surmonta cette défaillance et lança d'un ton ferme :

— Adieu, Ulysse!

Le capitaine ne lui répondit pas et le laissa s'éloigner sans lui adresser un mot d'adieu.

Le second, déjà près de la porte, s'arrêta pour dire, d'une voix triste et affectueuse :

— Ne crains pas que je parle de cela à personne... Tout reste entre nous deux. J'inventerai un prétexte pour que les gens du bord ne s'étonnent pas de mon départ.

Il hésitait, craignant de paraître importun; enfin il se décida à ajouter :

— Je te conseille de ne pas tenter ce voyage. Je sais ce

que penseront nos hommes; ne compte pas sur eux... Peut-être t'obéiront-ils, parce que tu es le capitaine, mais lorsqu'ils descendront à terre, tu ne seras pas maître de leur silence... Crois-moi, ne le tente pas! Tu vas te déshonorer... Adieu, Ulysse.

Quand celui-ci leva la tête, le second avait déjà disparu.

Un brusque découragement s'empara de Ferragut. Il lui semblait impossible de réaliser son plan sans l'aide de Toni. Celui-ci emportait avec lui une partie du prestige que Ferragut exerçait sur l'équipage. Comment expliquer sa disparition à la veille d'un voyage aussi irrégulier?... Comment s'assurer du silence de tous?

Il resta pensif un long moment; puis, soudain, il se leva pour monter sur le pont.

— Où est don Antoni?... Voyons, qu'on l'appelle! — cria-t-il aux matelots qui faisaient la toilette du navire.

— Don Antoni!... Don Antoni! — répondit une file de voix de la poupe à la proue.

Don Antoni surgit d'une écoutille. Il était en train de procéder à une dernière visite du vapeur, avant de se séparer de son capitaine.

Celui-ci le reçut en détournant le visage, en évitant son regard. Des sentiments complexes se peignaient sur le visage de Ferragut : colère de la défaite, instinctive gratitude de celui qui se voit tiré d'un mauvais pas par une main violente qui le maltraite... et le sauve.

— Reste, Toni, — dit-il d'une voix sourde. — Je ne t'ai rien dit. Je reprendrai ma parole comme je pourrai... Demain, tu sauras avec certitude ce que nous allons faire.

Le soir même, Ulysse retrouva sa maîtresse à l'hôtel. Il était revenu à terre nerveux et inquiet. Son échec lui faisait redouter cette entrevue, et, en même temps, il la désirait.

Il parla avec la brutalité de celui qui a besoin d'en finir au plus vite. Il ne pouvait rendre à la doctoresse le service qu'elle lui avait demandé. Il retirait sa parole. Son second ne voulait pas le suivre.

— Mais tu es le maître du navire, — lui répondit Freya d'une voix tremblante de colère, — et tu n'as pas besoin de ton second pour naviguer!

Quand Ulysse eut dit qu'il n'était pas sûr non plus de son équipage et que le voyage était impossible, la femme ne dissimula plus sa fureur. Elle paraissait tout à coup avoir vieilli de dix ans. Le marin la vit avec une autre figure, d'une pâleur de cendre, les tempes plissées, les yeux remplis de larmes...

— Hâbleur!... Hypocrite!... Méridional!

Ulysse tenta de la calmer. Il était possible de trouver un autre bateau : il s'offrait à le chercher. Il allait envoyer le *Mare Nostrum* à Barcelone, et resterait à Naples tout le temps qu'elle voudrait.

— Comédien! Et j'ai eu confiance en toi! Et je me suis donnée, croyant avoir affaire à un héros! J'ai eu la sottise de prendre au sérieux tes offres de sacrifice!

Elle fit claquer brutalement la porte en s'en allant.

— Elle va voir la doctoresse, — pensa Ferragut. — Tout est fini!

Il déplora la perte de cette femme, bien que les injures, dont elle avait accompagné sa sortie, retentissent désagréablement à ses oreilles. Il en avait assez de s'entendre appeler « méridional » sur un ton méprisant : après tout, ce n'était pas une tare...

Il eut d'abord la pensée de retourner immédiatement au navire, mais il craignait que la solitude ne réveillât douloureusement ses souvenirs. Il valait mieux rester à Naples, aller au théâtre, se fier au hasard d'une bonne rencontre. Le lendemain matin, il abandonnerait l'hôtel, avec tout son bagage; et, avant le coucher du soleil, il serait en pleine mer.

Il dîna donc hors de l'hôtel et passa la soirée dans des cafés chantants; mais le souvenir de Freya lui fit repousser toute aventure.

A une heure du matin, il monta l'escalier de l'hôtel, surpris de voir un rayon de lumière sous la porte de sa chambre. Il entra... Freya, revêtue de son pyjama masculin, l'attendait en lisant, tranquille et souriante. Son visage ne gardait aucune trace de la furieuse crispation qui l'avait assombri quelques heures auparavant.

En voyant entrer Ulysse, elle se leva, les bras tendus.

— Dis que tu ne me gardes pas rancune! Dis que tu me pardonnes!... J'ai été très méchante avec toi hier soir, je le reconnais.

Elle l'avait pris dans ses bras et se frottait contre lui avec un ronronnement de chatte. Avant que le capitaine eût pu répondre, elle continua, d'une voix enfantine :

— Mon requin! Mon loup de mer, qui m'a fait attendre jusqu'à cette heure-ci! Jure-moi que tu ne m'as pas été infidèle! Laisse-moi te respirer. Je sens tout de suite l'odeur d'une autre femme.

Elle flaira sa barbe et son visage; sa bouche s'approcha de celle du marin.

— Non, tu ne m'as pas été infidèle... Je sens encore mon parfum... Oh! Ulysse, mon héros!...

Un baiser, et Ferragut oublia tout, offenses, dépits, projets de départ...

Dans l'obscurité, une heure après, s'éleva la voix de Freya. Elle récapitulait ce qu'ils ne s'étaient pas dit, mais ce qu'ils avaient pensé tous deux.

— La doctoresse croit que tu dois rester. Laisse partir ton navire. Il t'attendra là-bas, dans ton pays... Toi, tu peux nous rendre ici un grand service, tu le sais. Tu restes... Quel bonheur!

Le destin de Ferragut était d'obéir à cette voix amoureuse et dominatrice... Et, le lendemain matin, Toni le vit arriver au vapeur avec un air de commandement qui n'admettait pas de réplique. Le *Mare Nostrum* devait partir le plus tôt possible et se rendre à Barcelone. Toni ferait fonction de capitaine. Ferragut irait le rejoindre, aussitôt terminées certaines affaires qui le retenaient encore à Naples...

V. BLASCO IBAÑEZ

(A suivre.)

(Traduction MARCEL THIÉBAUT.)

BALZAC A TURIN

Rothschild m'a donné une lettre de crédit pour l'Italie et j'ai saisi le prétexte d'aller à Turin pour rendre service à une personne avec qui je me trouve en loge aux Italiens, un M. Visconti qui avait un procès à Turin et ne pouvait y aller. En vingt jours j'ai été là, par le Mont Cenis et je suis revenu par le Simplon, ayant pour compagnon de voyage [1] une amie de madame Carraud et de Jules Sandeau [2].

C'est ainsi que dans une lettre datée de Paris (du 13 juillet au 22 août 1836) Honoré de Balzac annonçait à celle qui quatorze ans plus tard devait être sa femme, son premier voyage en Italie.

Ce M. Visconti dont il parle s'appelait en réalité le comte Émile Guidoboni et appartenait à une ancienne famille patricienne de Tortone. Une comtesse Massimilla Visconti, morte en 1789, descendante en ligne directe et légitime de Barnabò (souverain de Milan mort empoisonné en 1385 au château de Trezzo) et dernière héritière de sa branche, avait épousé le comte Jules-César Guidoboni dont les enfants et petits-enfants obtinrent l'autorisation d'ajouter aux leurs le nom et les armes des Visconti [3].

1. Madame Marbouty (Claire Brunne) dont il sera question plus loin.
2. *Lettres à l'Étrangère.* I, 341.
3. On sait qu'il n'existe plus de descendants directs et légitimes des Visconti anciens souverains de Milan. En revanche de nombreuses familles portent le nom de Visconti au même titre que les Guidoboni. Tels sont les Litta-Visconti Arese, les Busca-Arconati-Visconti, les Cusani-Visconti, les Pelegatti-Visconti, les Pirovano-Visconti, les Castelbarco-Visconti-Simonetta et d'autres encore.

Ce comte Émile Guidoboni-Visconti qui, pour des raisons restées inconnues, s'était établi à Paris, avait épousé une Anglaise, miss Sarah Frances Lovell, qui fut, paraît-il, une fort jolie personne et une femme d'un rare esprit.

Balzac, qui connut les Guidoboni vers 1836 [1], devint rapidement un familier de la maison à tel point qu'en la même année il partageait avec ses nouveaux amis une loge aux Italiens. C'est chez eux qu'il rencontra cette Sophie Rebora Koslowsky — la Sofka si souvent nommée dans la correspondance — et c'est dans une intéressante lettre d'elle à son père le Prince P. Koslowsky, datée précisément de cette même année 1836 que nous trouvons deux curieux portraits du romancier et de son amie [2].

Tu me demandes : qu'est-ce que c'est que cette nouvelle passion de M. de Balzac pour madame Visconti? Ce n'est autre chose que comme madame Visconti est remplie d'esprit, d'imagination et d'idées fraîches et neuves, M. de Balzac, qui est aussi un homme supérieur, goûte la conversation de madame Visconti et comme il a beaucoup écrit et écrit encore, il lui emprunte souvent de ces idées originales qui sont si fréquentes chez elle. Il vient puiser de nouvelles idées chez elle et leur conversation est toujours excessivement intéressante et amusante. Voilà la belle passion expliquée.

Et plus loin :

M. de Balzac ne peut pas être appelé un bel homme, parce qu'il est petit, gras, rond, trapu, qu'il a de larges épaules bien carrées, une grosse tête, un nez comme de la gomme élastique, carré au bout, une très jolie bouche, mais presque sans dents, les cheveux noirs de jais, raides et mêlés de blanc. Mais il y a dans ses yeux bruns un feu, une expression si forte que, sans le vouloir, vous êtes obligé de convenir qu'il y a peu de têtes aussi belles.

Il est bon, bon à mâcher pour ceux qu'il aime, terrible pour ceux qu'il n'aime pas et sans pitié pour les grands ridicules. Son épigramme souvent ne vous terrasse pas à l'instant, mais elle vous revient à

1. Balzac écrit à madame Hanska : « Le manuscrit du *Lys* a été écrit à Saché, corrigé à la Boulonnière avant que j'eusse aperçu la dame en question » (la comtesse Guidoboni). Le séjour à Saché est de juin 1836 et celui de la Boulonnière d'octobre de la même année. Nous croyons cependant qu'ici Balzac n'est pas parfaitement véridique et qu'il connut les Guidoboni déjà pendant l'hiver de 1836.

2. Ce n'est donc pas par madame Hanska que Balzac entra en relations avec mademoiselle Koslowsky comme le suppose M. Léonce Pingaud dans son intéressant article : *Le Prince Kosloffsky*, publié dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, 1917, n° 1.

l'esprit et elle vous hante *ever after* comme un fantôme. Il a une volonté et un courage de fer, il s'oublie lui-même pour ses amis et ne connaît pas de restreinte *(sic)* dans son amitié. Il joint à la grandeur et à la noblesse du lion, la douceur d'un enfant. Il est aussi enfant que G...y, joue et s'amuse de tout. Il s'intéresse à tout et est encore plein d'illusions et de bonne foi, mais il est fin comme un Robert-Macaire lorsqu'il s'agit de quelque chose de sérieux. Il vit en ne mangeant que du pain sec et il aime excessivement un bon dîner. Généreux pour les autres, il sait se retenir pour lui-même et se priver de ses fantaisies souvent sans importance.

Voilà une bien légère esquisse du caractère de M. de Balzac que j'aime tant et qui est si bon pour moi. Il a trente-sept ans [1].

On a prétendu, et la demande du prince Koslowsky prouve que ce bruit était arrivé jusqu'à Varsovie, que Balzac avait été l'amant de la comtesse Guidoboni. Une note manuscrite de M. de Lovenjoul semblerait confirmer cette assertion et attribuerait même à Balzac la paternité d'un fils de la comtesse, Richard Guidoboni. Nous devons à la vérité de dire que rien, dans les nombreux documents que nous avons eus à notre disposition, ne permet d'affirmer que leurs relations soient sorties des bornes d'une très grande et très dévouée amitié. Sans doute le caractère exubérant de Balzac, les manifestations bruyantes et compromettantes de son amitié et surtout le peu de soin qu'il mettait à observer certaines convenances, pouvaient facilement donner le change à l'observateur superficiel. C'est ce qui expliquera la jalousie, assurément bien peu justifiée du chevalier Maffei de Milan dont nous aurons à parler et la créance que quelques personnes accordèrent aux racontars intéressés de madame Marbouty, comme nous le verrons plus loin.

Mais si le bruit de relations trop intimes entre Balzac et la comtesse Guidoboni était arrivé à Varsovie, il était sans doute également parvenu à Wierzchownia, car, c'est assurément sur une observation de madame Hanska que le romancier lui écrit en octobre 1836 :

Je suis étonnné que vous n'ayez pas encore le *Lys* de Werdet, le vrai *Lys*, où il y a aussi un portrait. Ne dit-on pas que j'ai peint madame Visconti? Voilà à quels jugements nous sommes exposés. Vous savez que j'avais les épreuves à Vienne, et ce portrait a été

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

écrit à Saché, corrigé à la Bouleaunière [1] avant que j'eusse vu madame de Visconti.

Voici maintenant le texte revu et corrigé par madame de Balzac, tel qu'il a été publié dans la première édition de la *Correspondance* :

Ne dit-on que pas j'ai peint madame Visconti qui n'est ni jeune, ni belle et qui, de plus, est Anglaise! Voilà à quels jugements nous sommes exposés!... Vous qui savez tout de ma vie, vous savez que j'avais les épreuves à Vienne et que vous avez eu la bonté de vous en occuper, tandis que je parcourais la ville et les faubourgs en ma qualité de voyageur naïf. Le manuscrit du *Lys* a été écrit à Saché, corrigé à la Boulonnière, avant que j'eusse aperçu la dame en question.

Ce petit changement, qui n'a l'air de rien, ne suffit-il pas pour peindre madame Hanska? Une phrase ajoutée diminue et ridiculise celle qu'elle croit une rivale; par une autre phrase de son cru, elle pense se faire valoir elle-même et s'assurer l'estime et l'admiration du lecteur.

Un balzacien distingué, le regretté Joachim Merlant, a relevé un grand nombre de ces tentatives hardies dans un fort intéressant article de la *Revue bleue* et les a stigmatisées comme il convient [2]. Mais pour atteindre le but qu'elle se proposait, madame de Balzac aurait dû détruire les lettres originales de son mari. Elle n'en a pas eu le courage et la comparaison des textes devait tôt ou tard faire découvrir le méfait. On imagine aisément les cris de putois que pousserait madame de Balzac — si soucieuse de l'effet, du paraître — si elle pouvait relire certaines phrases des dernières lettres à l'Étrangère qu'a publiées récemment *la Revue des Deux Mondes* et, surtout, le récit de la mort de Balzac qui ne figure que dans de très rares exemplaires d'un roman célèbre de Mirbeau et qui, malgré les dénégations trop compréhensibles de la comtesse Mniszech, *sue* la vérité.

Et plus tard :

Madame de Visconti, dont vous me parlez, est une des plus aimables femmes et d'une infinie, d'une exquise bonté. D'une beauté fine,

1. Observons en passant que dans la *Correspondance* ce mot est écrit Boulonnière, mais que dans les *Lettres à l'Étrangère* il devient Bouleaunière.

2. Joachim Merlant. *Les variantes de madame Hanska. Revue bleue,* 19 et 26 octobre 1912.

élégante, elle m'aide beaucoup à supporter la vie. Elle est douce et pleine de fermeté, inébranlable et implacable dans ses idées, dans ses répulsions. Elle est d'un commerce sûr; elle n'a pas été fortunée, ou plutôt sa fortune et celle du comte n'est pas en harmonie avec ce nom splendide, car le comte est le représentant de la première branche des fils légitimés du dernier duc, du fameux Barnabò, qui n'a laissé que des bâtards, les uns légitimés, les autres non. C'est une amitié qui me console de bien des chagrins. Mais, malheureusement, je la vois très rarement [1].

Ce qui est certain, c'est que les relations de Balzac avec le comte et la comtesse Guidoboni devinrent rapidement très intimes. Sans doute le caractère de cette femme qui était *douce et pleine de fermeté, inébranlable et implacable dans ses idées, dans ses répulsions*, devait plaire, et pour bien des raisons, à l'auteur de la *Comédie Humaine* tel que nous le connaissons. A cette époque, ses relations avec celle qui fut l'ange de sa vie, madame de Berny, s'étaient, non certes relâchées, mais espacées, et cela par la volonté même de la *Dilecta* qui, atteinte d'une grave maladie de cœur et prévoyant sa fin prochaine, voulait en quelque sorte préparer peu à peu son ami à la séparation finale et lui en épargner les déchirements.

Il se trouvait donc dans un état d'âme particulièrement apte à subir le charme d'une nouvelle amitié. En dehors de ses qualités morales et intellectuelles, la comtesse Guidoboni passe pour avoir été fort séduisante. Nous disons *passe* pour la raison qu'il ne nous a pas été possible de retrouver un portrait d'elle à cette époque de sa vie, alors qu'elle était jeune et jolie. Mais nous avons mieux qu'une peinture. Aucun artiste en effet n'aurait pu nous conserver sa physionomie aussi parfaitement que ne l'a fait Balzac lui-même dans *Beatrix*, le chef-d'œuvre qu'il a voulu lui dédier. C'est elle en effet, et sans aucune espèce de doute, qu'il a voulu peindre quand il a tracé le séduisant portrait de la mère de Calyste, de cette charmante baronne du Guénic, née Fanny O'Brien :

Devant la cheminée la baronne, assise sur une des vieilles chaises, offrait le type de ces adorables créatures qui n'existent qu'en Angle-

1. *Lettres à l'Étrangère*, t. 530-531. Madame de Balzac n'a bien entendu pas communiqué cette lettre aux éditeurs de la *Correspondance* et elle n'a été publiée qu'après sa mort.

terre, en Écosse ou en Irlande. Là seulement naissent ces filles pétries de lait, à chevelure dorée, dont les boucles sont tournées par la main des anges, car la lumière du ciel semble ruisseler dans leurs spirales avec l'air qui s'y joue. Fanny O'Brien était une de ces Sylphides, forte de tendresse, invincible dans le malheur, douce comme la musique de sa voix, pure comme était le bleu de ses yeux, d'une beauté fine, élégante, jolie et douée de cette chair soyeuse à la main, caressante au regard, que ni le pinceau, ni la parole ne peuvent peindre. Belle encore à quarante-deux ans, bien des hommes eussent regardé comme un bonheur de l'épouser, à l'aspect des splendeurs de cet août chaudement coloré, plein de fleurs et de fruits, rafraîchi par de célestes rosées. La baronne tenait le journal d'une main frappée de fossettes, à doigts retroussés et dont les ongles étaient taillés carrément comme dans les statues antiques. Étendue à demi, sans mauvaise grâce ni affectation, sur sa chaise, les pieds en avant pour les chauffer, elle était vêtue d'une robe de velours noir, car le vent avait fraîchi depuis quelques jours. Le corsage montant moulait les épaules d'un contour magnifique et une riche poitrine que la nourriture d'un fils unique n'avait pu déformer. Elle était coiffée de cheveux qui descendaient en *ringlets*, le long de ses joues, et les accompagnaient suivant la mode anglaise. Tordue simplement au-dessus de sa tête et retenue par un peigne d'écaille, cette chevelure au lieu d'avoir une couleur indécise scintillait au jour comme des filigranes d'or bruni. La baronne faisait tresser les cheveux follets qui se jouaient sur sa nuque et qui sont un signe de race. Cette natte mignonne perdue dans la masse de ses cheveux soigneusement relevés, permettait à l'œil de suivre avec plaisir la ligne onduleuse par laquelle son col se rattachait à ses belles épaules.

Et plus loin :

Son teint si blanc jadis avait pris ces tons chauds et nacrés que les peintres aiment. Son front large et bien taillé recevait avec amour la lumière qui s'y jouait en des luisants satinés. Sa prunelle d'un bleu de turquoise, brillait sous un sourcil pâle et velouté, d'une extrême douceur. Ses paupières molles et ses tempes attendries invitaient à je ne sais quelle muette mélancolie. Au-dessous, le tour des yeux était d'un blanc pâle semé de fibrilles bleuâtres comme à la naissance du nez. Ce nez d'un contour aquilin, mince, avait je ne sais quoi de royal qui rappelait l'origine de cette noble fille. Sa bouche pure et bien coupée, était embellie par un sourire aisé que dictait une inépuisable aménité. Ses dents étaient blanches et petites. Elle avait pris un léger embonpoint mais ses hanches délicates, sa taille svelte, n'en souffraient point. L'automne de sa beauté présentait donc quelques vives fleurs de printemps oubliées et les ardentes richesses de l'été. Ses bras noblement arrondis, sa peau tendue et lustrée avaient un grain plus fin; les contours avaient acquis leur plénitude. Enfin sa physionomie ouverte, sereine et faiblement rosée, la pureté de ses yeux bleus qu'un regard

trop vif eût blessés, exprimaient l'inaltérable douceur, la tendresse infinie des anges [1].

Le soin extrême avec lequel cet admirable portrait est tracé, et pour ainsi dire *fignolé* dans ses moindres traits, est la preuve incontestable d'une affection profonde et d'une évidente admiration du peintre pour son modèle. Ces sentiments se révèlent également dans l'énigmatique dédicace de *Beatrix* qui pendant longtemps a singulièrement intrigué les amis de l'auteur et tous ceux qui se sont occupés de sa biographie. Cette dédicace est en effet simplement adressée :

A Sarah,

Par un temps pur, aux rives de la Méditerranée, où s'étendait jadis l'élégant empire de votre nom, parfois la mer laisse voir sous la gaze de ses eaux une fleur marine, chef-d'œuvre de la nature : la dentelle de ses filets teints de pourpre, de bistre, de rose, de violet ou d'or, la fraîcheur de ces filigranes vivants, le velours du tissu, tout se flétrit dès que la curiosité l'attire et l'expose sur la grève. De même le soleil de la publicité offenserait votre pieuse modestie. Aussi dois-je, en vous dédiant cette œuvre, taire un nom qui certes en serait l'orgueil; mais à la faveur de ce demi-silence, vos magnifiques mains pourront la bénir, votre front sublime pourra s'y pencher en rêvant, vos yeux pleins d'un amour maternel pourront lui sourire, car vous serez ici tout à la fois présente et voilée. Comme cette perle de la flore marine, vous resterez sur le sable uni, fin et blanc où s'épanouit votre belle vie, cachée par une onde, diaphane pour quelques yeux amis et discrets. J'aurais voulu mettre à vos pieds une œuvre en harmonie avec la perfection; mais si c'était chose impossible, je savais, comme consolation, répondre à l'un de vos instincts en vous offrant quelque chose à protéger.

De Balzac.

Aux Jardies, décembre 1838.

Le vicomte de Lovenjoul, dans la seconde édition de *l'Histoire des Œuvres de H. de Balzac* (1886) ne donne que dans l'appendice le nom qui se cachait sous cette dédicace énigmatique :

La Sarah à qui *Beatrix* est dédiée n'est autre qu'une Anglaise, Frances-Sarah Lowell *(sic)*, qui devint la comtesse Émile Guidoboni-Visconti. Elle était née à Hilks, le 29 septembre 1804 et elle mourut à Versailles le 28 avril 1883 [2].

1. On sait que Balzac a .... emprunté à Théophile Gautier quelques passages de ce beau portrait. Voir *Gazette Anecdotique*, 1877, t. IV.

2. Cette date n'est peut-être pas exacte. Un neveu de la bru de la comtesse

C'est là en effet l'exacte vérité pour ce qui concerne la mystérieuse Sarah à qui *Beatrix* est dédiée. La note de M. de Lovenjoul avait échappé à l'érudit bibliographe qu'était Léon Séché. Dans un article paru dans le *Figaro* du 9 octobre 1909, il assurait que la Sarah de la dédicace n'était autre que madame Hélène-Marie-Félicité de Valette. Il est amusant de relever les nombreux détails et menus faits qui sembleraient appuyer cette assertion et la rendre vraisemblable, mais toute discussion à cet égard serait oiseuse après la déclaration catégorique de Balzac lui-même qui, en février 1840, écrivait à madame Hanska :

Oui, Sarah est madame de Visconti, oui, mademoiselle des Touches est George Sand; oui, Beatrix est trop bien madame d'Agoult. George Sand en est au comble de la joie; elle prend là une petite vengeance sur son amie. Sauf quelques variantes, l'histoire est vraie [1].

Nous avons dit que les relations de Balzac avec les Guidoboni ne tardèrent pas à devenir intimes. Il les accompagnait aux Italiens et visitait fréquemment la comtesse, qui alors demeurait avenue de Neuilly, 23, malgré les objurgations de madame Hanska, laquelle était certainement informée de cette intimité par des tiers et en était visiblement contrariée.

Faudra-t-il renoncer « aux Italiens », le seul plaisir que je trouve à Paris, parce que je n'ai de place que dans une loge où il y a une charmante et gracieuse femme? [2]

Jamais du reste deux femmes ne se ressemblèrent si peu. L'une, la Polonaise, cœur sec, esprit étroit, mesquin, esclave des convenances sociales dans ce qu'elles ont de plus petit, soucieuse à un degré maladif de ménager les apparences, de sauver la façade. Elle était le type le plus représentatif de ce qu'on est convenu depuis d'appeler l'étrangère *snob*. L'autre, au contraire, toute de premier mouvement, aux idées larges, noble et généreuse, d'un commerce sûr, comme le disait Balzac lui-même, qui par bien des côtés rappelait le caractère admirable de cette autre grande amie du

Guidoboni nous communique une coupure d'un journal de l'époque qui annonce cette mort en ces termes : *On the 25th april at Versailles, Frances Sarah Countess Guidoboni-Visconti, in her 79th year*

1. *Lettres à l'Étrangère*, I. 527.
2. *Ibid.*, I. 348.

romancier qui fut Delphine de Girardin, fidèle à ses amis envers et contre tous et capable de leur sacrifier quoi que ce fût pour les aider à sortir d'un mauvais pas. Et elle le prouve bien à Balzac chaque fois que l'occasion s'en présente. Nous n'en donnerons qu'un exemple.

Balzac, à la suite de règlements de compte, se trouvait devoir une somme de dix mille francs à un M. Duckett, qui avait été directeur de la *Chronique de Paris*.

...Celui-ci, gêné lui-même, fut obligé de poursuivre rigoureusement son débiteur et le menaça de la contrainte par corps.

Mais Balzac était introuvable.

Le garde du commerce chargé de le prendre venait de passer trois semaines en courses inutiles, quand une Ariane vindicative (elle mériterait bien de voir écrire ici son nom en toutes lettres) se présenta chez le créancier et lui dit :

« Monsieur, vous faites chercher monsieur de Balzac. Or, j'ai un intérêt très grand à ce que monsieur de Balzac soit mis en prison (charmante femme!) et je vais vous faire connaître le lieu de sa retraite : il demeure aux Champs-Élysées à l'hôtel de madame Visconti.»

Rien n'était plus exact que ce renseignement.

Deux heures après, l'hôtel était cerné. Balzac, interrompu au milieu d'un chapitre de roman, vit entrer deux recors, armés du gourdin traditionnel. Ils lui signifièrent qu'un fiacre attendait à la porte.

Une femme avait trahi notre écrivain, ce fut une femme qui le sauva.

Royalement hospitalière, madame Visconti jeta dix mille francs au nez des recors et leur montra la porte [1].

De ce qui précède il est facile de comprendre que Balzac de son côté n'ait pas hésité à rendre service aux Guidoboni, lorsque ceux-ci eurent besoin de lui, et ce fut précisément le cas en 1836. La mère du comte Guidoboni était une comtesse Jeanne Patellani de Milan. Elle avait épousé en premières noces le comte Pierre Guidoboni-Visconti dont elle avait eu deux enfants, le comte Émile, que nous connaissons et une fille nommée Massimilla, en souvenir de l'aïeule Visconti et qui fut mariée au baron François de Galvagna, Préfet du département de l'Adriatique, pendant la durée du royaume d'Italie et depuis conseiller d'État. En secondes noces la comtesse Guidoboni-Patellani épousa un Français, Pierre-Antoine Constantin, dont elle eut un fils appelé Laurent.

1. Eugène de Mirecourt, *Balzac*. Paris, 1854 et Paris, 1867.

Or madame Constantin-Patellani mourut en 1836 et laissa sa fortune particulière, qui à la vérité n'était pas très considérable — car elle avait eu un frère et huit sœurs — à ses deux fils, le comte Émile Guidoboni et Laurent Constantin, et à un petit-fils mineur, Émile de Galvagna. Madame de Galvagna était morte avant sa mère.

La liquidation de cette succession assez embarrassée nécessitait la présence du comte Émile à Milan et à Turin; mais celui-ci dont la santé n'était pas très bonne à cette époque, qui était indolent de nature, et qui n'aimait guère à s'occuper d'affaires, se déchargea sur Balzac du soin de régler des différends qui s'étaient élevés entre les cohéritiers et le pria de partir en ses lieu et place pour l'Italie. Balzac accepta sans hésiter.

On a voulu mettre en doute cette mission donnée à Balzac et dans son intéressant *Salon de la Comtesse Maffei*, M. Raffaello Barbiera s'est fait l'écho de ces doutes, en relevant, avec assez de vraisemblance du reste, combien il était peu probable que l'on chargeât du règlement d'affaires importantes le célèbre romancier qui passait pour avoir si mal administré les siennes. Pourtant le fait est vrai, les documents officiels que nous aurons l'occasion de produire en sont la preuve incontestable et, ce qui est plus étrange encore, ils démontreront que M. Guidoboni n'avait pas été si mal inspiré en s'adressant à Balzac, puisque les différents intéressés se déclarèrent absolument satisfaits de l'habileté et du savoir-faire avec lesquels il remplit sa mission.

Balzac était alors accablé d'ennuis, ennuis d'argent naturellement, procès avec la *Revue de Paris*, situation critique de la *Chronique de Paris*, chagrins causés par la conduite de son frère Henry, par celle d'un neveu, fils de sa sœur Laurence, et de plus l'état de sa santé compromise par le travail excessif auquel il s'était astreint, exigeait impérieusement une période de repos :

Le docteur est venu parlant trop haut; il exige que je prenne l'air natal, que je demeure un mois en Touraine; j'irai quand je pourrai [1].

Sans doute le docteur insista, car au commencement de

1. A Louise, *Correspondance*, I. 361.

juin, nous trouvons Balzac à Saché chez son ami M. de Margonne où il ne tarda pas à se remettre. C'est à son retour à Paris qu'il accepta de représenter le comte Guidoboni en Italie et qu'il se disposa à se mettre en route. Comme il ne se souciait pas de voyager seul, il engagea une pseudo-femme de lettres, madame Marbouty — en art Claire Brunne — à l'accompagner. Mais qui était madame Marbouty?

Madame Caroline Marbouty, qui signait intrépidement née Pétiniaud (ou Pétineaud) de Lacoste — à la vérité, c'était sa mère qui était née de Lacoste — était une de ces imitatrices de George Sand, comme il y en eut quelques-unes sous la monarchie de Juillet, dépourvue de talent, mais douée d'un incommensurable désir de percer, de se mettre en évidence, de faire parler d'elle. Elle habitait Limoges, possédait un mari, de qui elle semble s'être séparée, et avait deux filles. Son bagage littéraire est assez mince et elle serait parfaitement oubliée si elle n'avait publié sous le pseudonyme de Claire Brunne, un roman à clef intitulé *Une fausse position*, dans lequel elle faisait jouer à Balzac et à d'autres écrivains qu'elle avait connus, les rôles les plus singuliers. Voici du reste comment elle s'en explique dans une lettre qu'elle adressa à M. de Lovenjoul, dans les premiers jours de l'année 1885 :

Je suis l'auteur d'*Une fausse position*. Les caractères ont été faits sur nature. Balzac sous le nom d'Ulric et Sandeau sous celui d'Henry, Planche sous celui de Samuel. Les idées, les principes, les directions de Balzac s'y retrouvent au chapitre cinquième et ce livre qui à son début a eu le plus grand succès, puisque Jules Janin y a consacré treize colonnes dans les *Débats*, journal alors tout-puissant, a été arrêté, le pouvoir ne voulant pas alors qu'on s'occupe *(sic)* du travail des femmes en France. Il blesse aussi des susceptibilités religieuses, mais c'est un livre qui restera et qui a été reconnu d'une grande valeur [1].

Et plus loin :

C'est un roman de mœurs, philosophique, qui n'est plus en rapport avec ceux de cette époque (sans phrases), de l'école de Staindal *(sic)* ni même pour l'idéal d'aujourd'hui, trop élevé pour les mœurs actuelles. Lisez la préface du livre de Michelet *les Femmes* (*sic*); il en parle longuement.

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

Ce livre, qui est maintenant introuvable, eut l'honneur de deux éditions[1]. On cite également d'elle des pièces de théâtre *Le Monde comme il est, Le Mariage, la Liberté d'une Femme,* mais nous ignorons si elles furent jamais représentées[2].

Déjà en 1830 elle avait écrit à Balzac pour le remercier du plaisir que lui avaient fait ses ouvrages. En 1833, elle revient à la charge et lui demande de la recevoir. Elle ne reçut bien entendu aucune réponse. Depuis elle paraît s'être établie à Paris et, à l'époque où nous sommes arrivés, elle vivait dans une certaine intimité avec Jules Sandeau. Vers la fin de mai ou le commencement de juin 1836, quelques jours avant son départ pour Saché, Balzac, sans doute provoqué par une nouvelle démarche, la fit prier à dîner par Sandeau lui-même. La dame était jolie; elle se promet de profiter de l'occasion, se met sous les armes et déploie toutes ses coquetteries pour séduire le grand homme. Elle semble l'avoir certainement intéressé, car il l'invite à l'accompagner en Touraine[3], ce qu'elle refuse, et au retour de Saché, il lui demande de faire avec lui le voyage d'Italie et, cette fois, elle accepte.

Nos deux voyageurs se mettent en route. Nous manquerions de documents sur ce singulier voyage, si madame Marbouty n'avait eu l'idée, plusieurs années après la mort de Balzac, d'imaginer une longue lettre de ce dernier adressée à elle-même, et dans laquelle il raconte l'origine de leurs relations et fait le récit du voyage de Paris à Turin. Il vaut la peine de détacher quelques passages de cet étrange document :

Votre lettre première, si charmante, est restée dans mes papiers. J'en fus très pénétré lorsque je la reçus; j'étais alors rue de l'Observatoire avec Jules[4] qui me parla de vous. Je vous invitai à venir avec votre amie madame X...[5] dîner chez moi. Vous y vîntes. Il y

1. 1844, Amyot; 1862, Malassis.

2. En 1841 la Comédie-Française représente une comédie en un acte en prose *la Protectrice* par Émile Souvestre et Claire Brune (*sic*). Plus tard madame Marbouty déclara que cet acte, quoique signé de deux noms, était *d'elle seule, absolument d'elle seule* et que Souvestre n'en avait pas écrit une ligne; elle affirmera également qu'elle a composé la plus grande partie d'*Une chaîne,* de la *Calomnie* et que Scribe l'a frustrée de ses droits. Pourquoi faut-il que ces étonnantes révélations n'aient été faites que vingt ans après la mort du pauvre Scribe?

3. C'est lui-même qui l'avoue dans une lettre à Émile Regnault, *Correspondance,* I. 328.

4. Sandeau.

5. Une dame Sidonie Haas.

avait Jules, moi et vous deux. Je compris en vous voyant quelle femme vous étiez. Je devins subitement amoureux. Je ne l'avais, je crois, jamais été. J'avais eu des femmes mais je n'avais jamais aimé comme je sentais que vous pouviez me l'inspirer. Jules vous aimait aussi. Nous parlions de vous, mais il ne vous jugeait pas comme moi.

. . . . . .

J'allais partir pour l'Italie. J'y avais une affaire pressée qui m'appelait pour quelques jours.

. . . . . .

Je ne pouvais me décider à partir, à me séparer de vous; dans ce premier mouvement de séduction de l'amour que j'éprouvais, c'était vous perdre.

. . . . . .

J'avais à peine de quoi payer le voyage pour moi seul. Le rang que j'occupais dans le monde, la position que j'y voulais prendre, la connaissance que j'avais de l'orgueil général des hautes classes, imposaient à mes directions une apparence de luxe, de grandeur que je soutenais d'autant plus difficilement que les pouvoirs qui me craignaient mettaient des entraves à toutes mes spéculations, mes calculs étaient arrêtés, mon travail si largement rétribué était toujours difficilement payé; la politique des pouvoirs contre moi, c'était de m'abaisser; il n'y avait que les mauvaises affaires qui leur donnaient cet espoir contre moi. On ne s'en fit pas faute. Rien ne peut donner l'idée des difficultés judiciaires possibles contre un individu qu'on veut acculer par ce moyen. Presque tous les auteurs élevés l'ont plus ou moins ressentie *(sic)*. En politique le fils du Maréchal [1] a été tué de cette manière. Je ne pouvais compter absolument sur rien, n'ayant que mon travail, lequel m'avait placé dans la haute société où je voulais me maintenir. L'écrivain n'a pas assez de son talent dans les hautes régions sociales pour s'y soutenir et garder la force qu'il a prise dès l'abord; il y a entre toutes les aristocraties de grandes rivalités. Le noble ne veut pas admettre le talent à son rang. Il veut rester son protecteur — témoin Rousseau. — L'homme de talent doit être riche; la vie d'argent le met en rapports avec celle des grands seigneurs, seule elle égalise la distance que la noblesse s'obstine à mettre entre l'aristocratie de race et celle du génie et du talent. Je ne me soutenais élevé que par la condition d'agir en toutes choses en grand seigneur.

. . . . . .

J'avais dû aux salons mes premiers succès. Je tenais à me maintenir, à rester grand seigneur. J'avais le *de* à mon nom, chose obligée lorsqu'on fréquente l'aristocratie. J'étais, par mon talent très élevé, hors ligne. Avec de l'argent je pouvais tout aborder. Mais l'argent que je pouvais gagner, on me l'arrachait par des difficultés occultes qui brisaient tous mes plans.

Forcé d'aller en Italie où j'avais le premier rôle, je devais y faire figure, ma chaise de poste, mon valet de chambre, etc. A peine

1. Allusion à un fils du maréchal Ney.

avais-je la dépense *(sic)* pour moi. Comment amener *(sic)* Marcel? Car vous vous le rappelez, mia cara, ce nom vous était donné.

. . . . . .

Ce fut vous qui levâtes la difficulté.

. . . . . .

J'appris que vous pouviez disposer de cinq cents francs. Ces cinq cents francs ajoutés à la somme que j'avais pour moi, en calculant bien, pouvaient suffire à deux pour un voyage de huit jours. Je retrancherais mon domestique, nous partirions seuls en garçons. Nous convînmes alors des conditions du départ à deux. Vous aviez tant de raisons de rester inconnue que vous ne pouviez pas voyager ainsi en habits de femme. Pour moi-même, quel embarras! des paquets, des toilettes, des égards dus devant tous m'auraient gêné. Vous aviez eu d'ailleurs l'idée de partir avec des habits d'homme, George Sand vous en avait donné l'exemple. J'avais un crédit chez mon tailleur. Il fut décidé qu'il vous habillerait. En huit jours de temps tout fut prêt. Marcel devint un jeune neveu à moi. Votre taille élancée vous donnait bon air et ce fut une joie de vous voir ainsi revêtue.

Le jour du départ fixé, vous vîntes chez moi en voiture, avec une simple boîte contenant vos effets : une seule toilette de femme et le linge nécessaire à huit jours d'absence.

Arrivée chez moi, la chaise de poste chargée et attelée dans la cour, Jules et moi vous attendant, vous montâtes changer vos habits de femme pour l'habillement mâle tout préparé d'avance.

Quand vous descendîtes, la cravache à la main, l'air déterminé, vous étiez charmante et vous portiez à merveille votre nouveau costume.

. . . . . .

Jules nous regardait avec envie. Ce sentiment qui fait la base de son caractère l'a toujours dominé. L'envie est de désirer ce que les autres ont préparé ou conquis. Il était incapable de rien organiser. C'était là sa nature. Je le vois d'ici avec sa physionomie masquée. Il m'en voulait de ce bonheur qu'il n'eût pas su atteindre, car il manquait des conditions voulues, de l'esprit d'organisation exigé, de la résolution que demandait ce voyage.

. . . . . .

Notre plan était fait. Pas de domestique. Un voyage de garçons. Je ne quitterais pas Marcel d'une minute. je le présenterais partout comme une femme du monde curieuse de faire ce voyage de huit jours en Italie, incognito, laquelle avait bien voulu me choisir pour l'accompagner, De galanterie pas un mot; chacun pourra penser ce qu'il voudra. Votre habitude du grand monde, votre tenue aristocratique si vous y étiez accueillie, feraient taire tous les propos.

— Se figure-t-on Balzac qui vivait alors dans l'intimité de la duchesse de Castries, du duc de Fitz James, de la princesse Bagration, des Apponyi, des Brignole, ébloui par les grandes manières de madame Marbouty née Pétiniaud?

Nous passons la description des premières journées du voyage, — le récit d'une visite à la Grande Chartreuse, où Balzac seul fut admis,

(Les Chartreux avaient compris que vous n'aviez pas les conditions d'entrer *(sic)* chez eux),

celui d'un bain que la dame voulut prendre dans un ruisseau, le passage du Mont Cenis où les voyageurs risquèrent leur vie et nous arrivons enfin au but du voyage.

Notre voiture faisait un grand fracas à travers les grandes rues désertes de Turin. Notre arrivée fut un événement. J'étais attendu. Nous descendîmes au Grand-Hôtel [1] sur la grande place, près du château royal.

. . . . . .

Cette vie si large, si libre que nous menions ensemble dans un splendide hôtel, par cette brillante nature, dans des conditions de grandeur matérielle dont nos intelligences en rapport doublaient l'élévation, cette vie que nous avions hardiment prise tous deux, bravant les préjugés, les narguant spirituellement, nous plaçait à des hauteurs qui dominaient le grand jeu de l'amour libre, jeu que le monde n'accepte pas, dans lequel nous étions vainqueurs, n'était-ce pas une partie sublime?

. . . . . .

Je reçus des visites et vous présentai aux grands personnages de Turin. Vous soutîntes votre rôle à merveille. Turin sut bientôt la nouvelle de votre arrivée, tout le monde voulut vous voir.

Silvio Pellico lui-même, le héros du moment, alors en Italie chez la marquise de Saint-Thomas [2] (dont le fils attaché à l'ambassade était déjà près de vous, vous offrant ses hommages), voulut vous être présenté. Elle donna une grande soirée en votre honneur. L'Académie y vint tout entière; elle voulut à son tour vous donner un grand repas. Vous ressemblez à George Sand. On voulut vous prendre pour elle. Je m'amusai à les laisser dans l'erreur; au dessert on apporte son portrait croyant y retrouver votre ressemblance. On établissait votre supériorité, votre intelligence comme preuves. Vous les réfutiez avec esprit, avec gaîté. Le soir chez madame la marquise de Saint-Thomas, vous changeâtes votre costume d'homme pour *(sic)* une ravissante toilette féminine, simple, élégante, tout à fait parisienne que vous aviez apportée dans votre petite boîte.

. . . . . .

Silvio Pellico passa la soirée près de vous. Il vint dès le lendemain

1. L'Hôtel d'Europe qui existe encore.

2. Il est fort possible que Silvio Pellico ait été invité ce soir-là chez la marquise Henriette Carron de Saint-Thomas, née Guasco di Bisio, morte en 1870. Mais il demeurait, chacun le sait, chez la marquise de Barol, née Colbert.

vous visiter. Il vous écrivit. Rien ne manqua à vos succès. Le mien fut éclipsé par le vôtre. Cela est vrai, j'en eus du dépit [1].

Il eût été piquant de connaître l'impression que Balzac et sa compagne firent sur le pieux Silvio Pellico. Nous avons vainement cherché quelque allusion aux relations qu'il eut avec eux pendant leur très court séjour à Turin. Dans aucune des nombreuses lettres publiées ou inédites que nous connaissons et même dans les lettres à son frère Louis, auquel il faisait part des plus petites circonstances de sa vie, le nom de Balzac n'est cité.

En revanche dans une vente d'autographes qui eut lieu à Paris à la fin de novembre 1886 se trouvait une belle lettre de Balzac qui traitait de la destruction projetée du monument élevé au duc de Berry. Cette lettre qui provenait de la célèbre collection de la marquise de Barol, contenait une note curieuse de la main de Silvio Pellico :

M. de Balzac est devenu depuis peu d'années un des écrivains les plus féconds de la France. Son genre est le roman. Malheureusement la morale y est rarement respectée.

A la même vente figurait le manuscrit autographe d'une comédie intitulée *le Corse* et que sans doute Balzac n'acheva pas. Il serait curieux de savoir où il se trouve actuellement. Nous ne l'avons pas vu cité dans les ouvrages de M. de Lovenjoul.

. . . . . .

L'argent allait nous manquer. Nos huit jours allaient expirer. Je vous avais ouvert les portes de la haute société italienne, mais il fallait partir. Votre curiosité satisfaite vous fit accepter le départ. L'argent manquait pour poursuivre jusqu'à Milan où nous devions aller [1].

Nous nous ferions un scrupule de ne pas donner ici, au moins en fragments, car il n'est pas possible de la publier en entier, une lettre que madame Marbouty écrivit à sa mère, dès qu'elle fut arrivée à Turin. Cet étrange document, qui est pour ainsi dire la contre-partie de la lettre qu'elle attribue à Balzac, servira mieux que tout ce que nous pourrions dire, à faire comprendre quelle femme était la compagne de voyage du romancier.

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

Turin, 2 août 1836.

La date de cette lettre va t'étonner, chère mère. Tu es loin de me croire en Italie à deux cents lieues de mon gîte ordinaire. C'est une explication que je vais te donner, mais à toi seulement. Seule tu auras le secret de ce voyage parce que je compte sur ta discrétion et aussi je me réjouis du plaisir que ces détails et cette nouvelle te feront.

Voilà un siècle que je ne t'ai écrit et tu as perdu le fil de ma vie depuis longtemps. Je te dirai donc que, par Jules [1], Balzac m'a invitée ainsi que Norra [2] à dîner chez lui. J'avais mis dans mes projets que le jour où nous nous rencontrerions avec lui, il me fallait le séduire. Ma volonté était fixée. J'y ai réussi et je l'ai magnétisé, si je puis me servir de cet *(sic)* expression qui seule rend bien l'action que j'ai produit *(sic)*. J'avais une toilette délicieuse, une redingote de mousseline très claire, laissant voir avec le plus grand art ma taille dans son meilleur aspect. Une mantille espagnole faite de tes dentelles noires, chaussée à ravir... les cheveux et la (coiffure) soignés. Bref on a *(sic)* resté trois nuits sans dormir. Ce fait redit à des indifférents m'a été confirmé depuis par lui-même. Peu de jours après on est venu me voir, l'on partait pour la Touraine, au retour pour l'Italie... En Touraine l'on m'a regrettée et de retour à Paris l'on est venu me proposer de m'emmener à Turin, de là à Gênes, peut-être à Florence. J'ai beaucoup balancé, mais j'ai cédé. Quel joli voyage! Partir en poste de Paris et cinq jours après débarquer à Turin, en franchissant les Alpes au Mont Cenis, en descendant à la Grande Chartreuse.

. . . . . .

Je suis seule avec Balzac, sans domestique. Il m'a fait habiller en homme et ce costume, qui me va bien, m'enchante. Il m'empêche d'être reconnue et me donne une infinité de libertés charmantes et nouvelles. Cela plaît à mon esprit original. A Turin je passe pour son secrétaire. Il m'aime beaucoup et m'entoure de soins.

. . . . . .

Balzac est comme tous les gens supérieurs, très occupé de ses idées et peu aimable. Mais il y a tant de force et de puissance intellectuelle chez lui, il y a tant de supériorité dans tout son être, qu'il plaît. Sa physionomie est mal, sa tête fort belle d'expression est bizarre. Nous avons une position de princes. Il est chargé de dépêches de l'ambassade ce qui le met en relations avec ce qu'il y a de mieux. Il dîne aujourd'hui chez un sénateur. J'irai le chercher en voiture à dix heures, à deux lieues de Turin et je me fais une fête de cette belle soirée en calèche découverte. Au reste cette calèche est à mes ordres. J'ai un appartement magnifique et servi admirablement. Tout cela est d'autant plus beau que Balzac n'a pas le sol, qu'il est criblé de dettes et que ce n'est qu'à force d'un travail incroyable qu'il maintient sa posi-

1. Jules, c'est Sandeau...

2. Sidonie Haas, une amie de madame Marbouty. Sa photographie se trouve à la collection Lovenjoul

tion entre le luxe et la chute financière qui le menace chaque jour. Il me trouve beaucoup de moyens, dit-il, et il veut essayer de me faire travailler afin de gagner vingt mille livres de rente. Mais il est bon de te dire qu'il est l'homme aux projets et qu'il ne faut tabler qu'au présent avec lui. J'y compte donc fort peu. Il s'agirait de travailler ensemble à des pièces de théâtre.

Son nom lui assure une distinction partout. A Turin il est déjà recherché et flatté comme une illustration; on doit faire jouer une pièce d'Alfieri pour lui. Nous avons été au spectacle ensemble, en homme bien entendu, ce qui est ravissant d'originalité. Je ne sais encore le temps qu'il séjournera ici, il y a des affaires. J'ai laissé mes filles à leur pension, bien recommandées; on me croit à la campagne. Mon voyage sera de vingt jours, nul n'en saura rien [1]. Il est curieux pour le philosophe et l'observateur de connaître d'aussi près les grands hommes. Dupuytren et Balzac me sont deux études intéressantes dans lesquelles je retrouve des rapports. A Paris je ne sais ce que deviendra cette connaissance. Je me suis réservé le droit de liberté.

. . . . . .

Balzac est très bon, égal et loyal comme les grands caractères, mais plus occupé d'avenir et d'ambition que d'amour et de femmes. Pour lui l'amour est nécessaire comme jeu physique. Hors de là toute sa vie est au travail.

. . . . . .

Tu apprécieras ma confiance, chère mère, et ton esprit comprendra, je l'espère, ce que tes principes pourraient blâmer de ma conduite actuelle. J'ai besoin de santé, de bonheur, d'action; je n'ai pas de préjugés, je me laisse aller au courant. Assez longtemps je lui ai résisté et sans succès [2].

De ce qui précède, il est facile de se faire une idée exacte de ce qu'était réellement madame Marbouty et il fallait toute la naïveté de Balzac pour s'embarrasser d'une semblable compagne de voyage.

Finissons-en tout de suite — et pour n'y plus revenir — avec cette muse de département. Elle fut donc la compagne de Balzac pendant son séjour à Turin, où elle fût fêtée par les amis qu'il s'y fit et elle revint à Paris avec lui en passant par le Simplon et par Genève. De retour en France, les relations entre la dame et le romancier ne tardèrent pas à se ralentir quoiqu'ils se vissent encore de temps en temps. En 1842 Balzac lui dédia la réimpression de *la Grenadière*.

1. Nul n'en saura rien! Vaine illusion. Tout finit par se savoir. Le 19 mars suivant, le *Vert-Vert* publiait un article intitulé : *Une muse de Limoges...*

2. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

A Caroline. A la poésie du voyage,
Le voyageur reconnaissant,
de Balzac.

Mais il fit disparaître cette dédicace dans les éditions postérieures, justement blessé du rôle que Claire Brunne lui avait fait jouer dans *Une fausse position*, le « livre d'une grande valeur », dont nous avons parlé. M. de Lovenjoul cite encore quelques courts billets échangés entre madame Marbouty et Balzac, reproches aigres-doux de n'avoir pas été invitée à une lecture de l'*École des Ménages* faite chez le marquis Astolphe de Custine et demande impérieuse d'une place pour la première de *Vautrin*[1]. Même après la mort du romancier madame Marbouty ne lâche pas sa proie. Elle revient à chaque instant sur ses courtes relations avec Balzac, car elle comprend que ce voyage à Turin sera la grande aventure de sa vie. Nous avons vu la singulière lettre qu'elle imagina, en l'attribuant à Balzac lui-même, et dans laquelle elle lui fit raconter, à sa manière, ce même voyage. Trente et un ans après la mort de sa victime, elle écrit encore *sous sa dictée spirite* (le 15 août 1881, rue de Berri, Paris, achevé le 22 novembre suivant) une nouvelle relation de ce *Voyage d'Italie*. C'est une sotte et, en plusieurs endroits, textuelle reproduction de la première lettre et qui finit par ces mots :

Adieu, cara, adieu ma bien-aimée. Je descends des hauteurs où Dieu m'a placé pour vous voir, vous parler, vous aimer, en attendant la mort qui réunit ceux qu'on a aimés sur la terre.

Quatre ans plus tard elle revient encore à la charge. Voici ce qu'en dit *un bibliophile comtois* dans *l'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* des 10, 20, 30 septembre 1919 :

En 1885, Arsène Houssaye, interrogé par un abonné de *l'Intermédiaire* sur une prétendue sœur de Balzac, morte à l'hôpital Beaujon et sur les derniers moments du romancier, répondit qu'il publierait bientôt une *Vie de Balzac*. A la suite de quoi une dame auteur établie à Limoges, madame Claire Brunne, écrivit une lettre assez étrange dans laquelle elle mettait le questionneur en garde contre les révélations éventuelles d'Arsène Houssaye et offrait de lui fournir des renseignements authentiques sur l'auteur de la *Comédie Humaine*, qu'elle avait, disait-elle, longtemps et beaucoup connu et qui lui

1. Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul : *Autour de Honoré de Balzac.*

faisait confidence non seulement de ses Manuscrits, mais encore de ses *Mémoires*.

Ch. Nauroy — dont par parenthèse le décès survenu à la fin de 1918 a passé à peu près inaperçu — ne pouvait manquer d'intervenir dans le débat et d'y laisser tomber une goutte de vinaigre. Dans le tome Ier du *Curieux* (p. 168) il faisait paraître l'entrefilet suivant :

« *L'Intermédiaire*, pour punir M. Arsène Houssaye de s'être désabonné, publie une lettre baroque signée Claire Brunne, où les jésuites figurent d'une façon assez imprévue et qui annonce des documents inédits sur Balzac. Nous verrons bien. »

Claire Brunne n'est autre que le pseudonyme d'une dame Marbouty, née Piétiniaud de Lacoste, auteur dramatique et romancière, berrichonne comme George Sand, à qui elle ressemblait, paraît-il, beaucoup. En juillet et août 1836, habillée en homme et sous le nom de Marcel, elle fit avec Balzac une fugue à Turin, dont on peut lire le récit dans le *Autour de Balzac* de Spoelberch de Lovenjoul.

Elle ne donna, d'ailleurs, aucune suite à son offre de renseignements sur son illustre compagnon de voyage, et, de son côté, Arsène Houssaye n'a pas, que je sache, publié la *Vie de Balzac* annoncée, à moins qu'on ne considère comme telle les deux courts chapitres consacrés au grand homme dans ses *Confessions* parues en 1885, et qui ne nous apprennent pas grand'chose de nouveau sur son compte.

Ce qu'il serait intéressant de savoir, c'est si, comme l'a affirmé madame Claire Brunne, Balzac a laissé des *Mémoires* manuscrits. L'érudit conservateur de la collection Spoelberch de Lovenjoul à Chantilly serait peut-être en mesure de nous renseigner à cet égard.

Nous pensons que les documents que madame Marbouty se vantait de posséder sont précisément les récits faits par elle-même de l'expédition de Turin et la lettre — beaucoup plus importante — qu'elle adressa à sa mère, de cette ville. Très probablement M. de Lovenjoul, mis en éveil par l'article de *l'Intermédiaire*, s'adressa directement à madame Marbouty qui lui céda lesdits documents contre espèces sonnantes. — La date d'une lettre qu'elle écrivit à M. de Lovenjoul confirme le bien fondé de cette supposition[1].

Dans ses différentes élucubrations sur Balzac et dans la lettre qu'elle adresse à sa mère pendant le séjour à Turin, Madame Marbouty laisse volontiers entendre que son illustre compagnon de voyage était fort épris d'elle. Doit-on en conclure que des relations intimes aient existé entre les deux voyageurs?

Une plaisanterie d'Alphonse Karr permettrait de supposer

1. Janvier 1885.

qu'il n'eût tenu qu'à Balzac, et nous le croyons volontiers, de remporter une facile victoire. Voici ce que l'auteur des *Guêpes* raconte :

« Il y eut un moment une petite coterie, où, pour exprimer qu'une chose était impraticable, on donnait avec un sérieux imperturbable la raison que voici :

« Le roi de Sardaigne est bien sévère! »

C'était Balzac qui était l'auteur de la formule. Il avait quelque temps auparavant voyagé dans les États Sardes d'alors; entre autres aventures, il avait plu à une douairière du pays, qui se mit à le combler d'attentions inquiétantes. Balzac avait juste les vertus de la chaste Suzanne qui refuse de prendre pour amants deux vieillards chassieux et répugnants : j'aime ces grands exemples qui ne sont pas difficiles à imiter. Balzac eut peur et un jour il s'avisa de raconter à la Matrone une histoire de son invention qu'il attribua sans façon au roi de Sardaigne. Ce monarque, selon le romancier, avait surpris deux amants occupés à s'aimer et à « se le dire »; il leur fit trancher la tête. La « belle » ne parut pas découragée et continua héroïquement ses démonstrations. Quand Balzac voyait le danger imminent, il prenait la figure « patibulaire » d'un condamné à mort et disait avec un grand soupir :

« Oh! Madame, le roi de Sardaigne est bien sévère [1]. »

L'anecdote est amusante et elle a circulé à Turin à l'époque du voyage; seulement il ne s'agissait pas d'une douairière piémontaise, vis-à-vis de laquelle la réponse de Balzac aurait eu peu de valeur, mais bien de Madame Marbouty elle-même, ce qui est certes plus vraisemblable.

Ajoutons que neuf ans après le voyage, Balzac écrivait à l'étrangère qui l'avait assez indiscrètement interrogé, ces mots qui semblent décisifs :

La poésie du voyage [2] n'en fut que la poésie et pas autre chose. Je vous dirai naïvement ce qu'il en fut, et, quand vous serez à Paris, je vous la montrerai pour votre punition; vous verrez que jamais je n'eus de goût pour ces femmes qui, semblables à Madame de Lamartine, inspirent des vers de vieille comédie :

Et parbleu, chevalier, je veux être un coquin,
Si ce diable de nez n'est pas en bleu turquin

avec lesquels j'ai fait pouffer de rire tout un salon, où l'on me demandait mon avis. C'était, *cara diva*, une intime de madame Carraud. Je ne l'ai plus revue depuis. Quant à son esprit, il était charmant [3].

1. Alphonse Karr, *Le livre de bord*, II, 305.
2. Voir la première dédicace de *la Grenadière*.
3. *Lettres à l'Étrangère*, II, 116.

On ne parle pas ainsi d'une femme qu'on a aimée. Madame Marbouty n'a donc été que la Laure de ce Pétrarque.

Nous ignorons la date de la mort de madame Marbouty et ne savons rien de ses dernières années. Si l'on était tenté de taxer de sévérité le jugement que nous avons porté sur elle, nous nous bornerions à citer ce passage d'une lettre que George Sand, ordinairement si accueillante et si bienveillante, lui adressa le 18 mai 1843 :

Je ne sais point mentir à qui me parle franchement et je crois, madame, que dans ce cas-là la politesse est une raillerie ou une lâcheté. J'ai bien dit, il est vrai, que votre manière d'être ne m'était pas sympathique, à cause d'une grande tension d'amour-propre que j'ai cru remarquer en vous et qui est la maladie de presque tous les esprits supérieurs de notre époque [1].

Mais ne soyons point trop sévère pour madame Marbouty; n'oublions pas que nous lui devons de précieux détails — si saugrenus soient-ils — sur le voyage de Turin et que Balzac s'est sans doute souvenu de cette muse de département lorsqu'il fit le portrait de madame Bargeton (*Illusions perdues* datées précisément de juillet-novembre 1836) et plus tard celui de madame de la Baudraye.

A Turin, Balzac n'avait pas tardé à entrer en relations avec les personnes les plus distinguées du Piémont. Le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris et le marquis de Brignole, ambassadeur de Sardaigne, lui avaient donné de nombreuses lettres de recommandation pour leurs amis de Turin. Une de ces lettres, qui est signée par un membre de l'ambassade de Sardaigne, le baron Nasi, se trouve à l'Académie royale des Sciences de Turin. Elle est adressée au comte Frédéric Sclopis de Salerano (et non de Salerno comme l'écrit Gabriel Ferry dans la *Grande Revue*, ou de Solerano ainsi que l'orthographie M. de Lovenjoul dans *Autour de Honoré de Balzac*, p. 290), un des personnages les plus distingués de la haute société piémontaise d'alors.

Paris, le 18 juillet 1836.

Monsieur et cher Comte,

M. de Balzac dont vous connaissez sans doute les ouvrages littéraires et à qui M. l'ambassadeur d'Autriche porte un intérêt parti-

1. George Sand, *Correspondance*. Calmann-Lévy. Paris, 1882. Vol. II, p. 262.

culier a le projet de faire un voyage à Turin pour y défendre une cause de M. Guidoboni-Visconti.

S. E. M. le marquis de Brignole, d'après le désir que M. le comte d'Appony lui en a témoigné, s'est déterminé avec plaisir à donner à M. de Balzac quelques lettres de recommandation et m'a chargé de le recommander à quelqu'un qui soit en position de lui donner les directions et les conseils dont il peut avoir besoin en arrivant à Turin.

Connaissant votre extrême obligeance et votre penchant naturel à lier connaissance avec les personnes qui jouissent d'une réputation littéraire, je n'ai point hésité, monsieur et cher Comte, à vous adresser M. Balzac dans la persuasion où je suis que vous voudrez bien accueillir cet homme de lettres avec cette bienveillance et cette grâce qui vous caractérisent.

M. le marquis de Brignole et moi nous partagerons la reconnaissance de M. Balzac pour tout ce que vous pourrez faire d'agréable pour lui.

Veuillez offrir l'hommage de mon respect à madame votre Mère et agréer l'assurance des sentiments aussi affectueux que distingués que je vous ai voués depuis si longtemps et avec lesquels j'ai l'honneur d'être, monsieur et cher Comte,

Votre très dévoué serviteur,

NASI

Dans le blanc qui précède la signature l'ambassadeur voulut lui-même confirmer cette recommandation par quelques mots :

Permettez, monsieur le comte, que j'ajoute ici moi-même l'expression de mes remerciements ainsi que l'offre de mes services toutes les fois qu'ils pourraient vous être bons à quelque chose. N'oubliez pas, je vous prie, de faire agréer à madame votre Mère mes hommages les plus respectueux.

BRIGNOLE[1]

Personne n'était plus indiqué que le comte Sclopis pour introduire Balzac dans la haute société piémontaise. Sa mère, née comtesse Peyretti de Condove, prit le romancier en sympathie et se chargea de le présenter dans les maisons les plus agréables de Turin. Ce fut par elle qu'il connut une Française qui fut une femme de bien, la marquise de Barol née Colbert, dont le nom est inséparable de celui de Silvio Pellico, la marquise de Saint-Thomas, le célèbre abbé Gazzera[2], la mar-

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

2. Gazzera (Abbé Constantin), 1779-1859, célèbre bibliographe, archéologue et critique littéraire. Homme d'une haute piété et chrétien convaincu, il se lia assez intimement avec Balzac avec lequel il correspondit pendant quelque temps. L'abbé Gazzera était un bibliophile passionné et Balzac crut lui faire plaisir en lui renvoyant un exemplaire sur papier de chine du *Livre mystique*. Mais quelque temps avant sa mort l'abbé, pris de scrupules religieux, détruisit

quise de Rumigny, femme de l'ambassadeur de France à Turin et cette charmante marquise de Cortanze dont il se souvenait encore l'année suivante à Milan.

Le comte Sclopis, qui fut depuis ministre de la Justice, membre correspondant de l'Institut de France, Président du Sénat et chevalier de l'Annonciade, était lui-même un lettré distingué. Des relations intimes ne tardèrent pas à se former entre Balzac et lui pendant le très peu de temps qu'ils eurent l'occasion de se voir et de s'apprécier réciproquement. En effet, peu de jours après l'arrivée de Balzac à Turin, le comte Sclopis dut s'en éloigner pour affaires et avant de partir pour la Savoie et Genève, il laissa à son nouvel ami cet aimable billet :

Turin, 9 août 1836.

Les adieux sont toujours pénibles lorsqu'il s'agit de quitter des personnes auxquelles on prend un véritable intérêt; c'est pour ne pas aggraver encore le regret que j'éprouve en me séparant de vous, que je me suis interdit de venir vous rendre mes devoirs ce soir. Je compte sur le « je reviendrai » que vous avez écrit. Je vous prie de ne point m'oublier auprès de votre charmant compagnon de voyage. Notre sexe n'oserait sérieusement le revendiquer, de crainte de le perdre dans l'autre. Dites-lui qu'il nous éclaircisse le mystère. Soit qu'on l'attribue au dévouement ou à l'indépendance, il ne fait qu'exciter notre attention. Si vous ne dédaignez pas cette attention nous aurons le mot de l'énigme.

FRÉDÉRIC SCLOPIS [1]

Le même jour, Balzac ne voulant pas être en reste de courtoisie avec son correspondant, lui répondit :

Turin, 9 août 1836.

Nous ne voulons pas vous laisser partir sans vous dire ici, puisque nous ne pouvons pas le dire de vive voix, combien nous sommes touchés de votre gracieux accueil et des bontés différentes qui se rencontrent dans votre bonté. J'en suis particulièrement reconnaissant, parce qu'à part ce que vous deviez peut-être à mes recommandations, je suis fier d'un petit bout de sympathie, et, comme vous

les volumes de Balzac qu'il possédait et les lettres qu'il avait reçues du romancier.

Le Vicomte de Lovenjoul parle de ce volume du *Livre mystique* comme le seul connu imprimé sur chine. Il en existait, en tout cas, un second exemplaire que l'auteur avait promis d'apporter à madame Hanska avec le manuscrit de *Séraphita* (*Lettres à l'Étrangère I.* 278).

L'abbé Gazzera était ami de Panizzi le célèbre correspondant de Mérimée.

1. Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul : *Autour de Honoré de Balzac.*

êtes une belle et noble âme, il faut s'enorgueillir de ces sentiments commencés. Vous ne m'avez pas dit le « Soyons amis « piémontais, peut-être pour me laisser le privilège de vous le dire le premier. Je me fais Piémontais pour un moment et vous confie nos intérêts comme à un vieil ami. Vous ne vous étonnerez pas de me voir vous souhaiter un bon voyage et tous les plaisirs que vous désirez. Je voudrais, dans ces cas-là, avoir la puissance de Dieu pour réaliser les rêves de ceux que j'aime.

Quant à mon compagnon de voyage il vous envoie mille gracieusetés. Ce n'est certainement pas ce que vous croyez qu'il est. Mais je me repose sur la grâce chevaleresque qu'il a distinguée dans votre caractère pour que vous soyez bon pour lui. Je vous dirai (donc) de ne jamais le reconnaître, car c'est une charmante, spirituelle et vertueuse femme, qui, n'ayant jamais (eu) la chance de respirer dans sa vie l'air de l'Italie, et pouvant filouter vingt jours sur les ennuis du ménage, s'est reposée sur mon âme pour un inviolable secret et une retenue scipionesque. Elle sait qui j'aime et y a trouvé la plus forte des garanties. Appuyée là-dessus, elle s'est amusée, pour la seule et unique fois de sa vie, à mener la vie de garçon. Elle a une si haute opinion de vous que, quand vous pourrez revoir la femme, grande et honorée, elle vous accueillera sans rougir.

Voilà le roman au dernier chapitre. Trouvez-y une amitié vive et le regret de vous avoir si bien connu en peu de temps, car les regrets sont en raison de ce que l'on perd. Le terme de vingt jours est celui de la pantoufle verte de Cendrillon. Il faut que Marcel [1] reprenne son diadème de femme et quitte sa cravache d'étudiant!

Addio. Avant que je vous revoie, je vous écrirai souvent sur nos affaires [2]? Vous voyez que l'égoïsme est à côté du dévouement de votre dévoué serviteur,

DE BALZAC

Mes respects, sous leur forme la plus gracieuse, à madame la comtesse Sclopis [3].

Mais les relations ne devaient pas s'arrêter là et, à Paris, Balzac n'oublie pas le comte Sclopis, comme nous le voyons par la lettre suivante :

Paris, 1er septembre 1836.

Cher Comte,

Nous avons fait, Marcel et moi, un très fatigant voyage, car il a fallu voir tant de choses (le lac Majeur, le lac d'Orta, le Simplon, la

1. Marcel, nom qu'avait adopté Madame Marbouty, habillée en homme, en souvenir du serviteur de Raoul de Nangis dans *les Huguenots*. Cet opéra avait été représenté pour la première fois le 29 février de cette même année 1836.

2. Allusion aux affaires du comte Guidoboni-Visconti au règlement desquelles le comte Sclopis s'était intéressé.

3. Lettre conservée à l'Académie royale des Sciences de Turin.

vallée de Sion, le lac de Genève, Vevey, Lausanne, la Valseline, Bourg et sa belle église), que le temps nous manquait, et nous le prenions sur notre sommeil. Nous vous avions cherché à Genève, mais en vain. Nous nous sommes promenés à toutes les promenades : « Et point de Sclopis ! » s'écriait Marcel.

Arrivé à Paris, j'ai été pris au collet par les affaires. Puis un violent chagrin m'attendait [1]. J'ai perdu pendant mon absence une personne qui était la moitié de ma vie, en sorte que vous me pardonnerez le retard qu'a éprouvé ma lettre et l'envoi des livres que je vous avais destinés. Ce sont les trois ouvrages que j'ai le plus soignés. Quand j'aurai fini les deux derniers volumes des douze premiers de mes *Études de Mœurs au XIXe siècle*, vous les recevrez tous, car j'ai hâte de vous prouver que je ne suis ni ingrat, ni Français, dans le sens d'oublier des promesses que nous passons pour prodiguer.

. . . . . .

L'entraînement de ma vie est tel ici, que j'ai commencé cette lettre le premier du mois, et que je n'ai pu la reprendre qu'à la fin. Je prends le parti de vous l'envoyer par la poste, car il n'est pas sûr que l'ambassade puisse envoyer immédiatement vos deux paquets. Je n'ai pas encore remis votre livre à M. Beugnot. Mais demain matin il partira.

J'espère que ce que j'envoie à M. l'abbé Gazzera lui parviendra fidèlement. C'est en qualité de bibliophile un exemplaire sur papier de Chine de la première, quoique mauvaise édition du *Livre mystique*. Je l'ai mis dans l'envoi au marquis de Saint-Thomas.

J'ai repris la vie du forçat littéraire. Je me lève à minuit et me couche à six heures du soir. A peine ces dix-huit heures de travail peuvent-elles suffire à mes occupations. Le contraste de ma vie studieuse et des vingt-six jours de dissipation que je me suis donnés me fait un singulier effet. Il y a des heures où je crois avoir rêvé. Je me demande si Turin existe. Puis en pensant à votre gracieux accueil, je m'aperçois que ce n'est pas un songe.

Je vous supplie, au nom de ce commencement d'amitié, qui s'augmentera, je l'espère, de veiller au cher petit procillon et à notre bon avocat Colla, à qui je vous prie de rappeler moins le client que l'admirateur de ses belles et nobles qualités. Qu'il prenne les intérêts de monsieur et madame Guidoboni-Visconti sous son oreille gauche ! [2]

Ne doutez pas, cher Comte, que parfois, au milieu de mes longues veilles et entre deux épreuves, ne surgisse un souvenir de mon séjour et de vos gracieusetés. Je ne vous enverrai point les *Études Philosophiques* in-douze. J'attendrai que cette édition turpide, destinée à nos petits cabinets littéraires, soit terminée et réimprimée en un glorieux in-octavo, pour vous en faire honneur, car alors le style sera meilleur et les idées plus complètes. D'ailleurs peut-être vous

1. La mort de la Dilecta, madame de Berny, le 27 juillet 1836.
2. L'avocat Colla était sourd d'une oreille.

l'apporterai-je moi-même, avec les *Études de Mœurs au XIX*e *siècle*, car je reverrai l'Italie.

Je compte sur votre obligeance pour me rappeler au souvenir de toutes les personnes que vous m'avez fait connaître, et pour mettre aux pieds de madame la comtesse votre Mère, mes plus respectueux hommages; et veuillez me mettre au nombre de ceux qui vous disent tout en vous serrant affectueusement la main : v(otre) d(évoué) s(erviteur).

DE BALZAC

Si vous m'écrivez, adressez à « madame Vve Durand, rue des Batailles, 13, Chaillot-Paris », sous double enveloppe. Ceci est le secret de ma retraite, où ni la garde nationale — qui pendant mon absence m'a condamné à dix jours de prison — ni personne, ne me sait ni ne m'importune.

Oh! comme j'aimerais dans six mois, à redescendre le Mont Cenis! Mais il faut mettre au jour bien des volumes, de pernicieuses compositions (du moins pour ma santé), de douloureuses phrases!

Addio!

Sur le dos d'une copie de cette lettre qui se trouve à Chantilly, M. de Lovenjoul a écrit ce qui suit :

Lettre curieuse en ce qu'elle établit la présence de Balzac à Turin le 9 *août* 1836. *Or, madame de Berny étant morte le* 27 *juillet* 1836, *elle prouve que Balzac est parti en compagnie pour l'Italie à peine quelques jours après cette mort.*

Il y à là une erreur qui a pu être causée par un passage d'une des *Lettres à l'Étrangère* (I, 340) :

Depuis un an je ne l'avais pas vue, et je ne l'ai pas vue non plus à ses derniers moments. Voici pourquoi. A l'instant où j'aurais dû être à Nemours, j'étais obligé de liquider à Paris la *Chronique*, etc...

Or Balzac est arrivé à Turin le 30-31 juillet (*Gazzetta Piemontese*, 2 août 1836, nº 172). S'il faut en croire madame Marbouty (lettre du 2 août), le voyage aurait duré cinq jours. Ainsi les deux voyageurs seraient partis de Paris vers le 25 juillet, deux jours avant la mort de madame de Berny et ce n'est qu'à son retour à Paris que Balzac apprit la fatale nouvelle. Il écrit au comte Sclopis que le voyage a duré vingt-six jours. Ce serait donc vers le 21 ou le 22 août qu'il est rentré à Paris. Du reste Balzac ne disait pas toujours l'exacte vérité à la dame de Wierzchownia... Dans une des lettres adressées à l'énigmatique Louise, il écrit :

« J'ai été obligé d'aller en Italie et d'en revenir en vingt jours. J'arrive aujourd'hui 22 août et je trouve votre lettre [1]. »

La dernière lettre que nous connaissons de cette intéressante correspondance est celle que le comte Sclopis écrivit à Balzac aussitôt après avoir reçu la précédente.

Turin, 5 octobre 1836.

J'ai bien regretté, mon cher monsieur Balzac, de n'avoir connu que trop tard le changement apporté dans la direction de votre voyage de retour en France. Tandis que je vous croyais sur les rivages parfumés de la Corniche, vous vous dirigiez vers le Simplon et la Suisse. Si j'avais pu croire d'être si près de vous, j'aurais cherché le moyen de vous revoir et j'aurais été charmé de me présenter à M. Marcel comme le cicerone de Genève et d'Aix.

Veuillez dire à votre aimable compagnon de voyage que je le prie de me garder une petite place dans son souvenir. Je me crois en droit d'obtenir cette faveur, par le prix tout particulier que j'y attache.

Je suis bien fâché d'apprendre que vous avez éprouvé une vive et profonde affliction; la surcharge de travail qui pèse sur vous pourra encore produire l'effet d'une distraction, qui, pour être forcée, n'en sera pas moins active.

A part cela, nous ne saurions encore vous plaindre puisque vos veilles sont toujours si fécondes en résultats qui excitent, entraînent, absorbent l'attention de tant de milliers de lecteurs. Grâce à cette espèce d'ubiquité humaine qui n'est départie qu'aux gens de lettres, j'ai pu m'entretenir avec vous pendant mon petit voyage de Savoie. J'ai lu *le Lys dans la Vallée* et je ne saurais jamais assez vous dire combien j'ai admiré l'évidence de ces caractères de femmes que vous avez tracés. Vous avez bien sondé le cœur humain, et dans l'exposé de ces vicissitudes, à la fois simples et touchantes, de la vie intérieure il y a une vérité qui va à l'âme. Le caractère angélique de madame de Mortsauf m'a vivement ému. Recevez cet aveu comme l'hommage d'un lecteur qui ne s'abandonne au *sentimentalisme* que lorsqu'il est vrai, et borné à l'action puissante du naturel dans son expression la plus pure.

Je recevrai avec beaucoup de reconnaissance les livres que vous avez eu la bonté de me destiner. Ce présent me sera d'autant plus cher qu'il me viendra comme une preuve de l'amitié dont vous m'honorez, témoignage flatteur d'un sentiment que je partage bien sincèrement. L'abbé Gazzera a reçu avec un transport de reconnaissance, tout à fait digne d'un bibliophile, l'annonce de l'envoi sur papier de Chine du *Livre mystique*. Il se réserve à vous en remercier plus particulièrement.

1. *Correspondance*, I, 369.

Songez quelquefois à vos amis de Turin, mon cher monsieur de Balzac; vous avez pris l'engagement de faire une visite à l'Italie, et vous devez vous arrêter encore à la loge du portier, rôle qui a parfois coûté cher au Piémont. Nous aurons soin de vous retenir quelque temps avant que de vous introduire dans l'intérieur de cette péninsule, si riche en souvenirs et en monuments *di un tempo che fù*.

Ma mère, très sensible à ce que vous lui avez fait dire, me charge de vous offrir ses compliments les plus distingués. Tous nos amis que vous avez connus ici désirent de vous être rappelés. Comme nous sommes au temps des vacances, M. Colla se trouve à sa campagne... Je vais lui écrire pour ne pas retarder d'un instant vos sollicitations. Il y a quelque temps, nous avons causé ensemble de l'affaire dont vous lui avez confié la direction. Il m'a dit vous avoir écrit plus d'une lettre à ce sujet. Les avez-vous reçues?

Si vous avez quelques ordres à donner pour le Piémont et les pays qui l'avoisinent, songez que personne ne sera plus empressé de les remplir que votre d(évoué) serviteur.

FRÉDÉRIC SCLOPIS

Les quelques lettres que nous avons reproduites représentent tout ce que l'on a retrouvé jusqu'ici de la correspondance de Balzac avec l'aimable gentilhomme piémontais. Mais nous avons de bonnes raisons pour croire qu'il en existe d'autres, ne fût-ce que celles qui accompagnèrent les envois de livres au comte Sclopis et les remerciements que celui-ci adressa très certainement à leur auteur. Nous trouvons en effet sur le faux-titre du premier volume du *Médecin de Campagne*, Paris, 1836, in-8° :

Offert à Monsieur le comte Sclopis de Salerano par un voyageur reconnaissant de ses amicales gracieusetés

de Balzac.

et sur le second volume :

Offert à Monsieur le comte Sclopis de Salerano par un voyageur reconnaissant de ses gracieusetés amicales.

de Balzac.

C'est ensuite *le Livre mystique, les Proscrits, Histoire intellectuelle de Louis Lambert*, Paris, 1836 (in-8°). Nous trouvons sur le premier volume :

Offert à Monsieur le comte Sclopis de Salerano par un auteur orgueilleux de lui offrir ce livre.

de Balzac.

Paris, 1er septembre 1836.

La même dédicace se trouve sur le faux-titre du second volume *le Livre mystique* : *Seraphita.*

Ces trois ouvrages représentent l'envoi annoncé dans la lettre de Balzac datée du 1er septembre.

Du reste, le comte Sclopis et Balzac se revirent certainement l'année suivante, comme nous le dirons plus loin.

Le hasard avait fait que Balzac se retrouva à Turin avec deux jeunes mariés, le comte Faustino Sanseverino-Vimercati-Tadini de Milan et sa femme Françoise-Séraphine née Porcia qu'il avait connus l'année précédente à l'ambassade d'Autriche à Paris et avec lesquels il s'était assez rapidement lié d'amitié. La comtesse Sanseverino était alors une fort jolie femme de vingt-huit ans, très au courant du mouvement littéraire français, ayant de nombreuses relations dans la haute société parisienne et passant à juste titre pour une personne d'une rare distinction. Avec elle, comme avec la charmante marquise de Cortanze [1], Balzac trouva à qui parler et sans aucun doute, il dut à ces deux amies, quelques-unes des heures les plus agréables qu'il passa à Turin. Il n'y a donc pas à s'étonner s'il pria la comtesse Sanseverino de lui donner des lettres de présentation pour quelques-uns de ses parents et de ses amis de Milan, où comme nous l'avons dit, il croyait se rendre en quittant Turin et où il finit par ne pas aller, n'ayant plus assez d'argent pour subvenir aux frais de ce voyage. Entre autres lettres, madame Sanseverino lui en donna une pour une de ses amies, madame Maffei, dont nous ne connaissons qu'un fragment, souvent cité, et qui est en quelques lignes un portrait de l'illustre romancier :

1. La Marquise Roero de Cortanze, née Faustine de Castellengo, naquit à Turin en 1798 et mourut à Nice en 1872. La reine Marie-Thérèse, femme de Charles-Albert, lui avait voué une profonde amitié et depuis son mariage jusqu'à sa mort elle l'eut près d'elle en qualité de dame d'honneur. Très intelligente, très spirituelle et surtout *très française*, la marquise de Cortanze devait tout naturellement plaire à Balzac qui trouva chez elle un écho des salons de Paris. A Turin on citait ses mots à l'emporte-pièce qui n'épargnaient personne, pas même, paraît-il, les têtes couronnées. On a d'elle plusieurs ouvrages en français, entre autres une *notice sur la reine Marie-Thérèse de Sardaigne* (Turin, Bocca, 1857) qui n'eut pas l'heur de plaire au roi Victor-Emmanuel II, lequel se refusa à en accepter la dédicace. Mais la marquise de Cortanze a laissé un ouvrage autrement intéressant, quatre volumes de *Mémoires* qui embrassent tout le règne de Charles-Albert et dont le manuscrit à passé mystérieusement en Angleterre. Ces *Mémoires* verront-ils jamais le jour?...

Vous vous l'imaginez peut-être grand et élancé, pâle et décharné, avec une de ces physionomies qui sont déjà l'expression de l'inspiration, de la poésie? Gardez-vous de vous faire de si belles illusions! C'est un petit homme, gras, joufflu, tout rond, rubicond, mais avec deux yeux d'un noir intense, deux yeux qui jettent du feu lorsqu'il s'anime, le feu que l'on retrouve sous sa plume. Et savez-vous qui l'accompagne? Un page, le page du Lara de Byron, un adolescent à la voix suave, aux mouvements d'une douceur et d'une souplesse extrême... une femme enfin!

M. Raffaello Barbiera, qui cite ce fragment de lettre, dans son *Salon de la comtesse Maffei*, a été induit en erreur en le datant de 1837 et cette erreur a été tout naturellement répétée par les nombreux écrivains qui l'ont copié et pillé. De là des commentaires sans fin sur cette femme habillée en homme, qui devait accompagner Balzac à Milan, et qui n'y vint pas, pour la bonne raison qu'elle n'était venue qu'à Turin et que l'aventure datait de l'année précédente.

Le séjour à Turin, qui ne devait être que d'une dizaine de jours, fut coupé par une excursion à Superga, ainsi que le raconte l'ineffable madame Marbouty :

L'écuyer du roi de Piémont *(sic)* vint vous offrir — on se souvient qu'il s'agit d'une lettre que Balzac est censé lui avoir adressée — de monter à cheval avec lui et visiter la Superga, tombeau des princes de Savoie. On mit l'écurie royale à votre disposition. Vous montâtes sur une selle à l'anglaise avec votre costume d'homme. En Italie, pays des voyageurs, rien n'étonne.

Rien n'étonne, c'est beaucoup dire, mais passons.

Un autre jour Balzac doit avoir fait une course à Castellar Guidobono, près de Tortone, où la famille Guidoboni avait autrefois un château et de vastes propriétés et il s'y rendit sans aucun doute pour les affaires de son ami le comte Émile. Cette première phase du règlement de la succession Guidoboni, nous voulons dire celle qui se rapporte au voyage de Turin, est entourée d'obscurités et il n'est guère facile d'y voir clair. Nous avons vu que le comte Sclopis avait été prié par le marquis de Brignole d'assister Balzac dans les difficultés qu'il ne devait pas manquer de rencontrer pour débrouiller des affaires compliquées dans un pays dont il ne connaissait ni la langue ni les usages. Sclopis l'adressa dès

le début à un avocat dont la renommée n'était plus à faire et dont l'intégrité était proverbiale à Turin. Luigi Colla, qui avait fait partie du gouvernement provisoire après l'abdication du roi Charles-Emmanuel, était en effet un des jurisconsultes les plus distingués du royaume. Il avait alors soixante-dix ans et ne se chargeait que par exception de défendre les intérêts de quelques amis en se faisant assister de son fils Arnold, également avocat. Mais Colla — et en ceci il nous intéresse plus spécialement — était surtout populaire pour la passion qu'il eut dès son jeune âge pour les fleurs et la botanique. Il avait un jardin à Rivoli où il élevait des plantes rares et auquel il consacrait tous les instants qu'il pouvait dérober aux austères devoirs du barreau. Ce fut là la grande occupation, la grande joie de toute sa vie et ce savant légiste, ce sévère commentateur de Pufendorf, qui devait mourir Sénateur du Royaume, oubliait, au milieu de ses fleurs, toutes les ambitions du monde et mettait Flore bien au-dessus de Thémis.

Balzac fut invité à visiter ce jardin merveilleux et ces serres fameuses et il s'y rendit accompagné de l'inévitable dame Marbouty habillée en homme. Eh bien! cette visite ne vous rappelle-t-elle pas un des plus charmants tableaux du *Cabinet des Antiques*, l'arrivée de la duchesse de Maufrigneuse, dans le costume d'un élégant lion de l'époque, chez le vieux vice-président Blondet qui la reçoit, ainsi que la rusée madame Camusot, dans sa serre, au milieu de ses fleurs chéries, de ses cactus, de ses pélargoniums? Nul doute à cet égard. Colla est certainement le modèle du vieux magistrat et les serres de Rivoli ont inspiré à Balzac une des scènes les plus originales de la *Comédie Humaine*[1].

Colla, qui était lui-même un lettré, prit à cœur la cause que représentait Balzac et il est facile de voir par ce qui nous reste de sa correspondance avec le représentant du comte Guidoboni qu'il s'employa de toutes ses forces à la faire triompher. Mais, comme nous l'avons dit, il ne nous a pas été possible jusqu'ici de découvrir exactement de quoi il

1. La seconde partie du *Cabinet des Antiques*, dans laquelle se trouve l'épisode de la serre, parut dans le *Constitutionnel*, septembre et octobre 1838. Cette date confirme donc notre assertion.

s'agissait et qui étaient les adversaires de la famille Guidoboni. Les archives de Turin sont muettes à cet égard. Tout ce que nous savons c'est que ce premier procès n'avait que de lointains rapports avec les différends survenus entre les cohéritiers de la comtesse Guidoboni-Patellani, car il durait encore, lorsque ceux-ci étaient déjà virtuellement réglés.

Ce qui est certain, c'est que des relations fort amicales résultèrent de cette rencontre de Balzac à Turin avec l'avocat Colla et son fils. Nous en avons la preuve évidente dans les quelques lettres — celles que nous connaissons — qui ont été échangées entre eux. Mais il est aisé de comprendre que cette correspondance doit avoir été bien plus considérable.

La première en date des lettres qui ont été retrouvées est de Balzac et se trouve à la *Biblioteca civica* de Turin, dans la collection Cossilla. Elle ne porte pas de date, mais M. de Spoelberch de Lovenjoul a pu la situer au 12 octobre 1837. La voici :

Monsieur Colla, avocat, Turin
Royaume de Sardaigne.

Cher maître, nous sommes bien inquiets du procès de Tortone et nous nous demandons si les Italiens ne savent faire vite qu'une chose. Mais ce petit mot n'a d'autre objet que de vous prier de m'adresser vos lettres et avis ainsi : M. Surville, rue de Ville-d'Avray, Sèvres, Seine-et-Oise. Aucune lettre qui n'est pas ainsi conçue ne me parviendrait, car une horrible loi sur les réfractaires de la garde nationale (loi qui prononce une amende et des mois de prison) m'a forcé à fuir sur la limite juste du département voisin, afin d'être à Paris corporellement quand je veux et de n'y être pas légalement. Et pour éviter d'être de la garde nationale départementale, je ne suis pas sous mon nom. Quand aurez-vous une occasion à Paris pour ce que j'ai à vous envoyer de fleurs de rhétorique qui ne valent pas celles de vos belles serres, *oïmé*!

Mille caressantes choses à votre famille et gardez-en une bonne part.

Votre dévoué,

DE BALZAC [1]

Voici la réponse à cette lettre, dont l'autographe se trouve à la Collection Lovenjoul à Chantilly :

1. *Bulletin du Bibliophile*, 15 août-15 septembre 1906.

Monsieur Surville
rue de Ville-d'Avray, Sèvres
département de Seine-et-Oise [1].

Rivoli, ce 21 octobre 1837.

Monsieur,

Nous concevons très bien vos inquiétudes au sujet du procès de Tortone, et, quoique au fait des interminables lenteurs de notre procédure, nous aurions vivement désiré de ne pas en voir un exemple aussi frappant dans une affaire qui nous intéresse au plus haut point. Une foule de combinaisons semble avoir causé ces retards. D'abord l'incident élevé par maître Montebonno (?) dès le commencement du procès, ayant pour objet apparent de forcer son adversaire à prêter la caution *judicatum solvi*, mais dont le véritable but n'était que celui de gagner du temps. Grâce aux vices de la procédure piémontaise, le résultat n'a déjà que trop répondu à cette vue, et voilà bientôt un an que le procès est ouvert sans qu'on ait pu obtenir des délibérations dans le fond. C'est pourquoi nous avons dû prendre le parti de faire appointer à décision ce malencontreux incident, et, aussitôt le jugement rendu, ce qui peut éprouver encore des retards parce qu'il faudra des conclusions de l'avocat fiscal, — et les tribunaux sont dans ce moment en vacances, — la cause sera portée en appel devant le Sénat de Turin. Ce n'est qu'alors que, l'affaire surveillée de près avec toute la sollicitude possible, il nous sera donné de la conduire à bon terme; car nous vous le disons avec regret, la personne qui nous avait paru le plus sincèrement intéressée, n'est peut-être pas étrangère à quelque dangereuse influence qui fait de beaucoup fléchir son zèle. Voilà encore une des raisons, la plus puissante peut-être, de ces retards qui se sont groupés autour de cette affaire; mais les choses sont trop avancées maintenant pour qu'on puisse écarter une coopération que nous avions tout lieu de croire sincère.

Au reste, soyez persuadé, Monsieur, que nous mettons trop de prix à la réussite d'une affaire qui nous intéresse sous tant d'égards, pour que notre sollicitude à en presser la solution ne vous soit pas complètement assurée, ainsi que vous devez l'être de la haute estime et du sincère attachement avec lequel *(sic)*, moi en particulier, j'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre tout dévoué serviteur

ARNOLD COLLA

Occupé à renserrer *(sic)* nos plantes, j'ai chargé mon Arnold de répondre à votre estimable lettre en ce qu'elle concerne l'affaire que vous m'aviez confiée; il vous a donné tous les renseignements relatifs et je m'y rapporte entièrement.

1. Au dos de la lettre se trouve l'indication : Rue des Batailles, 13, à Chaillot.

Quoique le service de la garde nationale tienne à une institution des plus salutaires dans ma manière de voir, je trouve cependant que certaines personnes, qui rendent à la société ou aux sciences de grands services, telles que vous, devraient y *(sic)* être exemptées; vous l'avez fait bon (gré) ou malgré la loi; tant mieux pour la littérature.

Quand j'aurai une occasion sûre, je vous en donnerai avis pour recevoir le don précieux que vous avez eu la bonté de m'offrir; vos fleurs de rhétorique me seront aussi avantageuses pour faire exalter davantage celles de la nature; un peu de romanticisme *(sic)* leur donne cet éclat que souvent celle-ci leur refuse.

Mon épouse et toute ma famille me chargent de vous faire leurs respects.

Votre dévoué

L. COLLA [1]

Balzac dut très certainement répondre à cette lettre, mais sa réponse n'a pas été retrouvée et ce n'est que le 10 janvier suivant que nous avons une nouvelle épître de Colla :

Monsieur Surville
rue de Ville-d'Avray. Sèvres. Seine-et-Oise.
(d'une autre main : *Rue du Faubourg-Poissonnière*, 24, *Paris*).

Turin, ce 10 janvier 1838.

Monsieur,

Le langage d'Armella est révoltant. Avec quelle effronterie ose-t-il parler de trahison, de mise à prix de sa fidélité et de semblables marchés dont le cynisme ne saurait être ni plus scandaleux, ni plus dégoûtant! Je vois à présent, et j'en suis vraiment désolé, que tout ce qu'on m'avait dit sur son compte était encore au-dessous de la vérité. Aussitôt que je l'ai su à Milan, comme il se disait calomnié par suite des persécutions de M. Montebruno, aux offres duquel il se serait refusé, j'ai voulu m'assurer du véritable état des choses pour être à même d'asseoir mon jugement sur des bases positives.

Après quelques délais que seule l'instruction de l'affaire a occasionnés, j'ai appris du juge même auquel elle est confiée que trois faux, indépendants l'un de l'autre, pèsent sur le compte d'Armella, que les preuves de son délit sont pleines et évidentes et qu'il n'est nullement question de vagues soupçons que quelque ennemi occulte aît *(sic)* suscités contre lui. Aussi les suites sont faciles à prévoir.

Armella ne pourra pas reparaître en Piémont sous le coup d'aussi graves accusations. Mais d'autre part je sens très bien qu'on ne peut pas rompre avec cet homme-là. Son influence sur les témoins qu'il faudra entendre dans notre procès est une chose trop essentielle pour qu'on puisse s'en passer et même il faut soigneusement éviter de

1. *Bulletin du Bibliophile*, 15 décembre 1906.

la faire tourner contre nous. Ceci m'explique la réserve avec laquelle M. le comte Guidoboni répondit à la fameuse épître d'Armella que vous avez mise sous mes yeux. Dans ces circonstances, vous concevez très bien, monsieur, que je ne dois pas me servir des pouvoirs dont M. Guidoboni a voulu m'investir. Il me répugnerait trop de traiter avec un homme qui marchande si honteusement sa coopération et qui nous menace à tout moment de sa trahison. Je suivrai néanmoins avec la plus grande sollicitude le cours de l'affaire avec l'avoué de Tortone; je puiserai même les renseignements qui me pourraient être nécessaires auprès d'Armella dont l'adresse m'est connue, mais l'offre d'une quote-part sur le gain du procès, je ne puis et ne dois pas la lui faire.

En voilà assez, monsieur, sur un sujet aussi déplaisant.

Ce sera par l'entremise de M. Bonafous que je pourrais enfin avoir les livres que vous avez la bonté de m'offrir. Il doit se rendre sous peu de temps à Paris et je lui remettrai votre adresse pour qu'il fasse retirer le paquet. Ma famille, et Arnold en particulier, vous remercient de votre gracieux souvenir à leur égard. Quant à moi, trouvez bon que je vous renouvelle ici l'expression de mon sincère attachement et de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

L. COLLA [1]

Cinq mois plus tard, nouvelle lettre du fils Colla, lettre qui va rejoindre Balzac à Milan où l'illustre romancier se trouve depuis près de deux mois :

Monsieur Honoré de Balzac
chez S. A. le prince de Porcia
Corso di Porta Orientale
Milan.

Turin, ce 23 mai 1838

Monsieur,

Je suis vraiment désolé de tous les retards que je vous cause très involontairement. Pourriez-vous imaginer une semblable bêtise de la part d'un avoué? Eh bien! Je reçois hier de Tortone la copie de la sentence que j'avais demandée et on oublie de la faire légaliser par le Préfet du tribunal malgré la recommandation très expresse que j'avais faite à cet égard, vu que la pièce devait être présentée à l'étranger. Il arrive en conséquence que le Ministre des Affaires étrangères se refuse d'y apposer sa légalisation ce qui fait que nous ne pouvons pas obtenir non plus celle de l'ambassadeur d'Autriche. Force a donc été de renvoyer à Tortone cette copie pour qu'on répare l'omission. Je prévois d'après cela que je ne pourrai guère vous faire l'envoi que vous attendez avant le 28 ou le 29 du courant, ce qui me cause une

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

véritable peine. J'ai reçu depuis deux jours la citation que vous aviez demandée au comte Guidoboni et je la retiens jusqu'à ce que je puisse compléter mon envoi. J'ai cru de mon devoir de vous avertir de ce contre-temps pour que vous puissiez vous expliquer ce retard.

Recevez mes civilités empressées, ainsi que celles de mon père.

Votre dévoué serviteur,

ARNOLD COLLA [1]

Cette lettre est la dernière des Colla que nous connaissions. Mais le procès qui avait fait naître cette correspondance est loin d'être terminé, car, plusieurs années après, Balzac écrivait encore au fils Colla la lettre suivante qui est inédite :

Monsieur Arnold Colla
Avocat
Turin,
États Sardes. Italie.

Cher monsieur Arnold,

Sur la réponse que vous m'avez faite, je conçois ce que vous me demandez et je pourrais vous donner des réponses satisfaisantes par-devant notaire; s'il en est encore temps, écrivez-le moi. Vous avez à faire avec des clients bien singuliers. Ni le comte ni la comtesse Visconti ne veulent aller à Turin pendant la période critique de leur procès, il faut que vous redoubliez de zèle et d'efforts; et peut-être une transaction honorable serait-elle le meilleur dénouement. Une indemnité telle quelle, de 20 à 25 000 francs au plus bas, vaudrait mieux pour l'adversaire et pour le comte G. Visconti; mais il faut demander 50 000 et les frais.

L'ouvrage où j'ai eu le plaisir de parler de votre excellent et digne père n'est pas achevé d'imprimer, il se nomme *Modeste Mignon*, je vous envoie la page où il en est question.

Mes compliments affectueux à tous les membres de la famille, mes souvenirs respectueux au grand Colla, et trouvez ici l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

DE BALZAC [2]

Nous avons eu la curiosité de rechercher dans *Modeste Mignon* le passage auquel il est fait allusion dans cette lettre :

1. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.

2. Timbre de la poste 21 octobre. L'année n'est pas lisible. Modeste Mignon a paru en 1844, ce qui prouve que le procès Guidoboni durait encore à cette date. Cette lettre qui est inédite, nous a été aimablement communiquée par le comte Luigi Cibrario de Turin, petit-fils du comte Luigi Cibrario, le célèbre historien, qui fut ministre des Affaires étrangères et qui suivit à Oporto le roi Charles-Albert.

Combien de fois un mot n'a-t-il pas décidé de la vie d'un homme? L'ancien président de la république Cisalpine, le plus grand avocat du Piémont, Colla, s'entend dire à quarante ans, par un ami, qu'il ne connaît rien à la botanique; il se pique, devient un Jussieu, cultive les fleurs, en invente et publie la *Flore du Piémont* [1], en latin, l'ouvrage de dix ans [2].

C'est ici un des nombreux cas où Balzac s'est plu à mêler aux fictions de son génie, des épisodes de la vie réelle, des allusions à des personnages connus et ce petit artifice, que l'on n'a pas relevé comme il aurait mérité de l'être, n'a pas peu contribué à donner à ses récits cette apparence de vérité et de vécu qui est une de leurs plus admirables qualités.

On a vu par les lettres qui précèdent que le comte Guidoboni avait affaire à forte partie et que ses adversaires connaissaient à merveille toutes les ressources de la procédure. Balzac se souvint sans doute d'avoir été clerc d'avoué et clerc de notaire et les conseils qu'il put donner à l'avocat Colla ont dû certainement être utiles à la cause qu'il représentait. Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit, il ne nous a pas été possible de retrouver toutes les lettres qui furent échangées entre Balzac et la famille Colla et il est à souhaiter que quelque balzacien, plus heureux que nous, réussisse à les découvrir, car elles doivent être fort intéressantes.

Après un séjour d'un peu plus d'une semaine et devant les difficultés qui lui furent suscitées par les adversaires du comte Guidoboni, Balzac dut se persuader qu'il ne parviendrait pas à régler définitivement, comme il l'espérait, l'affaire pour laquelle il était venu à Turin. Il prit donc congé de ses nouveaux amis et par le Simplon et Genève, rentra à Paris où il arriva vers le 21 août.

C'est là que l'attendait la douleur la plus cruelle qu'il eût encore éprouvée et qui devait peser sur toute sa vie : la mort de madame de Berny.

La personne que j'ai perdue était plus qu'une mère, plus qu'une amie, plus que toute créature peut être pour une autre. Elle ne s'explique que par la divinité. Elle m'avait soutenu de parole, d'action,

1. La *Nova Flora Pedemontana* publiée de 1833 à 1837, en huit volumes et trois fascicules.

2. *Scènes de la vie privée. Modeste Mignon.* Édition Houssiaux. IV. 4.158.

de dévouement pendant les grands orages. Si je vis, c'est par elle, elle était tout pour moi [1].

A Paris, Balzac devait retrouver deux de ses amis d'Italie, le comte et la comtesse Sanseverino-Vimercati, qui après un court séjour à Turin étaient revenus rue Saint-Honoré, où ils avaient pris un appartement, et où ils comptaient passer l'hiver. Lors de leur dernière rencontre, Balzac avait promis à la comtesse de lui donner un de ses romans, *les Chouans*, qu'elle n'avait pas encore lu, quoique ce ne fût plus une nouveauté, et, ne connaissant pas son adresse, il s'en était informé à la légation de Sardaigne et lui avait porté le volume.

Le lendemain il recevait le petit billet suivant :

Il y a quinze jours que nous sommes à Paris et que je cherche M. de Balzac, mais il est invisible. Je vous envoie pourtant ma carte et je vous prie d'agréer les remerciements de la comtesse Sanseverino pour *les Chouans* que vous avez bien voulu lui envoyer. Je serais bien heureux si je pouvais vous voir quelque part. En attendant croyez-moi tout à vous.

J. SANSEVERINO [2]

A quoi Balzac s'empressa de répondre :

Oui, certes, cher Comte, j'aurais bien du plaisir à vous revoir et je me mets à votre disposition. J'ai appris votre arrivée chez M. de Brignole à qui je remettais l'exemplaire que j'avais promis à votre diva contessina, car je ne suis pas Français par ma persistance à remplir les promesses dont mes compatriotes sont prodigues, et, aussitôt, je vous l'ai porté; mais je n'avais point de carte pour attester mon empressement. En ce moment je suis poursuivi par la police, qui veut me faire faire dix jours de prison pour n'avoir pas monté la garde, et poursuivi par les épreuves de plusieurs ouvrages.

Je sors donc peu, mais si vous voulez me garder le secret, vous me trouverez quand vous n'aurez rien de mieux à faire, pas très loin de chez vous, à Chaillot, rue des Batailles, 13, en demandant Auguste de Pril, mon valet de chambre, qui est le cerbère de mon taudis.

Veuillez présenter mes obéissances à madame de Sanseverino et mes respectueuses salutations à la princesse [3].

Agréez mes sentiments les plus distingués.

H. B. [4]

A M. le comte de Sanseverino.

1. *Correspondance*, I, 371, A Louise.
2. Collection Spoelberch de Lovenjoul. Chantilly.
3. La princesse Thérèse de Porcia, née comtesse de Porcia, mère de la comtesse Sanseverino.
4. Cette lettre inédite a été copiée par nous dans des archives de famille en Italie.

Dès lors les Sanseverino et Balzac se rencontrèrent fréquemment. La comtesse était en relations avec toute la haute société parisienne et fréquentait assidûment chez les Apponyi, chez les Brignole, chez les princesses Bagration et Belgiojoso où Balzac se rendait assez souvent quoiqu'il affirme le contraire à la châtelaine de Wierzchownia. Sans doute il se plaisait à évoquer avec cette aimable Milanaise le souvenir de son séjour à Turin et des personnes qu'il y avait connues, il lui confiait ses projets, lui parlait de ses travaux et même, en certains cas, lui demandait le secours de ses lumières, comme nous le voyons par la lettre suivante :

Chiarissima Contessina San Severino,

Puisque vous savez compatir aux souffrances des artistes, madame la Comtesse, seriez-vous assez bonne pour me donner, en vieil italien du XVIe siècle, ces phrases ou des phrases équivalentes :

1. L'avons-nous bien entortillé, trompé, rossé, battu...
2. Qu'il s'en dépêtre...

Vous me rendrez un grand service, mais il faut ces phrases pour demain. Jetez-les à la poste, écrites par le comte, sans rien y ajouter pour ne pas vous donner de peine et adressez à madame veuve Durand, rue des Batailles, 13. Vous me rendrez bien heureux, car je n'ai personne à qui demander cela. Excusez l'inélégance de ce billet; je l'écris à la hâte en partant pour aller rendre les derniers devoirs au grand peintre, à l'aimable et bon vieillard que nous avons perdu. C'est une grande perte, vous ne l'avez pas connu assez pour le regretter, mais c'était un homme plein d'exquises qualités et qui était sincèrement aimé par ses amis ce qui est bien rare dans le monde d'or et de fer nommé Paris où l'acier poli ressemble à de la gaze et les sentiments à des sentiments *(sic)*. Excusez-moi, je vous prie, de cette Babylone *(sic)* car nul n'est plus sincère en ses amitiés, comme en ses admirations, deux sentiments que vous excitez chez beaucoup de monde, mais que vous me permettrez de vous dire vrais chez v(otre) t(rès) h(umble) s(erviteur).

H. DE BALZAC

Quelque petit juron italien de bon goût ne ferait pas mal dans chaque phrase, mais des jurons du temps; *Corpo di baccho (sic)* était-il inventé au XVIe siècle [1]?

Madame la comtesse San Severino
333, *rue Saint-Honoré.*

1. L'original de cette lettre nous a été communiqué par le marquis Gilbert Porro-Lambertenghi, mort glorieusement pendant la guerre. L'autographe a été légué à la Bibliothèque Ambroisienne de Milan.

M. Bernardo Sanvisenti, qui a publié cette lettre dans une revue italienne *Il libro e la Stampa* du 10 décembre 1913, en fixe la date à l'année 1836 et suppose que le peintre, dont Balzac annonce la mort, était Jean-François-Léonor Mérimée, le père de l'immortel auteur de *Colomba*. Nous pensons, et en cela nous croyons qu'une erreur n'est pas possible, qu'elle fut écrite le 13 ou le 14 janvier 1837, c'est-à-dire le jour de l'enterrement du baron François Gérard. En effet, le *Secret des Ruggieri*, l'étude philosophique dans la dernière partie de laquelle se trouve la traduction demandée à la comtesse Sanseverino, a été publiée suivant l'indication de M. Spoelberch de Lovenjoul en décembre 1836 — janvier 1837, et le peintre Gérard est mort précisément le 11 janvier 1837. Les relations de Balzac avec Gérard et sa famille sont connues; il était un habitué du salon de la baronne Gérard, salon qui était célèbre à cette époque[1], il offrait ses ouvrages au grand peintre qui de son côté lui envoyait des tableaux et des dessins[2]. Enfin il écrivait le 15 janvier à madame Hanska :

Nous avons subitement perdu Gérard. Vous n'avez pas connu cet étonnant salon. Quel hommage rendu au génie et à la bonté du cœur, à l'esprit de cet homme que son convoi! Il n'y avait que des illustrations et l'église Saint-Germain-des-Prés n'a pas pu les contenir.

C'est en d'autres termes la même pensée qu'il exprime dans la lettre à la comtesse Sanseverino, et c'est là la preuve évidente que le peintre dont il annonce la mort est bien le baron Gérard.

Ces quelques lettres adressées à la famille Sanseverino sont tout ce que nous avons pu sauver de l'oubli, mais combien d'autres ont disparu ou dorment ignorées dans des collections particulières[3]? Ce qui nous est resté ne représente que le

1. Pour ne parler que de quelques Italiens, Balzac rencontrait chez les Gérard la princesse Belgiojoso, madame Pasta, la marquise Ricci, le comte Pepoli et le comte Mamiani della Rovere.

2. *Lettres adressées au baron François Gérard*, publiées par le baron Gérard, son neveu, 2e édition, 1886. Paris, Imprimerie de A. Quantin, II, 372.

3. En 1903 eut lieu à Milan la vente des collections de feu M. le Chev. Damiano Muoni, célèbre collectionneur d'autographes. Nous trouvons dans le catalogue : n° 700 Balzac (de) Honoré, cél. romancier. L. a. s. de Bz. au Comte Sanseverino, 1 p. et 5 lig. in-16. *Inégalité des Richesses*, pièce en 8 p. in-16 avec 7 lig. s. p. Balzac. Où ces deux intéressantes pièces ont-elles fini?

petit nombre de lettres et de billets donnés à des collectionneurs, car, chose curieuse, l'abbé Gazzera, la comtesse Sanseverino et sa belle-sœur, la princesse Porcia, détruisirent dans les dernières années de leur vie toute leur correspondance privée.

Nous avons vu qu'à Turin Balzac avait été présenté à la marquise de Barol. Sans doute ce nom, si connu et si vénéré en Italie, ne dira rien à nos lecteurs français et pourtant celle qui le portait était d'origine française. Juliette de Colbert était née en effet dans le cœur de la Vendée le 27 juin 1785. Son père le marquis de Colbert de Maulevrier — descendant du plus grand ministre qu'ait eu la France — émigra en Allemagne et en Hollande lorsque éclata la Révolution. Il revint dans son pays natal quand Napoléon en rouvrit les portes aux émigrés, mais quelques années plus tard, il alla s'établir à Turin où il maria l'une de ses filles au marquis Tancrède Falletti de Barol, dernier représentant d'une des plus illustres familles de l'aristocratie piémontaise.

Juliette de Colbert qui était une fort jolie personne, avait été élevée avec le plus grand soin, et à l'époque de son mariage elle était non seulement une des femmes les plus élégantes, mais encore une des plus instruites et des plus distinguées de Turin. Malgré sa qualité d'étrangère, elle conquit bien vite toutes les sympathies de sa nouvelle patrie et son salon devint en peu de temps le rendez-vous de tout ce que la capitale piémontaise comptait d'éminent dans les arts, les lettres et la politique, sans parler des étrangers de marque qui y étaient accueillis avec la plus large et la plus bienveillante hospitalité. Parmi ses amis et ses habitués, nous trouvons en effet Sclopis, que nous connaissons déjà, les Balbo, les Azeglio, Cavour, le comte de Maistre, Lamartine, Mgr Dupanloup, le duc de Broglie, pour ne citer que les plus connus.

Mais madame de Barol devait laisser d'elle un bien autre souvenir que celui d'une femme élégante et d'une reine des salons. De bonne heure elle s'était sentie attirée par les souffrances des pauvres, les misères des humbles et, privée des joies de la maternité, elle reporta sur les déshérités de ce monde, toutes les ardeurs d'une âme passionnée.

Il serait trop long d'énumérer les écoles, les asiles, les

hôpitaux fondés ou enrichis par les libéralités de madame de Barol et qu'elle faisait administrer avec un ordre, une économie et une sollicitude où l'on retrouvait les grandes qualités de son illustre ancêtre.

On sait que au sortir du Spielberg, Silvio Pellico revint à Turin où demeurait sa famille et se trouva dans l'obligation de chercher une occupation pour subvenir à ses besoins. Des considérations de santé et de convenances l'empêchèrent d'accepter des propositions qui lui furent faites de plusieurs côtés, celle entre autres — circonstance peu connue — de la reine Marie-Amélie qui lui fit demander de diriger l'éducation du duc de Montpensier.

C est alors que la Marquise de Barol l'appela à elle, le nomma son bibliothécaire et lui donna un logement dans son palais, qu'il habita jusqu'à sa mort.

Ces deux grandes âmes étaient faites pour se comprendre et pour s'apprécier; Pellico bien vite devint l'ami de madame de Barol qu'il assista dans ses bonnes œuvres avec le zèle de la charité et de la religion. Entre temps, il occupait ses loisirs à cataloguer et à augmenter la riche collection d'autographes de la marquise, collection qui était la seule distraction profane que se permît cette sainte femme.

Sans doute Balzac, lorsqu'il lui rendit visite, fut invité à écrire quelques lignes dans l'album de madame de Barol, car alors toute femme élégante avait son album; sans doute il profita de l'occasion, comme il ne manquait jamais de le faire, pour se faire donner quelque lettre intéressante destinée à M. de Hanski qui était, lui aussi, un collectionneur passionné.

Si jamais vous allez en Italie, écrivait-il à l'étrangère, je souhaite que vous puissiez voir madame la marquise de Saint-Thomas. Vous saurez combien ont coûté les autographes de Silvio (Pellico) et de Nota [1].

D'après ce que nous avons dit de madame de Barol, il paraît difficile qu'elle ait pu éprouver beaucoup de sympathie

1. *Lettres à l'Étrangère*, I.
Nous avons retrouvé à Chantilly la lettre d'Alberto Nota, auteur dramatique assez populaire de son temps, mais bien oublié depuis. Cette lettre est précisément adressée au marquis de Saint-Thomas, celui qui l'année suivante devait présenter Balzac à Alexandre Manzoni.

pour l'auteur de la *Comédie Humaine*. Ce que l'on savait de Balzac, ses éternels embarras d'argent, quelques-unes de ses œuvres dans lesquelles la morale était loin d'être toujours respectée et enfin et surtout la singulière compagne de voyage dont il s'était embarassé pour ce voyage à Turin, tout cela, avouons-le, n'était pas pour séduire une femme dont toute l'existence était consacrée à la religion et aux bonnes œuvres.

Tel ne fut cependant pas le cas. Madame de Barol comprit et apprécia sans doute les grandes qualités de cœur de son visiteur, elle le jugea avec la plus parfaite indulgence et fut gagnée par le charme de son esprit et de sa conversation qui lui rappelait la France et les années de sa première jeunesse.

Et elle conserva de lui un si agréable souvenir que, se trouvant à Paris vers la fin de cette année 1836, elle désira le revoir et lui écrivit pour le prier de passer chez elle. Cette lettre ne s'est pas retrouvée, mais nous connaissons la noble réponse qu'y fit Balzac et, par les termes mêmes de cette réponse, on comprend combien l'invitation de la marquise était cordiale et affectueuse.

Agréez, Madame, les sincères remerciements et les affectueux hommages d'un pauvre travailleur; il est bien touché, bien reconnaissant des encouragements que vous lui avez donnés, parce qu'il les croit partis du fond du cœur; et vous aurez peut-être quelque satisfaction en apprenant que, s'il continue à parcourir sa pénible carrière, c'est assurément parce que de temps à autre quelques mains indulgentes et amies le soutiennent.

Votre lettre s'est égarée en route, parce qu'elle ne portait pas mon adresse; je vous la donne ci-dessous en toute humilité.

Amitié et reconnaissance.

Pardonnez, je vous prie, la brièveté de ma lettre en faveur des travaux excessifs auxquels je me dois. J'eusse été vous offrir mes hommages en personne; mais le temps me manque même pour les choses et les personnes que j'aime le plus.

DE BALZAC

Ainsi cette femme de bien n'hésitait pas à envoyer au grand artiste qu'était Balzac l'expression de ses sentiments d'admiration et d'amitié. Quel exemple! et de quelle portée en regard de certaines femmes du monde qui n'avaient pour lui que de l'indifférence et du dédain.

Nous avons cru devoir donner en quelques mots un aperçu de ce que fut la vie de cette grande Française, devenue Piémontaise par son mariage, et qui fut un modèle sublime d'abnégation et de bonté.

Elle mourut à Turin le 18 février 1864 — dix ans après Silvio Pellico — et par son testament légua toute sa fortune, qui était considérable, aux œuvres qu'elle avait fondées. Par ce testament, qui est un chef-d'œuvre de sagesse et de prévoyance, elle recommandait au roi et aux autorités les institutions de bienfaisance qui lui tenaient au cœur par ces belles paroles qui valent la peine d'être reproduites :

« Quoique j'aie beaucoup plus en vue la vie éternelle que les intérêts matériels, cela n'empêche pas que pour l'État les résultats ne soient les mêmes, et pour le moins aussi avantageux, s'il est vrai, comme j'en ai la conviction, qu'en corrigeant, guérissant et instruisant à propos, on diminue les désordres publics et privés, et qu'en augmentant le dévouement à la religion et à l'Église, on arrive à une plus grande moralité, qui accroît le nombre des bons chrétiens et des bons citoyens. »

HENRY PRIOR

INDUSTRIES NATIONALES

ET

FRANCE D'OUTRE-MER

La France industrielle, ravagée par la Grande Guerre, va prendre, une fois reconstituée entièrement, un nouvel essor. Par Dunkerque et ses canaux, le Havre et la Seine, Marseille et le Rhône, par la Meuse et par le Rhin, elle reçoit ses matières premières qu'elle transforme aussitôt. Notre commerce, les statistiques générales des douanes l'indiquent, est dominé par ces échanges internationaux qui posent à la fois le problème de l'approvisionnement et celui des débouchés. Les exportations de tissus de laine, de coton et de soie, de lingerie et de vêtements, d'articles de mode et de luxe, supposent de considérables importations d'Argentine et d'Australie, d'Amérique et d'Extrême-Orient; nos ventes de machines, de métallurgie, etc., nécessitent d'importants achats de houille. Il nous faut nous soumettre aux exigences de la livre et du dollar.

Décrire les principaux éléments de ce trafic mondial qui enrichit le pays et assure le travail de nos populations ouvrières, ce serait faire un charmant voyage dans nos provinces, relire notre histoire, évoquer les rêves et les espoirs des inventeurs et des créateurs de chez nous.

Notre domaine d'outre-mer ne fournit qu'une infime partie des matières premières nécessaires à ce trafic mondial. Et, cependant, dans notre commerce extérieur, il se range dans

le peloton de tête. Il représente presque le dixième de nos importations, soit plus que l'Allemagne et moins que l'Angleterre, et le septième de nos exportations, soit un peu moins que la Belgique et plus que l'Allemagne y compris la Sarre. Proportions importantes puisque la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis sont nos quatre meilleurs clients et fournisseurs.

Pendant la Grande Guerre la France, dont le ravitaillement posait des problèmes angoissants, s'est trouvée dans l'obligation d'exploiter les centres de production coloniaux.

Aujourd'hui, devant la disette des matières premières qui nous menace, dans l'intérêt même des industries qui vivent du trafic international, nous sommes conduits à poursuivre, outre-mer, une politique de mise en valeur. Nous sommes, en effet, pour la soie, la laine et le coton, en présence d'une situation du marché mondial qui est déjà sérieuse.

***

Pour la soie, nous subissons les prix du Pacifique.

Les États-Unis, devenus les principaux acheteurs, ont un privilège de fait sur la soie japonaise. Il en résulte, pour l'Europe, une crise des prix.

Lyon vit au jour le jour des arrivages d'Extrême-Orient que l'Américain, depuis l'extension de son industrie, se prépare à monopoliser.

Nous n'échapperons pas à l'obligation de nous fournir au dehors, mais l'Indochine peut produire une grande partie des soies grèges que nous demandons à Canton.

Au début du siècle notre colonie travaillait sa soie pour le compte des pays d'Extrême-Orient, la qualité inférieure de ses produits ne permettant pas leur envoi régulier en Europe. Depuis, grâce à nos efforts, une partie de cette soie peut être dirigée sur la France.

Notre belle colonie, surtout si elle adopte une organisation scientifique et industrielle, nous permettra dans un certain délai de faire pression sur les cours, dans le Pacifique, et de nous affranchir partiellement d'un servage. D'autant plus

que le Levant, où nous exerçons désormais un mandat, va répondre à nos demandes pour une plus grande part que par le passé, puisque la sériciculture, ruinée pendant l'occupation germano-turque, y est maintenant relevée par les dispositions que nous avons prises.

Le coton, qui trouve aussi dans notre domaine d'outre-mer des conditions favorables à son exploitation, joue le rôle des denrées des Indes du moyen âge. Ses routes ont la superbe de celles des épices.

Produit exotique, il n'entrait, sous le Premier Empire, que pour quatre centièmes dans les besoins vestimentaires du monde civilisé, tandis qu'au seuil de ce siècle cette proportion est des trois quarts.

Répandu dans le monde entier, c'est le textile le plus abondant. Dans les échanges internationaux, il est le premier par son volume. Les besoins mondiaux augmentent de décade en décade. Cette consommation est d'ailleurs loin d'avoir atteint son maximum en Asie et en Afrique.

La presque totalité de notre coton franchit l'Atlantique, provenant de ce croissant de terres noires des Carolines au Texas et de la Louisiane à l'Oklahoma.

Norfolk, Charleston, Savannah, Mobile, la Nouvelle-Orléans, Galweston, sont autant de bases de ce pylône géant qui émet un courant commercial reçu au Havre, à Anvers, à Brême, à Liverpool, Manchester et Yokohama.

Le marché du Havre a, comme celui d'Anvers, une origine régionale et grâce à son organisation et à son marché à terme, il approvisionne l'industrie nationale de la mer aux Vosges.

Comme la filature demande la quasi totalité de son coton à l'étranger, nous sommes sous la dépendance absolue du marché international, phénomène d'autant plus regrettable à l'heure actuelle que l'on a de bonnes raisons de redouter une disette.

Aux États-Unis, malgré l'extension des cultures, la production n'a que peu augmenté, et, aujourd'hui, le cultivateur se débat contre deux fléaux. D'une part, la pénurie de main-d'œuvre due à l'exode des nègres vers les États industriels et

à une législation presque prohibitive sur l'immigration, et, d'autre part, la détérioration des récoltes par les parasites. Le rendement a diminué d'une façon très sensible depuis vingt ans. Au nord-est, filatures et tissages se créent et se développent. Le sud suit cet exemple. Chaque année on monte cinq cent mille broches nouvelles. Les États-Unis développent leurs manufactures très rapidement, si bien qu'il devient difficile, sinon presque impossible, à leurs clients étrangers de s'approvisionner.

Dès l'automne, la Fédération internationale cotonnière, sur le point de voir son activité se ralentir, et ses populations ouvrières chômer, a lancé un cri de détresse :

« Le Comité se rendant compte plus que jamais de la nécessité impérieuse d'une augmentation immédiate des approvisionnements de coton brut, insiste vivement auprès de tous les Gouvernements ayant des territoires susceptibles de produire du coton, pour qu'ils stimulent la culture du coton sur une échelle commerciale. »

Sur qui la France peut-elle compter pour ses achats? L'Égypte envoie plus de la moitié de sa production en Angleterre et une partie aux États-Unis. Les Indes, dont les filatures viennent de prendre une grande extension, absorbent la moitié de leur stock et expédient l'autre au Japon.

Le Brésil s'organise pour produire. Après les crises du caoutchouc et du café, il cherche une compensation dans la culture du coton, et des usines se créent qui pourront envoyer des cotonnades en Europe et en Afrique.

La Chine elle-même commence à consommer son coton sur place.

L'Angleterre se trouve devant le même problème que nous. Elle a cinquante-six millions et demi de broches; elle va perdre au delà de l'Atlantique son principal fournisseur, devenu un redoutable rival. L'exportation des tissus a diminué les années dernières en raison de la concurrence japonaise, du développement des filatures des Indes, de l'augmentation des prix de revient, des ravages de la guerre d'Orient.

Il faut donc mettre en valeur le Soudan égyptien, la Mésopotamie, créer deux Égyptes nouvelles. Grâce aux travaux

de la Cotton Growing Association, elle développe ses cotonneraies dans toutes les parties du monde.

Des plantations nouvelles sont créées dans l'Ouganda, le Nigeria, l'Australie, le Soudan anglo-égyptien. Avec la main-d'œuvre blanche australienne, on vient d'obtenir des rendements supérieurs à ceux atteints aux États-Unis avec des travailleurs noirs et aux Indes avec des indigènes. Au seul Nigeria, plusieurs milliards ont été sacrifiés.

Quant à nous, pour alimenter nos neuf millions et demi de broches, nous avons besoin de trois cent mille tonnes. Pour nous affranchir de ce tribut, il faut que nous puissions nous-mêmes produire la fibre nécessaire.

Nous avons d'abord porté nos efforts sur le Cambodge. La culture du coton a été pratiquée de tout temps sur les berges du Mékong, mais, récemment, des exploitations ont été créées sur les terres rouges. En raison des liens d'interdépendance qui existent sur les rives du Pacifique, le débouché naturel de cette production est à rechercher plutôt sur les marchés d'Extrême-Orient et il est à se demander si nos industriels n'auraient pas avantage à développer nos filatures d'Indochine à portée des centres les plus éloignés de consommation des cotonnades : Chine et Japon.

Le champ soudanais, quant à lui, est de cent cinquante mille kilomètres carrés. Les premiers essais qui tendaient, avec des cotons étrangers, à obtenir à la fois des hauts rendements et des fibres de meilleure qualité, ont échoué en raison de la différence qui existe entre les climats, la nature des sols, les procédés de culture en Afrique centrale, d'une part, en Égypte, aux Indes, ou en Amérique, de l'autre.

Au moment de la baisse sur la matière première et de la hausse sur les tissus, l'indigène s'est porté vers d'autres cultures plus rémunératrices et a tissé lui-même le coton qui lui était nécessaire.

Mais, en 1922, devant les demandes toujours croissantes la production et l'exportation ont augmenté.

Les groupements français, l'Association cotonnière coloniale en particulier, dont les initiatives sont si fécondes, ont entrepris de perfectionner la qualité des produits coloniaux livrés sur le marché français, et, aujourd'hui déjà, certains envois

soudanais ont la même valeur que les importations étrangères.

Tout en améliorant les procédés de culture sèche, pratiqués par les indigènes dans les régions côtières, on a envisagé la solution culture irriguée. En Égypte, aux Indes, à Ceylan, à Java et en Indochine l'irrigation répondant à des besoins alimentaires a été pratiquée de tout temps : il n'en est pas de même au Soudan.

Un grand plan d'irrigation de la vallée du Niger, de Bammako à Tombouctou, a été établi par M. l'ingénieur Belime. Par suite de l'importance du capital à investir, de l'ordre de plusieurs centaines de millions, on semble se décider à adopter plusieurs solutions partielles :

Développement de la culture sèche : Guinée, Côte d'Ivoire, Togo, Dahomey, Cameroun; dans tout l'ensemble de nos possessions africaines; création de centres indigènes où la population est attirée et fixée.

Projets et études de culture irriguée : au Sénégal et, dans le Niger, examen approfondi des projets antérieurs d'irrigation au point de vue météorologique, géologique, hydraulique; examen des perfectionnements de la fibre indigène, de l'assolement, de la colonisation par l'installation de fermes expérimentales; étude de la question des transports et des tarifs par voie ferrée sur Dakar, Konakry, Grand Bassam, et du problème de la main-d'œuvre en adoptant un programme d'hygiène et d'assistance pour éviter la mortalité; organisation plus rationnelle du recrutement de l'armée noire.

La création des nouveaux centres cotonniers se poursuit à l'heure actuelle dans des conditions favorables : tant que le change est élevé, la matière première coloniale peut, en effet, se permettre les gros prix de revient qu'exige une entreprise dans ses débuts.

L'industrie de la laine est l'une des plus anciennes du monde. Les troupeaux de Flandre, de Champagne, de Picardie, ont donné jadis naissance aux marchés de Bruges, de Gand, de Reims, de Troyes et d'Amiens. Puis la mode s'est portée sur les laines d'Espagne et les mérinos importés d'Afrique, sur les laines de Saxe, de Silésie et de Bohême. A partir du XVIIIe siècle et au cours du XIXe, Leeds, Bradford, Roubaix-Tourcoing, Barcelone, Chemnitz sont les principaux centres de fabrication.

Dès avant la guerre, l'Europe avait un cheptel insuffisant. Le troupeau du monde est en Argentine, au Chili, au Pérou, au Cap et en Australie. Le troupeau australien à lui seul s'élève en moyenne à quatre-vingts millions de têtes.

Notre cheptel passe de trente-trois millions de têtes en 1852 à neuf millions et demi en 1921.

Nous sommes donc conduits à une grosse importation de laine provenant d'Argentine, d'Australie, d'Angleterre, d'Uruguay.

Comme une partie seulement vient des centres de réexportation anglais, belges ou allemands, Roubaix-Tourcoing, Mazamet, Reims, sont nos grands marchés nationaux représentés par des comptoirs en Argentine, dans l'Uruguay, à Sydney et à Melbourne et aux Indes.

Dans nos achats à l'étranger, nous allons nous trouver en concurrence non seulement avec les pays consommateurs, mais encore avec les pays producteurs de matières premières en train de développer chez eux une industrie textile.

Cette disette de matières premières en perspective, de laine fine et de mérinos notamment ainsi que le souci d'indépendance en matière d'achat ont conduit la chambre de commerce de Tourcoing, depuis 1912, à étudier le problème de la production coloniale.

L'Afrique du Nord : Tunisie, Algérie, Maroc, peut apporter un sérieux appoint, surtout en ce qui concerne les croisés, mais les troupeaux géants, comparables à ceux du Cap, demandent des terrains de parcours indéfinis pour ainsi dire et la concentration des exploitations : conditions qui paraissent devoir être remplies à Madagascar et dans l'Afrique Occidentale Française. Dans l'un et l'autre pays, sur l'initiative de la chambre de commerce de Tourcoing et avec l'appui des autorités administratives, des centres d'essai ont été créés. Après le succès de ces expériences relatives à l'acclimatement, au prix de revient, etc., de grandes entreprises seront mises sur pied, dont le résultat sera de nous donner un troupeau qui, dans la guerre comme dans la paix, assurera, partiellement tout au moins, un ravitaillement qui ne sera plus soumis aux incertitudes de la concurrence internationale.

La solution coloniale s'impose ainsi pour les textiles qui cheminent sur les océans, de l'étranger vers la France, puisque nous craignons aujourd'hui une disette de ces denrées nécessaires à nos industries d'exportation.

En ce qui concerne le quatrième élément du trafic mondial, la houille, notre domaine d'outre-mer ne peut, étant donné l'éloignement de ces gisements, apporter une contribution à la métropole; mais examiner la question de notre ravitaillement en combustibles, c'est soulever le problème du pétrole et sous-entendre la participation de nos possessions.

Tout ce qui est nécessaire à la motoculture, au transport sur terre et sur mer, à l'aviation, vient des États-Unis, du Mexique, de Bornéo, l'Amérique étant le premier des producteurs, le Mexique le second.

La Standard Oil contrôle plus de la moitié de la production des États-Unis, la Royal Duch, la Shell, etc. sont des puissances féodales dotées le plus souvent de filiales et de compagnies d'exploration et de transports.

Avec nos soixante-quinze mille tonnes de pétrole d'Alsace et nos schistes, nous ne pouvons avoir la prétention de subvenir à nos besoins : huit cent mille tonnes d'essence, sans compter les huiles de pétrole brutes et raffinées et les huiles de graissage. La guerre nous a conduit à étudier le problème du carburant national.

Pour nous affranchir, le législateur impose l'usage d'une essence de pétrole additionnée d'une quantité d'alcool industriel fixée au dixième du poids total du mélange (loi du 28 février 1923) et ce mélange alcool-essence doit finalement se composer de poids égaux d'alcool et d'essence.

Mais la distillation de l'alcool nécessaire va augmenter dans une notable proportion notre consommation de houille s'il nous faut créer en France, de toutes pièces, une industrie nouvelle. Pour échapper ainsi au servage plus lourd encore des charbonniers anglais, il nous faudrait distiller les graines : mil, manioc, maïs, patates, etc., de nos colonies. Déjà avant la guerre, l'Indochine, notamment, nous a fourni l'alcool nécessaire aux poudreries nationales.

La question du pétrole finit donc par poser un problème colo-

nial. A défaut du pétrole français, nous pouvons avoir l'alcool français.

Nous créons enfin des succédanés (distillation des lignites, utilisation des résidus, etc.).

Grâce à son domaine colonial, la France doit être considérée comme le pays le plus riche en graines oléagineuses : sésame, arachides, palmes, palmistes, coprahs, karites, ricin, etc., dont on se borne aujourd'hui à récolter le fruit. Jusqu ici, l'emploi de l'huile a été limité à l'alimentation, à la savonnerie et à quelques industries chimiques d'ordre secondaire.

On a, récemment, essayé d'employer les huiles végétales à la place du pétrole dans les moteurs Diesel. Des expériences faites avec des huiles d'arachides ont donné de bons résultats. C'est surtout dans nos productions de l'Afrique tropicale que cette production jouera un grand rôle. Si les ressources en combustibles minéraux (pétrole, houille) s'épuisent et ne se renouvellent pas, il n'en est pas de même des huiles végétales et animales qui ne disparaîtront qu'avec l'énergie solaire et la vie humaine.

***

Dans notre domaine extérieur, pour chacun des éléments du trafic mondial que nous drainons, apparaissent ainsi des solutions permettant de résoudre en partie et progressivement les difficultés que nous allons rencontrer pour l'approvisionnement de nos industries.

Cette mise en valeur de notre empire d'outre-mer répond à une nécessité plus vitale encore pour ce pays, si l'on tient compte des exigences de notre consommation. En dehors de tout commerce international, le marché français constitue à lui seul un tout. Des matières premières lui sont nécessaires qu'il achète à l'étranger et que ses colonies et protectorats pourraient lui fournir. Sans entrer dans les détails d'une étude complète de nos besoins, quelques exemples indiquent comment s'élargit la question coloniale dès qu'on ne restreint pas son examen à des préoccupations immédiates telles que celles de l'industrie cotonnière ou lainière. Les soucis d'aujourd'hui

nous rappellent qu'un problème beaucoup plus vaste est en instance.

Parmi les matières dont nous avons besoin, l'une des plus importantes est le caoutchouc.

Les principaux fournisseurs du monde sont les forêts vierges des zones équatoriales de l'Amérique et de l'Afrique et les plantations des péninsules malaises et de l'Insulinde : celles-ci se développent au point de produire en 1920 les neuf dixièmes de la récolte mondiale. Exporté par Singapour, Colombo et Batavia, le caoutchouc a, depuis la prodigieuse extension de l'industrie automobile aux États-Unis, son principal marché à New-York, aux portes du premier des centres de consommation avec ses treize millions de voitures usant plus de quarante millions de bandages par an.

Marseille, le Havre, Bordeaux sont nos ports d'importation pour le caoutchouc.

Bordeaux, à portée de Clermont-Ferrand, concentre le caoutchouc africain; le Havre reçoit le caoutchouc soit directement, soit par l'Angleterre pour l'expédier à Paris; enfin, depuis la guerre, Marseille, sur la route de la Malaisie.

Grâce à notre domaine colonial, bientôt nous n'aurons à acheter que six à sept mille tonnes de caoutchouc de plantations et six à sept mille tonnes de Hevea du Brésil. L'Indochine peut nous fournir le tiers de la quantité de caoutchouc de plantations qui nous est nécessaire en se basant sur notre consommation actuelle. Elle exporte quatre mille cinq cents tonnes de caoutchouc de plantations.

L'Afrique avec l'appoint du Cameroun produit à peu près la quantité de caoutchouc de cueillette qui nous est nécessaire.

Avec le caoutchouc, le bois.

Avant la guerre, nous achetions au Nord et à l'Amérique vingt millions de quintaux. Nos colonies n'en exportaient guère que cent mille.

Nous recevions notre bois du Canada, de Scandinavie, d'Allemagne et de Russie.

Après la guerre, depuis la destruction partielle de nos coupes annuelles, il nous faut importer huit millions de mètres cubes de bois.

Les bois du Canada et de Scandinavie sont payés au moins quatre fois plus chers en raison du change.

Pourtant, nous pourrions exploiter les forêts de l'Afrique équatoriale, de la Côte d'Ivoire, de la Guyane, de l'Indochine. La Côte d'Ivoire, parmi les colonies productrices de bois, est la plus rapprochée de la métropole. Sa forêt, dans laquelle les fûts ont souvent trente mètres de haut jusqu'à la première couronne, y couvre un pays de 200 kilomètres de large sur 600 kilomètres de long, soit plus de 11 millions d'hectares traversés par des cours d'eau flottables et, du nord au sud, par un chemin de fer.

Pendant la guerre, nous achetions en Angleterre, pour l'aviation, du bois d'acajou qui venait de la Côte d'Ivoire : la connaissance de nos ressources nous permettra de mieux ajuster la production coloniale à nos besoins. Depuis l'Exposition de Marseille, du reste, la question du bois colonial en ce qui concerne les qualités de luxe a fait un très grand pas.

Pour l'alimentation, le blé et la viande.

La France, pays producteur, nantie d'une forte population paysanne, n'est pas, grâce aux plaines du Nord, de l'Ile-de-France, de la Brie, de la Beauce, vassale des pays neufs comme les grandes puissances industrielles de l'Europe.

Depuis la guerre, le marché russe est désorganisé, le marché américain se ferme, le marché canadien se réserve à l'Angleterre; l'Europe concentre alors ses achats à la Plata et en Australie.

En France, le Nord, l'Est, le Sud-Est, s'alimentent de leur propre blé. Paris vit sur la Beauce et l'Ouest. Le Massif Central est déficitaire. Le Midi échange son vin contre du pain. Les plaines de l'Ouest dans lesquelles les grandes villes sont rares, sont exportatrices vers ces régions peu productives.

Plus de la dixième partie du territoire français est emblavée : ce qui est la plus grande proportion du continent. Comme la culture française opère sur de très grandes étendues et parfois sur des terres peu propres à la culture du blé, un rendement convenable ne s'obtiendra qu'avec une culture appropriée et de sérieux apports d'engrais. De ce point de vue notre Afrique du Nord peut nous apporter une solution partielle

au problème en nous fournissant les phosphates nécessaires provenant de la Tunisie et du Maroc.

Pendant la guerre, en 1917, la France n'ayant produit que 36 millions de quintaux, les achats à l'étranger se sont élevés en conséquence. Mais la production retrouve maintenant son équilibre normal.

La question de notre ravitaillement en blé peut donc être résolue le plus souvent grâce à l'Afrique du Nord, dans la mesure où l'organisation de ces envois africains dans le cours de l'année répond aux exigences de la soudure.

Pour les viandes frigorifiées, nous nous adressons beaucoup plus à l'Amérique du Sud qu'à nos colonies. Le troupeau d'Afrique, quant à lui, a été décimé par la peste. Mais l'exploitation du troupeau malgache, qui compte sept millions de têtes, est commencée. Ce sont, par exemple, les usines de Majunga et de Tamatave, Diego-Suarez, Antsirabé, Fianarantsoa. L'avenir de cette industrie dépend, en France, du régime douanier et de l'organisation de la vente au détail.

Dans le projet de loi déposé par M. Sarraut, ministre des Colonies, examiné depuis plus de deux ans et demi par le Parlement, on trouverait des études concernant vingt-cinq produits essentiels à demander aux colonies. Ce sont, sur autant de sujets, des idées génératrices d'initiatives privées livrées aux techniciens, aux spécialistes, aux industriels, à tous ceux qui s'intéressent à la vie économique de ce pays. Les mesures financières, douanières économiques, devant résulter de la réalisation du projet actuel, stimuleront les échanges entre la métropole et les colonies.

Notre pavillon peut, en effet, bénéficier de quelques-uns de ces déplacements si notre domaine extérieur, en vendant des matières premières et en achetant des machines, nous assure du fret.

En matière de fret, en 1914, nous avons déboursé près de deux milliards. En 1915, nous avons payé aux nations alliées et neutres, une rançon de cent soixante millions par mois et, en 1916, le tribut s'est élevé à trois milliards.

Il ne saurait s'agir de donner à une marine marchande nationale le monopole des importations et des exportations.

Depuis le développement des moyens de transport, le commerce de mer est international. L'Angleterre elle-même importe et exporte le tiers de ses marchandises sous pavillon étranger. Les États-Unis, de même que la Belgique, n'avaient pour ainsi dire pas de marine avant la guerre.

Mais, suivant la nature et la qualité des exportations, le pavillon est ou n'est pas indispensable au commerce extérieur d'un pays.

Si les États-Unis transportaient avant la guerre sur des navires étrangers les produits de leur sol, c'est qu'ils n'avaient pas de concurrence à craindre, les pétroles, la viande, le blé, le coton, constituant la base de leur commerce.

Pour nous au contraire nous exportons des articles légers, coûteux, qui ont le plus souvent besoin d'être accompagnés. Dès avant la guerre, sur un total de huit milliards de francs, plus du quart consistait en produits textiles de toutes sortes : étoffes de luxe, marchandises de nouveautés, étoffes confectionnées, modes, robes, chapeaux, plumes. L'exportation textile doit être confiée à l'étranger, à des intermédiaires qui sauront initier leur clientèle aux produits français, faire l'éducation du public et de l'opinion. Des marchandises de luxe et de demi-luxe demandent, de la part de l'acheteur, du goût. Le débouché se créera en même temps que l'affinement des classes possédantes.

L'Allemagne, dont l'exportation consistait en produits fabriqués par les industries de la Westphalie, de la Saxe, de la Bavière, ne donnait ses articles qu'à ses lignes de navigation à elle, dirigés sur des chemins de fer appartenant à des sociétés allemandes, conduisant à des places travaillées par ses maisons de commerce, dans des régions dont le crédit était financé par ses banques. Les trois grandes compagnies maritimes s'appuyaient sur des syndicats commerciaux et industriels qui leur réservaient leur clientèle, leur permettant ainsi d'adopter des prix de fret de lutte.

La marine marchande française, quant à elle, ne trouve, à l'heure actuelle, pas suffisamment de marchandises à transporter pour justifier l'armement de ses navires. Le tiers de la flotte est désarmé, les deux tiers des marchandises importées et exportées sont transportés sous pavillon étranger.

C'est que les navires de nos rivaux, ayant constitué dans le nord : Belgique, Hollande, Allemagne, Angleterre, dans le centre commercial de l'Europe, leur cargaison de fonds, peuvent enlever nos marchandises à des prix de misère. D'autant que les exportations françaises, à destinations dispersées, insuffisantes pour constituer un chargement, ont un caractère complémentaire qui correspond exactement aux conditions dans lesquelles les capitaines étrangers les recueillent.

Le centre du commerce maritime européen se trouve au nord de la France. Anvers, Rotterdam, Brême, Hambourg, drainent par le Rhin, la Weser, l'Elbe, tout le commerce de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, de l'Europe centrale, des Alpes, du Danube, et, par la voie des Alpes, celui de l'Italie, de Trieste et de Gênes. L'axe mondial n'est plus dans la Méditerranée mais dans la mer du Nord. Quand les cargos prennent le chemin de l'Amérique du Sud ou des États-Unis, de l'Afrique, de l'Orient ou de l'Extrême-Orient, ils défilent devant nos ports qui se trouvent ainsi sur la route qui conduit les grands producteurs étrangers aux grands consommateurs étrangers.

Avec notre système économique actuel, nous en arrivons à donner, pour la même matière, trois bénéfices superposés à l'étranger :

Le premier en lui achetant un produit que nous pourrions nous fournir à nous-mêmes;

Le second en lui laissant transporter ces cargaisons sous son pavillon;

Le troisième en finançant avec nos propres capitaux ses entreprises de production.

L'épargne française a consacré quarante milliards à la mise en valeur des pays qui sont restés neutres ou, le plus souvent, nous ont attaqués pendant la Grande Guerre. Après avoir enrichi nos adversaires et classé dans nos portefeuilles des titres aujourd'hui sans valeur ou contestés, peut-être serait-il de bonne politique de consacrer à la mise en valeur de notre patrimoine les capitaux disponibles qui, dans le doute, se portent aujourd'hui encore sur les valeurs étrangères.

Le problème du ravitaillement de la métropole par les colonies ne doit-il pas alors entraîner des conséquences à l'avantage de notre change?

On affirme volontiers qu'il revient au même de débourser trois milliards pour payer le coton nécessaire, à l'étranger ou à des possessions françaises. Il y a bien, de toutes façons, une sortie de trois milliards, mais ces trois milliards sont représentés le plus souvent par des marchandises. L'importation crée des relations, un courant d'aller et retour, un arbitrage. Si vous achetez des marchandises, vous en vendez en compensation. A l'achat de l'étranger correspond alors une vente qui n'offre pas toutes les garanties parce qu'elle comporte les incertitudes relatives aux variations de changes et qu'elle s'effectue dans l'atmosphère des rivalités et des luttes qui sont le propre de la concurrence internationale. Dans notre domaine d'outre-mer au contraire, nous devons nous trouver dans les conditions du marché national, avantagés, on l'espère, par notre propre administration, favorisés, il faut le souhaiter, par le tarif douanier. Notre commerce colonial comporte en outre, comme contre-partie de nos importations, non seulement des exportations de consommation non productives telles que parfumerie, etc., mais du matériel, des outils, des machines, etc., destinés à créer de nouveaux produits. Ainsi se poursuit le développement de nos échanges. La métropole et la colonie s'enrichissent réciproquement par ce courant continu, dans les mêmes conditions que la Grande-Bretagne et ses Dominions, surtout si nous considérons les différentes parties de notre domaine d'outre-mer comme autant de bases nous permettant d'agir sur les marchés étrangers : l'Indochine sur l'Extrême-Orient, le Levant sur la Méditerranée orientale.

Le rôle d'un gouvernement appuyé par l'opinion ne peut ainsi se borner à échafauder un programme, à élaborer un plan de grands travaux publics, et, en mettant les choses au mieux, à les réaliser. Il s'attache, et ce sont les directives mêmes du ministre des Colonies, à disposer par la voie réglementaire et législative, tant en faveur de la production que de la consommation et de l'exploitation. Les prix de revient avantageux s'obtiennent en gagnant une marge par une

meilleure organisation, une meilleure distribution, un meilleur rendement des forces productives. Si le plan de production importe, les détails de production l'emportent. Des besoins supplémentaires se créent par la publicité, la presse et l'exemple. L'organisation moderne des bourses et des marchés, l'ajustement des tarifs contribueront à développer notre exportation : ces questions dépendent des pouvoirs publics, qui peuvent en effet, par des dispositions opportunes, orienter et encourager l'activité des particuliers.

Une grande lutte commence, par delà les mers, avec les éléments, le sol et le climat. L'initiative privée a besoin, pour la soutenir, de tout l'appui de l'opinion et du gouvernement.

***

Dans l'économie du siècle précédent, la France, avec sa double armature bourgeoise et paysanne et ses goûts d'épargne, pouvait vivre repliée sur elle-même, timide devant les solutions hardies. Le besoin impérieux de charbon, de pétrole, de coton, de laine, de soie, etc. oblige aujourd'hui au travail. Pour acheter cher, il faut récolter, fabriquer et vendre.

Les industries françaises trouvent un débouché dans la reconstruction des régions libérées qui demandent toutes les marchandises depuis le meuble jusqu'au ciment. Mais quand les régions libérées seront reconstruites, la production française recherchera des consommateurs. Nous aurons à agir dans un monde où tout est bouleversé depuis 1914 : routes, cours, monnaies et marchés. L'échiquier mondial n'oppose plus les mêmes concurrents. Des producteurs et des fabricants inconnus se sont fait admettre à la faveur des prix élevés. Les anciens ont modifié leurs mises et leurs apports. Il faut prévoir, combiner, avec des maisons de commerce, des représentants, des compagnies de navigation, de chemins de fer. Cette crise peut avoir de graves conséquences au point de vue social et financier si le problème des débouchés, dont la mise en valeur de notre domaine colonial est une des solutions, n'est pas étudié dès maintenant.

Parallèlement, la conclusion d'accords commerciaux avec

nos fournisseurs importants, qui sont aussi nos meilleurs clients, l'extension de nos achats et de nos ventes dans les nations qui s'éveillent à la vie économique moderne sont autant de gages nécessaires de notre prospérité dans l'avenir.

D'ailleurs toutes les grandes puissances aujourd'hui se taillent leur part dans le monde.

Après la politique d'expansion du XIXe siècle qui entraînait la Hollande, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, le Japon, à se partager l'Afrique et l'Asie, le XXe siècle nous laisse assister aux luttes géantes pour les matières premières. Sur les rives du Pacifique comme sur les berges de l'Euphrate et du Tigre se livrent quelques-uns de ces combats dont dépend la richesse ou la misère des peuples.

Ce caractère mondial des destinées d'une nation est un trait permanent de l'histoire. Et pourtant, Gambetta, rappelant le rôle de la Méditerranée dans son dernier discours, Jules Ferry nous conduisant en Afrique du Nord et en Extrême-Orient, sont et demeurent de grands isolés. Étienne, à la Chambre, le 1er décembre 1891, dénonçant l'impérialisme allemand, s'était attiré ces deux cruelles ripostes :

M. Étienne, sous-secrétaire d'État aux Colonies. — ... car tous les pays de l'Europe cherchent à avoir des colonies. Voici un pays qui n'a pas de côtes, l'Allemagne : elle est en Océanie, aux îles Salomon et dans la Nouvelle-Guinée, elle est sur la Côte Occidentale d'Afrique...

M. Camille Pelletan. — L'Allemagne n'a pas fait l'expédition du Tonkin.

M. Clemenceau. — N'oubliez pas que l'Allemagne a l'Alsace-Lorraine en fait de colonies (*bruits*).

M. Étienne. — ... vous la trouvez, etc.

Douloureux débat entre la France métropolitaine et la France coloniale qui avait déjà été évoqué au milieu du XVIIIe siècle. Aux combats d'Allemagne répondaient, sous Louis XV, les échos de notre mousqueterie à Pondichéry, au Fort Duquesne et à Québec.

L'Angleterre avait compris que, pour une nation, la puissance continentale, lorsqu'elle était exclusivement recherchée, condamnait à ne jouer qu'un rôle secondaire. Le prestige d'un

peuple ne saurait dépendre seulement de ses possessions en Europe même. C'est en acquérant l'Empire des mers que le Royaume-Uni devait dominer ses rivaux.

Tandis que l'opinion britannique se montrait indifférente à une participation aux guerres du continent, elle réclamait des efforts correspondant aux sacrifices consentis sur mer et dans les colonies. C'est pour obéir à ce sentiment que le Gouvernement s'engageait dans la guerre d'Amérique et dans celle des Indes. Les victoires des escadres anglaises assurèrent, aussitôt au point de vue du crédit, des ressources en argent, une supériorité qui ne fit que grandir au cours de la lutte.

Laissons la Cour de Versailles accepter le traité de Paris, l'opinion française goguenarde, applaudir aux boutades de Voltaire. Sans antenne au dehors, la Monarchie va s'affaiblir, Louis XVI et Vergennes, pénétrés de la nécessité d'une politique mondiale que Louis XV n'avait pas comprise, feront les gros sacrifices de la guerre d'Amérique. Mais il était trop tard. Après les dettes laissées par l'abbé Terray, ces nouveaux chefs de lourdes dépenses hâtent l'effondrement financier en mettant Calonne et Brienne dans la nécessité d'emprunter.

En fin de siècle, la France finit par conclure, mais trop tard, des traités commerciaux. La situation n'a déjà plus d'issue. L'appel aux contribuables pourtant si lourdement frappés devient indispensable. Catherine propose à Louis XVI, pour éviter la convocation des États Généraux, une nouvelle guerre d'expansion. Suggestion inopérante : le Roi n'a plus le moyen, maintenant, de financer ni la guerre ni la paix. C'est vingt ans plus tôt, à la faveur de nos comptoirs des Indes, du Canada que le régime pouvait donner à la France la vitalité économique nécessaire et assurer ainsi la bonne gestion de ses finances publiques comme l'avait fait le dernier en date des ministres royaux qui ait pu établir des budgets en équilibre : Colbert, le grand colonisateur, champion de notre expansion au Levant, aux Indes et en Amérique.

L'expansion est un signe de force et de santé. Elle apporte à un peuple une école d'énergie. Une race qui piétine à l'intérieur de ses barrières douanières s'étiole, elle n'a plus d'enfants.

Comment les Français songeraient-ils à développer leur

natalité alors qu'ils prévoient pour leurs descendants la vie angoissante d'aujourd'hui?

Parmi nos familles nombreuses, la plus grande majorité est nécessiteuse. Dans notre tradition coloniale, on peut retrouver les efforts des ministres de la Marine pour implanter les Normands, les Beaucerons, les Angevins, outre-mer. C'est ainsi que sont nés nos cousins les Canadiens.

La disette des matières premières qui menace nos industries et les ouvriers qu'elles emploient, industries vitales puisqu'elles vivent d'un trafic international qui nous enrichit, pose le problème de la mise en valeur des colonies.

Les Français — portés par éducation à n'examiner le problème extérieur qu'en fonction de leurs intérêts particuliers et électoraux — ont appris pendant la Grande Guerre que les colonies pouvaient leur rendre des services. Les conflits économiques de la Paix vont les forcer à organiser leur domaine d'outre-mer et à adopter des solutions destinées à résoudre les questions impérieuses, tragiques souvent, du ravitaillement, du change et de la natalité.

PIERRE LYAUTEY

AU PAYS GIRONDIN

La France est le pays des vignes précieuses. Personne n'ignore plus qu'elles sont menacées. La crise atteint surtout les grands crus, aristocratie séculaire, qui coûtent infiniment de soins, d'argent et de peines. Les frais de culture, la difficulté d'exporter ont créé une situation presque intolérable, dont la Gironde en particulier souffre d'une façon aiguë.

M. Chéron, venu en Médoc il y a quelques mois, a constaté le péril extrême où se trouvent les grands vins de France. Le temps n'est plus où M. Gruaud, propriétaire d'un cru célèbre, parfois riche de barriques pleines mais à court d'argent, faisait tranquillement porter son grand fauteuil sur une gabare, s'y installait, et mettait le cap sur la Bourse de Bordeaux. Sitôt débarqué, raconte Charles de Lorbac, il montait sur un des bancs de pierre qui garnissaient la salle, et mettait lui-même son vin aux enchères; s'il ne trouvait pas d'acheteurs, il revenait les jours suivants et continuait de proclamer ses conditions en élevant toujours le prix. Aussi les courtiers, qui le connaissaient, s'empressaient-ils généralement de traiter avec lui dès son arrivée. Son retour était un triomphe. L'animation régnait sur son grand domaine. Lui-même, perché sur la plate-forme de sa haute tour, surveillait ses vignerons; ou bien, armé d'un tambour, il réveillait dès l'aube tous ses gens et les ramenait le soir dîner au château. Une année, heureux d'avoir mis en

cuves sa récolte par un temps sec, il traçait à la craie sur la porte de son chai cette inscription rimée :

Gruaud
A vendangé sans eau.

Si ses vins étaient réussis, tout enivré déjà par ses espérances, il ajoutait :

Tel prix avant *d'avoir goûté,*
Tel autre (*plus élevé*) après *avoir goûté.*

Cet homme excellent se ruina d'ailleurs, à la mode des grands Girondins, pour avoir jeté trop d'argent dans ses belles terres; il laissa à chacun de ses serviteurs quelque souvenir : à celui-ci sa chaise à porteurs, à sa vieille bonne une pension viagère, aux jeunes filles une petite dot; quant à sa famille, elle dut vendre le domaine. Telle est l'histoire qui se renouvelle en Gironde périodiquement, dans ces vignes célèbres qui semblent n'évoquer que des idées de joie et d'orgueil.

Beaucoup les accusent d'être la cause de leurs malheurs, mais cette rancune n'est jamais qu'un amour trompé. On les déteste pour les avoir trop aimées. Les environs de Bordeaux, que traversent les méandres argentés du fleuve, ont l'air d'un grand parc vallonné où se succèdent les châteaux posés au milieu des vignes. Il n'est guère de négociant qui n'y ait sa maison de campagne, souvent d'une architecture délicate et fine, d'où l'on domine les gonflements entièrement revêtus de pampres. La vue s'étend sur la Garonne où montent et descendent les cargos et les gabares chargées de futailles. Un vent vif balaie ces petites croupes vertes. Quelques grandes familles, les Rothschild, les Péreire ne résident guère en Gironde où elles possèdent des crus illustres; mais, par contre, les propriétaires bordelais ont pour leurs vignes un amour extrême. Les plus beaux noms de la région sont attachés aux domaines du Médoc, de Saint-Emilion, des Graves ou du Sauternais. Le bonheur et la réussite, pour un Girondin, ont leur expression dans un château encadré de chais et de cuviers. Quand la Chambre de Commerce, en 1879, songea à faire décorer de peintures le grand escalier

de son palais de la Bourse, elle s'adressa à Puvis de Chavannes et lui proposa ce programme : « Le poète Ausone revient par eau de *sa* campagne, sur un bateau chargé de fleurs et de fruits. » Le peintre répondit qu'il voulait choisir lui-même le sujet de sa composition et refusa la commande.

Entre ces propriétaires passionnés, il règne bien entendu une émulation, des rivalités. Un certain mépris, d'une nuance intraduisible, s'attache à ceux qui, reniant leurs traditions, recherchent la quantité au détriment de la qualité. Le nombre des tonneaux qu'on a récoltés, leurs mérites particuliers, les prix espérés forment le fond des conversations. Un viticulteur ne me disait-il pas, il y a quelques semaines, que non seulement chaque récolte, mais chaque barrique de vin blanc a sa personnalité, presque ses caprices, comme une jolie femme. Au fond, plus encore que des hommes d'affaires, certains de ces Girondins m'ont souvent paru des artistes, ne mesurant pas leurs sacrifices, et passant par toutes les émotions du peintre ou de l'écrivain qui créent leur chef-d'œuvre. Le vin est pour eux ce qu'est pour d'autres la passion des meubles ou des beaux tableaux. Un Bordelais possède-t-il des vignes, il n'a plus de paix, il est malheureux : tout le préoccupe, les gelées du printemps, les pluies et l'orage; quand vous le rencontrez, il ne vous parle que de soufrage, de sulfatage ou de la main-d'œuvre insuffisante. Le mildew, l'oïdium, la cochylis, l'altise, la coulure précoce des grappes, tous les fléaux sont des ennemis contre lesquels il lui faut combattre; il passe par des alternatives de confiance et d'abattement, les yeux fixés sur son baromètre, ruminant au jour le jour ses combinaisons. Jusqu'au dernier moment, il craint de tout perdre; et les guirlandes serrées des grappes, d'un bleu indigo, lourdes et gonflées comme des mamelles dans les feuilles vertes, lui semblent un trésor toujours menacé. La grande fête populaire des vendanges, qui épanouit dans les cœurs une antique joie, est pour lui le terme d'une aventure dont il a compté tous les risques.

Ces viticulteurs ont leurs traditions. Pour administrer un cru réputé, et lui garder la noblesse de ses origines, l'argent dépensé ne saurait suffire : il faut encore la science et l'expérience. La nature du sol — généralement caillou-

teux et maigre — l'exposition n'assurent pas aux vins de race toutes leurs qualités. On doit aussi compter avec la culture, le choix des cépages dont les plus fins produisent peu. Certaines variétés donnent la couleur, d'autres le velours et le parfum. On dit d'eux qu'ils « aiment » telle terre ou ne parviennent pas à y réussir. Aux viticulteurs d'allier, dans des proportions heureuses, ces cépages d'élite dont certaines qualités se développent avec le temps.

La constitution d'un vignoble est une entreprise difficile, où l'on sème l'or. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'elle soit une source de fierté. Au siècle dernier, M. le baron de Brane s'établit sur le plateau qui s'étend entre Margaux et Cantenac. Il n'avait là qu'une propriété de médiocre étendue, qui portait le nom de *Gorse-Gui*; pendant quarante ans, plantant, bâtissant, achetant tout autour de lui les meilleurs terrains, il émerveilla le pays par ses entreprises. Dans une région où les marques sont inamovibles, il eut même l'étonnante audace de changer la sienne. Les raisons qu'il en donne constituent un précieux document psychologique, qui jette sur le fond même du caractère bordelais une lumière vive.

J'ai cru devoir, écrit-il dans une lettre citée par Charles de Lorbac, *donner mon nom à une création toute mienne.* Si le nom de Gorse est justement apprécié à Bordeaux et à l'étranger, celui de Brane ne l'est pas moins.

Quoi qu'il en soit, à tort ou à raison, faiblesse ou orgueil, j'ai foi en mon nom.

Ainsi fut fondé le cru renommé de *Brane-Cantenac*, dont les succès valurent à l'obstiné propriétaire le surnom girondin de Napoléon des vignes. Un autre domaine, également créé par lui, Brane-Mouton, fut vendu à M. le baron Nathaniel de Rothschild.

Les vins du Médoc, a écrit Saint-Rieul-Dupouy, constituent une grande famille unie par des liens de parenté; c'est la même sève, le même arome, plus saisissant et plus prolongé chez les uns, plus fugitif chez les autres; ici, parlant moins bien et moins haut, et là avec une éloquence plus montante.

Ces quelques lignes, d'un vieil auteur, tout pétillant de verve gasconne, sont empreintes d'un goût qui n'était peut-

être pas sans partialité. Je crois me souvenir qu'elles lui valurent en Gironde même de vives réponses.

Quelques-uns des crus les plus célèbres sont groupés autour de Pauillac. Je les ai revus en septembre dernier, par une journée de grand vent dans laquelle montait de toutes parts l'odeur des vendanges. La route qui mène à Château-Lafite est bordée de croupes couvertes de vignes dont ondule le vêtement vert. La large Garonne roulait sous la brise marine une eau couleur d'ambre rose. De loin en loin, je croisais des charrettes arrêtées, chargées de douils à moitié remplis, cependant que des essaims de vendangeurs s'égrenaient au milieu des vignes parmi lesquelles allaient et venaient les hommes qui portent sur le dos, attachée avec des bretelles, la hotte où sont vidés les paniers de bois.

A la fin d'une montée la vue découvre Château-Lafite, vaste ensemble de constructions, à moitié hauteur d'un mamelon, et qui se détache sur un fond d'arbres. Une belle allée d'ormeaux y mène. Le château, précédé d'une grande terrasse à rampe de pierre, fleurie de plates-bandes multicolores, domine le pays. Il m'a paru formé de pièces et de morceaux, avec deux bâtiments en équerre s'appuyant à une petite tour ronde coiffée d'une calotte. Une autre tourelle, en éteignoir, n'a pas de prétention. Mais un cèdre magnifique élève sa sombre pyramide sur la terrasse embaumée d'héliotropes et de résédas; par derrière, une garenne de chênes et de marronniers, bordée d'une large allée de gazon, et percée en son milieu pour que s'y étage un degré de pierre, forme dans ce paysage dénudé du Haut-Médoc un bouquet d'arbres d'une grande beauté.

Ce château, qui garde un charme démodé, avec son salon tendu de lampas groseille, est donc la perle de l'écrin. Les bâtiments d'exploitation, groupés tout auprès, se développent largement : les chais immenses, rectangulaires, plafonnés de poutres, où sont préparées les barriques neuves; le cuvier, avec un large pressoir de bois, centre important de l'activité, au milieu duquel une nuée d'hommes égrappent, foulent et transportent dans l'odeur du moût les bastes de vendange, qui sont ensuite vidées dans les cuves. Le vin se fait ici à l'ancienne mode. Lafite a aussi, comme presque

tous les châteaux du Médoc, sa tonnellerie. Dans la cuisine, grande salle sombre où s'écroulent sur une table les choux épluchés, la soupe bout dans quatre marmites. Il y a sur le domaine un personnel considérable, vingt familles de vignerons, huit bouviers-charretiers, auxquels s'ajoutent les vieux serviteurs retraités, et aussi les troupes recrutées en cette saison pour les vendanges : un total de 250 à 300 personnes.

Dans le château même, sous double clé, se trouve le fameux cellier, recélant un trésor vraiment royal et unique au monde. Une faveur m'en ouvre les portes. Nous prenons des chandeliers de cuivre pour descendre l'escalier raide qui s'enfonce dans les ténèbres .Nous voilà devant les casiers où dorment, jonchées de taches par les bougies qui les visitèrent, les vieilles bouteilles inestimables.

— La collection de ces Messieurs, — me dit, d'un ton presque religieux, un vieux serviteur des Rothschild, cravaté de noir, qui porte sur ses joues flétries des favoris en pattes de lièvre; et il énumère des dates auxquelles s'enlacent les anecdotes.

C'est en 1797 que commence la *collection*; vins vénérables, réduits, usés jusqu'à la trame, gardés par respect et curiosité, que l'on débouche en des jours rares et mémorables, quand une vente réunit au château un concile de courtiers et de négociants. La petite flamme éclaire successivement les étiquettes grises : 1798..., 1799..., 1802...

— 1811, une année historique, — me dit le vieux maître de chai : — ce fut l'année de la comète. En 1868, à des enchères, ce vin de 1811 monta à 121 francs la bouteille, plus sept francs de droits.

A droite de Lafite, sur le versant opposé d'un vallonnement, j'ai reconnu dans les arbres un autre château, élargi de vastes dépendances, sur lesquelles s'épanouissent des clochetons vaguement chinois qui ont en Gironde leur réputation. C'est *Cos d'Estournel.* Ce nom évoque toute une histoire.

Qui ne connaît M. d'Estournel, le grand vigneron de ces contrées, l'aimable propriétaire de ce fameux vin de *Cos*, qui fait les délices de l'Inde, écrivait en 1850, avec emphase et enthousiasme, l'excellent Saint-Rieul-Dupouy, auquel les esprits modérés reprocheront peut-être son exaltation? Qui n'a entendu parler à Bordeaux de ses magni-

fiques domaines de *Cos* et de *Pomys*, deux merveilles architecturales? Pomys! une blanche villa italienne, calme et douce, à moitié perdue au milieu de ses jeunes ombrages! Terrasses, colonnades, jardins anglais, fontaines jaillissantes dans leurs frais bassins de marbre, prairies, vergers, parc immense! Cos, une féerie, un vrai palais de Chine, une pagode indoue! Dômes élevés, coupoles que frappe le soleil, arcades toutes grandes ouvertes comme un arc de triomphe où va passer un roi, tourelles découpées à jour, pavillon chinois où l'air agite mille sonnettes. — Qu'est-ce donc que ce palais, demande le voyageur qui passe devant Cos, en allant de Bordeaux à Saint-Estèphe? — C'est le parc à bœufs de M. d'Estournel, répond le paysan qui revient de ses travaux des champs; plus loin, vous apercevrez les *chais* et les autres servitudes.

Je dois l'avouer : dans ce matin gris de septembre, tandis que je regardais de la terrasse de Lafite les clochetons trop vantés, je n'ai point vu de dômes ni de coupoles. Il manquait, à côté de moi, l'apologiste plein d'humour du Médoc au siècle dernier. Les lignes que je viens de citer laissent à penser que Saint-Rieul-Dupouy connaissait mieux les vins que l'architecture. Mais elles font du moins honneur à son cœur. A ce moment, M. d'Estournel, acculé à la ruine par sa passion et ses prodigalités, voyait fondre sur lui la nuée de ses créanciers.

Sa vie avait été dominée par une folie : il voulait que son vin, non classé parmi les premiers grands crus, fût mis au rang de Château-Lafite. Le domaine rival, largement étalé sur le mamelon voisin, hantait ses pensées. Il l'avait sans cesse sous les yeux. Bien entendu, il croyait fermement à la supériorité de son propre vin. Mais que faire contre une réputation établie dans le monde entier comme une royale forteresse? M. d'Estournel planta les meilleurs cépages et raffina sur toutes choses. Sa cave particulière, ce qu'on appelle en Gironde « la bibliothèque intime », fut vraiment princière. C'est encore Saint-Rieul-Dupouy qui nous y introduit :

Qui dit cave semble dire un souterrain humide et sombre, avec une voûte qui suinte, et où l'on descend par un escalier tortueux et sale. Celle de M. d'Estournel est bien différente; vous y arrivez par une petite cour pavée en asphalte et sous un berceau de roses et de chèvrefeuille, au travers duquel on aperçoit une petite façade bordée de ciselures et d'ornements bachiques, avec un balustre soutenu par des

bouteilles en pierre sculptée, et supportant un écusson aux armes de M. d'Estournel. La porte s'ouvre, et vous voilà dans un salon aux dorures étincelantes, éclairé par des lampes et des bougies... Qui donc, avant M. d'Estournel, avait jamais eu la pensée de loger son vin ainsi?

Tout cela ne semble évidemment pas d'un goût très sûr. Il y eut, paraît-il, dans ces « catacombes dorées » jusqu'à cent cinquante mille bouteilles de Cos, soigneusement classées, dans des casiers qui portaient sur un écusson les dates fameuses. La lettre R, gravée au-dessus de certaines niches, conférait aux bouteilles couchées un titre de plus. Elle signifiait que le grand vin, *retour de l'Inde*, ayant fait deux fois la longue traversée, avait pris sous les cieux lointains la limpidité du rubis.

C'est un fait bien connu que le mouvement des vagues développe rapidement en certains vins un « bouquet » que le temps seul leur aurait donné. Les négociants du XVIIIe siècle embarquaient quantité de caisses qui leur revenaient après de lentes navigations. Une romancière allemande, madame de la Roche, qui fit un séjour à Bordeaux en 1785 et a laissé une relation de son voyage, note à ce sujet son étonnement. Un capitaine, dont elle visita le bâtiment, lui raconta que la cargaison de son navire était pour moitié formée de bouteilles; il avait charge de les conduire aux îles et de les ramener, enrichies, comme les belles voyageuses d'un peu de mystère.

M. d'Estournel faisait beaucoup naviguer ses vins. Les traversées leur réussissaient à merveille. C'était vraiment un grand amateur, plein d'idées arrêtées et de parti pris, toujours en lutte avec le commerce, et obstiné dans la chimère de ne vendre qu'à des connaisseurs. Sa fin fut celle qu'on pouvait prévoir. Il se ruina, de cette manière originale et magnifique qui donne à sa physionomie de viticulteur tant de caractère.

Chaque cru possède ses armoiries : c'est ce qu'on appelle l'étampe du château, apposée sur chaque bouchon et sur chaque caisse, et dont le propriétaire a un grand orgueil. Rien ne doit ternir son éclat. Celle de Château-Latour, un donjon crénelé, se détache en relief sur les bornes de pierre qui marquent l'entrée. Elles figurent aussi, sous forme d'un fronton tapissé de lierre, au-dessus d'une sorte d'arcade triomphale qui ouvre sur les chais et sur le cuvier.

Ce vignoble de Château-Latour, rival de Lafite, se trouve aussi à quelques kilomètres de Pauillac, mais en amont, et plus près du fleuve. La situation en est très belle. C'est toujours le même paysage ondulé, couvert du tapis souple des vignes basses, et d'où l'on domine la large Gironde. La vue s'étend jusqu'à l'autre rive qui met dans ce grand tableau un fond doux et bleu.

Latour était au moyen âge une forteresse placée comme une sentinelle au-dessus du fleuve. Tout ce Médoc, véritable presqu'île entre l'Océan et la Gironde, était bordé de vieux castels aujourd'hui détruits, qui gardaient le pays des envahisseurs arrivant par eau. Latour, au temps de la guerre avec les Anglais, eut son importance. Un état de dépenses, cité par l'abbé Baurein, établit que le siège en fut fait alors qu'un nommé Gaston, capitaine d'un navire de Bordeaux armé en course, transportait les vivres et convoyait les barques chargées des machines de guerre. Un peu plus tard, le châtelain ayant livré passage à l'armée de Chandos, Du Guesclin fit le siège de Latour, l'emporta de vive force, et, pour punir le seigneur félon, rasa la forteresse de fond en comble. La tradition locale rapporte que Chandos, obligé de se retirer précipitamment devant le vainqueur, n'eut que le temps d'enfouir, dans un endroit voisin du château, une forte somme destinée à l'approvisionnement de ses troupes. On a, d'autre part, retrouvé à la tour de Londres un vieux plan constatant cet acte de Chandos; plusieurs compagnies se sont même successivement formées en Angleterre pour obtenir des propriétaires la permission de faire des fouilles sur le domaine. Mais aucune des recherches, entreprises à différentes époques, n'a donné de résultats.

Le véritable trésor de Latour, c'est son vin, classé avec Lafite et Margaux au rang des premiers grands crus du Médoc. Aujourd'hui, les bâtiments d'exploitation, revêtus de lierre, et disposés autour d'une cour carrée, occupent l'emplacement de l'ancien château féodal. A quelque distance, un pigeonnier du XVIIe siècle, gros cylindre de pierre blanche, et qu'on aperçoit de très loin, se profile sur le grand paysage de vignobles, de ciel et d'eau. A côté, dans les arbres, une riante habitation a été construite.

Les Anglais ont eu de longue date un goût marqué pour le vin de Château-Latour. Leur souvenir est d'ailleurs partout dans ce pays. Non loin de Pauillac se trouve un vignoble nommé *Batailley*. C'est là que fut livré, dit la tradition, le combat à la suite duquel les Anglais abandonnèrent pour toujours cette partie du Médoc. Leurs troupes étaient campées sur la propriété de M. le marquis d'Aux, dans un endroit que l'on désigne sous le nom de *Talbot*. Le grand chef était déjà mort, mais son nom survivait dans les mémoires et fut donné à la terre où ses hommes d'armes n'avaient fait que passer pour ne plus jamais revenir.

A ce moment, la plus grande partie de cette région était une lande. La Boétie, lorsqu'il en écrivit l'historique et la description, l'appelle « le solitaire et sauvage pays du Médoc ». Il y avait pourtant quelques vignobles, et l'histoire en fournit la preuve. En 1451, après la prise de Blaye par Dunois, les Anglais durent battre en retraite. Serrés de près par le comte de Foix, ils livrèrent sur la route de Bordeaux un combat qui leur permit d'évacuer *le Château d'Issan*; rapidement, ils chargèrent sur des chariots attelés de bœufs les vins de ce cru déjà célèbre, et, après une retraite assez difficile, les déposèrent à Pauillac où ils furent embarqués sur les vaisseaux anglais. Longtemps, à la table des seigneurs qui avaient servi en France, on but ces vins du château d'Issan qui gardent d'ailleurs en Grande-Bretagne une faveur particulière.

Que de noms savoureux nous trouvons presque à chaque pas, sur toute cette rive de la Gironde, dominée de croupes, bordée de petites vallées et de petits ports, où depuis des siècles roulent les barriques : *Cantemerle*, sur lequel flotta le léopard des rois d'Angleterre, la *bestia* comme disaient les gens, d'où la légende d'un dragon fabuleux qui aurait gardé l'entrée du parc; *Garabasse* — gare-basse — à l'extrémité d'une baie favorable à l'embarquement; *Beychevelle*, une très ancienne seigneurie, devant laquelle les navires venant à Bordeaux furent jadis, en manière d'hommage, forcés de baisser voiles; la tour de *Fuie* (la vue), du haut de laquelle un guetteur surveillait au loin les rives de la Dordogne, les eaux de la Gironde et les palus d'Entre-Deux-Mers.

Le fleuve et la vigne donnent à ce pays sa physionomie.

La Garonne, depuis des siècles, a amené et emporté gabares, barques et navires, chargés de barriques. C'est ainsi que Geoffroy Rudel, comte de Blaye, sur la plate-forme de sa grande tour dressée à pic au-dessus de l'eau, regardait par les créneaux passer les galères. Celles qui étaient alourdies de vins portaient à la poupe une branche de pin.

L'extrémité de la presqu'île, le Bas-Médoc, fut en partie conquise sur la mer. Les travaux de desséchement ont été faits autrefois par des Hollandais. Il y a là ce qu'on appelle polders ou mattes, des étendues marécageuses entourées de digues, et où l'eau s'écoule par des écluses. C'est un pays d'un caractère très particulier, triste et découvert, sans arbres, divisé par quelques haies de tamaris ployées sous le vent et au-dessus duquel tourbillonnent les oiseaux de mer.

On parle encore, dans ce Bas-Médoc, de domaines engloutis jadis. Un frère de Montaigne y aurait eu une terre qui fut ensevelie sous les sables. La vieille et curieuse église de Soulac, longtemps recouverte par une dune, maintenant tassée au milieu des pins et des immortelles, porte le nom significatif de Notre-Dame de Fin-des-terres. En face, sur son écueil battu par l'Océan, le phare de Cordouan darde sur toute cette côte ce que Michelet appelle d'une manière saisissante « son regard de feu ».

***

Si la culture de la vigne est très attachante, c'est aussi qu'on n'y connaît pas la monotonie. Chaque vin fait l'effet d'un être vivant, qui varie d'année en année. C'est une création complexe, tirée du sol, de l'air, du soleil, mais où le propriétaire a l'orgueil de mettre la main.

Son chagrin est qu'on ne sache pas toujours apprécier son art. Doit-on boire du vin, demandaient en France même les hygiénistes, il y a seulement quelques années? Les médecins qui recommandaient le lait, le thé, les eaux minérales jetaient le trouble dans les esprits. La mode aussi s'en était mêlée. Maintenant, chez nous du moins, la question ne se pose plus. La cause est gagnée. Mais boire par hygiène, ce n'est pas boire, disent les épicuriens. Tout au moins ce n'est pas goûter!

En réalité, il ne semble pas que les connaisseurs aient jamais manqué :

O patria insignem Baccho...

... chantait déjà le vieil Ausone. Charlemagne, qui construisit un château fort sur le tertre de Fronsac, recommandait à ses régisseurs de conserver son vin dans de bons barils, cerclés en fer. Les rois d'Angleterre, quand la Guyenne leur échut, ne se montrèrent pas moins soigneux de leurs intérêts viticoles : « Quiconque prendra une grappe dans la vigne d'autrui paiera cinq sols ou perdra une aureille », peut-on lire dans un de leurs règlements. Quand Bordeaux envoyait à Londres ses ambassadeurs, pour obtenir confirmation de ses privilèges, les jurats leur recommandaient d'offrir au roi un présent de deux cents tonneaux de vin, et cent aux seigneurs de la cour.

Le médecin Fagon fit au XVIIe siècle la fortune des vins de Bourgogne, qu'il prescrivit à Louis XIV, et que s'empressèrent naturellement de boire la cour et la ville. Il était peu parlé alors dans le beau monde des crus bordelais. Madame de Sévigné les jugeait fort mal : « C'est un gros mérite, dit-elle, (à propos de M. de Lavardin) qui ressemble aux vins des Graves. » Les étrangers ne partageaient pas cette erreur : l'histoire du commerce en fait foi, et aussi, d'une manière plus plaisante, le voyage humoristique de Chapelle et de Bachaumnt :

Et vîmes au milieu des eaux
Devant nous paraître Bordeaux,
Dont le port en croissant resserre
Plus de barques et de vaisseaux
Qu'aucun autre port de la terre.
. . . . . .
Car ce fameux et rude port
En cette saison a la gloire
De donner tous les ans à boire
Presque à tous les peuples du Nord.

Au siècle suivant, la mode changea, et le maréchal de Richelieu donna tant de vogue aux vins de Bordeaux qu'on en déboucha les bouteilles dans presque tous les soupers galants. Le règne de Louis XV, celui de Louis XVI, furent pour la

Gironde un temps de grande prospérité. Elle connut, avec la richesse commerciale, les embellissements, la gloire des lettres. Montesquieu lui-même, très attaché à son « terrier », plantait de la vigne envers et contre l'intendant. Après le grand succès de *l'Esprit des Lois*, nous le voyons dans une de ses lettres se réjouir de ce que « son vin fait encore plus fortune en Angleterre que n'a fait son livre ».

Napoléon, lui, très indifférent à tout ce qui se mange et se boit, jetait les gastronomes dans le désespoir. Il ne savait pas moins se servir du vin, avec autorité, quand il le fallait. Le but qu'il poursuivait était uniquement un but militaire. M. le vicomte de Chastaignier rapporte à ce sujet un fait amusant : sous le premier Empire, le vin de Bordeaux fut chanté « par ordre » dans l'armée française. Quelques jours avant le passage de la Grande Armée se rendant en Espagne, le préfet de la Gironde reçut du ministre de la police une lettre ainsi conçue :

Monsieur, tant que durera dans votre ville le passage des troupes que Sa Majesté envoie en Espagne, vous aurez soin de faire donner chaque jour un grand dîner à trois francs par tête auquel vous inviterez les officiers des différents corps et ceux de la garde d'honneur.

Pendant le dîner, vous ferez porter les toasts dont je vous envoie la liste ci-jointe, et vous ne souffrirez pas qu'il en soit porté d'autres.

Au dessert, vous ferez chanter la chanson suivante, sans permettre également qu'il en soit chantée aucune autre.

Cette chanson avait pour refrain :

En attendant les vins d'Espagne,
Vidons les flacons de Bordeaux.

***

Les grands vins de Médoc ont leur poète local, M. Biarnez, qui n'est pas de premier ordre. Du moins a-t-il chanté consciencieusement tous les châteaux. Si nous pouvions ici « le suivre dans sa course », comme il nous y invite dans le langage des dieux, nous ferions certainement de grands progrès dans la science de choisir parmi les meilleurs crus. Mais, hélas! la description ne suffit pas, il y faut goûter :

Quand, zélés voyageurs, vous aurez dégusté
Nos vins fameux offerts par l'hospitalité,
Que vous-même verrez et quel soin et quel zèle
Met, pour les recueillir, le producteur fidèle,
Soit que votre palais, par la sève flatté,
Préfère la chaleur à la légèreté,
Soit que votre odorat, plus sensible à l'arome,
Recherche, au lieu du corps, le bouquet qui l'embaume,
A votre sommelier vous pourrez désigner
Le nectar qui, chez vous, désormais doit régner.

De page en page, nous pouvons en effet suivre ses impressions et nous faire une idée de ce qu'était vers 1850 l'état des vignobles : *Giscours*, où des plantations viennent d'être faites, lui inspire des inquiétudes dont nous savons qu'elles étaient injustifiées; le vin de *Kirwan* est un « velours liquide, un sucre parfumé ». Mais ce chantre n'est pourtant pas un vil flatteur. Il a des sévérités et des enthousiasmes : devant *Chateau Margaux* il plie le genou et entonne le chant le plus pompeux, bien que le propriétaire de ce temps reçoive assez mal la poésie; *Léoville* « qu'il se nomme Barton, Lascases ou Poyféré » a tous ses suffrages et il s'indigne de ne le voir qu'au second rang; *Mouton*, « modeste autant que grand », mériterait aussi selon lui de monter aux premières places; *Pichon Longueville* lui paraît « élégant, musqué comme un homme de cour ». Mais il est des blasons sur lesquels l'appât du gain, la fraude même ont mis leurs taches. Le poète s'en détourne avec horreur, non sans avoir adressé au passage quelques vifs avertissements.

Tous ces vins du Médoc se distinguent par la finesse et ce qu'on appelle « un bouquet exquis ». Ils semblent avoir les qualités si françaises de délicatesse et d'élégance. Pour préciser leurs vertus spéciales, un vocabulaire a été créé : tels vins ont du « corps », tels autres sont « onctueux », « moelleux », « nerveux », « généreux ». Il n'y a guère d'impropriétés de termes pour les initiés, qui sont en Gironde presque tout le monde.

Ces qualificatifs s'appliquent aussi à tous les autres vins du Bordelais. Ceux de Saint-Émilion, « vigoureux », d'une riche couleur, mûris sur des côtes étincelantes au blanc soleil d'août, étaient déjà loués dans un fabliau du XIIIe siècle, intitulé « La Bataille des vins », où le roi lui-même assigne

leur rang aux vainqueurs. M. de Tourny, l'intendant qui a laissé son nom à un des plus beaux quartiers de Bordeaux, en recommandait l'usage « parce qu'ils combattent la goutte ». Les vignes des *Graves*, dont les racines plongent dans un sol caillouteux, forment la banlieue même de la ville. Leurs vins, qui passent pour être « pleins » et « charnus », se conservent plus longtemps que ceux du Médoc. *Haut Brion* est un de leurs crus renommés. Un autre appartint au pape gascon, ce Clément V qui légua sa vigne à Arnaud de Cantaloup, archevêque de Bordeaux. Ses successeurs se la transmirent jusqu'à la Révolution.

Ces vins rouges sont d'honnêtes vins, qui donnent parfois de l'esprit, presque toujours une gaieté aimable et ne montent pas à la tête. Ils fortifient et perfectionnent le goût naturel. Mais les *Sauternes* sont plus dangereux. Ceux-là, si blonds, si liquoreux, « un rayon de soleil tiré au fin et mis en bouteilles », recèlent une force capiteuse.

Tous réclament une sorte de cérémonial. Qu'il s'agisse de les soigner, en fûts, en bouteilles, de les décanter ou de les servir, les Bordelais s'appuient sur des traditions extrêmement précises. Il y a une manière de les monter de la cave, sans les secouer; une façon de tirer le bouchon et de vider dans un flacon une vieille bouteille. Le maître de la maison généralement s'en charge lui-même. Dès qu'apparaît un atome de tartre ou de lie, il s'arrête... « Le fond ne vaut pas un regret. » Le vin rouge, qui perd à être bu frais, est placé plusieurs heures à l'avance dans la température de l'appartement. Le blanc, au contraire, reste plongé dans les ténèbres jusqu'au dernier moment.

Un Bordelais, lorsqu'il voyage, est toujours étonné, presque scandalisé, de ne pas voir observées partout ces précautions minutieuses. « Le scepticisme en matière de dégustation est assez à la mode aujourd'hui », écrit mélancoliquement un secrétaire de la Société d'Agriculture, de la Gironde. Et il se plaint que les incompétents tournent en ridicule des soins méticuleux dont on ne peut pourtant se passer. Chez nous, je n'ai jamais vu que cette sollicitude éveillât le moindre sourire. Personne ne dédaigne non plus de veiller à l'ordonnance du service. Chaque cru doit faire son entrée au moment

opportun, et l'excellence croître de degré en degré au cours du repas.

Tout cela, je le sais bien, ne va pas sans épicurisme et goût extrême d'un parfait confort. Mais on doit considérer qu'il s'agit aussi d'une richesse nationale, et même d'une gloire. Qu'adviendrait-il, si les producteurs perdaient cet état d'esprit? Les étrangers qui résident en Gironde se laissent d'ailleurs facilement gagner à ces mœurs. Au milieu du siècle dernier, l'Angleterre fut représentée à Bordeaux par un consul, M. Scott, homme en qui mes compatriotes d'alors reconnaissaient de grandes façons, et qui tenait à la mise en scène de son couvert. Son raffinement était poussé si loin que des bassins en cristal, remplis d'eau bouillante, se trouvaient affectés au bain préalable des couteaux et des fourchettes à dépecer. M. Scott n'admettait pas que l'on pût introduire dans un rôti fumant une froide lame d'acier, sans opérer sur le point attaqué une réaction fâcheuse. Un jour, raconte un témoin de cet heureux temps, il avait réuni à sa table quelques convives, au nombre desquels le maire de Bordeaux, M. Duffour-Dubergier, homme à la fois fort riche et fort populaire, que l'on avait surnommé le roi d'Aquitaine. « Nous ne nous arrêterons pas, continue le chroniqueur anonyme, sur le défilé de vins des meilleurs crus et des meilleures années qui se succédèrent sans interruption, accompagnés des commentaires pittoresques de ces buveurs éminents. Nous avons hâte d'arriver à une bouteille, couronnement de l'édifice. Après en avoir fait légèrement tournoyer le contenu, pour en développer la saveur et le bouquet, après en avoir aspiré les parfums, après y avoir trempé leurs lèvres, tous les convives posèrent religieusement leurs verres en lançant à l'amphitryon, au milieu d'un flot d'exclamations enthousiastes, un regard interrogateur : — Ce vin, Messieurs, dit M. Scott, est du *Mouton* 1828. — Scott, demanda aussitôt M. Duffour-Dubergier, combien vous en reste-t-il de bouteilles? — Malheureusement, répondit M. Scott, il ne m'en reste plus que douze. — Eh! bien, Scott, reprit M. Duffour-Dubergier, je vous propose une affaire : douze bouteilles, douze mille francs. Stupéfaction générale. — Vous me demandez là, mon cher, répliqua l'amphitryon, sans se laisser émouvoir,

une chose impossible. Mais pour vous montrer mon désir de vous être agréable, je consens à partager avec vous, et nous dirons alors : six bouteilles, six mille francs. — Mon cher Scott, reprit M. Duffour-Dubergier, si je paie du vin mille francs la bouteille, c'est à condition d'être le seul à en faire boire à mes amis. — Soit, dit M. Scott, avec l'admirable flegme britannique dont il ne s'était pas départi, n'en parlons plus; et se tournant vers son valet de chambre : servez-nous, lui dit-il, deux autres bouteilles de *Mouton* 28. »

Ce sont là les récits des temps où la Gironde était florissante. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Les propriétaires des grands crus, ou simplement des bons « bourgeois », se trouvent pour la plupart dans une situation fort difficile. Bien des marchés leur sont fermés, et les frais de culture qui augmentent sans cesse les accablent en même temps qu'ils les désespèrent. Les Bordelais qui ont le courage d'arracher leurs vignes sont cités comme des gens sages. Mais la passion est trop forte en eux pour que la plupart s'y résignent. Les plus riches triompheront sans doute de la crise et pourront attendre des années meilleures. Beaucoup lutteront jusqu'au bout de leurs ressources, comme tant d'autres qui se sont ruinés, attendant de vendange en vendange, espérant et hypothéquant, attachés par toutes leurs fibres à la culture peut-être la plus difficile, la plus décevante, mais d'où ils tirent des jouissances et des émotions qui sont leur vie même.

« La vigne est un tapis vert où l'on perd toujours », disaient inutilement à Lamartine ses proches inquiets et affligés. Je sais bien que le grand et noble poète, s'il eut la passion de la terre et le goût du risque, ne peut être cité comme le modèle des viticulteurs. Il plantait, d'une main rapide et négligente, un peu au hasard. L'argent qu'il jetait royalement fondait dans ses terres. Mais combien d'autres se sont ruinés et se ruineront le plus prosaïquement du monde, sans avoir eu cette revanche d'écrire aux marges d'un vieux Pétrarque, par un jour doré de vendanges, des vers immortels.

JEAN BALDE

A PROPOS DU « DIXMUDE »

A QUOI SERVENT LES DIRIGEABLES

La fin tragique du *Dixmude* a mis à l'ordre du jour la question controversée du dirigeable. A vrai dire, elle ne fut pas, sur le moment, examinée avec le sang-froid nécessaire. Lorsqu'il tint l'air pendant cent dix-huit heures quarante et une secondes, battant de dix heures le record du monde, l'enthousiasme fut inouï; lorsqu'il périt, trois mois après, la faillite du dirigeable fut unanimement proclamée. Lors du succès, une voix discordante à peine s'était fait entendre; après la catastrophe, les prophètes de malheur se révélèrent innombrables.

Il importe de ne pas laisser l'une et l'autre de ces impressions excessives se cristalliser dans l'opinion publique.

Par « dirigeable », nous entendrons ici le grand rigide. Lorsque, en 1884, le colonel Renard construisit le premier ballon qui put être approximativement dirigé, l'engouement fut tel en France pour le système adopté, c'est-à-dire pour le dirigeable souple, que les rigides, employés en Allemagne à partir de 1900, furent l'objet d'un mépris définitif. Certes, des résultats intéressants furent obtenus en fait de souples, grâce aux efforts des Santos-Dumont, des Lebaudy, des Clé-

ment-Bayard, des Deutsch de la Meurthe. Leurs initiatives généreuses et les travaux des maisons Astra et Zodiac dotèrent notre pays de bâtiments de plus en plus importants, parmi lesquels chacun se souvient encore des *Lebaudy*, du *Patrie*, du *Ville-de-Paris*, du *République*, de l'*Adjudant Réau*. Mais les enveloppes souples, pratiques pour la mise en réserve, car elles se plient à l'instar d'un mouchoir, ne peuvent pas, en vol, conserver leur forme primitive au delà d'une certaine allure, leur partie avant subissant une pression qui croît avec le carré de la vitesse. De plus, le poids de la nacelle et de son chargement, agissant sur cette enveloppe par l'intermédiaire des câbles qui la supportent, tend à la déformer d'autant plus que le volume du ballon est plus considérable et le poids enlevé plus important. Sans manifester envers les souples aucune ingratitude, la logique aurait donc dû nous conduire à les abandonner en faveur des rigides, lorsque les dimensions affectées aux dirigeables devinrent, pour les souples, prohibitives.

Un ballon rigide est caractérisé par ce fait que l'enveloppe est fixée sur une carcasse rigide, formée essentiellement de cercles principaux, limitant un certain nombre de compartiments, en tranches, et reliés par des poutres longitudinales : cet ensemble constituant, non pas exactement un cylindre, mais un long parallélipipède régulier, cela pour la partie centrale, chaque extrémité étant arrondie ou effilée. La section transversale du *Dixmude*, par exemple, était un polygone régulier de 25 côtés.

La fixité de tout cet ensemble est assurée par des cercles intermédiaires et tout un système de câbles d'acier. Un couloir, intérieur ou extérieur, longe toute la partie inférieure du bâtiment et permet à la fois de passer de l'une à l'autre des nacelles et de répartir sur toute sa longueur les poids enlevés : nacelles contenant les moteurs et l'équipage, lest, dit ballast et constitué en eau, réserve d'essence et d'huile, poste de T. S. F., mitrailleuses, canons, bombes, torpilles, etc. Au-dessus de ce couloir, le ballon est en général divisé par une armature centrale, en deux sections dans le sens de la longueur, et, dans celui de la largeur, les câbles correspondant aux grands cercles achèvent d'en répartir

l'intérieur entre un certain nombre de compartiments dont chacun contient un « ballonnet » d'hydrogène. Le tonnage de l'aérostat, c'est le volume de gaz qu'il contient, ce n'est donc pas celui que délimite l'enveloppe, c'est le total des volumes des ballonnets. Du solide que forme l'enveloppe étanche, sortent seulement les nacelles, dans lesquelles on descend du couloir par des échelles pliantes, les hélices, fixées à la partie arrière des nacelles motrices, les plans de direction horizontale et verticale, rappelant en grand les ailerons et le gouvernail d'un avion. Le *Dixmude* avait à l'avant une nacelle de commandement, puis six nacelles contenant chacune un moteur et réparties par couples de chaque côté du bâtiment, sur toute sa longueur.

LES DANGERS ET LES QUALITÉS DU DIRIGEABLE

Les partisans du dirigeable vantent hautement ses qualités comme instrument de transport : « il est, disent-ils, relativement bon marché, il est rapide et, avant tout, il offre un maximaximum de sécurité ». Et voilà que le *Dixmude* disparaît en d'atroces circonstances! Aussitôt un grand quotidien de s'écrier : « Comme ce sera tentant de monter là-dedans au lieu de prendre un paquebot! »

Pourtant, rien dans le raid où le *Dixmude* trouva la mort, ne rappelle un voyage normalement effectué sur un parcours déterminé, en exécution d'un service convenablement organisé. Alors le dirigeable peut être protégé au mieux contre ses ennemis. Il doit l'être, car, indiscutablement, il est fragile.

Il est exposé à deux sortes d'accidents : les uns intrinsèques, provenant d'un défaut de construction, les autres extérieurs. A la première se rattachent les catastrophes du *R.* 38 et du *Roma.*

La carcasse du *R.* 38 se déforma en plein vol, au-dessus de Hull, le 24 août 1921. Par suite de la déchirure des ballonnets, l'hydrogène s'échappa, prit feu, et la destruction radicale du ballon en résulta. Le *Roma*, acheté à l'Italie par les États-Unis, subit le 21 février 1922, une rupture de son gouvernail, qui provoqua sa chute, malheureusement survenue au-dessus d'une ligne de transport de force qui incendia le ballon.

Ce sont là des faits qu'une fabrication bien étudiée, minutieusement surveillée, utilisant des matériaux de choix et conduite par des ingénieurs expérimentés, doit éviter dorénavant. Mais on n'improvise pas une semblable industrie et c'est pourquoi, si capables que puissent être nos ingénieurs, il serait vain d'escompter que nous rattraperons aisément l'avance prise par les Allemands, qui ont, dans les seules usines Zeppelin, construit 125 dirigeables rigides. Notre seule tentative a été faite par le Creusot, où fut commencé un rigide de 55 000 mètres cubes, arrêté lors de l'armistice.

Il est, pour les engins de locomotion, une autre source d'accidents, intrinsèque aussi : la panne. Terrible pour l'avion, qui doit se poser n'importe où, elle est rare et peu dangereuse pour le dirigeable, car il est actionné par un tel nombre de moteurs qu'il court bien peu de risques de se trouver privé de force motrice. D'autre part, les mécaniciens peuvent, à bord, travailler à l'aise sur les moteurs, et les réparer.

Mais il est pour le dirigeable deux ennemis terribles : le vent et le feu, le feu étant le plus souvent d'ailleurs, causé par la tempête ou par la foudre.

Au sol, la protection contre l'incendie doit être cherchée dans les mesures habituelles de précaution. En vol, tant que ne sera pas découvert un gaz aussi léger que l'hydrogène et moins inflammable, le danger est sérieux. Si bien conditionnés soient-ils, les ballonnets en laissent échapper, qui peut prendre feu au contact des étincelles des moteurs. Pour y parer des ventilateurs appropriés le chassent vers l'arrière, au point que les passagers, dans la nacelle avant d'un dirigeable de transport, peuvent même fumer. Mais une déchirure, causée par la tempête et les efforts qu'elle fait subir à la carcasse, par exemple, est mortelle et sans recours. Il est probable que c'est là, ou dans une atteinte de la foudre, que doit être recherchée l'explication de la chute brutale du *Dixmude*.

Contre le feu, la parade est donc identique à celle qui doit éviter les atteintes de la foudre ou du vent. En résumé, le vent, les troubles atmosphériques, demeurent le seul obstacle à l'accomplissement de la mission du dirigeable. Le vent peut s'opposer à sa marche et l'empêcher ainsi de gagner son

abri, il peut, s'il est supérieur en vitesse à celle de l'aérostat, le contraindre à le suivre, le secouer, l'avarier, le jeter sur un obstacle, et même en vol, l'incendier.

Le dirigeable ne doit donc, sous aucun prétexte, être exposé à un vent trop fort. C'est pour lui, comme pour les avions, que, administrativement, le Service météorologique a été rattaché au Sous-Secrétariat de l'Aéronautique, ce qui n'a pas de sens en réalité, puisque la plupart des avions appartiennent à l'armée et les dirigeables à la marine. Le dit service se voit chaque année rogner cruellement ses crédits. Il manque de moyens, en personnel comme en matériel et surtout, ses transmissions trop lentes. Chaque poste doit renseigner le service central, lequel, à l'aide de tout l'ensemble des observations recueillies sur un vaste espace, peut établir des pronostics que les aviateurs doivent connaître sur-le-champ, qu'ils soient encore à terre ou déjà en vol. Si notre service météorologique avait convenablement fonctionné, le *Dixmude* n'aurait pas péri.

Est-ce à dire que l'utilisation du dirigeable est souvent entravée par le temps? Le *Dixmude* a bravé des vents que les bâtiments de surface fuyaient. A cet égard l'expérience faite avec le *Bodensee*, frère de notre *Méditerranée*, est très intéressante.

Pendant quatre-vingt-dix-huit jours, au cours de la saison la plus défavorable, du 24 août au 1er décembre 1921, ce rigide assura le service aérien entre Berlin et Friedrichshafen, transportant 1 800 passagers en 82 voyages, soit seize jours d'immobilité pour intempéries ou entretien. Mais il était bien pourvu de tous les organes accessoires indispensables à son fonctionnement. Car la clé du problème est là. Un bateau a besoin de bassins de radoub, de quais, d'ateliers, un train a besoin d'une voie ferrée soigneusement posée sur un ballast coûteux, de gares, d'ateliers, d'entrepôts; un dirigeable ne se déplace pas sans moyens auxiliaires.

Il a surtout besoin de ports où trouver refuge. On a dit qu'un bataillon était indispensable pour permettre son départ ou son atterrissage. C'est vrai si le centre ne comporte aucun outillage, ni treuils, ni tracteurs, ni rails de guidage. Sinon 5 hommes suffisent. Mais en France, où, cependant, les

hommes sont en nombre insuffisant, paraît-il, on préfère en employer un grand nombre, plutôt que les remplacer par des machines.

Alors que nos hangars d'avant-guerre étaient ridiculement étroits, alors que, malgré les avertissements, le *Méditerranée* se déchira à Saint-Cyr quand il nous fut livré, les Allemands ont depuis longtemps établi les leurs sur le principe suivant : un hangar sert à deux dirigeables, jusqu'au jour où l'accroissement des volumes les rendra propres à en contenir un seul. Ils en ont de tournants. En France la marine a dû coûteusement arrêter, au moment de l'armistice, les constructions en cours. Les Allemands nous en ont livré 5 superbes, ils rouillent. La Chambre, en 1922, avait voté la construction de celui de la Maison Blanche près d'Alger, le Sénat s'y est péniblement décidé pour 1924. Si le *Dixmude* avait pu chercher refuge à Dakar, à Alger ou à Bizerte, il n'aurait pas succombé.

Il faut savoir ce que l'on veut faire et le bien faire si on le fait. Que la France renonce à posséder une Aéronautique, ou qu'elle lui donne ce qu'il lui faut. Le *Dixmude* avait à sa disposition un hangar. S'il avait été anglais, il en aurait eu 10, et s'il avait été allemand, il en aurait eu 60.

LES DIRIGEABLES DANS LA MARINE

Si donc le dirigeable est utilisé à transporter des voyageurs pacifiques, si rien ne le contraint à braver les intempéries, il offre théoriquement une très grande sécurité. Bref, certains le louent sans réserve comme un instrument de transport, pour les très longs parcours, et à l'usage des gens riches et pressés. Il convient d'attendre pour être absolument affirmatif qu'un essai sur un tel parcours ait été tenté.

Pour la guerre sur terre, il est condamné. Dès 1914, nos aérostats se montrèrent inutilisables et ce fut folie que de continuer à en construire encore pour le service de l'armée. Malgré la supériorité technique de leurs engins, les Allemands durent y renoncer entièrement vers la fin de 1916. N'en serait-il pas de même pour la guerre navale, désormais? Nous ne le croyons pas. Le pourcentage des pertes sera, pour ces engins,

très élevé, mais les services qu'il rend à la marine sont tels, que tout pays doit consentir à en risquer, s'il veut soutenir la lutte sur mer.

Nous avons à cet égard l'exemple de l'Allemagne. Sa marine en eut 73. 23 furent détruits par l'ennemi, 13 par la tempête, 12 brûlèrent dans leurs hangars, 5 furent frappés par la foudre, 12 mal construits. Il en restait 8 à la fin de la campagne, pendant toute sa durée il y en eut rarement davantage. Mais, grâce à eux, la flotte allemande évita toute surprise et échappa plusieurs fois à l'encerclement de la flotte anglaise, pourtant infiniment supérieure, elle connut toujours la composition, la formation, la direction, des forces britanniques, avant même que celles-ci n'aient soupçonné sa présence, elle fit subir à son adversaire des pertes sérieuses, les côtes allemandes furent inviolées, les sous-marins allemands purent sortir et rentrer à travers une épaisse ceinture de mines, pour accomplir entre temps leur besogne criminelle.

Le dirigeable est tout d'abord l'organe essentiel de la reconnaissance à longue portée et de la surveillance rapprochée des escadres. Quand la flotte de haute mer allemande sortait, elle en avait un rideau, déployé en éventail autour d'elle, et deux ou trois autres restaient à distance de vue du navire-amiral, prêts à exécuter des sondages précis. Par un ciel clair, la visibilité est prodigieuse, de la nacelle d'un dirigeable. Le confort de son équipage lui permet l'emploi d'instruments de précision que l'avion ne peut emporter, son immense rayon d'action lui permet d'accompagner les navires de surface pendant plusieurs jours, tandis que les avions doivent se succéder, ne vont pas loin, passent vite sur les points à examiner, et en cas de panne, tombent à la mer. Le navire porte-avions ne saurait le remplacer car il est collé à la flotte, coûte autant qu'un vaisseau de ligne et est aussi long à construire.

Si le ciel est bouché par les nuages, le dirigeable est seul à pouvoir observer, grâce à sa « nacelle d'observation », qu'il laisse pendre à plusieurs centaines de mètres au-dessous de lui, sous les nuages, au-dessus desquels il reste dérobé à la vue de l'ennemi.

Cela signifie-t-il que les avions soient inutiles? Loin de là. Les deux engins se complètent, mais nous étudions ici le

seul dirigeable, dont le rôle, disait du Plessis de Grenédan, « commence là où s'achève celui de l'avion ».

Pour le bombardement, rien ne vaut le dirigeable. Il emporte 80 tonnes de bombes, lancées en dominant longuement l'objectif, en visant soigneusement, à l'aide d'instruments trop encombrants pour l'avion. La nuit, si l'obscurité seule le protège, le jour s'il a, en cas de pluie, « tous les atouts dans son jeu » disait encore le commandant du *Dixmude*, il peut détruire les bases navales et les entrepôts, les usines, les escadres au mouillage ou en pleine mer, les villes.

Il sert à convoyer longuement les bâtiments de commerce, leur signalant les sous-marins, qu'il attaque à l'aide de la bombe sous-marine et qui ne peuvent en sa présence se risquer hors de l'eau. Si la fuite des cargos et son offensive ne suffisent pas à écarter le danger, il appelle en temps voulu les bâtiments légers de surface.

Il peut lui-même mouiller des mines, mais, surtout, il les repère et aide à les relever. Les Anglais entouraient, en 1918, les côtes allemandes d'une barrière de mines telle que, en un mois, ils en posaient 10 000. Les dirigeables, chaque matin, les repéraient, guidaient le travail des dragueurs et les prévenaient des attaques anglaises. Puis, lorsque les sous-marins revenaient de croisière, il les guidaient au long des chenaux pratiqués le jour même.

Le long de la côte de la mer du Nord, trois dirigeables allemands montaient la garde du petit matin à la nuit, surveillant trois secteurs jointifs, de l'île de Terscheling à la pointe du Horn-Riff, en Jutland. Un tel rôle eût été moins bien rempli par des avions et en eût occupé des quantités. Le dirigeable voit la mine et le sous-marin par transparence, ses photographies lui permettent d'en découvrir qui ont échappé à l'œil humain.

Pour les missions lointaines, les distances supérieures à 10 000 kilomètres ne sont plus aujourd'hui pour l'effrayer, aussi peut-il porter la dévastation ou rechercher des renseignements, très au loin chez l'ennemi, là où jadis régnait aux pires heures de l'histoire, la sécurité la plus complète.

Si vulnérable qu'il puisse être, il faut donc en doter les escadres. Mais cependant, il serait inutile d'en construire

si leur destin était de toute évidence de périr en quelques jours.

Des moyens nouveaux seront mis en œuvre dans une guerre future, déjà le canon envoie son projectile à 9 000 mètres de hauteur. Certes, mais le dirigeable monte plus haut et montera plus haut encore. Il lui offre, comme à l'avion, une vaste cible, mais il se cache derrière des nuages de fumée, il va vite, aussi vite maintenant que l'avion aux grandes altitudes, il manœuvre, il reçoit un armement de plus en plus efficace, enfin il emportera lui-même les avions chargés de sa propre défense. En Amérique c'est chose faite. Les appareils viennent se fixer par un anneau situé au-dessus de leur carlingue, à un crochet placé sous le ballon. Un dirigeable emmène une escadrille de chasse et accroît ainsi à l'infini son rayon d'action. C'est, comme le porte-avions de surface, un auxiliaire précieux de l'aviation.

L'OPINION DU LIEUTENANT DE VAISSEAU DU PLESSIS DE GRENEDAN

Au moment de la catastrophe du *Dixmude*, les adversaires du plus léger que l'air voulurent interpréter, en faveur de leur thèse, un article du lieutenant de vaisseau du Plessis de Grenedan. C'était tirer de sa mort une leçon diamétralement opposée à sa foi profonde en l'absolue nécessité du dirigeable par la marine française, foi pour laquelle il est tombé, après avoir consacré toute sa vie à la défendre.

Connaissant notre opinion sur ce point, tout à fait identique à la sienne, il s'efforçait de nous procurer les arguments nécessaires pour la faire triompher, sur un terrain certes moins périlleux et moins glorieux que celui où il luttait lui-même, terrain cependant où le bon combat doit être mené aussi.

Aussi le souvenir de conversations nombreuses ainsi que plusieurs lettres nous permettent de connaître sa doctrine. Nous tenons à l'exposer, car il serait vraiment choquant de la laisser ainsi travestir.

L'article envisagé était destiné à des techniciens. Après

avoir étudié son bâtiment, du Plessis indiquait quelles modifications il importait, selon lui, d'apporter à ses caractéristiques, pour établir les grands croiseurs aériens qu'il estimait indispendables.

En construisant le *L.* 72, depuis *Dixmude*, les ingénieurs allemands avaient prévu pour lui des vols de courte durée, destinés à bombarder les côtes anglaises, en partant des Flandres ou du Schleswig, alors que notre marine attend de ses dirigeables la protection des escadres en mer et des missions lointaines. Sur les indications de son commandant, le *Dixmude* fut modifié dans ce sens. On remplaça par des réservoirs d'essence, les bombes qu'il devait autrefois porter. De quinze heures à la vitesse maxima de 55 nœuds, son rayon d'action passa à quarante-cinq heures, lui permettant de couvrir 4 500 kilomètres, tandis qu'à la vitsese de croisière, soit 35 nœuds à l'heure, il put rester en vol pendant cent soixante heures, et parcourir 10 500 kilomètres. Mais, au départ, il montait péniblement à 1 000 mètres, et n'atteignait son plafond théorique de 7 000 mètres qu'à la condition de voler presque à vide.

Or, d'après du Plessis, la guerre en Méditerranée exige des dirigeables possédant les caractéristiques suivantes, celles au reste, du Zeppelin modèle *L.* 100 :

Volume.	108 000 m³ (*Dixmude* : 62 000).
Vitesse maxima	70 nœuds pendant 2 500 km.
Vitesse de croisière	50 nœuds pendant 4 500 km.
Plafond maximum	9 000 mètres.
Plafond avec le combustible nécessaire pour parcourir à la vitesse de croisière 2 500 km., soit pour 50 heures.	5 000 mètres.
Poids utile emporté.	80 tonnes.

tandis que pour accompagner les escadres dans l'Atlantique, il faut, pensait-il construire des dirigeables cubant au moins 125 000 mètres cubes.

C'est là le sens de l'article en question. Du Plessis dit son bâtiment dangereux? Il n'a jamais changé d'avis. En septembre dernier, il nous écrivait ceci : « le *Dixmude* s'est montré à l'usage un instrument d'une manœuvre délicate

et souvent dangereuse. » Mais il a écrit ceci d'autre part : « On ne peut conserver des rigides au hangar en se réservant de s'en servir en temps de guerre seulement. » D'abord, ils se détériorent plus facilement que si on les utilise, ensuite l'équipage doit être entraîné, enfin il faut les étudier à fond pour améliorer les unités suivantes.

Or, selon du Plessis, l'intérêt du dirigeable est certain. Voici comment il expose ses idées à cet égard dans la *Revue universelle*, en mars 1921 : « Un croiseur rapide coûte autant que 10 rigides, lesquels feront la besogne de 30 ou 40 croiseurs et la feront infiniment mieux... Un seul obus, fait-on observer, peut détruire un zeppelin de 5 ou 6 millions; c'est exact, mais cela cessera de l'être au jour où l'on pourra gonfler les ballons avec du gaz incombustible. En tous cas, il est équitable de se demander combien il faut de torpilles pour envoyer par le fond un croiseur de surface... Un rigide se monte en deux mois environ, les Allemands prétendent même en avoir construit en six semaines... les croiseurs, s'ils peuvent naviguer pendant vingt ans, perdent la plupart de leurs qualités militaires en trois ou quatre ans et même moins. Un dirigeable, au bout de deux ans, doit être mis au rebut et remplacé par un autre. Il en faut donc 10 ou 20, mais s'ils ont coûté autant, pas plus, à eux tous, que le croiseur, ils ont immobilisé bien moins d'hommes et rendu, pendant ce temps, tous les services d'un matériel neuf. »

Et il conclut : « L'avantage appartient donc à tous égards, et sans contestation possible, à l'éclaireur aérien. »

QUELLE DOIT ÊTRE NOTRE POLITIQUE

Pauvre d'argent, pauvre d'hommes, la France doit compenser par l'emploi des armes scientifiques, l'infériorité qu'elle en éprouve au point de vue de sa force militaire. De plus, le rôle particulier que doit jouer notre marine dan la défense nationale, nous conduit à la composer surtout des bâtiments aériens et sous-marins. Or, et c'est inconcevable, nous marquons chaque jour en cette matière un retard croissant vis-à-vis des autres puissances navales, pour les-

quelles les armes nouvelles ne sont que les auxiliaires d'une forte, nombreuse et moderne flotte de surface. Les États-Unis ont 3 dirigeables, 2 porte-avions de grand tonnage, le Japon a 2 porte-avions, l'Angleterre plusieurs dirigeables et 5 porte-avions, nous pas un dirigeable, car le *Méditerranée* est incapable d'un emploi militaire, et pas un porte-avions, si ce n'est en prévision, ce qui n'est pas le cas pour les dirigeables.

Quel que soit le zèle et le désir de ses chefs, il ne faut pas espérer aboutir tant que l'aéronautique française sera dispersée entre quatre ministères. Si l'Angleterre, le Japon et l'Italie sont aujourd'hui infiniment mieux armés que nous dans les airs, tout au moins au-dessus des flots, c'est-à-dire sur les trois quarts du globe, elles le doivent à ce que, chez elles, une seule direction étudie, prépare, commande et utilise le personnel et le matériel affectés au service aérien. Bien adroit qui trouvera lequel de la Marine ou de l'Aéronautique, est responsable de l'immobilisation pendant de longs mois du *Dixmude* et du *Méditerranée*, attendant du Sous-Secrétariat des ballonnets que le Ministère avait dû réclamer et qu'il devait finalement payer et utiliser.

Si la marine veut des rigides, c'est le Sous-Secrétariat qui les lui procurera. Les marins qui montaient le *Dixmude* auraient eu grand mal à faire entendre leur voix. C'est pourquoi du Plessis de Grenédan nous écrivait le 23 octobre dernier : « Ne serait-il pas possible de demander pourquoi les ingénieurs du Service technique se désintéressent complètement des rigides? Il y a des quantités de mesures à faire en vol... qui peuvent donner des indications précieuses pour la construction des unités futures. »

Accompagné du capitaine de vaisseau Yvon, adjoint du contre-amiral Gilly, chef de l'Aéronautique maritime, du capitaine de frégate Hennique, beau-frère de ce même officier général, le Commandant du *Dixmude* n'a pas donné l'ordre du lâchez-tout à contre-cœur, sur un ordre venu de loin, ou de lui-même, mais à la légère. Pleinement conscients du danger, mais convaincus de l'utilité de leur mission, les marins du *Dixmude* sont morts au Champ d'Honneur, après tant d'autres soldats et marins français, pour

assurer à leur pays sa place dans l'Empire des airs. Cette place, il ne semble pas que l'avion seul puisse suffire à nous la donner : car, pour la marine tout au moins, le dirigeable paraît indispensable. Il nous faut donc en posséder. Mais on l'utilise en groupe; sa fragilité oblige à en avoir beaucoup pour en pouvoir utiliser quelques-uns; enfin une industrie ne se crée pas pour un seul exemplaire du produit envisagé. En avoir un seul, comme la marine le demandait, ce serait n'en avoir aucun. Il faut que nous en ayons quelques-uns; il faut que l'aéronautique, maîtresse de tous les moyens nécessaires au bon accomplissement de sa tâche, leur assure le maximum de sécurité. En temps de paix, avec leurs équipages de marins, ils pourront tenter un service commercial; en temps de guerre, la flotte en disposera et leur constructeur doit être à même de les établir alors en série et rapidement. Du Plessis avait établi un projet dans ce sens, portant sur quinze ans, et qui, pour une annuité de 25 millions, atteignant un total de 380 millions, donnerait à la France 3 escadres de 5 rigides chacune.

Si leur fin douloureuse pouvait attirer sur la question du dirigeable l'attention publique, non pas momentanément et superficiellement, mais au point de provoquer sa solution dans le sens indiqué par leur chef, les héros du *Dixmude* assureraient, par leur mort, le triomphe de leur idéal.

GUY DE MONTJOU,
député de la Mayenne,
rapporteur du statut naval pour l'Aéronautique.

AUTOUR DE LA POLITIQUE

Je voudrais, cette fois, entretenir le lecteur de quelques ouvrages de politique. Nous vivons dans un temps où les citoyens, qui ont combattu pour la nation, ne peuvent guère se désintéresser de la conduite des affaires. La période de bouleversements, commencée avec la guerre, est bien loin d'être finie. Des États s'élèvent, et d'autres semblent sur leur penchant. Quelques-uns languissent, victimes de désastreuses expériences. D'autres, qui ont couru le même péril, le surmontent. Celui-ci, sorti prospère en apparence de la lutte, se trouve soudain ruiné dans un monde nouveau. L'univers entier est en travail.

En France, sous des apparences tranquilles, un observateur discerne une fermentation et des forces subversives déjà en action. C'est ce phénomène que M. le comte de Fels a étudié avec beaucoup de pénétration, dans un livre subtil et précis : *Aurons-nous une révolution?* J'essaierai d'isoler le raisonnement de l'ensemble, qui n'est que trop convaincant, des faits et des preuves.

M. de Fels recherche d'abord à quels symptômes on reconnaît qu'une révolution est imminente, et il en trouve trois. Le premier, celui qui apparaît d'abord quand on étudie, par exemple, la révolution de 1789, c'est un embarras financier, dont le gouvernement se trouve incapable de sortir. Et il est vrai que c'est souvent par leurs finances que les États périssent. Mais le phénomène financier n'est lui-même que le témoin d'un mal plus profond. A qui fera-t-on croire que le déficit

de cent millions, qui a perdu l'ancienne monarchie, excédait les ressources de la France? Il faut reconnaître quelque autre maladie, qui a rendu mortelle la plaie d'argent.

Cette maladie, c'est ce que M. de Fels appelle le monstre : « une anomalie, une exception, une exorbitance toujours prête à ébranler tout l'organisme ». Le monstre, en 1789, c'était la connivence d'une partie de la famille royale avec les forces destructives. Je crois qu'on pourrait élargir cette formule, et dire que le monstre c'était, chez les privilégiés, une philosophie qui ruinait leurs privilèges. Les sociétés sont fondées sur le crédit; leur solidité ne dépend que de la foi qu'on leur accorde; et elles s'effondrent sur ceux qui ont douté.

Enfin le troisième élément nécessaire à la révolution, c'est l'héritier. « La mise sens dessus dessous de l'ordre politique et social, écrit M. de Fels, requiert aussi l'existence d'un successeur, d'un animateur doué de puissance, conscient de celle-ci, ambitieux et capable de l'exercer, d'un groupe organisé surpassant en force et en audace le gouvernement en possession d'état. L'émeute alors, au lieu de tournoyer sur elle-même, indécise et incertaine, trouve des meneurs pour lui indiquer un but et des chefs pour l'y conduire. »

Déficit, monstre, héritier : les trois éléments de cette ingénieuse analyse ne sont que trop exactement assemblés dans la France de 1923. Le déficit est connu de tous; il s'élève à 15 ou 20 milliards dans le budget annuel, et il atteint, sous la forme de dette globale, 300 milliards. Mais quel est le monstre, la maladie organique?

C'est, nous dit M. de Fels, la substitution progressive de l'État à la Nation. « On a comparé l'État à un petit cercle inscrit dans un plus grand cercle, la Nation. Or le petit cercle s'élargit constamment aux dépens de l'autre. De jour en jour, de nouvelles fournées de Français abandonnent le camp de la nation pour passer dans celui de l'État... On peut calculer avec quelque précision le moment où, si rien ne se met en travers de l'inexorable évolution, le service de l'État occupera une plus forte proportion que celui de l'État. »

Mais il y a plus : cette armée de fonctionnaires au service de l'État est en train de ruiner l'idée de l'État. La *Tribune des fonctionnaires*, le 15 septembre 1922, publiait un article

de M. Toesca qui est une déclaration de principes : « Il n'y a pas, disait cet article, de fonctionnaires au sens strict et arbitraire du mot. C'est là un vocable qui n'a à désigner que les employés payés par l'État, comme on appelle cheminots les employés payés par les employés de chemin de fer. Il n'y a des spécialistes préposés à l'exécution d'un service d'utilité publique, des travailleurs assumant comme d'autres travailleurs, mineurs, électriciens, une fonction sociale... L'État n'a qu'à reconnaître le droit collectif des travailleurs qu'il emploie et traiter d'égal avec les syndicats. »

C'est en vertu de ces doctrines que les fonctionnaires forment des syndicats, non pas encore autorisés, mais du moins tolérés par l'État. Dans le plus réactionnaire des services publics, celui de l'Enregistrement, on a appris, non sans quelque surprise, que 2 000 fonctionnaires sur 5 000 étaient affiliés à des syndicats cégétistes. — On voit combien le mal est profond. Or qu'un État ne puisse subsister si ses propres fonctionnaires, à l'abri dans leurs syndicats, se dérobent à son autorité, c'est ce qu'affirmait Rouvier le 7 novembre 1905 : « Aucun gouvernement, fût-il formé de ceux qui nous assaillent et nous sollicitent aujourd'hui, ne pourrait permettre la liberté syndicale aux instituteurs, aux agents assermentés des postes et à nombre d'autres catégories de services publics; aucun gouvernement ne pourrait y consentir sans se suicider, sans mettre en péril non seulement l'existence même de la république, mais de tout régime régulier et normal. »

M. Joseph Caillaux parlait dans le même sens, à Aix, le 9 mai 1909. « Les associations de fonctionnaires versent dans le désordre... quand en résumé elles dressent contre la nation les fonctionnaires qui ne tiennent leur mandat que de la nation. De ces agissements il faut parler net, il faut dire hautement qu'ils ne sont pas tolérables et qu'il ne s'est jamais trouvé un gouvernement pour les tolérer. J'imagine qu'il ne s'en trouvera jamais. » Et M. Caillaux citait les paroles de Robespierre à la Convention, le 18 pluviôse an II : « La démocratie n'est pas un État où cent mille fractions du peuple, par des mesures isolées, précipitées et contradictoires, décideraient du sort de la société. Un tel gouvernement n'a jamais existé,

et il ne pourrait exister que pour ramener le peuple au despotisme. »

Et cependant aujourd'hui ces jours annoncés comme si funestes, où les fonctionnaires résistent à l'autorité de l'État, ces jours sont venus. « A l'heure actuelle, écrit M. de Fels, il est permis de dire qu'à l'école primaire, l'État a cessé, soit de réclamer, soit d'obtenir l'obéissance. Tenu au Havre le 7 avril 1922, le Congrès des syndicats des instituteurs a accusé 58 000 adhérents, soit environ la moitié du personnel enseignant des deux sexes. Les syndicats purement bolchevistes, d'après les chiffres donnés à ce congrès, grouperaient de 4 à 5 000 adhérents; ce chiffre, d'après des publicistes autorisés, devrait être porté prochainement à 15 000. » — Des faits analogues sont signalés au ministère des Finances et dans les Postes.

Si maintenant, sans même tenir compte de cet esprit d'insurrection, on examine les exploitations faites par l'État, on assiste à un autre phénomène inquiétant : l'exploitation, le monopole d'État tend à devenir à lui-même sa propre fin. Il ne tend plus à fabriquer des produits, mais à justifier, abriter et nourrir des producteurs rémunérés par les finances publiques. Il n'est plus économique, mais politique.

Ainsi l'État dévore la société, et l'étatisme dévore l'État : voilà le monstre, nécessaire et suffisant à produire la révolution. Nous le surprenons pour ainsi dire sur le fait. Quant à l'héritier, il est bien connu; c'est le bolchevisme, qui a failli conquérir l'Europe en 1920, et qui n'a pas renoncé à ses desseins.

Telle est la fine et vigoureuse construction que M. de Fels projette sur les ténèbres de l'avenir. Sur ce champ obscur, il distingue la Révolution menaçante, les trois conditions qui président à sa naissance étant réunies et conjuguées. Cette révolution, peut-on la conjurer? C'est à quoi répond la seconde partie du livre.

En Angleterre, le comité Geddes a dénoncé 8 milliards de francs de dépenses injustifiables et allégé d'un coup le budget de 7 milliards. En Italie, le fascisme a allégé en trois mois le budget d'un milliard par suppression de fonctions inutiles et abolition de monopoles. M. de Fels ne croit pas à

l'efficacité de ces coups de hache sur les abus, solides comme les branches d'un vieux chêne, de l'État français. Et il préconise un autre principe, qu'il énonce ainsi : contraindre l'État à acquitter lui-même ses dettes, au lieu de les faire payer par la nation, c'est-à-dire par l'impôt, comme il en a pris la détestable habitude.

Mais, dira-t-on, quels sont les avoirs de l'État? Nul ne le sait. La loi des finances de 1873 prescrit de faire un inventaire de toutes les propriétés immobilières de l'État, et d'en reviser les affectations tous les trois ans. Cette loi, qui reproduit elle-même une ordonnance de 1833, n'a jamais été exécutée. On ignore quelle est la fortune de l'État. Il y a de fortes raisons de la croire énorme, et il est certain qu'elle est parfaitement mal gérée. M. de Fels demande que l'inventaire, ordonné il y a cinquante ans, soit enfin dressé. Il tient pour assuré que l'État, camouflé en mendiant, prendra alors sa vraie figure de nouveau riche; que le crédit sera rétabli; que l'aliénation des biens onéreux ou inutiles, réalisés prudemment, contre des titres de rente et des bons du trésor qui seront immédiatement détruits, allégera le budget d'au moins six milliards de dépenses annuelles. Et le livre s'achève par quelques exemples, singulièrement savoureux.

***

Après cette politique, telle qu'elle devrait être, le charmant petit livre de M. Barthou nous montre *LE politique*, tel qu'il est. Il le distingue dès l'enfance, car l'homme politique, comme le criminel de Lombroso, est né pour son destin, et donne les signes d'une vocation. Et il l'accompagne jusqu'à la tombe, car le politique ne connaît point le retrait, ni cet intervalle que l'honnête homme met entre sa vie et sa mort. Je dis le politique de la Troisième République, bien entendu; car il paraît bien que Sylla a abdiqué et que Dioclétien a planté des salades; mais c'était du temps des tyrans.

Ce petit tableau de la vie politique, résumée dans celle d'un homme, a bien de l'agrément. Après avoir montré son personnage dans le temps où il n'est encore qu'un candidat serviable, M. Barthou l'envoie à la Chambre, et prend occa-

sion de cette élection pour composer un joli traité de l'Orateur. Des orateurs, il vient naturellement aux ministrables. Voici dans les jours de crise, leur foule inquiète. L'usage voulait naguère qu'ils fussent reconnaissables à la redingote qu'ils avaient revêtue pour écouter les offres du Président du Conseil. « Aujourd'hui, dit M. Barthou, la redingote n'est plus nécessaire. La démocratie épargne à ses favoris un vêtement qu'il faut beaucoup de distinction pour porter avec aisance. » Les ambitieux en veston ne se distinguent plus. Et pourtant ce sont les mêmes que La Bruyère, chez le prince de Condé, observait déjà. C'est un des traits amusants de ce chapitre, que M. Barthou se soit diverti à entrelacer à son propre ouvrage des maximes de l'auteur des *Caractères*. On connaît l'un et l'autre style à la différence des âges; mais les originaux qu'ils peignent n'ont pas varié. « Comment voulez-vous qu'Erophile, à qui le manque de parole, les mauvais offices, la fourberie, bien loin de nuire, ont mérité des grâces et des bienfaits de ceux mêmes qu'il a ou manqué de servir ou désobligés, ne présume pas infiniment de soi et de son industrie? » Ainsi parle La Bruyère. Un auteur de notre temps, qui écrirait excellemment, ne dirait pas autre chose.

Des ministrables, il faut bien en venir aux ministres et nous faire assister au Conseil. Voici trois présidents dont chacun y apporte son tempérament : « *Tigris*, un caractère autoritaire, un verbe tranchant et une verve caustique; *Namnetus*, une indolence apparente, mais beaucoup plus de présence réelle que ses regards perdus dans le lointain n'en laissent supposer; *Mosanus*, un esprit clair, une attention aiguë et le contrôle rigoureux, quoique bienveillant, des actes de ses collaborateurs. Il est difficile de mieux dessiner en moins de traits, et je suppose que vous avez reconnu M. Clemenceau, M. Briand et M. Poincaré.

Ainsi M. Barthou nous mène chez les ministres; il nous fait asseoir à leur foyer; il nous montre leurs femmes, dans la sainte lumière de la démocratie. Un chapitre est consacré au président de la République. Nous avons fait le tour de la cité. Il ne manque qu'une page sur la Commission des Réparations, dont M. Barthou a bien quelque chose à dire.

***

Au moment même où j'écris ces lignes, on m'apporte le livre de M. Klotz, *De la guerre à la paix*. L'auteur s'est défendu d'écrire ses mémoires : Souvenirs et documents, dit le sous-titre qui est excellent.

Il y a cent cinquante pages de souvenirs, et cent de documents. Les souvenirs sont, par définition, très inégaux. Il y a des anecdotes, qui nous font revivre les premières heures de la guerre. Il y a des précisions très intéressantes sur des faits peu connus. Mais c'est au chapitre v que nous entrons vraiment dans la grande histoire, par l'exposé du rôle de la commission du budget pendant la guerre; on verra en particulier comment cette commission s'est élevée contre les scandaleux salaires qui ont été le principe de la vie chère. A l'automne de 1917 M. Klotz devient ministre des Finances, et, avec le chapitre IX, nous entrons dans l'étude des questions qui ont vraiment déterminé la situation actuelle. Un historien qui voudrait décrire cette situation devrait en effet remonter jusqu'au 2 janvier 1918, où fut réuni, dans le palais de la Légion d'honneur, le premier comité interallié des Finances. A compter de ce moment les textes importants se succèdent presque de page en page. Quiconque touche, de près ou de loin, à la politique étrangère, ne peut se dispenser de lire ces textes, les uns inédits, les autres trop oubliés.

Voici le 10 février 1918, une importante résolution, qui a été rendue publique le 28 mars, il s'agit des dettes de la Russie. Le Comité financier rappelle le principe posé par la Conférence de Londres à propos de la Belgique, le 19 février 1831 : C'est un principe d'ordre supérieur que les traités ne perdent pas leur puissance, quels que soient les changements qui interviennent dans l'organisation intérieure des peuples. « Et il conclut : « Les Puissances alliées prendront en considération les principes ci-dessus rappelés, dans toute négociation relative à la reconnaissance de ou des nouveaux états qui se constitueraient en Russie. »

Un peu plus loin, voici un exemple singulièrement instructif de l'âpreté de la Trésorerie britannique, où M. Keynes impo-

sait sa loi. On était à la fin de mars 1918. La Grande-Bretagne, sur les fournitures qu'elle faisait à la France, exigeait le paiement immédiat d'une certaine somme, considérée comme la contre-partie des achats de matières premières que contenaient ces fournitures et qu'elle avait dû elle-même se procurer à l'étranger. Ayant ainsi réclamé un versement de pesos pour une fourniture d'oléagineux, et n'ayant pas reçu de réponse immédiate, elle n'hésita pas à mettre l'embargo sur des cargaisons de lubréfiants réclamés avec impatience par l'aviation française! Et c'était le moment où la Ire et la IIIe armée française luttaient désespérément pour arrêter von Hutier et von der Marwitz, qui avaient écrasé la Ve armée britannique!

Le chapitre XI commence avec l'armistice du 11 novembre 1918, et dans une cinquantaine de pages, M. Klotz résume les négociations mémorables qui ont abouti au traité de paix. Le livre s'achève à la signature de ce traité, en juin 1919. Ces cinquante pages sont assurément ce qu'on a écrit de plus vivant sur l'origine de la question des réparations.

Le mot a été prononcé le 1er novembre 1918, dans une salle de l'hôtel Trianon, à Versailles, où se discutaient les conditions du futur armistice. M. Clemenceau dit : « Il n'a pas été fait mention de la restitution des objets volés, ni de la réparation des dommages. » M. Lloyd George répondit que la réparation des dommages était une condition non d'armistice, mais de paix. Le lendemain, M. Bonar Law parla dans le même sens. M. Clemenceau insista : « On ne comprendra pas chez nous, en France, que nous n'inscrivions pas une clause à cet effet; ce que je vous demande, c'est l'addition de trois mots, réparation des dommages, sans autre commentaire. » Le ministre français eut gain de cause.

Le 13 décembre, l'armistice est renouvelé à Trèves. Un protocole financier est signé, par lequel le gouvernement s'engage à ne pas disposer, sans accord avec les Alliés, de son encaisse métallique ni de ses valeurs étrangères, et de ne donner sans y être autorisé lui-même, aucune autorisation de sortir pour les avoirs et les valeurs étrangères possédées par des particuliers ou des Sociétés! — Pour peu qu'on connaisse la situation actuelle on croit rêver en relisant ce texte. En conséquence du protocole du 13 décembre, M. Louis Martin

fut envoyé à Mayence pour organiser un contrôle. Les Allemands firent une résistance furieuse : cependant, le 10 mars, M. Martin écrivait à M. Klotz que le contrôle était établi. La Commission de Mayence a fonctionné, si je ne me trompe, jusqu'à la paix.

Le récit des négociations financières entre alliés pendant cette période, celui des négociations de paix, toutes choses où M. Klotz participait comme ministre des Finances, ne sont pas moins riches en enseignements. Parfois une anecdote interrompt la suite émouvante du récit. Il en est une, vraiment savoureuse, qui met en scène le premier ministre d'Australie, M. Hughes et le Président des États-Unis. M. Hughes ayant accepté le mandat sur une île assez sauvage d'Océanie qui avait été colonie allemande, M. Wilson lui demanda si l'Australie autoriserait l'Amérique à y envoyer des missionnaires. M. Hughes répondit : « Mais oui, avec le plus grand plaisir. » Un peu surpris de cette cordialité, M. Wilson remercia chaleureusement, et montra que cette autorisation répondait aux intérêts des habitants de l'île. Alors M. Hughes, acquiesçant avec un sourire goguenard : *Yes, poor people, we must give them something to eat.* — Oui, pauvres gens, il faut bien leur donner quelque chose à manger.

***

Puisque nous voici à la question des réparations, comment ne pas signaler au lecteur le petit livre si clair et si judicieux de M. Nogaro, *Réparations, dettes interalliées et restauration monétaire*? En même temps qu'un historique excellent, il y trouvera un exposé lumineux de ce qui est en vérité tout le problème, à savoir le transfert des capitaux. C'est une partie de la difficulté à laquelle le public et les hommes d'État ne prennent pas garde le plus souvent. Elle peut s'énoncer ainsi. Il ne suffit pas que l'Allemagne ait la capacité de payer à chaque échéance les sommes qu'elle doit; il faut encore qu'elle dispose des instruments de paiement que la France peut utilement recevoir. Or il est évident que même en supposant que le mark-papier soit stabilisé, la France n'a que faire de pareilles quantités de cette monnaie. Il faut donc que l'Alle-

magne convertisse préalablement ses marks-papier soit en marchandises, et nous venons aux réparations en nature, soit en devises que la France pourra à son tour négocier, livres ou dollars. Mais comment l'Allemagne pourra-t-elle se procurer un excédent de ces devises, sinon par un excédent correspondant de ses exportations sur ses importations? Qui peut assurer que cet excédent, défalcation faite des réserves nécessaires au jeu même de l'industrie allemande, atteindra les trois milliards annuels qu'on réclame? Il faut donc en venir aux prestations en nature, qui sont, elles, fondées uniquement sur les capacités de l'Allemagne, et non sur ses disponibilités en moyens de paiement internationaux. Seulement les prestations en nature provoquent les réclamations de l'industrie française, qui se trouve lésée. C'est là la véritable antinomie des réparations. La véritable solution eût été d'empêcher l'évasion ou l'évanouissement des avoirs allemands en devises. Il fallait maintenir cette *Centrale des devises* qui fonctionnait pendant la guerre. M. Nogaro en demande le rétablissement; mais depuis que son livre a paru, le gouvernement allemand a pris des mesures bien plus radicales, comme la confiscation générale des devises et l'interdiction de leur commerce, ces mesures n'ont donné aucun résultat. Il faut donc avouer qu'il est trop tard et que l'évasion est accomplie. Reste donc, si l'on veut être payé, l'obligation d'ouvrir à l'exportation allemande le débouché national. « Il faut finalement choisir entre le système qui consiste à vouloir être payés en offrant à la production allemande un débouché, et celui qui consiste à vouloir nous réserver notre marché et renoncer au paiement. »

HENRY BIDOU

AU THÉATRE

Madame Ida Rubinstein a repris *la Dame aux Camélias.* Elle a joué avec une application intelligente et une élégance très fine le rôle créé par madame Doche, lequel fut longtemps un des triomphes de Sarah Bernhardt. Elle a même remis la pièce à neuf, quant aux décors et aux costumes. Ce n'est pas sa faute si elle n'a pu rajeunir le texte. Dans sa préface de 1867, Dumas fils disait « : Cette pièce vit sur sa réputation passée, mais elle rentre déjà dans l'archéologie. » Il ne croyait pas si bien dire. Il ne visait que l'évolution des mœurs, lesquelles d'après lui s'étaient considérablement corrompues en quinze ans, depuis le 2 février 1852, date de la première représentation. Dans sa bizarre manière fracassante et pétaradante de prophète d'Israël, qui aurait collaboré aux journaux d'Emile de Girardin, il s'écriait : « Nous allons à la prostitution universelle! » Il avait heureusement trouvé le remède : la recherche de la paternité! De bonne foi, ce Jérémie innocent paraissait croire que le phénomène social dont il annonçait la généralisation s'était développé, pour la première fois dans l'histoire, sous le Second Empire, après des débuts encore à demi romanesques et idylliques vers la fin de la Monarchie de juillet. Que les siècles antérieurs l'eussent connu et qu'il remontât à la plus haute antiquité, notre dramaturge-préfacier ne semble pas en avoir eu le moindre soupçon.

Il n'a pas davantage soupçonné le ridicule qui se dégagerait pour nous de son style, tout pareil à celui des fabricants de

mélos du boulevard du Crime. Il avait un culte pour son père, ce qui en principe était un bon sentiment, mais sa respectable piété filiale déterminait fâcheusement son esthétique. Dans cette même préface, il présente avec la plus sérieuse conviction Dumas père comme « une des gloires de notre temps ». Il y a des gens qui l'ont cru : il y en a même qui le croient encore. Mais lorsqu'on reprit *Antony* à la Comédie-Française, vers 1910, ce fut un beau succès d'hilarité. Et j'ai essayé de relire *les Trois Mousquetaires*, lors du cinquantième anniversaire de la mort de l'auteur : après deux ou trois chapitres, le livre m'est tombé des mains. C'est vraiment trop mal écrit : pour qui n'est pas tout à fait indifférent à la forme littéraire, c'est insoutenable. J'avoue que cela m'avait amusé jadis, quand j'avais douze ans. Si l'on n'a pas littérairement douze ans toute sa vie, impossible d'y revenir. Je sais bien que la vogue de ces romans du vieux Dumas continue d'être énorme, et dans toutes les langues : je n'ai garde de m'en affliger, je m'en réjouirai même si l'on veut, car il y a bien pis à tous égards; cependant ma remarque subsiste, et cette popularité même en est la preuve.

Très probablement, l'emphase et la platitude du dialogue ont contribué aussi à l'immense succès de *la Dame aux Camélias*. Écoutez la grande scène du père Duval : « Le cœur ne change-t-il pas perpétuellement d'affection? C'est le même cœur qui, fils, aime ses parents au delà de tout, qui, époux, aime sa femme plus que ses parents, qui, père plus tard, etc. » Ce *cœur qui, fils... qui, père...* n'est-il, pas d'un joli effet? « Qui vous dit que les premières rides de votre front ne détacheront pas le voile de ses yeux?... » Ces rides qui détachent un voile ont bien de la vertu. Marguerite n'est pas en reste : « Eh bien, monsieur, vous direz un jour à cette belle et pure jeune fille, car c'est à elle que je veux sacrifier mon bonheur, vous lui direz qu'il y avait quelque part une femme qui n'avait plus qu'une espérance, qu'une pensée, qu'un rêve dans ce monde, et qu'à l'évocation de son nom cette femme a renoncé à tout cela, a broyé son cœur entre ses mains et en est morte, car j'en mourrai, monsieur, et peut-être, alors, Dieu me pardonnera-t-il. » En entendant cette belle phrase, M. Duval est « ému malgré lui ». Il y a de quoi. La pauvre fille fait, d'ailleurs,

une incroyable consommation du nom de l'Être suprême. « Armand! Tu as vu Armand?... Armand vient me voir!... Armand!... Oh!... ce n'est pas toi, il est impossible que Dieu soit si bon... Quand je ne le voudrais pas, mon ami, il faudrait bien que je cédasse, puisque Dieu le veut... Crois-moi, Dieu fait bien ce qu'il fait... Mais si un jour une belle jeune fille t'aime et que tu l'épouses, comme cela doit être, comme je veux que cela soit, et qu'elle trouve ce portrait, dis-lui que c'est celui d'une amie qui, si Dieu lui permet de se tenir dans le coin le plus obscur du ciel, prie Dieu tous les jours pour elle et pour toi, etc. » Pensez-vous qu'il y ait dans les passages les plus pathétiques de Bouchardy ou de Victor Ducange beaucoup de tirades d'un comique aussi franc?

N'oublions pas que Dumas fils passa de son temps pour un novateur, un réformateur du théâtre, et surtout pour un champion du réalisme! En tout cas, il n'est certes point un artiste. On comprend sa malveillance pour les poètes, à commencer par Gœthe et Hugo. Et M. Paul Bourget, qui l'admire malgré tout, aurait pu lui appliquer aussi bien qu'à d'autres son mot méprisant sur la « prose d'auteur dramatique ». Il est vrai que trop souvent la prose de romancier ne vaut guère mieux.

***

Nous avons eu, dans ces dernières semaines, une sorte de saison Maeterlinck. Pas de pièce nouvelle, sauf un petit acte gaulois, pour lequel M. Lugné-Poë n'a pas cru devoir convoquer la presse. Mais deux magnifiques reprises d'œuvres importantes : *Monna Vanna*, et *l'Oiseau bleu*.

Monna Vanna est la plus ancienne, ayant été représentée le 17 mai 1902 au théâtre de l'Œuvre, scène du Nouveau-Théâtre, direction Lugné-Poë, si j'en crois la brochure, dont la première édition chez Fasquelle est également datée de 1902. J'avais vu *Monna Vanna* dans la nouveauté, et je confesse que je n'en avais pas gardé un très grand souvenir. Mon impression ne s'était pas sensiblement améliorée lorsque M. Henry Février en fit un opéra, tandis que je préfère beaucoup à la *Dame aux Camélias* la suite de valses que Verdi en a tirée

sous le titre de la *Traviata*. Mais cette fois la pièce de Maeterlinck m'a semblé admirable. J'ai attribué d'abord cet heureux changement, qui dépassait toutes mes espérances, à la supériorité d'interprétation. Certes, la Comédie-Française s'est mise en frais : il y a de beaux décors de M. Guirand de Scévola, une figuration bien réglée; madame Piérat est noble et touchante; M. Hervé a du mouvement, M. Alexandre, de la prestance, et M. Desjardins, de la tenue. Cependant, à la réflexion, je crois tout bonnement qu'il y a vingt ans je n'avais pas bien compris. *Monna Vanna* est un ouvrage des plus remarquables, mais un peu difficile.

Entendons-nous. On suit aisément le cours de l'action, qui ne peut manquer d'émouvoir le spectateur le moins attentif. Le scénario offre une suite d'événements très clairs et immédiatement saisissables. Oui, mais si l'on s'en tient à cette signification si apparente et perceptible à tous, comme je crains de l'avoir fait en 1902, on s'expose à n'apercevoir qu'un drame bien machiné, un peu factice, et qui a le tort d'être presque entièrement écrit en vers blancs. L'utilité capitale d'une seconde audition consiste à dévoiler sous cette trame un peu superficielle un sens non pas précisément secret, mais assez profond, qui n'apparaissait pas à première vue, et qui transforme l'ouvrage en une haute tragédie intellectuelle. Je n'ignore pas qu'une certaine prudence convient dans l'exégèse de Maeterlinck, qui accuse volontiers les commentateurs de découvrir dans ses pièces un tas de choses auxquelles il n'avait jamais pensé. Mais peut-être son inconscient y a-t-il pensé pour lui, et les textes sont là.

Monna Vanna, c'est essentiellement un réquisitoire contre les passions de chair et de sang, notamment contre l'amour charnel et le chauvinisme intégral. Le condottiere Prinzivalle, au service de Florence, assiège Pise, qui est à bout de forces. Il consent à la ravitailler et à l'épargner, à condition que Monna Vanna, femme du général pisan Guido Colonna, vienne seule, et nue sous son manteau, se livrer à lui, comme Salammbô à Mathô et Judith à Holopherne. Le vieil humaniste et philosophe platonicien, Marco Colonna, père de Guido, proclame la légitimité de tout sacrifice qui sauvera la vie d'un peuple. Mais Guido, amoureux et jaloux, n'entend pas sacri-

fier la vertu de sa femme. Si les choses dépendaient de lui, Pise serait détruite et les Pisans périraient jusqu'au dernier. Voilà pour l'amour.

Si la politique florentine triomphait, le résultat serait le même. Il y a là un terrible délégué de la Seigneurie, commissaire aux armées, qui prétend, lui, tout immoler à la grandeur de Florence. Marco Colonna, connaissant bien ses ennemis, nous a expliqué qu'ils sauraient organiser perfidement le carnage et la dévastation sans en assumer la responsabilité, par une astuce machiavélique qui annonçait douze ans d'avance la fourberie et l'atrocité allemandes de la dernière guerre. Si Prinzivalle était aussi un Florentin animé du même nationalisme féroce, il ne ferait grâce à Pise ni pour Monna Vanna, ni pour aucune considération possible. Mais ce n'est qu'un condottiere, à demi vénitien, d'origine vaguement basque, sans nationalité précise et à proprement parler sans patrie. C'est pourquoi Pise échappera au désastre.

Bien mieux, Monna Vanna échappera elle-même au marché honteux et draconien, parce que Prinzivalle l'aime, mais d'un amour qui ne ressemble pas à l'égoïste et violente passion conjugale de Guido Colonna, d'un amour plus noble, plus élevé, céleste et vraiment platonique : voir *le Banquet*. Il en sera récompensé, ce qui révèle chez Maeterlinck un certain optimisme. Cet imbécile de Guido ne croit pas Vanna, lorsqu'elle lui raconte très véridiquement que Prinzivalle l'a respectée. Pour soustraire Prinzivalle, qui l'a suivie dans Pise, aux vengeances de ce furieux, elle doit se démentir et déclarer faussement que le condottiere l'a violentée, en réclamant le privilège de présider elle-même au châtiment dans la prison. C'est lui qu'elle aime maintenant, elle le fera évader, elle sera à lui, écœurée de la sottise de son mari. Et c'est fort bien ainsi, quoiqu'un peu romanesque.

Mais l'orientation philosophique de la pièce n'est pas douteuse. Prinzivalle et le vieux Marco Colonna représentent la pensée de Maeterlinck, contre Guido et le délégué de Florence. Vanna est à la fois l'enjeu et l'arbitre du débat, qui conclut, contre la violence, pour l'intelligence pacifique, l'idéal et l'humanité. Maeterlinck s'est exprimé, sur toute la ligne, en pur disciple de Platon.

Il y a quelque platonisme également dans *l'Oiseau bleu*, qui a été créé en 1908 à Moscou, représenté peu après au Théâtre Réjane, et dont madame Cora Laparcerie vient de faire une reprise triomphale. Là aussi, on trouve d'abord un sens très simple, à l'usage non seulement des profanes, mais des marmots. *L'Oiseau bleu* est une ravissante féerie, montée somptueusement, où les petits se divertissent comme au Châtelet. Si l'on pénètre plus avant, on discerne une leçon évidente d'idéalisme, mais partagée entre deux tendances. Le tableau du Royaume de l'avenir, où les enfants encore à naître attendent leur tour de descendre sur la terre, c'est bien le mythe d'Er l'Arménien (dixième livre de la *République*). Mais le Pays du souvenir, où les grands parents défunts se raniment lorsque les survivants pensent à eux, et d'une façon générale la transfiguration des êtres et des choses par le pouvoir de l'illusion ou de la volonté humaines, c'est plutôt l'idéalisme fichtéen, d'après lequel le moi crée l'univers. Maeterlinck se prononce-t-il ici pour Platon ou pour Fichte, idéalistes tous deux, mais de deux façons exactement opposées? Je crois qu'il ne se prononce pas, que pour ce qui regarde *l'Oiseau bleu* il a le droit de sourire des scoliastes trop méthodiques, et qu'il n'a pas voulu construire un système, mais simplement écrire une jolie pièce. Il y a délicieusement réussi.

***

Knock, ou le Triomphe de la Médecine, de M. Jules Romains, que la Comédie des Champs-Élysées a donné avec le plus beau succès, est une étude mordante et forte, tout à fait dans la tradition moliéresque. Molière a écrit le *Médecin malgré lui* et le *Malade imaginaire* : M. Jules Romains a décrit une combinaison plus savante et plus moderne, à savoir le malade volontaire, par suggestion du médecin. Le docteur Knock s'installe dans un chef-lieu de canton, où son prédécesseur végétait. Lui, Knock, il saura éveiller ce pays à l'existence médicale. De cet être vague et indéterminé qu'est un homme soi-disant bien portant, il fait par la persuasion un névropathe, un diabétique ou un artério-scléreux, enfin quelqu'un.

Il proportionne équitablement son diagnostic à l'état de fortune du patient. La consultation, c'est la pêche à la ligne; le régime, c'est de la pisciculture. Il est juste de ne mettre en traitement que ceux qui en ont les moyens, mais ceux-là doivent un tribut en rapport avec les statistiques fiscales du docteur, beaucoup plus strictement établies que celles de l'impôt sur le revenu. Les scènes où nous le voyons travailler de son état sont impayables; celle du troisième acte, où il explique sa méthode à un confrère, atteint au grandiose. La médecine et son grand prêtre règnent glorieusement aujourd'hui sur cette région jadis réfractaire et obscurantiste. C'est admirable, et d'une bouffonnerie épique, qui donne froid dans le dos. Knock est à Diafoirus ce que l'automobile est aux diligences et l'électricité aux chandelles de suif. L'exploitation de la crédulité et de la poltronnerie par le charlatanisme a gagné l'étape d'organisation scientifique et industrielle.

M. Jules Romains a de puissants dons d'observateur et d'ironiste, servis par une langue excellente et un dialogue délicieux d'aisance, de verve et d'âpreté. Knock est la meilleure comédie nouvelle que nous ayons encore vue cette année. L'an dernier, M. Jules Romains nous avait beaucoup divertis déjà avec son *M. Le Trouhadec saisi par la débauche.* Ce professeur de philosophie, agrégé de l'Université, inventeur de la poésie unanimiste et de la vision extra-rétinienne, étonne le monde par la variété de ses travaux. Peut-être est-il avant tout destiné à devenir le premier auteur comique de sa génération.

PAUL SOUDAY

LES FINANCES INTERALLIÉES

Les premiers jours de l'année 1924 sont principalement remplis par les conversations entre la Belgique et la France d'une part, l'Allemagne d'autre part. Dans tous les pays, l'opinion sent qu'une heure décisive est venue. L'occupation de la Ruhr était un acte destiné à amener des entretiens diplomatiques et un règlement. Les Allemands ne l'ont pas compris, et pendant une année ils ont accumulé les difficultés par une folle politique. Aujourd'hui la résistance passive a cessé; l'Allemagne a manifesté son désir d'entrer en conversation; les pourparlers ont commencé. Il n'appartient pas au public d'en suivre toutes les phases, et il est naturel que le gouvernement garde toute sa liberté d'action. Mais il convient que les entretiens se poursuivent activement et dans une atmosphère favorable, il est nécessaire que se sente partout le désir d'aboutir à une conclusion pratique.

M. Millerand a prononcé à ce sujet des paroles qui ont eu un grand retentissement. L'an passé, en recevant le corps diplomatique au 1er janvier, le Président de la République avait, dans son allocution en réponse au compliment du nonce, insisté sur la volonté de la France de ne pas laisser prescrire ses droits; et ces paroles présidentielles avaient pu être commentées comme annonçant la politique qui devait se manifester le 11 janvier suivant. Cette année une affirmation d'énergie était superflue, après la démonstration qu'a été la Ruhr. C'est sur une parole de paix que le Président de la République française a insisté au seuil de la nouvelle année. « Il semble, a-t-il dit, qu'il soit permis de saluer l'aube

de la réconciliation et de la paix définitives. La France, dont le génie est si éloigné de l'esprit de haine et de discorde, les appelle de toute son âme. Elle souhaite ardemment qu'aucun incident nouveau n'en recule l'avènement. Elle confond, dans ses aspirations, le rétablissement de l'ordre économique universel et celui de sa prospérité particulière. »

Il est à remarquer que dans la dernière séance parlementaire qui avait eu lieu avant la clôture de la session, un orateur, M. Paul Reynaud, s'était fait applaudir en exposant quelles conclusions réelles il était possible désormais de tirer de l'occupation de la Ruhr. On se rappelle que, au cours d'une précédente séance, M. Léon Blum, orateur socialiste, avait dans un réquisitoire d'une grande habileté, ramassé l'ensemble des critiques que l'opposition adresse à la politique de la Ruhr et tourné ce réquisitoire contre la majorité accusée de ne chercher dans cette politique qu'un succès électoral. Dès la première partie de son discours, M. Reynaud, en répondant, a fait apercevoir le faible de cette argumentation. Les inspirateurs de la politique de la Ruhr veulent la justifier par les résultats. C'est en se tournant vers l'avenir et en s'attachant à définir les possibilités qui résultent pour la politique française du fait de l'occupation, qu'on démontrera que c'était là un acte nécessaire et fécond. Dans l'ensemble, ces possibilités apparaissent au public telles que les voit M. Reynaud. L'occupation a créé une situation qui ne se suffit pas à elle-même, qu'il y aurait inconvénient, sinon péril, à prolonger sans en tirer tout le parti qui peut en être tiré, mais qui offre des moyens dont il faut se servir. Loin d'être redoutée comme un indice de faiblesse, une négociation avec l'Allemagne doit être comprise comme le signe de la victoire.

Est-ce à dire que le système de participations aux industries qui intéressent l'économie française soit, comme en pourrait le conclure des paroles de M. Reynaud, le seul bénéfice à attendre de ces conversations? Si intéressant que puisse être l'accord du fer et du charbon, il n'échappera pas qu'un résultat aussi limité n'apporterait qu'une solution incomplète au problème posé entre la France et l'Allemagne. M. Paul Reynaud s'est exprimé en termes d'un scepticisme exagéré sur les chances de succès d'un emprunt international. Si on

ne renonce pas à toute idée de financement des réparations, cette opération nécessitera un appel au crédit. Mais il faut reconnaître que les conversations avec les industriels allemands constituent un commencement tout à fait digne d'attention. Le problème est si complexe que l'important est d'abord d'en traiter une partie, d'éprouver aussi les bonnes volontés et de faire renaître la confiance. On ne comprend pas bien l'objection exprimée à ce sujet par M. Herriot, qui a déclaré qu'il ne voulait pas connaître les capitalistes allemands. Puisqu'il s'agit d'obtenir de l'argent de l'Allemagne, on ne voit vraiment pas quel préjugé empêcherait de s'adresser à ceux qui en ont, à ceux mêmes qui sont seuls à en avoir outre-Rhin.

Tandis que se poursuivaient ces discussions, un phénomène qui n'était pas imprévu a ému le public : en quelques jours une hausse assez sensible des changes s'est produite. Les causes sont diverses : les unes sont d'ordre technique; les autres d'ordre politique. Au point de vue purement technique, la situation actuelle est déterminée par le problème financier anglais et par la migration des capitaux allemands. Les spécialistes font également remarquer que la baisse du franc est due à des attaques de Zurich, d'Amsterdam, et de Londres. Ces places, sur lesquelles les Allemands liquident leurs avoirs pour acheter du dollar, défendent leur change en vendant du franc à Paris. Il est évident que, lorsqu'on voit la livre sterling perdre près de 8 points à New-York en une semaine, et lorsqu'on connaît par ailleurs les disponibilités des Anglais en francs, on ne peut s'étonner de voir les ventes de francs se précipiter directement ou indirectement pour compte anglais. Mais ce n'est pas tout. Comme le fait observer, dans son bulletin, la Société d'Études économiques, ces raisons techniques de la baisse du franc ne doivent pas cependant nous cacher la pression politique dont nous sommes l'objet. Les circonstances financières générales ont rendu le franc plus vulnérable. Il n'est pas douteux que les adversaires étrangers ou intérieurs de notre politique extérieure s'emparent de cette situation pour peser sur les décisions du gouvernement et agir sur les élections prochaines. Les Allemands n'ont jamais caché leur manœuvre. Ils nous ont annoncé dans tous leurs journaux une offensive décisive sur le terrain financier à partir

de juillet 1923. Le franc belge a supporté la première vague d'assaut, on sait comment. Notre devise a d'abord résisté. La situation financière internationale risquait cependant de donner au conflit franco-allemand un développement plus dangereux que les passes de spéculation à découvert dont le mouvement alternatif remplissait les chroniques des journaux. Le remède est avant tout d'ordre politique. Le rétablissement de la situation financière dépend de la fermeté avec laquelle les pouvoirs publics donneront l'impression qu'ils défendront l'équilibre budgétaire et l'ordre social; il dépend aussi de la confiance que le pays lui-même manifestera dans ses destinées, et ici apparaît une fois de plus le rapport étroit qui unit la politique extérieure à la politique intérieure.

Ce qui se passe en Angleterre est bien instructif. La baisse de la livre, qui s'enregistre non seulement à l'égard du dollar, mais aussi à l'égard du franc suisse, du florin et de la couronne suédoise, préoccupe vivement l'opinion britannique. Les milieux de la Cité tendent à attribuer la baisse de la livre à l'incertitude de la situation politique intérieure et à la menace d'un gouvernement travailliste. C'est l'impression qui domine, et l'on assure qu'il n'y a aucune raison économique qui puisse expliquer la récente baisse de la livre, le niveau des prix anglais ayant à peine haussé par rapport aux prix américains, et les demandes saisonnières de devises pour les besoins du commerce ayant cessé. La baisse de la livre par rapport au franc suisse a attiré l'attention sur le rapatriement en Suisse des capitaux énormes qui avaient été transférés l'année dernière à Londres par crainte de l'impôt sur le capital qu'on avait proposé d'instituer en Suisse. Même si l'on tient compte des sommes considérables que les voyageurs anglais dépensent en ce moment dans les différentes stations de sport d'hiver, la baisse de la livre par rapport au franc suisse ne paraît pouvoir s'expliquer que si l'on admet le rapatriement de capitaux considérables qui seraient en ce moment retirés de Grande-Bretagne, pour être placés en fonds d'État, en valeurs de chemins de fer, et même en valeurs industrielles suisses. Il y a un an, au moment du referendum de l'impôt sur le capital, une énorme quantité de capitaux avait quitté la Suisse pour se réfugier dans les banques

anglaises : toutes les valeurs suisses avaient énormément baissé, les dépôts dans les banques avaient diminué et les industries suisses s'étaient même trouvées à court de capitaux et de fonds de roulement. Le correspondant du *Daily Telegraph* à Genève assurait à ce moment qu'environ 100 millions de livres sterling avaient quitté la Confédération Suisse pour les banques anglaises. Aujourd'hui on assiste à un mouvement en sens contraire : par crainte des mesures de socialisation que pourrait prendre un gouvernement travailliste en Angleterre, les capitaux émigrent à nouveau et les banquiers suisses vendent leurs valeurs anglaises ou retirent les fonds qu'ils avaient en Angleterre. Bien des Anglais eux-mêmes recherchent à leur tour des placements sûrs en Suisse, par peur de la menace travailliste. Ces faits peuvent aussi indirectement servir à éclaircir la crise actuelle du franc, puisque les Anglais, se sentant menacés dans leurs intérêts vitaux, doivent être tentés de défendre la livre par la vente de tous les francs dont ils peuvent disposer.

***

Les événements rendent particulièrement attachante en ce moment la lecture des pages que M. L. Klotz a consacrées aux finances interalliées dans l'ouvrage dont la chronique des livres rend compte d'autre part. M. Klotz qui a été un des négociateurs de la paix est naturellement enclin à défendre son œuvre et à regretter les concessions qui ont dû être faites après 1919. Mais ce n'est pas le moment de revenir sur les controverses et il est beaucoup plus intéressant de constater comment dès les négociations du traité les difficultés interalliées ont commencé.

La solidarité financière des Alliés avait donné devant la guerre les plus précieux résultats. Elles ne devait pas suivre à l'armistice. Dès l'entrevue de Trèves en janvier 1919 elle était compromise. C'est peu de temps après qu'eurent lieu les séances où fut rompue la solidarité financière. Une conférence réunie par M. Austen Chamberlain eut lieu à Paris, le 19 février, entre les représentants des trois Trésoreries, M. Keynes, pour l'Angleterre, MM. Norman Davis et Strauss,

pour les États-Unis, Célier pour la France. M. Keynes objecta que la livre n'était pas cotée sur le marché à sa valeur qui serait, à ses yeux, de *cinquante francs*. « Cette mégalomanie monétaire, dit l'auteur, est la vraie cause de la catastrophe financière qui s'est abattue sur l'Univers. » Les représentants des États-Unis, avec un grand bon sens, firent remarquer que le cours de cinquante francs serait arbitraire et aussi difficile à maintenir que celui de vingt-six, qu'au surplus aucune solution du problème posé ne pouvait être trouvée dans une détérioration du change français. Mais M. Keynes demanda soudain si, dans le cas où la Grande-Bretagne consentirait un prêt à la France et s'exposerait ainsi à des embarras, elle pouvait compter sur l'assistance financière des États-Unis. M. Norman Davis répondit que si la Grande-Bretagne avançait à la France des livres pour les dépenses de celle-ci en territoire britannique, ils étaient prêts à envisager le concours dont la Grande-Bretagne pouvait avoir besoin pour ses propres dépenses aux États-Unis. Tout au moins, pour le règlement des cessions consenties à la France pendant la guerre par les Départements britanniques, la Trésorerie britannique pouvait sans inconvénient, estimait M. Norman Davis, nous faire crédit. Alors M. Keynes déclara que cette réponse ne le satisfaisait point; il se refusa à envisager *aucune* combinaison et annonça son départ pour Londres, sans laisser espérer que la conversation pourrait être reprise utilement.

Le gouvernement français essaya de convaincre cependans le gouvernement britannique. M. Austen Chamberlain finit par accepter de continuer son concours pour une somme très limitée, mais demeura invariable sur le fond. L'œuvre de M. Keynes devait produire tous ses résultats. M. Klotz raconte ainsi la scène finale de ces entretiens qui devaient avoir une si grande influence sur la situation internationale :

Estimant que la question ainsi posée intéressait l'ensemble des Alliés, le ministre français des Finances demanda à M. Austen Chamberlain de se rencontrer avec lui chez le colonel House. L'entrevue, à laquelle assistait M. Norman Davis, eut lieu dans l'appartement du colonel House, à l'hôtel Crillon. Le colonel House et M. Norman Davis joignirent leurs efforts à ceux du ministre français; ils déclarèrent que, sans pouvoir dépasser le concours précédemment fourni, les États-Unis étaient entièrement prêts à le continuer, si l'Angle-

terre voulait bien poursuivre le sien et ils firent sur cette dernière toute l'amicale pression qu'on attendait d'eux. Ils ne purent cependant décider M. Austen Chamberlain, médusé par Keynes; le chancelier de l'Échiquier repartit pour Londres sans s'être laissé convaincre.

Cette défection mit le Trésor français dans l'impossibilité de poursuivre ses interventions sur le change. Elle marqua le *point de départ* d'une rupture générale de l'équilibre du marché des devises — prévue d'ailleurs par le colonel House en cet entretien historique où il envisagea les crises de chômage et de commerce certaines dans les pays à change élevé — rupture qui entraîna la chute du franc, qui fut la cause prépondérante du désordre économique dans lequel le Monde entier se trouva plongé dès la fin de l'année 1919 et, depuis lors, chaque jour avec plus d'intensité.

L'histoire de l'an 1919 nous fait assister aux efforts accomplis par le gouvernement français pour sauvegarder ses droits et aux difficultés qu'il rencontre dès l'armistice. C'est d'abord l'affaire de la mission Martin qui a pour objet de surveiller les paiements de l'Allemagne à l'étranger pendant l'armistice et de proposer un contrôle général des finances allemandes. M. Louis Martin eut beaucoup de peine à remplir sa mission et se heurta aux objections non seulement des Allemands mais de nos alliés. A force de ténacité, il parvint cependant à établir le contrôle, à connaître les avoirs de l'Allemagne à l'étranger, ainsi que les valeurs mobilières étrangères appartenant au gouvernement et aux caisses publiques. Son rapport constitue un document où, aujourd'hui encore, on peut trouver d'utiles indications sur les moyens d'action prévus en 1919. C'est ensuite la protestation des États-Unis et de l'Angleterre contre le projet de répartir entre les alliés l'ensemble des charges de guerre. C'est l'aventure du projet, adopté, mais non réalisé, de créer une section financière à la Société des Nations. Cette section, au sujet de laquelle bien peu de renseignements étaient encore connus, devait être munie d'attributions administratives et exercer un contrôle supérieur et permanent sur toutes les Commissions internationales ou organismes de contrôle financier présents ou futurs; d'attributions juridictionnelles pour interpréter les clauses financières et économiques des traités de paix et pour juger en dernier ressort des litiges de même nature qui pourraient naître de l'application des

dispositions contractuelles; d'attributions financières, par exemple, en facilitant les compensations entre les États qui se trouvaient respectivement créanciers et débiteurs, en ayant la faculté de faire aux États représentés certaines avances : il ne paraît pas qu'on l'ait jamais vue fonctionner. Ce sont enfin les péripéties de la proposition faite par le gouvernement français sur la liquidation des frais de guerre : il s'agissait d'instituer des taxes sur certains produits, sur les postes, sur les transports, et de faire supporter en commun aux pays alliés et associés les frais de la guerre; mais les délégations américaines et britanniques firent des réserves, et le projet n'a pas eu de suite.

Un autre texte publié par M. Klotz est significatif : c'est l'avant-projet français contenant les dispositions financières à imposer à l'Allemagne. A peine était-il déposé que M. Lloyd George présenta un contre-projet et qu'une série de batailles s'engagea. M. Klotz nous révèle, ou plutôt nous rappelle, car en vérité, on se doutait de ces continuels conflits, que presque tous les articles du traité ont été l'objet de pareilles difficultés. Aussi bien, sur la liste des dommages à réparer, sur l'attribution d'intérêts légitimes aux Alliés, sur le paiement en or et non en papier, il fallut subir de formidables assauts que la ténacité de la délégation française fit repousser. Sur tous ces projets, la question de confiance interalliée fut posée et on aperçut à plusieurs reprises la rupture. Elle se serait certainement produite, si les exigences initiales de certains de nos alliés avaient été maintenues. Ces mêmes exigences ont reparu, sans plus de succès, au lendemain de la réponse de Brockdorff-Rantzau aux propositions de paix; elles se sont réveillées après la signature du traité, pour prendre chaque jour plus d'acuité, « comme par une sorte de revanche obstinée contre la France elle-même ». Et cependant ce sont les Anglais qui en juin 1919 trouvaient le programme des réparations très modéré; ce sont eux qui trouvaient insuffisant le paiement de vingt milliards avant mai 1926, et insuffisant un montant total de cent milliards marks-or. M. Hughes, premier ministre d'Australie et représentant de l'Empire britannique, assurait que les dommages devaient être payés entièrement; lord Summer, autre délégué britannique,

déclarait qu'il était opposé à toute concession. Et quand le délégué américain proposait un chiffre total de 120 milliards de marks-or, ce projet était repoussé et les représentants des grands puissances demeuraient strictement fidèles aux stipulations originelles.

Que conclure de là? Le traité a été le résultat d'un compromis. Dès l'armistice la solidarité interalliée était limitée par la considération des intérêts particuliers : elle survivait, mais elle ne suffisait plus à inspirer les vues d'ensemble et à faire prendre les résolutions que la politique de guerre commandait. L'histoire du problème des réparations depuis quatre ans, et toute l'histoire de l'application du traité n'a que trop montré les dispositions contradictoires de nos alliés. Notre droit a toujours été reconnu en principe; les conséquences pratiques ont toujours été contestées. Après quatre années où nous avons montré notre patience, notre bonne volonté notre esprit de sacrifice, il a fallu nous décider à un acte, et nous avons occupé la Ruhr. Par là nous avons manifesté notre décision d'obtenir du moins ce que le traité nous promet, et de ne pas laisser péricliter l'instrument sur quoi est fondée l'Europe nouvelle. Nous sommes donc prêts à l'heure présente pour ces conversations générales qui ont quelquefois été entreprises et qui n'ont jamais abouti. Beaucoup de temps a été perdu, et beaucoup de fautes ont été commises chez tous les peuples. Nous-mêmes, nous n'avons pas fait dès 1919 les efforts financiers qui étaient nécessaires et nous avons eu à propos de la restauration des régions libérées des conceptions contestables. Depuis 1920, malgré quelques efforts, nous n'avons pas fait la politique d'économie qui s'imposait. Nos alliés pour leur part ont eu le grand tort de s'obstiner à ne pas comprendre nos besoins et à se laisser conduire par des considérations spéciales. La crise des changes n'est que la manifestation la plus visible du déséquilibre général, dont les Allemands ont cru longtemps profiter. L'expérience de ces dernières années vient de montrer que le désaccord entre la France et la Grande-Bretagne n'est favorable ni à l'une ni à l'autre et qu'il ne sert ni la paix, ni la civilisation. Il est encore temps, si on le veut, de rétablir la confiance et de faire renaître la solidarité.

Les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 6 janvier ont montré que la grande majorité de la nation était d'accord avec le gouvernement français pour continuer jusqu'au bout la politique d'application du traité et de règlement de la paix. Plusieurs journaux anglais ont suivi attentivement ces élections, et se sont demandé s'ils n'y trouveraient pas une indication en faveur d'une politique différente. Ils étaient tout prêts à croire que la crise des changes servirait d'argument contre le ministère; comme si la principale cause de nos difficultés financières n'était pas la carence de l'Allemagne. L'événement les a détrompés. Il n'est pas sans intérêt de retenir leurs aveux. Ils reconnaissent qu'on ne peut discerner dans le scrutin aucun fléchissement, aucun signe d'opposition à la politique du ministère. Le *Times* écrit nettement que les élections sénatoriales prouvent qu'il n'y a aucun indice d'un mouvement quelconque vers la gauche. Si l'opinion britannique comprenait enfin qu'il est vain d'attendre des changements, que nos desseins sont commandés par la nature des choses, et que toute la France veut sincèrement un règlement équitable, les conversations internationales se trouveraient grandement facilitées, et le rétablissement de la solidarité interalliée aurait fait un appréciable progrès.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Amants, heureux amants, Beauté mon beau souci, Mon plus secret conseil, titres harmonieux des trois dernières nouvelles de M. **Valéry Larbaud,** belles épigraphes artistement posées sur ces contes exquis consacrés à l'art de se défendre contre les inclinations ou les faiblesses amoureuses. Qu'on veuille bien comparer les dénouements de chacun de ces récits : d'une manière ou d'une autre leurs héros en arrivent à la « rupture », un peu par lassitude, un peu par lâcheté, surtout pour rester *eux-mêmes*. Aussi les voit-on renoncer aux femmes « si douces » près desquelles s'écoulèrent leurs meilleures heures, afin de pouvoir méditer paisiblement dans quelque petite ville où leur fantaisie les fixe, ou bien sauter dans ces grands trains dont la fuite au milieu des campagnes rend la pensée si aisée. Partir! C'est là en effet leur premier désir : rien ne leur paraît plus délicieux que les îles lorsqu'ils sont sur le continent, rien de plus beau que le continent quand ils sont dans les îles. Qu'il est bon de parler italien en Angleterre et anglais en Italie! C'est déjà partir un peu! L'essentiel en tout cas est de ne pas se trouver condamné à suivre tous les dimanches les quais tristes de Bercy. Si l'on passe d'amour en amour et de pays en pays, c'est le plus souvent pour éviter la tyrannie des êtres ou des choses, c'est pour protéger « le château intérieur », la « liberté de la sérénissime république ». Les héros de Larbaud, ces voyageurs, veulent être seuls pour être libres. « Autrui » ne doit pas troubler le sens de notre vie, « autrui » doit seulement nous distraire et nous fournir des thèmes de réflexion. Les autres, en somme, est-on tout à fait sûr qu'ils existent? Les images qui nous les font connaître se mêlent, en tout cas, à d'autres images dont ils ne sont qu'indirectement responsables. Ce bizarre mélange constitue, en principe, la seule réalité psychologique. V. Larbaud, qui le nomme « monologue intérieur, » en fait la matière même de ses récits. Pas un alinéa, peu de dialogue, c'est le flux de la pensée qui coule, avec toutes ses associations d'idées capricieuses, ses subites fantaisies qui viennent bizarrement — ou logiquement — insérer dans la minute présente une seconde d'un passé depuis longtemps enfui. *Amants, heureux amants* et *Mon plus secret conseil* qui sont traités sous cette forme sont dédiés à James Joyce et Edouard Dujardin, qui, paraît-il, l'inspirèrent. Mais s'ils n'avaient pas mis au point cette formule, M. Valéry Larbaud se fût très bien chargé tout seul de cette tâche; cette expression convient parfaitement en effet aux personnages qu'il se plaît à rêver et qui ne sont bien entendu que des aspects de lui-même. Ils aiment, en effet, Barnabooth, Marc Fournier, M. Francia, Lucas Letheil, à ne vivre que juste ce qu'il faut pour pouvoir agréablement songer à eux-mêmes. Et les pays et les choses si artistement, si intelligemment effleurés, si parfaitement compris et en même temps si peu pris au sérieux — il conviendrait mieux peut-être de dire : au tragique — ont un aspect reposant, aimable et doux; il y a au-dessus d'eux tant d'apaisement philosophique et de chaud soleil que la tristesse et la misère semblent les avoir fuis. Peut-être est-ce pour une raison du même ordre que les personnages de V. Larbaud touchent plus notre intelligence que notre cœur. Ils sont ceux auxquels on ne croit pas tout à fait : l'air qu'ils respirent doit être un peu celui des contes, oui de ces contes — les plus amusants — qui sont légèrement en marge du réel. Pour nous attirer dans les zones de l'émotion, un auteur doit être la dupe des mirages qu'il crée. Il est de belles intelligences qui ne s'y montrent point disposées. Et cela n'a d'ailleurs aucun inconvénient. Nous aimons ce monde de l'esprit où M. Valéry Larbaud sait si bien nous guider. Ses livres sont de ceux qu'on se plaît toujours à reprendre — et comment peut-il se faire à ce propos que son nom ne soit pas encore aujourd'hui réellement célèbre? — Les trois contes qui sont réunis dans ce nouveau volume sont des œuvres de tout premier ordre. Quant à cette forme de « monologue intérieur » que M. Valéry Larbaud a adoptée avec tant de bonheur, il ne serait peut-être pas à souhaiter qu'elle lui devînt habituelle. C'est pourtant là, dira-t-on, l'aspect premier de notre pensée : c'est un fait indéniable, mais l'expression écrite nous semble avoir d'autres exigences et cette méthode Joyce-Dujardin ne tarderait pas, par la répétition, à devenir lassante.

Comme M. Valéry Larbaud, M. Robert de Traz est un « citoyen de l'Europe ». Les lecteurs de la *Revue de Genève* savent avec quelle attention curieuse il suit tous les événements de sa grande patrie. C'est par curiosité, en effet, par désir de se documenter, que M. Robert de Traz voyage. M. Valéry Larbaud, lui, a surtout souci de changer les décors de sa pensée. Peut-être les deux écrivains n'empruntent-ils pas les mêmes lignes de chemin de fer. Celles de M. Robert de Traz ont un centre : Genève. Les trains de M. Larbaud n'ont ni point de départ, ni terminus : ils roulent toujours. **Dépaysements** de M. **Robert de Traz** est une sorte d'enquête poursuivie dans l'Europe d'après guerre. Vienne : la misère, l'indécision et un peu d'insouciance. On est prêt à y accueillir la France et l'Allemagne. Ne nous laissons pas prévenir par cette dernière. La Hongrie : le désespoir et la rancœur. Berlin : un peuple malade. « Avant tout il faut travailler à le guérir ». La Suède : paysages calmes, yeux bleus, du ripolin, contes d'enfants de Selma Lajerlöff (on vient, soit dit en passant, de publier une charmante édition illustrée du *merveilleux voyage de Nils Holgersson*) et aussi partout répandue une mélancolie profonde, une perpétuelle inquiétude : étrange désespoir que les trop longues nuits font naître la solitude et la terreur de l'hiver qui va revenir, cette mort.

Dans *Odysseus*, M. **Ferdinand Bac** interprète fort spirituellement quelques-unes des plus fameuses aventures d'Ulysse. Dans la **Volupté romaine** il nous conte les promenades à Rome d'un musicien venu dans la ville éternelle avec le dessein bien arrêté de se limiter, en fait d'émotions, à celles que l'art seul peut faire naître. Une occasion et une actrice ont vite fait de changer ses résolutions, ce qui nous vaut une aimable idylle poursuivie au milieu des souvenirs de la Rome chrétienne et de l'antique. Ces deux ouvrages sont ornés d'excellentes illustrations dues à M. Bac lui-même. Les décors de jardins qui y trouvent place dénotent un goût d'une rare sûreté. On sait d'ailleurs que M. Bac a dessiné un certain nombre de parcs, dont les amateurs apprécient vivement l'harmonie et l'élégance.

Que signifie exactement l'ouvrage de M. **Supervielle, l'Homme de la Pampa**? C'est ce qu'après examen il n'est pas très aisé de dire. Le début nous fait songer à certains contes de Mark Twain. Un riche éleveur de la Pampa, accablé sous le poids des pesos et passionné de gloire, décide de doter son pays d'un volcan, et, à grands frais, il fait construire non loin de son estancia un joli petit cratère qui recrache très gentiment, avec accompagnement de grondements et de fumées, tous les objets qu'on veut bien lui jeter. Jusque-là rien à dire : il est des heures de l'existence durant lesquelles on trouve ce genre de plaisanterie assez comique. Mais la suite est autrement stupéfiante... L'estanciero vient en France, poussé par la noble pensée de gratifier également notre pays d'un volcan artificiel. Des aventures qui l'attendent à Paris il est impossible de donner une idée. Une longue initiation doit être indispensable pour en pénétrer exactement le sens. Ces troublantes fantaisies ne semblent d'ailleurs pas être le produit d'une entière spontanéité et l'on ne saurait sans injustice dédaigner l'effort qu'elles ont dû coûter.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — 4 fr. 50

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.